TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — Nº 11 106

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 15 OCTOBRE 1980

QUATRE AMÉRICAINS ET UN BRITANNIQUE SE PARTAGENT LES PRIX NOBEL DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE

LIRE PAGE 44



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 5 kr.; Espagne, 60 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 65 p.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 37

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

M. Giscard d'Estaing à Pékin

La France voudrait accroître les échanges commerciaux avec la Chine

Un accord imparfait

Comme ce fut le cas en 1973, lors du voyage de Georges Pompidou, *la visite* de M. Giscard d'Estaing en Chine va représenter, *sur le plan du spectacle*, un des grands moments du septennat. *Le porte-parole du gouvernement* en a déjà donné un avant-goût lorsqu'il a remarqué, dans une étrange formule, que le président de la République, qui se rendra au Tibet « à titre privé », serait « le premier chef d'Etat occidental » à visiter « le Toit du monde ».

A vrai dire, les objectifs que l'on s'assigne du côté français pour l'ensemble de cette visite, retardée depuis plusieurs années, sont relativement modestes. L'expérience du passé incite en effet à une certaine prudence dans les ambitions que ne complète pas une volonté politique bien affirmée. La France, qui fut le premier pays occidental à renouer, en 1964, avec la Chine tout en rompant avec Taiwan, n'arrive aujourd'hui qu'au septième rang parmi les partenaires commerciaux de ce grand pays, à égalité avec le Canada et l'Italie.

Les échanges de Paris avec Pékin sont encore six fois inférieurs à ceux avec Hongkong et ne représentent que 0,32 % de son commerce extérieur. Les exportations françaises s'élevaient en 1979 à 1,4 milliard de francs et, conséquence en partie du « réajustement » économique chinois, elles pourraient cette année être en régression.

Cette faiblesse commerciale de la France dans ses relations avec le pays le plus peuplé du monde serait-elle la conséquence du manque d'intérêt que certains croient pouvoir noter, à Paris, au plus haut niveau, pour les affaires chinoises ? Le président de la République, dont l'attention pour les problèmes africains et les égards envers Moscou sont connus, arrive à Pékin précédé d'une fâcheuse *réputation* : *celle* de ne pas avoir de politique chinoise très *claire*.

Dans une déclaration publiée avant le départ du chef de *l'Etat*, l'Elysée a certes affirmé que, *« dans un monde qui tend à devenir multipolaire, la Chine peut constituer, comme l'Europe, l'un des pôles nécessaires à l'équilibre du monde et de la paix »*. Il n'en reste pas moins que le voyage de M. Hua Guofeng en France l'année dernière avait mis en lumière les divergences entre les deux pays sur diverses questions internationales, en particulier vis-à-vis de l'Union soviétique. Rien, depuis lors, n'est venu atténuer ces dissonances.

La Chine, qui pourfend inlassablement l'« hégémonisme » soviétique, reste très sceptique à l'égard de la détente. L'intervention de Moscou en Afghanistan l'a confirmée *dans* ces sentiments. D'accord pour condamner cet acte, Paris *et* Pékin divergent sur la voie à suivre pour *résoudre* la crise. Aussi la Chine a-t-elle réagi *défavorablement* à la rencontre de Varsovie entre MM. Giscard *d'Estaing et* Brejnev. D'autres divergences existent à propos de l'Indochine, la France s'efforçant de conserver de bonnes relations avec Hanoï, que Pékin considère comme un instrument de l'« expansionnisme soviétique ».

Pékin et Paris pourraient cependant, à l'occasion de la visite de M. Giscard d'Estaing, aller au-delà d'une simple amélioration de leurs relations bilatérales. Il y faudrait, de part et d'autre, moins de sous-*estimation* de son propre rôle — pourquoi, par exemple, partir *d'avance* battu en Asie face au Japon ? — et *plus de hardiesse dans les actes* à l'égard des superpuissances, de *plus en plus incapables malgré* leur domination, on le voit chaque *jour*, *d'empêcher* la multiplication des crises internationales.

Le président Giscard d'Estaing s'envole, ce mardi 14 octobre, dans l'après-midi, pour la Chine, où il est attendu à l'aéroport de Pékin, mercredi à 14 heures 45 (6 h. 45 G.M.T.). Ce voyage devrait permettre d'améliorer les relations bilatérales franco-chinoises et d'envisager les moyens de donner une impulsion aux échanges commerciaux. Le chef de l'Etat va faire escale à Abou-Dhabi, pour rencontrer le président de la fédération des Emirats Arabes Unis.

De notre correspondant

Pékin. — Les temps ont changé *depuis cet automne doré de 1973* où Pompidou était le premier chef d'Etat d'Europe occidentale accueilli par la Chine populaire en visite officielle.

La Chine a élargi son dialogue mais n'a pas perdu de vue pour *autant* ses premiers partenaires, dont la France faisait partie. Aussi bien M. Giscard d'Estaing a-t-il un peu tardé à répondre à une invitation qui date de plus de cinq ans. Se souvient-on qu'en novembre 1975 ce journal croyait *pouvoir écrire que la visite* à Pékin du ministre français des affaires étrangères — alors M. Sauvagnargues — *« préparait celle du chef de l'Etat »* ? Certes M. Barre et quelques membres du gouvernement ont, entre-temps, fait le *voyage de Pékin. On sait* assez bien toutefois, en Chine comme ailleurs, à quel point l'Elysée se réserve la haute main sur les affaires extérieures pour tirer les conclusions logiques du peu d'empressement présidentiel.

Il y a donc une pente à remonter. On peut se demander à cet égard si un programme prévoyant deux journées de « voyage privé » au Tibet, pendant une visite d'un peu plus de six jours, témoigne sérieusement d'une réelle volonté de *« donner une nouvelle impulsion aux relations franco-chinoises »*. Le plus important toutefois est de savoir ce que M. Giscard d'Estaing peut apporter de neuf dans un dialogue qu'il ne s'agit pas d'ouvrir — il est en cours depuis seize ans — mais de relancer. Les perspectives *sont* assez étroites sur le plan diplomatique. Chacun des deux pays a, sur les grands problèmes mondiaux, des positions trop bien ancrées pour qu'elles puissent se modifier en quelques heures de conversation. La diplomatie française ne se distingue pas par une activité excessive en Extrême-Orient, et elle y fait même preuve de beaucoup de réserve. Mais les rares gestes *qu'elle y accomplit ne coïncident* pas toujours — par exemple à propos du Vietnam — avec ceux de la diplomatie chinoise. Les convergences sont plus nettes à propos du dialogue Nord-Sud et particulièrement de l'Afrique, où les *interventions françaises*, si musclées soient-elles, ont régulièrement été approuvées par la Chine.

ALAIN JA-OB.

(Lire la suite page 3.)

Un avertissement de M. Honecker

L'Allemagne de l'Est veillera au maintien en Pologne du système socialiste

M. Erich Honecker, *chef de l'Etat et du parti communiste* de la R.D.A., a lancé lundi 13 octobre un avertissement aux « *contre-révolutionnaires* » *polonais et à leurs* « *auxiliaires occidentaux* », au cours d'une réunion de quelque deux mille cinq cents cadres du parti à Gera. « *La Pologne restera socialiste* », a-t-il notamment déclaré, et la R.D.A., « alliée pour toujours » de ce pays, « y veillera avec ses amis ».

Le dirigeant est-allemand, tout en jugeant « positif » le succès électoral *de la coalition* gouvernementale dirigée par le chancelier Schmidt, a, d'autre part, accusé la R.F.A. de « compliquer *la situation internationale* » et de s'immiscer dans les affaires intérieures de la R.D.A. M. Honecker a invité Bonn à faire preuve de « *réalisme* ».

Varsovie dans l'attente

De notre envoyé spécial

Varsovie. — La Pologne pourrait connaître, lundi 20 octobre, sa seconde grève générale du mois, après la grève d'avertissement d'une heure du 3 octobre. Aucun des problèmes qui avaient motivé le court débrayage d'il y a dix jours n'a, en effet, été résolu. Les négociations salariales par branche, qui auraient dû, en principe, être achevées le 30 septembre, sont loin de l'être. Les statuts de Solidarité, le syndicat indépendant national, créé autour de Gdansk, n'ont pas encore été enregistrés officiellement. Aucune discussion, enfin, ne s'est ouverte sur la question de l'accès des nouvelles organisations aux mass media (*le Monde* du 8 octobre).

Il reste une semaine pour trouver les compromis que souhaitent les *deux parties. Dans* le pire des cas, la situation n'est pas assez tendue *pour* qu'une éventuelle épreuve de force tourne automatiquement à l'affrontement. Mais le fait est là : six semaines après leur signature, les accords de Gdansk n'ont nullement réussi à ramener le calme. Nourris de leur première victoire — le droit à l'existence — les syndicats indépendants *ne cessent de se renforcer.*

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Les ventes d'armes françaises

L'Arabie Saoudite achète pour 14,4 milliards de F d'armements navals

Au terme d'une négociation de près de deux ans et demi conduite par le directeur des affaires internationales au ministère de la défense, M. Gérard Hibon, la France livrera à l'Arabie Saoudite six bateaux de guerre et des hélicoptères armés de missiles pour un montant de 14,4 milliards de francs.

Le contrat prévoit la formation des personnels saoudiens et l'envoi sur place, par la France, de plusieurs dizaines de spécialistes militaires et industriels.

En trois semaines, c'est le deuxième contrat d'armes navales conclu par la France au Proche-Orient, après l'achat par Qatar de trois patrouilleurs rapides lance-missiles pour environ 1 500 millions de francs. Le montant global des commandes d'armements terrestres, aéronautiques et navals enregistrées de l'étranger par la France en 1979 était de l'ordre de 23 milliards de francs. Ces deux derniers contrats laissent augurer, à eux seuls, 30 milliards de francs d'exportations militaires pour 1980.

(Lire page 16 l'article de JACQUES ISNARD.)

UNE DIPLOMATIE DE L'ACTION

« En matière de ventes d'armes, a déclaré M. Raymond Barre *durant son dernier* séjour en Autriche. *la France n'a de leçon à recevoir de personne. »* Le premier ministre n'a pas tort, en la circonstance, de souligner que la France est très loin — au palmarès des marchands d'armes dans le monde — derrière les Etats-Unis et l'Union soviétique qui monopolisent, à eux seuls, plus de 80 % des marchés étrangers.

Mais, précisément, à l'imitation de ces deux pays, la France tente de concevoir ce que d'aucuns appellent déjà « une diplomatie de l'action », intégrant — dans un ensemble d'actions qui se veulent cohérentes — politique extérieure, stratégie industrielle et exportation de matériels de guerre. Effectivement, la preuve est aujourd'hui faite que la France n'a aucune leçon à recevoir d'autrui, depuis qu'elle a emporté pour 16 milliards de francs de contrats d'armes navales dans une région du monde — le *Proche-Orient* et le *Maghreb* — qui a représenté, *déjà l'an dernier*, de 55 % à 60 % de la valeur totale de *ses exportations d'équipements* militaires.

Pour la seule Arabie Saoudite, *vingt* missions françaises se sont succédé à Ryad en deux ans et demi de négociations. C'est dire l'obstination et la patience déployées de part et d'autre : le client, désireux apparemment de ne conclure qu'avec la France, et le vendeur, préoccupé de tendre tous ses efforts diplomatiques, industriels, militaire et bancaires, pour la conquête d'un marché d'abord politique.

La nouveauté est, en réalité, l'apparition, dans de telles affaires, d'une nouvelle race de diplomates détenteurs d'un réseau personnel d'amitiés, au sein des gouvernements ou des états-majors, et plus proches de Lawrence d'Arabie, cet officier anglais aventurier du *début du siècle, que de Basile* Zaharoff, le célèbre et fortuné *marchand de canons grec* de la Belle Epoque auquel Clemenceau *décerna la grand*-croix de la Légion d'honneur.

Au point que l'on ne sait plus qui, du souci de politique extérieure ou de l'intérêt du commerce des armes, l'emporte dans cette diplomatie *de l'action*.

Le duel Carter-Reagan

Une campagne électorale ruineuse

MM. Carter et Reagan ont été tous deux chahutés, lundi 13 octobre, au cours de réunions électorales. A New-York, un discours — pourtant résolument pro-israélien — de M. Carter a été hué par des membres de la communauté juive du quartier de Queens, aux cris de : « *Trahison !* », « *Jérusalem capitale d'Israël !* ». A Claremont (Californie), M. Reagan a été pris *à partie* par des *manifestantes favorables* à l'amendement sur l'égalité des droits entre les *hommes et les femmes* (l'ERA, auquel le candidat républicain s'oppose) et par des défenseurs de l'environnement.

Les responsables de la campagne de M. Carter ont annoncé que celui-ci acceptait un débat télévisé avec M. Reagan jeudi 16 octobre ; le candidat républicain n'a pas encore donné sa réponse. Le dernier sondage Associated Press-N.B.C. indique que M. Reagan conserve son avance avec 43 % des intentions de vote, contre 35 % à M. Carter et 10 % au *candidat indépendant*, M. Anderson.

On estime à *plus de 100 millions de dollars*, selon notre correspondant, le coût de la campagne *électorale* aux Etats-Unis.

De notre correspondant

ROBERT SOLÉ

Washington. — Ici au moins, l'argent ne se cache pas. Les stratèges électoraux évoquent à *longueur de semaine* les *millions* de dollars dont ils disposent et font leurs additions en public. Il n'est pas honteux d'être riche. Ce sont, au contraire, les candidats démunis que l'on montre du doigt et traite de perdants. *M.* Anderson en fait l'expérience depuis le début de la campagne. De nouveau mal placé dans les sondages, privé du soutien des banques, il vient de lancer un *emprunt* à 8 % *d'intérêts* auprès de cent quatre-vingt-cinq mille personnes.

La bataille entre MM. Carter et Reagan coûtera au moins 100 millions de dollars (410 millions de francs). Il faut y ajouter l'argent dépensé lors des primaires et les budgets, souvent considérables, de quatre cent soixante-neuf candidats à des sièges parlementaires.

On n'assiste pourtant pas à *une débauche de gadgets. La* campagne frappe, au contraire, par son apparente sobriété. Les candidats consacrent l'essentiel de leurs ressources à voyager, communiquer avec leurs électeurs et acheter de la publicité sur les ondes.

Pour interrompre pendant soixante secondes la première partie de *Shogun*, un film à succès de la chaîne NBC, M. Rea*gan a déboursé 75 000 dollars*. Il lui en aurait coûté 25 % de plus si son choix s'était porté sur un grand match de football. M. Carter s'est offert lui aussi quelques-unes de ces apparitions ruineuses, jugées indispensables par les *spécialistes du marketing* politique, pour compenser l'impartialité des journaux télévisés.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

AFFAIRE DE FAMILLE

Après M. Gustav Husak, chef du parti communiste tchécoslovaque, qui avait accusé les pays occidentaux de s'immiscer dans les affaires de la Pologne, M. Erich Honecker, chef du parti communiste est-allemand, a déclaré que la R.D.A. s'opposerait à toute tentative d'ingérence étrangère dans ce « pays socialiste frère » qu'est la Pologne.

L'avez-vous remarqué ? Depuis que les Polonais se sont donné des syndicats libres, leurs « amis » sont devenus si sensibles à l'immixtion et à l'ingérence qu'ils poussent la fraternité socialiste jusqu'à considérer les affaires polonaises comme une affaire de famille. Dans un monde où les faux frères pullulent, voilà qui doit rassurer les Polonais.

BERNARD CHAPUIS.

Louis Guilloux est mort

Le romancier Louis Guilloux est mort ce mardi 14 octobre à l'hôpital de Saint-Brieuc. Il *était âgé de quatre-vingt-un ans*.

Une figure fraternelle

Avec Louis Guilloux disparaît l'une des figures les *plus* fraternelles de la littérature contemporaine, et des moins tapageuses. Ce qui ressort de son œuvre, c'est sa parfaite adéquation à une vie toute de discrétion, de modestie, de fine ironie. L'œuvre était exigeante, la vie le fut aussi dans ses rares et fidèles amitiés, la distance qu'il sut toujours maintenir avec le tohu-bohu littéraire, ses intrigues et ses brigues.

Témoin engagé de son temps, de *ses luttes, de ses espoirs et de ses* déceptions, Louis Guilloux, d'une fidélité *exemplaire à ses convictions* et à lui-même, n'en profita *pas* pour autant *pour se hisser devant* la scène, retenir l'attention *par* quelque singularité ou pitrerie ou suivisme.

Il était celui *qui* passe, narquois, la pipe au bec, le sourire aux lèvres, celui qui enregistre, celui qui témoigne.

Il ne faisait partie d'aucune académie, *d'aucun jury*.

Il alliait l'exigence à la pudeur.

L'essentiel de ce qu'il nous laisse, c'est dans ses livres qu'il faut le chercher, l'itinéraire d'un singulier mêlé au mouvement de son siècle : *Compagnon*, *la Maison du peuple*, et cet admirable *Sang noir* qui a marqué l'immédiat avant-guerre de son empreinte déchirante et prémonitoire.

PAUL MORELLE.

(Lire page 22 l'article de JEAN ONIMUS.)

idées

RUE COPERNIC

Le flot des réactions à l'attentat de la rue Copernic ne se tarit pas. Nous retenons aujourd'hui celles d'un juif originaire d'Algérie, Simon E.I. Hazziza, qui dit son sentiment d'avoir été, en quelque sorte, lâché une seconde fois par la France. De René Dumont, qui rappelle que le racisme antisémite n'est pas, tant s'en faut, le seul. De Jacques Ellul, protestant, pour qui l'antisémitisme est alimenté par l'antisionisme. Nous donnons, d'autre part, la parole à Michel Calef et à Jacques Trémolet de Villers, qui répliquent avec vivacité à l'article dans lequel Michel Marmin, directeur d'*Eléments*, associait *« les enfants d'Athènes et de Jérusalem »* (*le Monde* du 8 octobre).

Le tiers-monde juif

par RENÉ DUMONT

LES Français ont été très nombreux, mardi soir, à manifester contre le racisme antisémite, antijuif ; et contre le facisme : ce qui leur fait honneur. Mais que dire des autres formes de racisme, qui font partie de notre vie quotidienne, et dont nous n'avons généralement pas même conscience ?

Les deux tiers de l'humanité, que nous appelons tiers-monde : l'Amérique latine et l'Afrique tropicale, dont nous revenons, sont, comme l'Asie méridionale, en situation *chaque jour plus dramatique*. Ces pays sont ruinés, parce que nous les exploitons tous les jours en sous-payant leurs matières premières (café, coton, etc.) sans la moindre considération humanitaire. Et en leur vendant cher nos produits industriels et nos équipements. Des millions d'enfants y meurent chaque année, dans *notre* indifférence la plus totale : mais ils sont noirs, jaunes ou bruns ; toutes les vies n'ont donc pas la même valeur. Plus près de nous, *les travailleurs* immigrés sont méprisés, quand ils ne sont pas maltraités et attaqués presque chaque jour : et nous sommes peu nombreux à protester, pour beaucoup cela paraît normal.

La majorité de l'humanité est prisonnière d'un *Goulag sans barbelés : le Goulag de la faim*, de la misère, de la maladie et de l'ignorance. Quant l'Iran et l'Irak s'entretuent, nous ne pensons qu'à *notre* pétrole. *Notre* développement ne tolère que ce qui lui ressemble, comme s'il était l'idéal suprême, la forme supérieure de la société humaine. Il n'y a pas si longtemps que nous armions l'apartheid ; et nous soutenons encore, par nos investissements, l'économie de l'Afrique du Sud, de l'Argentine et du Brésil...

Le *racisme anti-tiers-monde*, à l'égard des populations de couleur, est encore trop répandu chez nous. Il entraîne des millions de morts ; et combien sommes-nous à le ressentir au plus profond de nous-mêmes, à en prendre vraiment conscience ? Nous vivons de la faim de ceux que nous méprisons. Sans ce racisme, nous n'accepterions pas le gaspillage de notre « soiété de consommation », qui prive les enfants du mil, du riz et du maïs de leurs repas quotidiens.

La valise ou le cercueil ?

par SIMON E.J. HAZZIZA (*)

JE suis Français. Juif français, né à Nedroma (Algérie). Et, du plus loin que je me souvienne, on a toujours dans ma famille, comme dans pratiquement toutes les familles juives d'Algérie, cultivé ces deux aspects complémentaires d'une personnalité unique : l'amour et le respect du judaïsme et d'Israël, l'amour et le respect de la France.

De mon enfance, de mon adolescence émergent mêlés des noms qui me firent rêver et m'exalter : Danton, Maïmonide, Zola, tel saint rabbin de notre terre « juive algérienne », Léon Blum, de Gaulle, Théodore Herzl, Ben Gourion...

Il n'y avait aucune contradiction. Sans doute suis-je lié naturellement à Israël. Mais comment ne pas l'être lorsque l'on est imprégné de judaïsme ? Comment ne pas comprendre que le petit Etat juif est la réponse exacte à des siècles de persécution, à Auschwitz ?

Il y a quelques années — replié sur l'Hexagone, — je fondais avec quelques amis, dont le journaliste et romancier Roger Ascot, un cercle d'études lié à la gauche israélienne et juive, qui s'efforce de faire connaître les raisons d'Israël et qui lutte pour l'indispensable réconciliation globale israélo-arabe (et, bien sûr, israélo-palestinienne).

Je ne voyais, jusqu'à ces derniers jours, aucune contradiction dans ces attitudes. Hébraïsant, faisant de fréquents voyages en Israël du fait de ma profession (je suis agent de voyages), je me retrouvais à chaque retour de voyage chez moi, dans la banlieue de Paris où je réside.

Pourtant, des ombres subsistaient. Ma maison de la région parisienne n'est que ma seconde maison, la première, la vraie est à Nedroma, près de ce cimetière où sont enterrés tous les miens, depuis les temps les plus reculés, qui datent d'avant l'islamisation de l'Afrique du Nord.

Nous étions devenus pleinement Français depuis plus d'un siècle, et lorsque, par la faute du laisser-aller, de l'impéritie de nos gouvernants (cela n'a guère changé aujourd'hui), le conflit algérien éclata, nous croyions que la France ne nous abandonnerait pas. Tous les hommes politiques l'avaient dit. De Gaulle, le plus prestigieux d'entre eux, devait solennellement le confirmer.

On connaît la suite. Le repli dans la panique sur l'Hexagone. Une vie à refaire, qui brisa plus d'un juif algérien, trop vieux ou mal armé pour tout recommencer. Nous n'avions pourtant pas choisi de partir en Israël, mais de rester chez nous, en France, de nous replier avec elle sur la métropole. Il ne pouvait y avoir d'hésitation pour nous.

Mais maintenant ?

En 1962 nous avons, après tout, subi le sort commun — rapatriés parmi les rapatriés, — mais aujourd'hui ?

La bombe de Copernic n'est destinée qu'aux juifs, même si, conséquence du terrorisme absurde et maléfique pour tous, elle tue, en passant, ces victimes non juives.

Dans les demi-silences, ou les demi-propos d'un président de la République qui — si ma mémoire est exacte — n'emploie pas le mot antisémitisme pour flétrir l'attentat, dans les lapsus d'un premier ministre, dans les tergiversations passées d'un ministre de l'intérieur, dans les embarras de nos (ex ?) amis centristes, comment ne pas voir, déjà, les prémices d'un nouvel abandon de la France ? De quel poids pesons-nous face à cette politique politicienne qui, depuis les reniements que l'on sait, fleure une odeur complaisante de pétrole à tout prix ?

Comment ne pas lier la timidité actuelle du pouvoir face à l'antisémitisme et au racisme — car l'on ne peut dissocier la tuerie de Copernic de la chasse aux travailleurs immigrés, — à une certaine image du président de la République regardant de loin Israël, à la jumelle, du haut des collines de Jordanie ?

Depuis quelques jours, j'ai l'impression, avec nombre de mes amis, que l'histoire recommence, que la France, une seconde fois, nous abandonne. Depuis quelques jours je me pose cette question, avec nombre de mes amis : dois-je vraiment m'accrocher à ce qui est vraiment ma patrie, si chaque dix-huit ans elle me rejette avec mépris ou désinvolture, en marge de l'histoire ? Depuis quelques jours je me demande si le choix n'est pas circonscrit entre la valise ou le cercueil, et si les étudiants sionistes réalisateurs du C.L.E.S.S. (1), qui criaient l'autre soir de l'Opéra à Copernic que le départ en Israël est la seule réponse à l'antisémitisme, n'ont pas finalement raison.

(*) Directeur de sociétés.

(1) C.L.E.S.S. (Comité de liaison des étudiants sionistes socialistes).

L'ANTISIONISME ET L'ANTISÉMITISME

par JACQUES ELLUL

IL ne faut pas se leurrer. L'acte abominable commis contre la synagogue de la rue Copernic est l'expression de la haine. Et si l'on peut comprendre, sans l'excuser, la violence des exclus, des damnés de la terre ou d'une jeunesse désespérée, ici nous sommes en présence d'une autre dimension. On pourra punir les auteurs, démanteler un réseau nazi (et il faut le faire), on n'aura pas atteint le cœur du problème. Car la question est : « Comment est-il possible que se fasse jour à nouveau une pareille absurdité, un tel délire, qui n'a aucune des excuses que le mouvement nazi, en 1933, pouvait paraître avoir en Allemagne ? »

Ce ne sont pas quelques énergumènes excités, montés par une propagande folle, qui comptent. Mais comment et pourquoi ont-ils pu paraître ? Ils ne représentent pas apparemment une force sociale ou politique. Ils n'existent que dans la mesure où il y a un « courant porteur ». *Et nous sommes obligés de constater la renaissance en France de la xénophobie, du racisme, visant tout étranger, mais aussi d'un antisémitisme précis.*

Ce n'est pas le fait de la « droite » seule. La gauche aussi y participe. Je pense tout particulièrement aux attaques et accusations incessantes contre Israël. Je sais les torts que l'on peut imputer à un Etat. Mais je soutiens que dans la tête du Français moyen, Israël et les juifs, c'est pareil, malgré les distinctions subtiles des intellectuels antisionistes. Je répète, après l'avoir dit depuis des années, qu'être violemment antisioniste, c'est préparer une opinion antisémite.

Sans que ces antisionistes soient en rien directement responsables de cet attentat, ni bien sûr néo-nazis, ils ont facilité la naissance du courant d'opinion grâce auquel les criminels ont pu naître à la haine et la porter à sa pointe ultime qui doit maintenant nous conduire à nous reconnaître tous ensemble coupables d'avoir laissé se diffuser un complexe d'opinions qui nous a conduits là.

RÉPLIQUES A... MICHEL MARMIN

Le valet de pique

par JACQUES TRÉMOLET DE VILLERS (*)

SI le procureur général près la Cour de sûreté de l'Etat a lu *le Monde*, il aura découvert une piste nouvelle à la recherche des incendiaires de la rue Copernic.

Michel Marmin, directeur d'Eléments, la lui fournit avec une gracieuse spontanéité : ce sont les catholiques qui ont fait le coup.

Depuis deux mille ans, explique-t-il, l'Eglise est coutumière du fait. Les enfants d'Athènes et de Jérusalem ont brûlé ensemble sur ses bûchers. Les flammes de la rue Copernic, ce doit être elle. Que juifs et païens s'unissent contre cette intolérance, ce totalitarisme, sources du mal qui gangrène l'Europe et dans la diffusion duquel l'Eglise a une responsabilité écrasante.

L'Eglise, mère du terrorisme aveugle !

Pour y penser, il fallait un penseur de la nouvelle droite !

De quoi se mêle-t-il, ce Marmin ? Qui est allé le chercher ? Est-il indicateur de police ? A-t-il été plastiqué par un sacristain ? Assommé par un enfant de Marie ? Violé par une chaisière ?

Pour s'avancer ainsi, il doit avoir réfléchi, s'être documenté... avoir réuni quelques éléments...

Sans doute a-t-il découvert dans le dernier voyage du pape en France les germes de cet antisémitisme ravageur qui lui fait une telle horreur à lui, Marmin, l'antiraciste bien connu ?

Là où passe Jean-Paul II fleurit le totalitarisme chrétien avec son cortège de violences et de fanatismes. On l'a vu en Irlande, au Brésil, en France. On l'a vu en Pologne où le fanatique totalitaire Walesa, son crucifix à la main comme un grand inquisiteur, a brûlé sur le bûcher le pauvre Gierek et menace maintenant le doux Kania.

On l'a vu à Auschwitz, ce fanatisme chrétien, quand le fanatique totalitaire Maximilien Kolbe faisait trembler les doux S.S., si beaux, si païens... Si biologiquement purs... Si gentiment européens... N'est-ce pas Marmin ?

Les pauvres choux. Un pleur sur eux.

On le voit encore aux Indes, ce fanatisme chrétien destructeur des plus hautes spiritualités païennes avec cette intolérante et haineuse Teresa qui s'obstine à traiter en être humains la lie biologique de l'Orient et perpétue ainsi des gènes du second ordre, véritables déchets... N'est-ce pas, monsieur le directeur d'*Eléments* ?

Qui dressera la litanie des malheurs que le monde doit à cette religion ? De Bernard de Clairvaux à François de Sales et de l'art roman à Saint-Louis-en-l'Ile, de Bartolomé de Las Casas, défenseur des Indiens à Colomb, colonisateur de l'Amérique, de Michel-Ange au Greco et de Fra Angelico à Poussin ; du chant grégorien à Vivaldi et des messes de Mozart à la Bible, selon Armstrong ! Il faudrait des volumes pour énumérer ses crimes, des libérateurs d'esclaves aux fondateurs d'hôpitaux, des pères du droit à ceux de la poésie et jusqu'au rire le plus énorme et à la prière la plus tendre, François Villon et Rabelais.

L'histoire en est pleine, de ce fanatisme, quand Vincent de Paul, au lieu de prôner la destruction des enfants mal venus, les recueillait la nuit, puis s'en allait prêcher à ces autres rebuts qu'étaient les galériens... Et Charles de Foucauld, combien de doux musulmans aura-t-il massacré dans son ermitage ? Quel dégoût de la vie, de la nature et de la chair éclate dans les œuvres de son peintre Rubens ! Comme elle a méprisé Athènes et Jérusalem la mère de Racine, de Ronsard, de Chateaubriand, de Dante et de Cervantès !

Vous vous souvenez de ces premiers totalitaires, ancêtres directs de Staline et d'Hitler, dont il est trop évident qu'ils sont fils de l'Eglise, qui, déjà, dans l'arène, odieux gladiateurs, terrorisaient les bons païens, eux qui voulaient seulement voir combien de temps durerait la saignée. Terrible Blandine ! Horrifique Julie ! Marmin, vous êtes sûr que Jésus de Nazareth n'a pas crucifié Caïphe entre Hérode et Pilate ?

Il vaudrait mieux ne pas trop parler, à ce sujet, de communauté de souffrance entre juifs et païens. « *D'ennemis qu'ils étaient, ils devinrent amis* », dit l'Evangile quand Pilate eut envoyé le Christ à Hérode.

La communauté est d'un côté.

Mais la souffrance est de l'autre.

Quand un crime est commis, les regards cherchent le coupable. Alors, celui qui a mauvaise conscience, au lieu de se disculper, cherche à dissimuler son trouble et, précipitamment, sans réfléchir, désigne le plus innocent, le plus humble, et, de sa plus grosse voix, crie : c'est lui !

Ainsi pour d'autres bûchers où brûlèrent les chrétiens, fit un tendre païen qui s'appelait Néron.

Ainsi font les enfants dans certains jeux de hasard.

Mais quand la partie est finie, on étale les cartes, et le valet de pique désigne à l'attention de tous celui qu'on n'appelle plus alors que le mouchard et le menteur.

* Avocat à la Cour.

La valse des plaintes

par MICHEL CALEF (*)

LA valse des plaintes joue son air tendre et langoureux : ici Louis Pauwels attaque en diffamation Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA ; là, le GRECE poursuit Bernard-Henri Lévy ; dans *le Matin* Jean-Claude Valla publie un retentissant article pour dire son indignation de l'attentat de la rue Copernic, tandis que Michel Marmin, dans *le Monde*, appelle à la rescousse « Les enfants d'Athènes et de Jérusalem »... Il n'est pas de jour qui ne voie ces messieurs du *Figaro-Magazine* ou du GRECE s'épancher en lamentations indignées : Nous ! que pouvons-nous avoir de commun avec tous ces poseurs de bombes et autres excités du brassard rouge et noir ?

Démentez, démentez ! Il en restera toujours quelque chose, chantent-ils tous. Mais il vient un moment où l'impudeur touche à ses limites et où sacrifier aux mânes communes des martyrs païens et juifs atteint au ridicule sinon au scandale ! Qu'un vrai Figaro enfin rase tous ces messieurs et rende leurs précautions inutiles ! Si l'on reconnaît à tous ces gens de la nouvelle droite qu'ils n'ont nullement déposé de bombe ni assassiné qui que ce soit, qu'ils aient cependant la pudeur du silence et du respect vis-à-vis d'un climat qu'ils ont contribué à créer, car, à en faire trop, on pourrait leur rappeler le poids des mots.

Qui faut-il croire, en effet, de M. Alain de Benoist qui clame à propos de la FANE : « *Les positions de ce groupe sont à l'opposé des miennes* » ou de M. Frederiksen qui dit : « *Nous nous reconnaissons dans les écrits d'Alain de Benoist* » ?

Le Monde va jusqu'à écrire qu'une des causes de la résurgence du néo-nazisme « *est incontestablement liée au regain idéologique suscité en France par les animateurs de la nouvelle droite...* »

Quelle différence y a-t-il entre ce texte de *Notre Europe*, journal de la FANE : « *Nous dénonçons les ennemis de la culture blanche que sont les courants sémites, les invasions des autres races qui conduisent à une dégénérescence de notre civilisation* », et celui que publiait *Europe Action* au moment où Alain de Benoist y collaborait : « *Le dualisme trans-sémite tel un poison subtil s'est infiltré dans le corps européen... La propagande universaliste sape la vitalité du monde blanc.* »

Quelle différence y a-t-il, sinon de vocabulaire, entre ce que proclament les groupes extrémistes et cette définition du fascisme dans le *Dictionnaire du militant* d'Europe-Action : « *Révolte de la génération du feu et de la jeunesse contre une société sclérosée... Aspiration à un style de vie exaltant les vertus de l'énergie* » ?

Europe-Action n'est plus. Soit. Alors ouvrons la revue *Nouvelle Ecole*, où l'image d'un prétendu combat commun « *des païens et des juifs contre l'Eglise* » en prend un sérieux coup lorsqu'on lit : « *L'esprit de tolérance propre aux Occidentaux leur a été fatal face aux juifs qui leur infiltraient des germes de mentalité orientale.* »

Doit-on supposer que seuls les événements de la rue Copernic ont provoqué le glissement de cette opinion d'Alain de Benoist : « *C'est seulement avec le judéo-christianisme que le totalitarisme fait son apparition dans l'histoire* » vers la seule mise en accusation de l'Eglise chrétienne ?

Quant à « *la société marchande* » « *made in U.S.A.* » dont nous parle Michel Marmin, n'oublions pas que, pour ses amis du GRECE, elle équivaut à la société totalitaire des pays de l'Est, puisque Bruno Mégret s'écrie au colloque du Club de l'Horloge : « *La même idéologie favorise à l'Occident l'anarchie et à l'Est le totalitarisme.* » Or d'où vient cette idéologie totalitaire pour Alain de Benoist : « *L'idéologie totalitaire, le socialisme, la dictature du prolétariat, devient du paupérisme des prophètes.* »

Que nous sachions à ce jour, les prophètes font plus partie du patrimoine juif que les dieux de l'Olympe !

Je pourrais continuer ainsi longtemps si je feuilletais seulement mon épais dossier sur la nouvelle droite et ses visages...

Allons, messieurs, un peu de discrétion, sinon, à force d'en faire trop, vous finirez par nous faire croire que vous avez effectivement quelque chose à vous faire pardonner... Et puis... vous semblez oublier vos propres directives : « *Il nous faut être prudent dans le vocabulaire employé, en particulier, il est nécessaire d'abandonner une phraséologie périmée...* » Suivez donc vos propres conseils de prudence : taisez-vous, et ne nous imposez pas, en outre, de risibles erreurs historiques dans la mesure où c'est sans doute ce que l'Eglise avait de plus « *païen* » en elle qui l'a poussée à cette partie de son histoire qui s'appelle antijudaïsme, et dont Jean XXIII avait si bien su définir le poids.

(*) Membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le président iranien Bani Sadr a répondu officiellement, lundi 13 octobre, à M. Kurt Waldheim, qui avait lancé un appel aux belligérants pour qu'ils laissent appareiller les navires étrangers bloqués dans la zone des combats. M. Bani Sadr a donné au secrétaire général de l'ONU l'assurance que ces navires disposeraient du libre passage s'ils ne déchargent pas leur cargaison dans un port irakien, et s'ils arborent le pavillon des Nations unies; M. Waldheim étudie actuellement ce dernier point avec le secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).

Sur le plan diplomatique, le gouvernement indien a engagé avec plusieurs pays des contacts en vue d'une initiative de paix; le porte-parole du ministère des affaires étrangères a cependant refusé d'indiquer quels étaient les pays contactés. Par ailleurs, M. Habib Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, devait se rendre mardi et mercredi à Bagdad et à Téhéran dans le cadre de la mission de bons offices des pays islamiques. Enfin, le gouvernement iranien compte envoyer une délégation spéciale aux Nations unies en vue d'une prochaine séance publique du Conseil de sécurité.

Sur le terrain, la progression des troupes irakiennes au-delà du fleuve Karoun semble se poursuivre en vue de l'encerclement d'Abadan, qui a été pilonné pendant plusieurs heures par l'artillerie irakienne, de même que les trois autres principales villes du Khouzistan iranien (Ahwaz, Desfoul et Khorramchahr). Le président Bani Sadr a précisé que la progression irakienne n'avait pu être repoussée par l'aviation iranienne à cause des mauvaises conditions météorologiques. Parmi les victimes des combats de Khorramchahr, on relève le nom d'Afghar Danesh, responsable régional du parti communiste Toudeh.

Les Irakiens ont également bombardé le terminal pétrolier de l'île de Kharg et affirment avoir dynamité l'oléoduc Abadan-Téhéran. L'armée iranienne, de son côté, semble avoir repris l'offensive dans le Kermanshahan; par ailleurs, l'aviation iranienne a effectué un raid sur la ville d'Hajomran, dans le nord de l'Irak, et a bombardé, mardi matin, un quartier périphérique de Bagdad.

A Paris, le parti démocratique du Kurdistan iranien dénonce l'accentuation de la répression anti-kurde par Téhéran : « Après Sanandadj, Baneh, Marivan et Saqqez, la ville de Mahabad vient d'être en grande partie détruite par les pilonnages de l'artillerie », déclare le P.D.K.I., qui affirme avoir à déplorer plusieurs centaines de morts. Le P.D.K.I. appelle l'opinion publique, « dont l'attention est focalisée sur le conflit irako-iranien », à ne pas rester indifférente « au martyre de six millions de Kurdes en Iran. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Le conflit a profondément modifié l'équilibre des forces au sein du monde arabe

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Le président Saddam Hussein s'est rendu lundi 13 octobre à Karbela, un des lieux saints du chiisme en Irak. Là, l'homme que l'imam Khomeiny qualifie d'« *athée* » et de « *corrompu* » a non seulement prié devant les sanctuaires de l'imam Hussein et des autres martyrs, mais il a été également bénit par les chefs religieux chiites qui ont demandé à Allah de lui donner victoire et longue vie. Le chef de l'Etat a été très acclamé par la population. La télévision, qui est aussi captée dans la partie orientale de l'Iran, a consacré une dizaine de minutes à ce pèlerinage qui ne pouvait qu'impressionner favorablement la majorité chiite d'Irak.

Alors que la population commence *à déplorer des morts*, la *percée en* direction d'Abadan, présentée comme une « *grande victoire* », constitue *pour Bagdad un élément important* tant sur le plan intérieur qu'international, notamment à l'échelle du *monde arabe.*

A l'issue du délai de soixante-douze heures donné aux diplomates syriens et libyens pour quitter le pays, les ambassades des deux pays ont été fermées lundi *sine die*. Officiellement, il n'est pas question de rupture des relations diplomatiques puisque, selon la doctrine du Baas, la nation arabe est une. Les différends susceptibles de la diviser sont donc le fait de « *dirigeants traîtres* » qu'on punit en fermant leur représentation en attendant qu'ils soient eux-mêmes renversés par les peuples arabes.

Paradoxalement, alors que ces *deux missions diplomatiques* ainsi que celle de la Corée du Nord ont fermé leurs portes, l'ambassade d'Iran — *dont l'architecture s'inspire* des monuments de Persépolis — est toujours ouverte. De l'hôtel Mansour, où sont logés tous les journalistes, on peut même voir flotter le drapeau iranien vert, blanc et rouge orné du *lion impérial que* l'imam Khomeiny avait pourtant décidé de supprimer. Outre que le chargé d'affaires iranien *constituerait un utile trait d'union* en cas de besoin, sa présence à Bagdad peut témoigner, comme l'a dit le *vice-président* Taha Mohieddine Maarouf, que « *l'Irak est prêt à avoir de bonnes relations avec le peuple iranien* », à condition, évidemment, qu'il reconnaisse ses droits sur le Chatt-el-Arab.

Le sommet d'Amman compromis

L'attitude dure *adoptée* à *l'égard* de Damas et de Tripoli constitue indirectement un avertissement aux pays arabes qui apporteraient trop de tiédeur à soutenir la cause de l'Irak, « *champion du monde arabe face aux Perses racistes et aux mages enturbannés, alliés d'Israël* ». Le président Saddam Hussein avait d'ailleurs vertement rabroué M. Yasser Arafat lorsqu'il était venu au début du conflit proposer sa médiation. *Il avait alors* déclaré sèchement au *chef de* l'O.L.P. : « *Quand la souveraineté d'un pays arabe est en cause, le devoir des autres Arabes est de le soutenir et non de se présenter en médiateurs.* »

Il n'en demeure pas *moins que* ce conflit a contribué à modifier profondément l'équilibre des forces au sein *du monde arabe, sans qu'il soit* encore possible, toutefois, de prévoir la façon dont se terminera la partie *en cours. Nombre de diplomates* arabes, à Bagdad, se demandent d'ailleurs si le sommet prévu pour la fin de novembre à Amman, *qui suscitait* de grands espoirs, ne risque pas d'être ajourné *sine die.*

En effet, le sommet arabe tenu à Bagdad en 1978 avait permis aux dirigeants irakiens de dégager un consensus entre le « Front de la fermeté » (Algérie, Libye, Syrie, Yémen du Sud et O.L.P.) et le « *front du silence* » (principalement les régimes modérés). Il ne fait aucun doute que l'offensive irakienne contre l'Iran aurait renforcé ou consacré ce consensus si elle avait débouché rapidement sur une nette victoire et entraîné la chute du régime de l'imam Khomeiny.

Le prolongement inattendu du conflit a eu des effets tout aussi inattendus. Aidés par l'Irak financièrement et sur le plan pétrolier (notamment par des « remises » sur les factures des livraisons), la Jordanie, le Yémen du Nord, la Mauritanie et le Maroc lui ont apporté un soutien sans réserve. Or ces Etats se situent dans le camp des modérés. Eloignés du champ de bataille — la Jordanie mise à part — et armés dans l'ensemble par les Etats-Unis ou par la France, leur aide ne peut être que morale.

Le conflit a toutefois accéléré l'évolution de la Jordanie qui, en trois ans, est passée d'un projet *d'union avec la Syrie à une « unité de fait »* avec l'Irak en janvier 1977. Le roi Hussein avait bien envisagé *une union avec le président* Assad, et les deux pays avaient créé, en juillet de la même année, une com*mission supérieure de coordination* pour la préparer. Au fil des mois, ce projet s'est effiloché, et les rela*tions étaient même devenues fran*chement mauvaises lorsque Damas avait accusé Amman d'aider les *opposants qui voulaient renverser* le régime du président Assad.

Les rapports entre Amman et *Bagdad ont suivi la courbe inverse.* L'Irak fournit maintenant une aide importante à la Jordanie, investit dans la *modernisation* et *l'agrandissement* du port d'Akaba, contribue à la construction de liaisons routières. *De nombreux autres pro*jets de coopération — comme il en existe peu même entre des pays *ayant officiellement décidé de « fusionner »* — ont également été prévus ou sont en voie de réalisation. *Enfin, la guerre a fait d'Amman l'aéroport international de Bagdad.*

Parallèlement, l'Irak s'était rapproché de l'O.L.P. et en particulier *du Fath en normalisant* ses *relations* avec ce dernier. Au printemps 1980, les autorités irakiennes avaient no*tamment fermé sans explications* les bureaux du F.D.P.L.P. (Front démocratique populaire pour la libération *de la Palestine*), *mais elles leur re*prochaient, en réalité, d'avoir de trop bonnes relations avec le P. C. *irakien. Or le rapprochement irako*-jordanien et la tentative de médiation d'Arafat dans le conflit actuel *ont contribué à refroidir les relations* entre Bagdad et l'O.L.P. Les Palestiniens, qui craignaient de voir Damas *chercher à réaliser une Grande Syrie* qui les engloberait, se demandent maintenant si les dirigeants *irakiens, qui ne cachent plus* leur intention d'obtenir le renversement du régime syrien, ne vont pas ten*ter de reconstituer à leur profit* le *Croissant fertile*. Les dirigeants irakiens nient pour leur part avoir *des velléités hégémoniques et affir*ment que la guerre actuelle avec l'Iran préfigure la « *grande bataille* » *contre Israël pour la restauration de* la terre arabe de Palestine.

Les craintes des émirs

Les Etats du Golfe, qui redoutent toute initiative susceptible d'entraîner des bouleversements dans la région, ont suivi depuis trois semaines une évolution en dents de scie. Réservés au début du conflit, ils se sont empressés d'exprimer leur soutien à *l'Irak par solidarité* arabe certes, mais surtout quand ils ont eu l'impression qu'il était le plus fort. *Voyant que la guerre se prolongeait* et que l'imam Khomeiny menaçait de bombarder leurs puits de pétrole, ils ont *alors discrètement fait marche* arrière et prêché à l'Irak prudence et sagesse.

Les points marqués par Bagdad sur le terrain, la diminution de la fréquence des raids iraniens, les démarches du roi Hussein, l'envoi dans les Etats du Golfe d'un émissaire *irakien* — il n'est pas indifférent que ce soit le ministre du pétrole — ont incité ces capitales, en particulier Ryad, à réaffirmer tout aussi *discrètement* il est vrai leur soutien à l'Irak et à lui promettre l'aide dont il aurait besoin, notamment dans le domaine pétrolier. En outre, ils se sont engagés à ce que l'approvisionnement de l'Occident ne pâtisse pas de l'interruption des livraisons irakiennes.

Les *émirs* du Golfe se demandent si, une fois passé le réflexe de solidarité nationale, les coups portés par *l'Irak à l'Iran ne vont pas provoquer* un rééquilibrage des forces politiques, mais ils craignent qu'il ne *s'agisse d'un processus à long terme.* Ils redoutent, en outre, que l'U.R.S.S., pressentant que l'Irak risque de lui *échapper, ne cherche à profiter de* la situation pour se rapprocher de l'Iran avec lequel elle a une longue *frontière commune.*

Toutes ces raisons font que leur principale préoccupation serait que le Conseil de sécurité, qui doit se réunir incessamment, puisse trouver une formule miracle qui permette à la négociation de se nouer, alors que les exigences de Téhéran et de Bagdad paraissent inconciliables : les Iraniens réclament l'évacuation des forces irakiennes de leur territoire avant toute discussion, et les Irakiens refusent de se retirer si au préalable leurs droits ne sont pas reconnus.

PAUL BALTA.

● *L'Organisation de la jeunesse du Toudeh* célèbre mercredi 15 octobre, à 18 heures, à la mairie de Malakoff, le trente-neuvième anniversaire de la fondation du parti Toudeh.



Israël

Un groupe de députés du Likoud dépose une proposition de loi prévoyant l'annexion du Golan

De notre correspondant

Jérusalem. — La session d'été du Parlement israélien s'était achevée le 30 juillet par l'adoption de la loi sur Jérusalem-Est, qui avait provoqué une tempête de protestations sur la scène internationale. La session d'hiver s'est ouverte, le 13 octobre, sur une nouvelle initiative qui risque d'avoir les mêmes effets. *Il s'agit encore d'annexion*, celle du Golan cette fois. Un groupe de députés du Likoud a déposé un texte prévoyant l'application de la loi israélienne sur la partie de territoire syrien occupée depuis 1967.

Au cours de la précédente session, l'idée de cette proposition de loi avait été acceptée par une large majorité des membres de la Knesset. Soixante-dix députés sur cent vingt avaient signé une pétition dans ce sens. C'est-à-dire que les *députés de l'opposition* travailliste avaient approuvé le projet.

Maintenant, le groupe de pression qui s'est créé il y a plusieurs mois pour promouvoir cette idée estime que le moment est venu *de se* prononcer. Ses représentants soulignent que la récente signature du traité d'amitié et de coopération entre Moscou et Damas, la déclaration d'union entre la Syrie et la Libye, de même que les menaces que font peser le conflit dans le golfe Persique et l'alliance entre l'Irak et la Jordanie sur le « *front oriental d'Israël* » rendent plus que jamais nécessaire le renforcement de la position israélienne sur les hauteurs du Golan. Il convient de rappeler qu'en juillet le Parlement avait adopté une loi prévoyant l'octroi de la nationalité israélienne aux Druzes du Golan, ce qui passait à l'époque pour une préparation à peine voilée à l'annexion de cette région.

Cependant, nombre de députés, non seulement dans l'opposition mais aussi dans la majorité, et certains « faucons » parmi eux, considèrent que le moment est mal choisi pour voter un tel projet. Ils ne veulent pas replacer Israël dans la situation créée par la promulgation de la loi sur Jérusalem, dénoncée partout dans le monde.

F. C.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE SORT DES DEUX JOURNALISTES FRANÇAIS ARRETES A KANDAHAR. — A la suite de plusieurs démarches du Quai d'Orsay, un membre de l'ambassade de *France à Kaboul a pu rencontrer*, le 12 octobre, pour la première fois les deux journalistes, Jean Elkouby (dit Francis Missen) et Antoine Darnaud, arrêtés le 11 septembre à Kandahar. Ils paraissent en bonne santé et ont déclaré ne pas avoir été maltraités. Leur interrogatoire est terminé et leur dossier doit être transmis à la justice. Il leur est reproché d'être entrés irrégulièrement en Afghanistan, venant du Pakistan, et d'avoir « *collaboré* » avec la résistance. Selon l'A.F.P. à Kaboul, ils *pourraient être libérés* et expulsés.

Algérie

● LE COMMANDANT ABDERRAHMANE BENSALEM, ancien membre du Conseil de la révolution algérienne, est mort jeudi 9 octobre, annonce le quotidien algérien *El Moudjahid*. Après avoir rejoint le maquis en mars 1956, Abder*rahmane Bensalem fut chargé* du commandement des opérations de l'armée de libération nationale dans la région Nord. Député au lendemain de l'accession à l'indépendance, puis chef d'état-major de *l'Armée nationale populaire* (A.N.P.), il avait été nommé directeur de l'Ecole militaire interarmes de Cherchell par le président Boumediène.

Belgique

● PROLONGATION DE LA CRISE. — *Le quatrième* gouvernement de M. Martens ne sera pas constitué avant une semaine, estime-t-on à Bruxelles, contrairement à ce qui avait été espéré au moment de la nomination du dirigeant *social-chrétien comme formateur*, le 6 octobre dernier. Les sociaux-chrétiens, puis les so*cialistes, qui doivent se par*tager les portefeuilles dans la nouvelle équipe, ont en effet demandé un réexamen complet des objectifs que s'était fixés le précédent cabinet. Les congrès de ces partis pourraient se prononcer, dimanche 19 octobre, et M. Martens constituer son gouvernement le lendemain. — *(Corresp.)*

Bolivie

● UN GROUPE PARA-MILITAIRE A PARIS ? — Le comité de défense de la démocratie en Bolivie (CONADE), fondé il y a près d'un an à La Paz, a prévenu la préfecture de police de Paris qu'à sa connaissance un groupe de dix-huit agents paramilitaires boliviens, dont plusieurs *connus* pour *leurs antécédents* judiciaires, était arrivé ces dernières semaines dans la capitale française. Leur objectif serait la surveillance des exilés boliviens dans plusieurs pays européens. Le CONADE craint qu'un attentat puisse être en préparation contre M. Jaime Paz, vice-président du gouvernement clandestin formé par M. Siles Zuazo, élu peu avant le coup d'Etat militaire du 17 juillet. M. Paz doit venir prochainement en France. Au ministère de l'intérieur, on indique que des vérifications sont en cours.

Brésil

● DES MISSIONNAIRES ETRANGERS INDESIRABLES. — Plusieurs missionnaires étrangers se sont récemment vu refuser leur visa, en application d'un texte récent portant sur le statut des étrangers, a-t-on appris le jeudi 9 octobre à Brasilia de source ecclésiastique brésilienne. La nouvelle législation, entrée en vigueur à la fin août, malgré les pro*testations de l'opposition*, *vise* aussi les exilés latino-américains. Le gouvernement reproche fréquemment aux missionnaires étrangers d'être trop engagés aux côtés des travailleurs agricoles dans les conflits que *ceux-ci soutien*nent contre les propriétaires fonciers. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

● LORD CARRINGTON EN HONGRIE ET EN POLOGNE. — Le secrétaire au Foreign Office fera une visite officielle à Budapest du 27 au 29 octobre, puis à Varsovie jusqu'au 31 octobre. — *(A.F.P.)*

Tchad

● *QUATRIEME* BOMBARDEMENT AERIEN DE N'DJAMENA. — Pour la quatrième fois en une semaine, un avion à réaction non identifié a bombardé, lundi 13 octobre, la capitale du Tchad. Dans les milieux militaires français, on estime que cet appareil est un chasseur-bombardier libyen Tupolev-22 de construction soviétique. — *(A.F.P., Reuter.)*

Tchécoslovaquie

● EXPULSION D'UN DES FILS DE M. OTA SIK. — Les scénaristes Jiri Pelak et sa femme Eva, ainsi que leur enfant de deux ans, ont été expulsés et privés de leur citoyenneté tchécoslovaque. Le couple ne pouvait plus exercer son métier depuis 1973. Lors de son mariage, le fils de l'auteur de la réforme économique avait adopté le nom de sa femme, celui de *Sik* étant trop difficile à porter depuis la « normalisation » qui avait suivi le « *printemps de Prague* ». — *(A.F.P.)*

Turquie

● ECHEC D'UN DETOURNEMENT D'AVION. — Un commando d'élite de l'armée turque est parvenu à se rendre maître, à l'aube de ce mardi *14 octobre, d'un Boeing-727* des Turkish Airlines dont s'était emparé un groupe de cinq pirates de l'air monté à bord à l'escale d'Istanbul. L'appareil, qui venait de Munich, et aurait dû gagner *Ankara, avait été détourné* vers Diyarbakir, au Kurdistan turc.

Les pirates de l'air exigeaient que l'avion se rendît à Téhéran ou à Djeddah ; il s'agirait de militants d'extrême gauche et d'intégristes islamiques. —

Union soviétique

● DEMANDE D'EMIGRATION POUR UN JEUNE HOMME ATTEINT DE LEUCEMIE. — Une mère soviétique a écrit à M. Brejnev pour lui demander l'autorisation de faire soigner aux Etats-Unis son fils de dix-sept ans atteint de leucémie. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le duel Carter-Reagan

(Suite de la première page.)

Soixante secondes très positives sont, paraît-il, irremplaçables, même si elles se glissent entre une avalanche de messages en faveur des produits ménagers. Les chaînes locales louent moins cher leurs antennes, mais les tarifs montent dans les Etats incertains où l'élection se jouera à quelques voix.

Dans un premier temps, les responsables du marketing ont voulu « positionner » leurs « produits » respectifs. M. Reagan est apparu aux téléspectateurs comme un homme rassurant et compétent, alors que, sur fond de Maison Blanche, son adversaire soulignait son rôle de président qui se lève tôt, travaille tard, écrit l'histoire à Camp David et reçoit les sourires du pape. Puis on est passé à la phase numéro deux qui consistait à démolir l'adversaire. M. Reagan a été présenté comme un va-t-en-guerre irresponsable et M. Carter comme le grand fossoyeur de l'Amérique. Pour la phase numéro trois, des renforts arrivent : M. Kennedy défendra le candidat démocrate, malgré l'amertume laissée par les primaires. Le sénateur du Massachusetts aurait exigé en retour que le parti démocrate éponge les dettes de sa campagne.

Depuis leur nomination, MM. Carter et Reagan ont consacré chacun seize millions de dollars en publicité sur les ondes. exactement la moitié des subventions fédérales dues au titre de la loi de 1974. Les autres candidats ne pourront goûter à cette manne qu'après les élections, en fonction de leurs résultats et à condition d'obtenir au moins 50 % des suffrages. Autant dire que M. Anderson doit emprunter sans garantie et que M. Ed Clark, du parti libertaire, n'aura pas un dollar.

La loi de 1974 avait été adoptée à la suite du scandale du Watergate. Dans un but égalitaire, elle limite aussi bien les ressources des candidats que leurs dépenses. S'il veut bénéficier de l'aide du Trésor, le postulant doit se contenter des sommes suivantes : la subvention fédérale (120 millions de francs), la contribution maximum de son parti (20 millions), quelque 12 millions de dons et un plafond de 200.000 F prélevés sur sa fortune personnelle.

Etre très riche ne sert donc plus à grand chose. L'essentiel est d'attirer l'argent. Et il n'est plus possible de compter sur quelques gros donateurs, puisque les cotisations individuelles sont limitées à 1 000 dollars (chiffre qui n'a pas été réévalué depuis 1976). Les candidats doivent donc faire appel à de nombreux sympathisants, ce qui complique leur tâche et leur coûte d'ailleurs bien cher.

Elections primaires mises à part, le montant des dépenses autorisées tourne autour de 150 millions de francs. Cela ne représente que la moitié des sommes engagées par M. Nixon en 1972, malgré la dépréciation du dollar. Mais le budget réel d'une campagne dépasse largement ce plafond, car des associations ou des particuliers peuvent dépenser tout l'argent qu'ils veulent à condition de le faire « *indépendamment du candidat* ». C'est ainsi que plusieurs groupes conservateurs ont réuni des sommes importantes pour soutenir M. Reagan sans s'être mis en contact avec ce dernier. La candidat républicain a réussi, d'autre part, à attirer beaucoup plus de petites contributions que son adversaire.

Parce qu'elle limite et réglemente les contributions des citoyens, la loi est accusée de porter atteinte à la liberté d'expression. On lui reproche aussi d'avantager le président en exercice qui jouit, lui, de moyens illimités pour se faire entendre. Critique supplémentaire : ce système favorise énormément les deux grands partis, et donc le *statu quo*.

Il est clair que pour obtenir des suffrages et bénéficier des subventions fédérales, il faut des moyens financiers. Certes, l'argent ne fait pas forcément le bonheur des candidats. Les 11 millions de dollars dépensés par M. Connally aux élections primaires — et qui l'empêchaient de recevoir des subventions — ne lui avaient procuré qu'un seul délégué à la convention républicaine. On peut noter aussi que les démocrates, moins dépensiers que les républicains, gagnent plus souvent les élections.

L'argent n'est pas déterminant, mais il est essentiel. Les nouvelles lois le rendent d'ailleurs nécessaire beaucoup plus tôt. Il faut partir avant les autres, les poches presque vides mais avec beaucoup de donateurs potentiels et tenir le rythme pendant une bonne année. Une gymnastique difficile qui oblige les candidats à passer autant de temps à faire la quête qu'à préparer leurs discours.

ROBERT SOLE.

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1980

L'Argentin Adolfo Perez Esquivel défend la cause des droits de l'homme dans de nombreux pays d'Amérique latine

L'annonce, le lundi 13 octobre, de l'attribution à l'Argentin Adolfo Perez Esquivel du prix Nobel de la paix 1980 a été accueillie par un silence gêné dans les milieux officiels de Buenos-Aires, indique l'agence France-Presse. M. Perez Esquivel avait en effet été détenu quatorze mois sans procès en 1977 et en 1978, et son action en faveur des droits de l'homme bafoués par le régime militaire est bien connue. Le choix des jurés d'Oslo intervient un mois avant l'examen par l'Organisation des Etats américains du rapport de la commission spéciale pour les droits de l'homme, un document où l'action du gouvernement du général Videla est très critiquée.

C'est la deuxième fois en trois ans que le prix Nobel de la paix honore une organisation de défense des droits de l'homme : à travers M. Perez Esquivel, c'est en effet tout le service *Paix et Justice en Amérique latine*, dont il est le secrétaire général, qui se trouve distingué, comme le bénéficiaire du prix l'a aussitôt déclaré à Buenos-Aires. M. John Sannes, porte-parole du comité du prix Nobel, a rapproché la personnalité de M. Perez Esquivel de celle du dissident soviétique Andrei Sakharov, distingué en 1975 par les jurés d'Oslo, car tous deux « recourent à des moyens pacifiques pour tenter de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés ».

M. Sannes a estimé que, au cours de la guerre civile qui a ensanglanté l'Argentine dans les années 70, le secrétaire de Paix et Justice en Amérique latine avait été « une lumière dans les ténèbres ». Le message de M. Perez Esquivel vaut « pour d'autres pays, surtout en Amérique latine, où les problèmes politiques et sociaux, non résolus, ont conduit à une escalade de la violence », déclare le communiqué du jury.

Parmi les personnalités qui ont réagi à l'annonce de la décision, on note l'abbé Pierre Toulat, secrétaire du comité français de Justice et Paix, pour qui « c'est un homme de la non-violence, un disciple de Martin Luther King et de Gandhi, agissant dans un esprit évangélique et non politicien » qui est distingué. Le pasteur Jacques Maury, président de la fédération protestante de France, Mgr Leonidas Proano, évêque de Riobamba, en Equateur, proche collaborateur de M. Perez Esquivel (de passage en France), ainsi que le Conseil œcuménique des Eglises, à Genève, se sont également félicités du choix du jury d'Oslo.

Un apôtre de la non-violence

On attendait que fussent nommées *les « folles de la place de Mai » — ces femmes qui, depuis des années,* manifestent silencieusement devant le palais présidentiel de Buenos-Aires afin d'obtenir des autorités militaires d'improbables nouvelles qui d'un mari, qui d'un enfant disparu. C'est un autre acteur de l'inlassable lutte de l'Argentine en faveur des droits de l'homme que les jurés du prix Nobel de la paix ont honoré le lundi 13 octobre à Oslo : Adolfo Perez Esquivel.

« *Pour une surprise, c'est une bonne surprise*, s'exclame un ecclésiastique français, fin connaisseur de l'Amérique latine, *j'avais l'impression que, même là-bas, sa réputation ne dépassait pas les cercles d'initiés. Alors le prix Nobel...* »

Secrétaire général de Paix et justice en Amérique latine — un mouvement qui, dans tout le sous-continent, réunit des chrétiens soucieux de promouvoir des changements sociaux sans recourir à la violence, — l'Argentin Adolfo Perez Esquivel était, en effet, jusque-là, surtout connu dans les milieux chrétiens progressistes du tiers-monde et de l'Europe.

Agé de quarante-neuf ans, ce professeur de sculpture à l'université de La Plata n'a, il est vrai, guère plus de neuf années de croisade derrière lui. Mais ce furent des années ardentes.

En 1971, il commence à militer en Argentine au sein d'un mouvement non violent d'adeptes de Gandhi. Sa « recette sociale », c'est l'autogestion. Il ne se paie pas de mots et crée dans son pays des ateliers artisanaux autogérés.

1972 est pour lui une année de lutte contre la violence politique en Argentine. Le régime militaire du général Lanusse s'apprête, en effet, à passer la main ; mais les sursauts de la machine de répression sont terribles : c'est en particulier l'année du « massacre de Trelew », au cours duquel seize prisonniers politiques sont tués lors d'une « tentative d'évasion ».

En 1973, Adolfo Perez Esquivel fonde le périodique *Paix et Justice*, autour duquel prospéra son mouvement Paz y Justicia — en Argentine d'abord, et bientôt à l'échelle du sous-continent. En 1974, il participe à Medellin (Colombie) à une conférence visant à élaborer une stratégie non violente pour la libération de toute l'Amérique latine. Adolfo Perez Esquivel devient secrétaire général de l'organisation, dont le siège est Buenos-Aires. Sa mission consistera à coordonner l'action de tous les « groupes de base » qui s'inspirent de la « *non-violence évangélique comme forme de libération* » à travers le sous-continent.

En 1975, il prend fait et cause pour les coopératives paysannes du Paraguay, harcelées par le régime du général Stroessner. En août 1976, il est interpellé à Riobamba puis expulsé d'Equateur à l'occasion d'une réunion historique d'évêques et de laïcs progressistes de toute l'Amérique latine. Adolfo Perez Esquivel est très proche, en particulier, de Mgr Proano, évêque de Riobamba, et de tous les prélats dits « de sensibilité évangélique », notamment ceux du Nordeste brésilien, comme Dom Helder Camara et Mgr Fragoso.

Le 5 avril 1977, il est arrêté par la dictature militaire argentine en place depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976. Il est, comme on dit là-bas, « *mis à la disposition du pouvoir exécutif* ». Il y demeurera plus d'un an. Jusqu'à sa libération, le 22 juin 1978. Il ne sera pas possible de connaître les charges qui pèsent sur lui.

Une campagne de solidarité avait fait connaître plus largement son nom en Europe et en Amérique latine. Elle fut à son image, discrète, tenace... et efficace.

La coopération contre ces énormes machines que sont les multinationales ou les Etats totalitaires : la « conscientisation », au lieu de l'endoctrinement ; le sursaut spirituel fécondant la révolte contre tout ce qui écrase la personne : à travers Adolfo Perez Esquivel, les jurés d'Oslo honorent des centaines de milliers d'hommes et de femmes, ces chrétiens progressistes qui, dans une région où la violence sociale passe toutes les bornes, luttent pour un avenir meilleur et sans lendemains qui déchantent.

JEAN-PIERRE CLERC.



(Dessin de KONK.)

● *Les disparitions continuent en Argentine.* — La CADHU, commission argentine des droits de l'homme, vient de publier une « liste partielle des disparus en République Argentine durant les années 1979 et 1980 ». Elle comprend cent treize noms d'hommes et de femmes (quatre-vingt-cinq pour 1979 et vingt-huit pour 1980), avec, dans la plupart des cas, le numéro de la carte d'identité des victimes, et l'indication du lieu et de la date de leur séquestration, ainsi qu'une photo d'une trentaine d'entre elles.

● *Amnesty International* (1) organise, jusqu'au 19 octobre, une semaine d'action mondiale en faveur des victimes des différentes méthodes de répression politique : enlèvement, assignation à résidence, poursuite pour de prétendus délits de droit commun et détention de courte durée. Son objectif est de « *mettre en lumière les techniques qui évitent ou détournent le schéma tristement familier des procès politiques, ainsi que de faire connaître des prisonniers condamnés pour des motifs politiques* ».

(1) Nouvelle adresse : 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris. Tél. : 557.65.65.

M. Fidel Castro allié électoral de M. Carter ?

TOUS LES PRISONNIERS AMÉRICAINS A CUBA ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

(De notre correspondant.)

Washington. — *Le président Carter aurait-il trouvé un allié électoral en la personne de M. Fidel Castro ? On se le demande à Washington après l'annonce, lundi 13 octobre, de la libération de tous les prisonniers américains à Cuba. Cette nouvelle survient après trois autres gestes de bonne volonté : l'arrêt de l'exode cubain vers les Etats-Unis ; L'indulgence à l'égard des personnes qui avaient cherché refuge dans les locaux du chargé d'affaires américain à La Havanne ; l'extradition, le 18 septembre dernier — pour la première fois depuis vingt ans, — de deux pirates de l'air ayant détourné un avion vers l'île.*

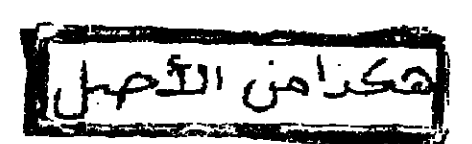
Les prisonniers américains, libres de rejoindre le pays de leur choix, seraient un peu moins d'une quarantaine. Dix d'entre eux avaient détourné des avions. Parmi les autres, accusés généralement d'avoir violé les eaux territoriales ou l'espace aérien cubains, figurent deux personnes qui furent condamnées à vingt-quatre ans de prison pour avoir parachuté de la littérature religieuse.

Lundi après-midi, un porte-parole du département d'Etat s'est prudemment félicité de ce qui « semblerait être un pas positif ». *Pour sa part, le chargé d'affaires cubain, M. Sanchez-Parodi, a présenté la libération des détenus comme une mesure humanitaire conforme à* « l'amitié et au respect mutuel » *entre les deux peuples, mais ne modifiant pas la politique cubaine à l'égard des Etats-Unis. Ceux-ci sont toujours accusés d'espionner et de menacer militairement l'île et de vouloir l'asphyxier par un embargo commercial.*

Le nouveau geste de M. Castro vise probablement à détendre l'atmosphère. Est-ce pour favoriser une normalisation progressive des relations avec Washington, ou pour éviter à M. Carter d'être critiqué à propos de Cuba ? Les dirigeants de La Havane n'ont, en tout cas, aucune raison de souhaiter l'élection de M. Reagan, qui s'était prononcé pour un blocus naval de leur pays. — R. S.

Colombie

● UN JOURNALISTE ASSASSINE. — Un journaliste colombien, Gil Ceballos, a été assassiné le lundi 13 octobre, alors qu'il faisait un reportage à Maicao, un port situé à la frontière du Venezuela, dans une zone de contrebande et de trafic de drogue. Gil Ceballos est le troisième journaliste assassiné depuis un mois. — *(A.F.P.)*



AMÉRIQUES

Le Nordeste revisité

L'Etat de Pernambouc, dans le Nordeste brésilien, souffre de la lente mort de la canne à sucre. La répression y est sévère, la situation sociale y est tragique (« le Monde » du 14 octobre).

II. — RECIFE, VILLE « BOUFFIE »

De notre envoyé spécial THIERRY MALINIAK

Recife. — *« Voyez cette liste des principaux produits que toute famille devrait pouvoir acheter. Non compris les dépenses de « luxe » — comme l'école pour les enfants et les vêtements — cela représente environ 2 500 cruzeiros par semaine* (1). *Or, dans mon secteur, la plupart des chefs de famille en gagnent 500. Je vous assure que lorsque je reçois ma paie à la fin de la semaine, ma seule envie est de courir attaquer le premier passant. »* Celui qui parle ainsi est un *coordinador*, responsable élu par ses voisins dans un bidonville situé à la sortie de Recife, et dénommé de façon inattendue la Planète des Singes.

« Si j'étais plus audacieux, je crois que je serais devenu voleur », renchérit un autre *coordinador*. Occupé le jour à de petits travaux, et la nuit gardien d'immeuble, il réussit, fait remarquable dans le bidonville, à donner tous les jours du lait à ses cinq enfants. Il ne sait pas s'il pourra y parvenir longtemps encore avec les brutales hausses de prix de ces derniers mois. L'un de nos deux interlocuteurs a réussi, après trois mois d'efforts, à racheter à bas prix une vieille télévision raccommodée de toutes pièces. Il n'en est pas peu fier. *« J'avais honte de voir mes enfants passer toutes leurs soirées à regarder la télévision par la fenêtre des maisons du quartier voisin. »*

Comme la plupart des quinze mille personnes de la Planète des Singes, ils ont participé, il y a deux ans, à « l'invasion », qui, sur la colline où nous nous trouvons, a donné naissance à l'actuel bidonville. Tous deux sont d'anciens travailleurs de la canne à sucre, venus à Recife il y a une dizaine d'années. Ils ont habité, au départ, un misérable appartement des faubourgs de la ville. Ils ont dû y renoncer, vu l'augmentation des loyers et du coût de la vie.

On ne peut, à propos des bidonvilles de Recife, parler de « condition de vie », mais véritablement de « survie ». Certains détails sont véritablement hallucinants : ces enfants de l'école qui apprennent à répartir les feuilles blanches de leur unique cahier entre tous leurs compagnons...

Une très grande insalubrité

Encore les habitants de la Planète des singes ont-ils de la chance : ils n'ont pas vu leurs baraques rasées un jour à l'aube par les bulldozers, comme c'est fréquemment le cas. Ceux du « bidonville de l'enfant » viennent d'en faire l'expérience. Une cinquantaine de personnes se pressent aujourd'hui à la commission Justice et Paix de l'archidiocèse, une organisation qui tente tant bien que mal d'assurer la défense des *favelados* (habitants des bidonvilles). Ils s'étaient installés à la fin de l'année dernière sur un terrain vague dont une entreprise a ensuite revendiqué la propriété. Munie d'un « mandat de réintégration » de la justice, Artica commercial — c'est le nom de cette entreprise — a fait raser par la police les trois cents petites baraques de la *favela* — détruisant par la même occasion une partie des maigres biens de ses occupants. Les membres de la délégation venus à la Commission sont désespérés : une femme commente en pleurant la perte de tout son mobilier.

La topographie de Recife facilite les invasions. La ville est à l'embouchure de deux rivières qui forment un réseau complexe d'îles et de péninsules bordées de terrains vaseux que l'on appelle les *mangues*. Les familles s'installent en général sur ces mangues, et commencent à les assécher. *« C'est toujours le même scénario*, affirme un responsable de « Justice et Paix ». *Après plusieurs mois, lorsque le terrain est asséché, il se trouve toujours quelqu'un pour en revendiquer la propriété et obtenir qu'on fasse déguerpir les occupants. Les expulsés partent ailleurs et recommencent. Ici, on est* favelado *toute sa vie, et de père en fils. »* On compte dans la ville soixante-huit « zones d'invasion ».

« Recife, ville bouffie » : l'expression employée par le sociologue Gilberto Freyre, l'un des meilleurs connaisseurs du Nordeste, est plus que jamais de mise. Suivant le dernier recensement fait en 1970 pour le « Plan de développement de la région métropolitaine de Recife », 40 % pour la population de cité vit dans des habitations dont les conditions de salubrité sont au-dessus du minimum considéré comme humain. C'est là un pourcentage de loin supérieur à celui de Sao-Paulo ou de Belo-Horizonte. Près de la moitié des résidences ne sont pas reliées au réseau d'adduction d'eau. La mortalité infantile (224 pour mille) est la plus élevée de toutes les capitales d'Etat du pays.

Nanisme nutritionnel

Née de l'industrie sucrière, Recife en est aujourd'hui la victime : culture extensive d'exportation, employant peu de main-d'œuvre et dépendant des fluctuations des cours internationaux, la canne à sucre s'étend jusqu'aux faubourgs de la ville. Elle y dégorge ses excédents de travailleurs. Entre 1950 et 1970, le taux de croissance de la population en âge de travailler a été de 3,7 % par an en moyenne, et celui de la population effectivement employée de 2,9 % par an seulement. En 1970, à peine 39 % des personnes de plus de dix ans faisait partie de la « population économiquement active » contre 45 % en 1950. A Sao-Paulo, dont la situation sociale n'est pourtant guère enviable, le pourcentage correspondant était de 51 % en 1970.

Le professeur Nelson Chaves, de l'Institut de nutrition de l'université fédérale de Recife, lance depuis une quinzaine d'années des cris d'alarme qui ne sont guère entendus. *« Dans une région à climat tropical comme celle-ci, la moyenne alimentaire pour un travailleur devrait être de 3 500 calories par jour. Or dans la zone de la canne à sucre, elle est de 1 500 calories. Nos études nous ont amené à conclure que la population de cette région rapetisse parce qu'elle a faim. La taille moyenne, qui devrait être d'un mètre soixante-quinze environ, avoisine, pour les hommes, un mètre soixante et un et, pour les femmes, un mètre cinquante-huit. C'est un véritable nanisme nutritionnel. »*

L'Institut de nutrition estime que les dépenses permettant l'alimentation élémentaire d'une famille de cinq personnes, sur la base de 2 800 calories pour chacun, correspondent, à elles seules, à l'équivalent de trois salaires minimum (2). Selon les chiffres officiels de l'« enquête nationale sur les domiciles » réalisée en 1976 dans les neuf Etats du Nordeste, 69 % des hommes ne gagnent que l'équivalent de deux salaires minimum, ou moins encore. Et 188 000 hommes et 531 000 femmes gagnent moins d'un quart de salaire minimum.

Le salaire minimum en vigueur à Recife est, de toute façon, de 20 % inférieur à celui de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro. Récemment, le président Figueiredo a opposé son veto à une loi approuvée par le Congrès (où le parti gouvernemental dispose pourtant d'une confortable majorité) qui unifiait les taux de ce salaire minimum dans le pays. Le chef de l'Etat a expliqué qu'il importait d'encourager les industriels qui veulent investir dans le Nordeste. Un député d'opposition a suggéré, sarcastique, que soit rétabli l'esclavage dans le Nordeste afin d'encourager davantage encore les industriels...

Les problèmes de Recife — en voie de « calcuttisation » disent certains — et du Pernambouc sont-ils insolubles ? Face au déclin de l'industrie sucrière, l'élaboration d'alternatives économiques n'a guère, jusqu'ici, donné de résultats convaincants. Il y a tout juste vingt ans que le président Kubitschek créait, à Recife, la superintendance pour le développement du Nordeste, la Sudene, avec un mot d'ordre : l'« *industrialisation* ». Aujourd'hui, victime de l'érosion progressive de ses crédits et de la concurrence d'une multitude d'institutions parallèles, la Sudene fête son vingtième anniversaire dans l'indifférence quasi générale.

La croissance pour la croissance

Non que son travail ait été totalement négligeable. Pendant des années, elle a tenté, à grand renfort d'exemptions fiscales, de convaincre les industriels de s'installer dans le Nordeste. Durant ces quinze premières années, elle avait pu ainsi créer deux cent soixante-dix-sept mille emplois dans la région — dont quatre-vingt-dix-huit mille dans le Pernambouc au prix d'avantages fiscaux dont la valeur globale dépasse les 20 milliards de cruzeiros. Les entreprises qui se sont installées à Recife étaient cependant, pour la plupart, des succursales dont le siège des sociétés se trouvait à Sao-Paulo. Pendant des années, elles ont sous-facturé systématiquement leurs ventes à la maison-mère, afin de ne pas déclarer de bénéfices et de continuer ainsi à profiter des exemptions fiscales de la Sudene — empêchant la formation de capital dans la région.

Influencée par le mythe de « la croissance pour la croissance », en vogue après le coup d'Etat militaire de 1964, la Sudene a entrepris, dans une région de main-d'œuvre abondante et de capitaux inexistants, de mettre l'accent sur les industries... représentant un faible coefficient de « capital humain » et un taux élevé de capital financier. Cela dans l'espoir de concurrencer Sao-Paulo et le sud du pays.

« Il fallait d'abord que le Nordeste crée une base industrielle compétitive pour opérer une substitution des produits qu'il importait des régions plus développées du pays, nous explique le gouverneur, M. Marco Maciel. *Nous pourons maintenant passer à la seconde phase et nous préoccuper de façon prioritaire de l'emploi. »* Un grand projet de complexe portuaire et industriel est actuellement en cours d'installation à Suape, au sud de Recife. Il ne semble pas toutefois qu'il utilisera beaucoup de main-d'œuvre.

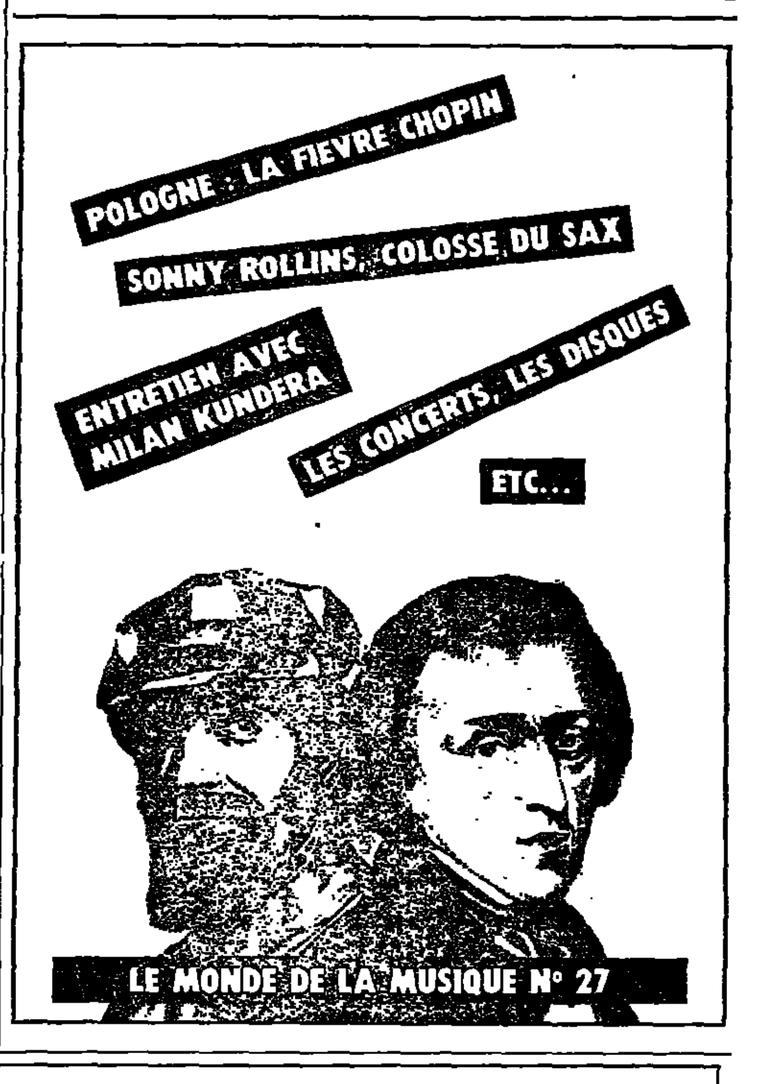
Le Pernambouc est devant un dilemme. Il lui faut, à la fois, résoudre son problème social, en créant massivement des emplois, et faire face à la concurrence de l'industrie, et même de l'agriculture, de la région de Sao-Paulo plus moderne et aux bas coûts salariaux. Aujourd'hui, les petits producteurs d'oignons de Petrolina jettent rageusement leurs produits dans le fleuve Sao-Francisco pour ne pas devoir les vendre en dessous du prix de revient à Recife : ils ne peuvent en effet concurrencer les oignons vendus des grandes plantations du Sud.

« Le Pernambouc, comme tout le Nordeste, se trouve vis-à-vis du sud du Brésil dans la même position qu'un pays du tiers-monde face à un pays industrialisé, affirme un économiste de Recife. *Il est envahi par les produits manufacturés qui l'empêchent de développer son industrie. Son agriculture traditionnelle est étouffée par une agriculture plus moderne et « technifiée ». Il n'a que sa main-d'œuvre à bas prix, qu'il exporte massivement. Il y a cependant une différence fondamentale : c'est qu'un pays peut élever des barrières douanières : une région ne le peut pas. A moins, bien sûr, de songer en termes « d'économie planifiée ». Mais c'est là, depuis quinze ans, une expression considérée comme subversive au Brésil. »*

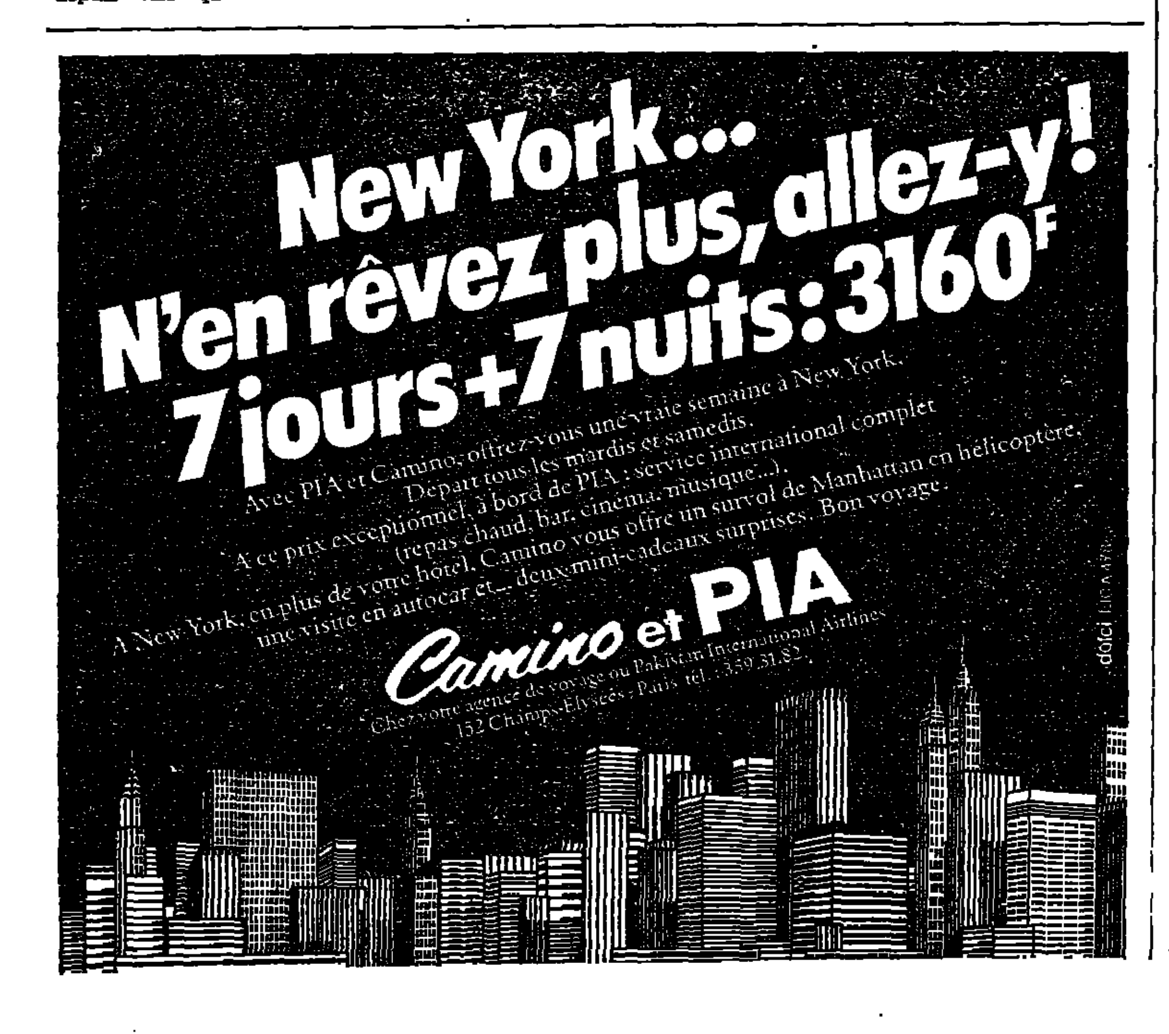
FIN

(1) 1 cruzeiro égale environ 10 centimes.

(2) Le salaire minimum à Recife est de 230 francs par mois.







EUROPE

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

Varsovie dans l'attente

(Suite de la première page.)

La quasi-totalité des ouvriers des grandes entreprises, y compris les militants du parti, en sont membres. Dans plusieurs villes, comme Wroclaw, Solidarité s'est implanté dans tous les milieux professionnels, et les artisans privés — gérants des fonds d'Etat — s'indignent qu'on refuse leur adhésion. Des foules compactes se pressent dans les locaux prêtés par les municipalités, après avoir amoureusement lu et relu les plaques en bas des immeubles, plus spectaculaires encore que les interviews télévisées d'apprentis syndicalistes aussi jeunes que fiers.

Dernier élément, et non le moindre, le mouvement gagne maintenant les campagnes et il est probable que des syndicats paysans auront bientôt aussi pignon sur rue. Dans un calme toujours absolu, la société polonaise entière est en train de s'organiser — à l'intérieur du système, puisqu'elle ne le conteste pas — mais dans un formidable contre-pouvoir qui en modifie la nature.

Avant, les dirigeants gouvernaient — le pays, une ville ou une entreprise — par décrets. Aujourd'hui, ils doivent discuter ou en tous cas tenir compte des objections prévisibles avant de décider du niveau des salaires et des prix, de la productivité, du plan, mais aussi de la politique culturelle, de la censure, de l'organisation de l'enseignement, bref, presque de tout, sauf de la politique étrangère — sage tabou tacite et collectif.

On saura dans quelques mois si ce rapport de forces impressionnant, fruit de vingt-quatre ans d'évolution depuis 1956, aura donné tort à l'histoire en interdisant une intervention soviétique. Il est trop tôt pour savoir quel nouvel équilibre politique pourrait se définir ici à l'intérieur du bloc socialiste si Moscou laissait s'épanouir ce pays trop jeune, trop riche d'intelligence et trop fier de son histoire pour ne pas étouffer dans le présent. En attendant, il faut marcher à la boussole, car les trois repères du paysage politique sont méconnaissables.

Le parti d'abord. Son rôle dirigeant n'est menacé par personne. Et sa vie interne n'a même jamais, sauf en 1956, autant intéressé les Polonais, qui font désormais presque autant de queues pour acheter les journaux qu'ils en font pour la viande. Mais la permanence de ce rôle dirigeant n'a qu'un poids relatif dans la mesure où le parti ne dirige plus, pour deux raisons si profondes que cela risque de durer.

Tout d'abord, les luttes de tendances et de clans ont réussi à le paralyser. Très violentes, comme l'a montré le dernier plénum (*le Monde* du 7 octobre), peu reluisantes, puisque les « dossiers » et la volonté de jeter des têtes au peuple pèsent lourd, elles opposent d'abord les hommes que M. Gierek avait favorisés à ceux qu'il avait mis à l'écart et qui ont conquis la direction. Là, pas de quartier, on élimine même du comité central et l'on murmure que quelques anciens dignitaires pourraient bientôt se retrouver devant un juge d'instruction. Sur la politique à suivre, en revanche, on se ménage, faute de pouvoir faire autrement.

M. Kania plaide pour le respect des accords de Gdansk, mais ne sanctionne pas les responsables locaux qui en entravent l'application. Les réalistes qui le soutiennent et l'ont porté au pouvoir — comme MM. Jagielski, Barcikowski, Olszowski et aussi le général Moczar — n'arrivent guère, en admettant qu'ils le veuillent, à imposer une ligne plus audacieuse. Les deux premiers, signataires des accords de Gdansk et de Szczecin risquent de s'essouffler à occuper le devant de la scène. Les deux autres se taisent, comme attendant leur heure. M. Fiszbach, le premier secrétaire de Gdansk, prêche seul et en vain plus d'audace dans l'acceptation des réalités. Et la majorité pas tout à fait silencieuse se garde de dénoncer le compromis d'août mais multiplie les mises en garde en s'en prenant aux forces « antisocialistes » et s'oppose partout et autant qu'elle le peut à l'ouverture.

L'imbroglio des augmentations de salaires

La nouvelle direction, dans ces conditions, n'a même pas pu imposer au dernier plénum que la date du congrès extraordinaire soit fixée, car l'appareil sait bien qu'on souhaite le renouveler de fond en comble à cette occasion. On verra au cours des prochains plénums si les tournées des membres du bureau politique dans les organisations provinciales du parti auront fait évoluer le rapport de forces. Pour l'instant, elles semblent avoir surtout montré la sympathie dont bénéficient les syndicats indépendants auprès de la base ouvrière, saisie de plus d'indignation depuis la révélation des affaires de corruption.

La deuxième raison de l'immobilisme du parti, c'est l'ignorance dans laquelle il est, comme chacun, de la tournure que va prendre la vague qui submerge le pays. Empêché de peser sur elle par sa paralysie interne, il se trouve empêché aussi de définir une politique — notamment économique — qui risquerait d'être dépassée ou inapplicable dans quelques semaines.

Résultat des luttes de tendances : les tergiversations dangereuses et inutiles sur l'enregistrement des statuts de Solidarité. Résultat de l'attentisme : le catastrophique imbroglio dans l'affaire des augmentations de salaires.

Le jour de la signature des accords de Gdansk, les grévistes avaient proposé de retirer leur revendication de 2 000 zlotys d'augmentation pour tous et avaient demandé à la place 1 000 zlotys pour ceux qui en gagnaient moins de 3 500 et 500 pour ceux qui en gagnaient plus. C'était coûteux pour l'économie, mais acceptable et justifié du point de vue de la morale et de la paix sociale.

Croyant sans doute être plus fortes après la fin des grèves, les autorités avaient cependant imposé un accord sur des négociations à ouvrir branche par branche. La pression ouvrière n'ayant fait au contraire que se renforcer, ces négociations se sont ouvertes dans les plus mauvaises conditions imaginables entre des ministres sans pouvoir et sans instructions et des syndicalistes irrités, méfiants et exposés à toutes les surenchères de la base. Aujourd'hui, à peu près rien n'est résolu, chacun est mécontent. Des augmentations viennent parfois s'ajouter à d'autres obtenues durant les premières grèves de juillet. Les disparités de revenus s'accroissent dans une anarchie totale et les syndicats, pris entre des intérêts contradictoires, risquent d'être débordés — ce qui serait très inquiétant pour le calme fragile de la Pologne alors qu'il ne se passe pas de jour où ils ne doivent arrêter des grèves « sauvages ».

Les seules décisions économiques que l'on se soit résolu à prendre — et il y a là péril en la demeure — tendent uniquement à « éponger » cette masse monétaire que les imprimeries vont jeter sur un marché qui sera de plus en plus dépourvu de produits. La productivité a baissé et va baisser en raison du climat de meetings permanents et de l'introduction de la semaine de cinq jours, alors qu'on travaillait jusqu'à maintenant dans les mines six, huit jours d'affilée. Les récoltes sont mauvaises (— 20 % pour la production des pommes de terre et — 30 % pour celle des betteraves à sucre). La masse salariale devrait augmenter d'au moins 20 % alors que l'inflation est déjà de 12 % et que la Pologne doit 20 milliards de dollars aux banques occidentales et, bientôt, en devra 30 ou 35 suivant les estimations.

Mais plutôt que de prendre des risques en proposant une politique contractuelle aux syndicats et en lançant cette décentralisation que les économistes réclament, on va emprunter 2 milliards de dollars supplémentaires pour acheter des biens de consommation, réduire les investissements industriels au profit de l'agriculture (ce qui est juste, mais insuffisant en soi) et augmenter le taux d'intérêt des caisses d'épargne en le portant au maximum, au taux... d'inflation actuelle.

Deuxième bouleversement aux conséquences moins graves, mais passionnantes à long terme : la position de l'Eglise sur l'échiquier politique. Grâce à la force de caractère de son primat durant les années staliniennes, à la foi de ses fidèles, à l'élection de Jean-Paul II, ces deux dernières années, elle est devenue — expression collective par sa force des aspirations au pluralisme — l'interlocuteur unique du pouvoir. Aucune force, à peine le parti, ne pouvait rien contre elle et presque rien sans elle ou sa protection.

Le monopole perdu de l'Eglise

Aujourd'hui, l'impact des syndicats préoccupe beaucoup plus le pouvoir que celui de la hiérarchie ecclésiastique, qui a perdu un monopole que n'avait jamais menacé avant août l'opposition laïque. Individuellement, chaque syndicaliste ou presque est un catholique fervent, respectueux des positions des évêques et attentifs à elles. Collectivement, les syndicalistes sont avant tout portés par une dynamique sociale qu'ils contrôlent peu et par l'évolution générale du pays. La hiérarchie peut exercer une influence directe sur certains des dirigeants syndicaux mais, pour peser sur les décisions des syndicats, elle ne dipose que des sermons et des intellectuels catholiques de gauche dont elle s'est toujours méfiée et qui ne sont certainement pas des courroies de transmission. Cette situation pourrait permettre de revenir sur cette confusion polonaise, fruit de l'histoire, entre la laïcité et le régime. Elle pourrait aussi, dans un moment de très grande tension, amoindrir l'écho des appels à la prudence que l'Eglise ne manquerait pas de lancer alors.

Troisième bouleversement : l'opposition. Pour une part seulement, mais non négligeable, l'explosion n'aurait pas été possible sans l'existence maintenue à la force du poignet après 1956 de ces îlots de libre parole qu'étaient les revues catholiques libérales de gauche et le club des intellectuels catholiques (KIK), sans l'incroyable activité de défense des droits de l'homme déployée par le KOR depuis 1976, et sans, dans une moindre mesure, les cris d'alarme poussés par le DIP, club où se retrouvent des intellectuels membres ou non du parti, catholiques ou athées, mais tout aussi critiques que décidés à ne pas sortir de la légalité.

Par son prestige dans le mouvement ouvrier, par la crainte qu'inspire aux autorités l'extrémisme supposé du KOR et par les espoirs de modération que quelques dirigeants placent dans les membres du KIK et du DIP, l'opposition occupe une place de premier plan. Mais, dans le même temps, son influence concrète sur le terrain a considérablement diminué dans la mesure où la libre parole a fleuri aux quatre coins du pays et où les employés ont leurs propres organisations pour les défendre.

Dépassée par l'orage désiré, l'opposition traverse une crise d'identité qu'aggrave un affrontement très sensible à Gdansk entre les hommes qui veulent éviter de mettre les pragmatiques de la direction dans une situation intenable et ceux pour qui le courant réaliste du parti sera d'autant moins fort que les réalités s'exprimeront avec moins de vigueur.

On en arrive, tout en faisant des réunions communes parfaitement courtoises, à se traiter en coulisses de « *bolchevik* » et de « *dangereux crétin* ». Le KOR, seul dans l'opposition à être une organisation et non pas une mouvance, n'est plus loin de ne plus exister. Certains de ses membres, pas les moins connus, pensent à créer un mouvement plus directement politique pour tenter d'organiser autour d'une action raisonnée et non plus spontanée — pour le contenir donc — le mouvement de masse né autour des syndicats. D'autres, avec les intellectuels du KIK et du DIP, voient là un risque d'affrontement avec le pouvoir qui ne pourrait pas tolérer, selon eux, cette amorce de pluralisme. On assiste, malgré les dénégations et derrière ces polémiques confuses, au réveil brumeux de l'ensemble des sensibilités politiques existant naturellement dans un pays européen et confondues jusqu'à maintenant dans une lutte défensive.

Sans l'ouverture par les autorités d'un véritable dialogue avec les syndicats, sans la proposition rapide au pays d'un plan de réformes crédibles, sans la définition d'un compromis entre le pouvoir et le pays, on voit mal comment canaliser cette contestation d'un peuple entier. Seule l'intelligence politique des Polonais a permis jusqu'à maintenant d'éviter les dérapages. Mais la raison, si rien ne la conforte, risque de n'être pas éternelle.

BERNARD GUETTA.

● *Le visa polonais* a été rétabli pour les Danois, alors que, jusqu'à présent, les touristes, les sportifs et les hommes d'affaires n'en avaient pas besoin pour de brefs séjours en Pologne. On pense, à Copenhague, que Varsovie veut décourager les visites de curieux et surtout de syndicalistes. Ceux-ci avaient manifesté ouvertement leur sympathie aux grévistes et proposé même un soutien financier (fruit de collectes) qui avait été poliment refusé. — *(Corresp.)*

● *La revue « Faire »* organise le jeudi 16 octobre, à 20 h. 30, au Foyer international, 30, rue Cabanis, Paris 14e, un débat sur la Pologne : « Quels enseignements tirer de ce qui se passe en Pologne ? », avec la participation de MM. J.-P. Cot, député (P.S.), Raymond Juin, responsable C.F.D.T. pour les questions internationales, M. Lucbert, journaliste au *Monde*, Gilles Martinet, directeur de la revue *Faire*, député à l'Assemblée européenne, et A. Smolar, représentant en France du KOR, Comité polonais d'autogestion sociale.

M. Honecker s'en prend aux « contre-révolutionnaires » polonais et aux « impérialistes » occidentaux

Berlin-Est *(A.F.P., A.P., Reuter)*. — Devant quelque deux mille cinq cents cadres du SED (parti communiste est-allemand) réunis à Gera, dans le sud de la R.D.A., M. Erich Honecker, chef de l'Etat, a longuement évoqué, lundi 13 octobre, la situation en Pologne. Ce pays, a-t-il déclaré, « *restera socialiste* », et la R.D.A., « *alliée pour toujours de la Pologne, y veillera avec ses amis* ». Le dirigeant est-allemand s'en est pris aux « *impérialistes occidentaux* » et a assuré que les pays socialistes feraient barrage à toute tentative d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures polonaises.

Le chef du P.C. est-allemand, estimant que la République démocratique allemande ne pouvait « *demeurer indifférente* » aux événements polonais, a accusé « *l'Allemagne fédérale impérialiste et ses proches alliés, les Etats-Unis* », d'avoir contribué à « *la situation difficile* » dans laquelle se trouve aujourd'hui la Pologne. Il a renouvelé ses attaques contre « *les contre-révolutionnaires* » qui se sont, selon lui, manifestés ces temps derniers en Pologne, et leurs « *auxiliaires occidentaux* ». « *La R.D.A. souhaite le maintien de la stabilité dans ce pays* », a-t-il notamment déclaré.

Réaffirmant la fidélité absolue de l'Allemagne de l'Est au camp socialiste et approuvant sans réserve les positions soviétiques dans les différentes négociation Est-Ouest en cours, M. Honecker a tenté de justifier les récentes mesures prises par Berlin-Est pour freiner les contacts entre la population de la R.D.A. et l'Occident, principalement la R.F.A. Cette dernière, a-t-il ajouté, devrait « *accepter la réalité : cela faciliterait le règlement des graves problèmes de déplacements et d'aide légale entre les deux Etats allemands* ». Il a précisé que Bonn devrait accepter un échange d'ambassadeurs (1), « *qui constituerait un pas important vers la normalisation* », cesser d'accorder un passeport ouest-allemand aux citoyens de R.D.A. qui parviennent à franchir le « rideau de fer », fermer le service administratif qui recense ces tentatives, et accepter une rectification du tracé de la frontière le long de l'Elbe.

Tout en jugeant « *positif* » le succès électoral de la coalition libérale-social-démocrate, M. Honecker a reproché à Bonn de s'immiscer dans les affaires intérieures de la République démocratique allemande.

S'agissant de la politique intérieure est-allemande, M. Honecker a insisté sur le rôle primordial du parti communiste. « *Il ne sera permis à personne en R.D.A. de toucher au pouvoir populaire ou de jouer avec lui* », a-t-il déclaré.

(1) L'accord inter-allemand du 7 mars 1974 avait prévu l'échange de simples « représentants permanents » entre la R.F.A. et la R.D.A. Celui du 14 mars de la même année prévoit que le représentant de Bonn est en outre habilité à défendre les intérêts de Berlin-Ouest en Allemagne de l'Est.

Berlin-Ouest

Accusés de meurtre et d'enlèvement

Six dirigeants du « Mouvement du 2 juin » sont condamnés à des peines de cinq à quinze ans de prison

Berlin-Ouest (A.F.P., A.P., Reuter). — Six dirigeants du Mouvement du 2 juin — ainsi nommé par référence à la date de la mort d'un manifestant d'extrême gauche, Benno Ohnesorg, tué au cours d'affrontements avec la police berlinoise en 1967 — ont été condamnés lundi 13 octobre, à Berlin-Ouest, à des peines de cinq à quinze ans de prison. Ils répondaient notamment de l'assassinat, en novembre 1974, de l'ancien président du tribunal de grande instance, Gunther von Drenkmann, et de l'enlèvement de M. Peter Lorenz, chef de la C.D.U. locale, en février 1975.

La peine la plus forte (quinze ans) a été infligée à Ralf Reinders et à Till Meyer, Ronald Fritsch a été condamné à treize ans et trois mois de prison, Gérard Klöpper à onze ans et deux mois, Andreas Vogel à dix ans. Fritz Teufel, l'une des « vedettes » de ce procès-marathon — il a duré deux ans et demi, — a été condamné à cinq ans de prison pour appartenance à une organisation criminelle, vol et détention illégale d'armes à feu, mais a produit un alibi qui l'a lavé de tout soupçon dans les deux affaires qui retenaient principalement l'attention du tribunal.

De notre correspondant

Bonn. — Il y a plus de dix ans déjà, Fritz Teufel était considéré comme « *le clown politique de l'APO* », c'est-à-dire de l'opposition extra-parlementaire qui se manifestait alors dans les rues de Berlin-Ouest. Son nom (en allemand, *Teufel* signifie diable) contribuait évidemment à cette réputation, de même que le petit triomphe qu'il avait remporté lorsque les juges l'acquittèrent, alors qu'on lui reprochait d'avoir organisé un « attentat » contre le vice-président américain Humphrey, qui devait être bombardé à coups de... pudding.

Fritz Teufel a été le seul des accusés à quitter librement le tribunal lundi, compte tenu du temps de détention qu'il a déjà effectué. Pour rester digne de sa réputation, il est apparu à cette dernière séance devant les juges vêtu d'un smoking et d'une casquette noire. Son exemple a d'ailleurs été suivi par plusieurs de ses coaccusés, qui se sont présentés en tenue de hippies. La mascarade a été complétée par les amis de Teufel dans l'assistance : en dépit de toutes les mesures policières, ils sont parvenus à faire éclater dans la salle de délibérations une « bombe » chargée de confettis.

Teufel, en tout cas, a gagné son pari, qui était de ridiculiser — et aussi de déconsidérer — les méthodes de la police et du parquet : il a gardé le silence pendant quatre ans de prison, puis, une fois le procès ouvert, il n'a présenté aucune défense pendant cent soixante-dix-huit jours de délibérations. Il a attendu que le procureur demande contre lui une peine de quinze ans de prison avant de faire son coup de théâtre.

Comme certains journaux avaient écrit que Teufel tenterait un tour de magie « *en tirant un alibi de son chapeau* », le « clown politique » est apparu devant le tribunal en posant ses notes sur un vieux chapeau, « *afin de ne pas faire mentir la presse* ». Et il a produit un alibi dont il a vite fallu reconnaître qu'il était inattaquable. A l'époque de l'assassinat du président Von Drenkmann et de l'enlèvement de M. Lorenz, l'accusé travaillait sous un faux nom dans une usine d'Essen, puis à Bochum. Il lui a suffi de donner quelques précisions pour que des douzaines de témoins le reconnaissent et viennent confirmer ses dires. — J. W.

DIPLOMATIE

LES RELATIONS ENTRE PARIS ET TIRANA SE DÉVELOPPENT

Le ministre albanais des affaires étrangères a été reçu par M. François-Poncet

M. Nesti Nase, ministre albanais des affaires étrangères, a été reçu lundi 13 octobre par son collègue français, M. François-Poncet. C'est la premier fois qu'a lieu un entretien franco-albanais à ce niveau. Il a duré une heure, dans une « *atmosphère cordiale* », précise-t-on au Quai d'Orsay, et a porté sur la situation internationale (Tirana s'en tenant à un strict non-alignement) et les rapports bilatéraux, que les deux ministres sont convenus de développer.

M. Nase, qui faisait escale à Paris à son retour de l'ONU, avait été invité en France en 1973 et en 1974 mais n'avait pas répondu. Il s'était cependant entretenu l'an dernier, aux Nations unies, avec M. Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et, à Tirana, avec le directeur d'Europe du Quai d'Orsay, M. Andréani.

D'autre part, M. Xenophon Nushi, vice-ministre albanais des affaires étrangères, viendra en visite officielle en France du 20 au 23 octobre à l'invitation de M. Stirn. Sa présence à Paris coïncidera avec celle de M. Kondo, président du Comité national albanais pour la culture, et celle de la troupe du Ballet national albanais, qui donnera des représentations au Théâtre des Champs-Elysées.

Quarante-trois boursiers albanais se trouvent en France depuis octobre 1979. Les relations commerciales franco-albanaises, encore faibles, se développent assez considérablement puisque les exportations françaises vers l'Albanie (essentiellement de l'équipement, pour une valeur de 14 millions de francs) ont augmenté de 56,6 % l'an dernier et les importations d'Albanie vers la France (26 millions de francs de minerai de chrome et de tabac) de 73 %.

● *La Commission des Communautés européennes* n'envisage pas d'ouvrir un bureau en Israël, a déclaré, lundi 13 octobre, son porte-parole. Cette mise au point répondait aux déclarations du porte-parole israélien, M. Nehor, assurant (*le Monde* du 14 octobre) que la C.E.E. comptait ouvrir deux bureaux en Israël en 1981, l'un à Tel-Aviv et l'autre à Jérusalem. — *(A.P.)*

Union soviétique

Le « Mercure d'or » pour M. Brejnev

De notre correspondant

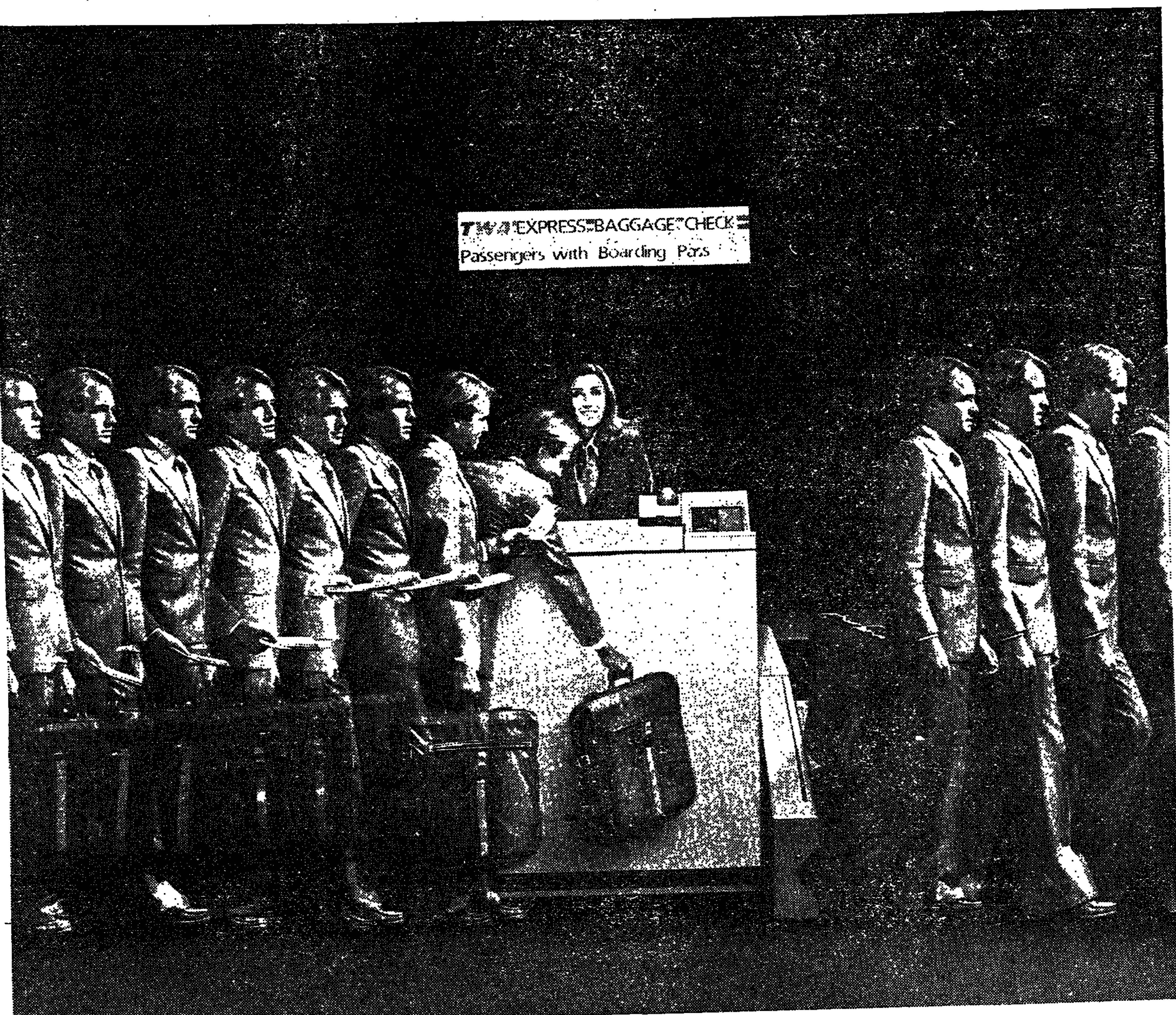
Moscou. — Quel homme d'Etat a le plus œuvré, en 1980, pour le développement de la coopération et du commerce internationaux ? En cette année d'invasion soviétique de l'Afghanistan et d'embargo américain, la question n'est pas facile. La réponse a pourtant été donnée le lundi 13 octobre : M. Leonid Brejnev. Le chef de l'Etat et du parti soviétiques a reçu, en effet, le prix international du « Mercure d'or » pour la paix et la coopération, « pour sa contribution éminente à la consolidation de la paix et au développement de la coopération internationale ». Une splendide statuette en or lui a été remise par M. Komarov, président du comité international du « Mercure d'or » et vice-ministre du commerce extérieur.

Le « Mercure d'or », créé par des journalistes italiens, est décerné chaque année par un jury international à des personnalités et à des sociétés. Moscou avait été choisie cette année pour l'éclat que lui ont donné les Jeux olympiques. Pour M. Brejnev, ce prix s'ajoute à un palmarès déjà impressionnant où se côtoient plusieurs ordres de Lénine, trois titres de Héros de l'Union soviétique, la médaille d'or Karl-Marx de la philosophie, le prix Lénine de littérature... Dans une brève allocution, le lauréat n'a pas manqué d'égratigner le président Carter, en soulignant « l'apport extrêmement précieux de ceux qui résistent aux tentatives de faire du commerce un instrument de pression et de chantage politique ».

Une centaine d'organisations soviétiques et cent vingt-cinq firmes occidentales (dont plusieurs sociétés françaises) recevront mercredi, à leur tour, le « Mercure d'or », parmi lesquelles plusieurs sociétés françaises. Certains P.-D.G. ont hésité à venir. Ils auraient tort de faire la fine bouche, car si cette année 1980 n'a pas été très faste pour la détente et la coopération internationales, elle a, du moins, été bonne pour le commerce franco-soviétique. — D.V.

هكذا من الأصل

TWA lance Airport Express : le record de vitesse dans les aéroports.



Finies les attentes aux comptoirs d'enregistrement.
Avec Airport Express seule TWA vous délivre toutes vos cartes d'embarquement au moment de l'achat de votre billet, sur tous les vols TWA vers les USA et à l'intérieur des USA.

Airport Express TWA à la réservation.

Rien de plus simple : quand vous effectuez votre réservation, vous demandez Airport Express avec votre billet. Vous choisissez d'avance votre place sur chacun de ces vols. Fumeur, non fumeur, fenêtre ou allée. TWA vous transmet alors les cartes d'embarquement correspondant à toutes les étapes de votre voyage, de l'aller au retour en passant par tous les vols intérieurs. Et vous retrouverez d'un avion à l'autre votre siège préféré.

Airport Express TWA à l'aéroport.

C'est évidemment à l'aéroport qu'Airport Express prend tout son sens. Là encore, rien de plus simple : vous vous présentez au comptoir spécial "Express Baggage Check", reconnaissable à son fronton, vous remettez vos bagages et vous vous dirigez vers la salle d'embarquement. Sans file d'attente, facilement et rapidement.

Et cela se répètera dans tous les aéroports où vous passerez aux USA.

Airport Express TWA : imaginez le temps gagné, la fatigue évitée, le plaisir de l'avion retrouvé.

N'imaginez plus : demandez Airport Express TWA.

Vous plaire, ça nous plaît.

TWA

ASIE

Le voyage de M. Giscard d'Estaing en Chine

(Suite de la première page.)

De part et d'autre également, on souhaite sans aucun doute le maintien de la paix mais les points de vue varient sur les meilleurs moyens d'y parvenir.

Le comportement de la France en Europe soulève même quelques interrogations en Chine. Ainsi Chine nouvelle, il y a quelques semaines, a-t-elle directement critiqué M. Giscard d'Estaing pour les idées qu'il avait exposées à Bonn sur l'« indépendance » européenne. « *Il est non seulement irréalisable*, écrivait-elle, *mais également très dangereux pour l'Europe occidentale d'échanger son « indépendance » vis-à-vis des Etats-Unis contre une « détente » permanente avec l'Union soviétique.* » Il y a beau temps que la Chine met en garde les Européens contre ce qu'elle appelle les « illusions » et les « pièges » de la détente. Mais elle va aujourd'hui un peu plus loin en leur recommandent explicitement de resserrer leurs liens avec les Etats-Unis. Est-ce à dire que l'Europe doit s'aligner sur ces derniers ? Non, répondent les spécialistes chinois des affaires internationales, nous ne souhaitons pas un tel alignement à propos de problèmes comme l'Iran par exemple. Mais concevoir une sécurité européenne qui ne dépendrait pas des Etats-Unis aboutit à faire le jeu de Moscou. C'est, comme on voit, fixer des limites assez modestes à la notion d'indépendance et, corollairement, à celle qui devrait lui être associée, de « multipolarité ».

La prédominance de l'anglais

L'élargissement des relations avec le monde extérieur a nécessairement affecté les rapports bilatéraux « privilégiés » qui régnèrent quelques années entre la Chine et la France. Il n'est plus question pour cette dernière de lutter d'influence avec des pays concurrents tels que le Japon ou les Etats-Unis. Dans tous les domaines — culturel, scientifique, commercial, etc. — ces deux pays ont pris en Chine des places prédominantes, et les légers nuages qui peuvent parfois passer dans le ciel des relations entre Pékin d'une part, Washington ou Tokyo d'autre part, ne sauraient contrarier une tendance vouée encore à se renforcer.

On peut regretter cette situation mais il n'y a aucune chance pour que les efforts (éventuels) en vue de maintenir par exemple un minimum de place à l'enseignement du français en Chine se traduisent par d'autres effets que ceux d'un combat d'arrière-garde.

« *Que voulez-vous que nous fassions*, nous disaient de jeunes enseignants shangaïens de langue française, *lorsque les hommes d'affaires français eux-mêmes insistent pour traiter en anglais avec les représentants des corporations chinoises ?* » Il est assez significatif également que, moins de deux ans après la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays, les Etats-Unis aient en Chine plus d'étudiants que la France et presque trois fois plus d'experts coopérants. Pour ne rien dire des journalistes : une dizaine d'organisations de presse américaines (agences, quotidiens, hebdomadaires) entretiennent des correspondants à Pékin où seuls sont représentés l'A.F.P. et *le Monde*.

Organiser des échanges

Dans des domaines comme la peinture, le cinéma, le théâtre, entretenir des contacts entre scientifiques, sportifs, missions parlementaires ou autres, tout cela est bel et bon. Mais le grain semé lèvera de plus en plus difficilement dans une société où l'humus d'une familiarisation avec la culture française s'appauvrit au moins relativement par rapport à d'autres influences.

On connaît les espoirs et les irrégularités qui marquent, d'autre part, l'évolution des échanges commerciaux entre les deux pays. Là encore, la concurrence est sévère. Si la France ne peut lutter avec le Japon et les Etats-Unis, est-elle en mesure, au moins, de développer avec la Chine des relations économiques aussi florissantes que celles de l'Allemagne fédérale. Sans doute pas avec les mêmes armes : dans le secteur-clé des équipements industriels, des machines-outils, en particulier, les constructeurs de la R.F.A. offrent un rapport qualité-prix avec lequel leurs concurrents français ne rivalisent souvent que difficilement.

Des marchés d'armement ?

Mais la Chine attend de la France des efforts précis qui, s'ils sont consentis, peuvent ouvrir des portes qui hésitent à s'entrebâiller aujourd'hui. Dans le domaine du crédit d'abord. Pékin a obtenu de plusieurs de ses partenaires des crédits gouvernementaux à des taux très inférieurs à ceux des crédits commerciaux ordinaires (jusqu'à deux et demi pour cent avec le Japon). Il va de soi que ces opérations ne suffisent pas à couvrir de vastes programmes d'investissements mais elles contribuent à en réduire le coût. Les pays qui ont recours à ce procédé y trouvent un double avantage : soutenir d'une part l'activité de certains secteurs de leur économie menacés de stagnation ou de récession ; prendre pied d'autre part sur un marché chinois qui demain peut être porteur de fruits plus généreux. Il appartient à la France de savoir si elle veut faire le même calcul.

Les Chinois, par ailleurs, ont clairement manifesté leur intérêt pour des marchés d'armement qui leur permettraient de moderniser leur défense nationale. La France n'a pas fait complètement la sourde oreille à ce désir et, après des années de négociations, elle a finalement accepté l'idée de livrer à la Chine des missiles anti-chars du type Hot (d'ailleurs fabriqués en coopération avec la R.F.A.). L'idée seulement toutefois, car le couperet de la politique de « réajustement » de l'économie chinoise étant tombé à peu près au même moment, aucun accord de vente n'a été signé. On sait en revanche que les militaires chinois ayant précisé leurs priorités, ils sont aujourd'hui à la recherche d'un avion de combat dont quelques exemplaires, mais surtout la technologie, pourraient être introduits en Chine. Le Mirage 2000 a été mentionné dans cette perspective comme l'un des appareils qui répondraient peut-être à ces besoins. Du côté français, une décision sur ce chapitre ne saurait être que politique et impliquerait des choix diplomatiques dépassant le cadre des relations bilatérales franco-chinoises.

Dans ce domaine, comme dans celui des crédits, c'est pourtant à ce genre d'options que l'on s'apprête à mesurer, à Pékin, le sérieux « du dialogue et de la coopération » que l'Elysée se propose de renforcer.

ALAIN JACOB.

Corée du Nord | LA FIN DU CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL

M. Kim Jong-il, fils du président Kim Il-sung, apparaît clairement comme le successeur désigné du « grand leader »

De notre envoyé spécial

Pyongyang. — Le sixième congrès du Parti du travail s'est achevé ce mardi 14 octobre sur l'annonce d'un renouvellement des membres du comité central qui consacre la promotion du fils de M. Kim Il-sung dans la hiérarchie du régime. M. Kim Jong-il devient en effet membre d'un organisme nouvellement créé : le « présidium du comité politique ». Parmi les cinq membres de cet organisme, à la tête duquel figure M. Kim Il-sung, il est en quatrième position après M. Kim Il, vice-président de la République populaire démocratique de Corée, déjà âgé et paraissant quelque peu retiré des affaires, M. O Jin-ou, ministre de la défense, mais devant le premier ministre, M. Li Jong-ok. Il fait en outre partie, *ce qui est nouveau*, du comité militaire. M. Kim Jong-il a d'autre part été confirmé dans ses fonctions de secrétaire du comité central, en première position dans la hiérarchie des neuf secrétaires.

M. Kim Jong-il apparaît clairement désormais comme le « *successeur unique et désigné de notre Grand Leader* », ainsi qu'on nous l'a dit à Pyongyang. Les Coréens insistent sur le fait que « *le camarade Kim Jong-il, dirigeant bien-aimé, est appelé à jouer dans l'avenir un rôle important dans la direction du pays pour achever l'œuvre révolutionnaire du Grand Leader* ». « *Le parti comme le peuple souhaitent unanimement qu'il soit le successeur unique du grand leader. C'est ce souhait qu'exprime sa nomination par le congrès* », nous dit-on.

La promotion de M. Kim Jong-il est sans doute moins spectaculaire qu'on ne s'y attendait — la rumeur voulait qu'il soit nommé au poste de secrétaire général. Apparemment les dirigeants n'ont pas voulu brusquer les choses. Il reste que, pour la première fois, le sixième congrès l'a officiellement nommé dans des fonctions importantes consacrant le rôle de directeur du parti qu'il a assumé de manière informelle ces dernières années, au comité politique et au secrétariat du comité central, où il dirigeait le comité pour l'organisation et la propagande et où il exerçait une influence très grande sur toutes les orientations politiques juste après son père.

Sous le signe du non-alignement

Les réformes des statuts du parti qui n'ont pas encore été annoncées devraient, pense-t-on parmi les délégués étrangers au congrès, définir plus clairement la position de M. Kim Jong-il comme « successeur unique ».

Outre la question de la succession, le sixième congrès a été marqué par les déclarations de M. Kim Il-sung en matière de politique étrangère, confirmant avec force la position indépendante de la R.P.D.C. Prise entre les deux Grands socialistes et confrontée au sud, aux Etats-Unis, la Corée du Nord a choisi de renforcer sa position dans le groupe des non-alignés. C'est bien pourquoi le sixième congrès, auquel avaient été invités cent soixante-dix-sept délégations venues de cent dix-huit pays a été placé sous le signe du non-alignement.

M. Kim Il-sung a certes dénoncé l'impérialisme, mais en établissant une distinction dans les formes de « *dominationnisme* ». Il entendait aussi marquer une nouvelle fois son indépendance vis-à-vis de Moscou et de Pékin. Sa mise en garde adressée aux non-alignés pour éviter de se laisser entraîner dans la politique des blocs est, d'autre part, une attaque à peine voilée contre Cuba. Manifestement la R.P.D.C. cherche à reconstituer autour d'elle la majorité des pays progressistes au sein des non-alignés, quelque peu désunie depuis la réunion de La Havane, et surtout à la suite des événements en Afghanistan. En même temps Pyongyang, pour *asseoir sa position diplomatique*, tente d'intéresser à ses problèmes l'Internationale socialiste. Les Coréens du Nord, visiblement, souhaiteraient participer comme observateurs à la conférence de l'Internationale socialiste, qui doit se tenir bientôt à Madrid.

C'est sans doute dans ce contexte de diplomatie active qu'il faut replacer la proposition revelée de Pyongyang de création avec le Sud d'une confédération. Cet Etat confédéral, a précisé M. Kim Il-sung, conservant tels quels les idéologies et les régimes existant actuellement. « *Jamais nous n'imposerons notre idéologie et notre régime à la Corée du Sud* », a-t-il déclaré. Il a en outr eénuméré en dix points la politique que devrait poursuivre cet Etat confédéral, en insistant sur la réduction des forces militaires des deux parties et son adhésion aux principes du non-alignement.

Pour l'instant, les Coréens ne semblent pas avoir défini les moyens concrets qui permettraient de réaliser cette confédération. C'est à l'autre partie de répondre, disent-ils. La réunification de la péninsule apparaît toujours comme l'objectif primordial, du moins officiellement annoncé, de la R.P.D.C. Et les Coréens se défendent d'avoir énoncé cette proposition simplement dans un geste de bonne volonté surtout destiné à renforcer leur position dans le tiers-monde. Ils ont en outre *réitéré leur proposition* à Washington de transformer l'armistice de 1953 en accord de paix pour « *relâcher la tension et éliminer les dangers de guerre dans la péninsule* ».

PHILIPPE PONS.

Un héritage préparé de longue date

Contrairement aux rares photographies de lui que possède *l'Occident*, *M. Kim Jong-il* ne paraît guère corpulent. De petite taille, les cheveux ondulés et portant des lunettes, il donnait *plutôt l'impression, à la tribune du congrès*, d'un intellectuel fort en thème. Les Coréens le disent *modeste*. Certaines personnalités qui l'ont rencontré lui trouvent l'air hautain. Son sérieux et sa bouche pincée ne confèrent pas à son visage *la bonhomie souriante de prélat* tout en rondeurs qui se dégage de son père, avec lequel il présente toutefois une certaine ressemblance.

Né le 16 février 1941 quelque part en Sibérie, M. Kim Jong-il *est l'aîné des fils que son* père a eus d'un premier mariage. Dans son enfance, il portait le nom russe de « Yora ». Pendant la guerre de Corée (1950-1953), il fut envoyé en Chine, puis il se rendit en Allemagne de l'Est, *où il suivit pendant deux ans* les cours de l'académie militaire de l'air. Diplômé de l'université Kim Il-sung, à Pyongyang, en 1963, il entre l'année suivante au *Parti du travail*, dans lequel il gravit peu à peu les échelons,

C'est au début des années 70 qu'il accéda à des postes importants. Entre-temps, il avait été secrétaire particulier de son père.

A la suite de la septième *session plénière du* cinquième comité central en septembre 1973, M. Kim Jong-il a été nommé au secrétariat du comité central responsable de l'organisation, de la propagande et des activités d'agitation. Le secrétariat *du comité central, qui a à* sa tête M. Kim Il-sung, comprend treize secrétaires, chargés de coordonner les activités des différents départements. Les observateurs de la Corée du Nord pensent en général que M. Kim *Jong-il a assumé en fait ces* dernières années le rôle de chef du secrétariat du comité central, ce qui lui assurait le contrôle de la machine du parti et le mettait en position de *succéder un jour* à son père.

« Glorieux centre du parti »

C'est vers 1973 qu'a commencé la campagne pour le faire *connaître* dans le parti, alors que le dictionnaire de la terminologie politique *édité à Pyongyang* par *l'académie* des sciences sociales venait de changer, dans son *édition de 1972*, la *définition de* la « *succession héréditaire* » considérée comme une « *pratique réactionnaire des systèmes exploiteurs d'autrefois* » dans l'édition de 1970. *Ce paragraphe* est supprimé dans la nouvelle édition.

Tout au long de la décennie écoulée, le nom et les fonctions de M. Kim Jong-il sont peu apparus dans les publica*tions officielles du parti*. Celles-ci se réfèrent cependant à lui par l'expression *centre du parti* — parfois *glorieux centre du parti* — qui est apparue *régulièrement depuis* 1974. *En* 1973, M. Kim Jong-il a été, entre autres, chargé personnellement de mettre en œuvre les *trois principales révolutions* (idéologique, culturelle et technique). On pense que ces trois révolutions, dont les objectifs concrets ont jusqu'à présent été mal définis, sont les tâches que M. Kim *junior pourra un jour se targuer* d'avoir accomplies. Ces réalisations — un peu comme la lutte d'indépendance qu'aurait dirigée M. *Kim Il-sung* — légi*timent idéologiquement son* accession au pouvoir.

Celle-ci n'a pas été *réalisée* facilement, et a sans doute sus*cité quelques résistances de* la part des vieux compagnons de route de son père, pour la plupart âgés de soixante-dix ans, qui ont combattu les Japonais en Mandchourie.

Apparemment, la campagne autour de M. Kim Jong-il a connu un moment d'éclipse *à partir de 1976*. *Différentes* explications ont été émises. D'abord, il aurait été à l'origine de l'incident survenu à Panmumjon le 21 août 1976, au cours du*quel deux Américains ont été tués* par des soldats nord-coréens. Selon *une autre version*, qui n'exclut pas forcément la précédente, une lutte sévère pour le pouvoir aurait eu lieu au sein du parti entre les adversaires *et les partisans* de M. Kim Jong-il, suivie de purges. On a dit, enfin, que le dauphin aurait été victime d'un accident d'automobile. Aucun élément n'est *venu étayer ces spéculations*. Il semble plausible, en revanche, que *M. Kim Il-sung ait préféré*, à la suite de l'incident de Panmunjon, mettre son fils un peu en retrait si, comme on le dit, il fut à l'origine de l'affaire. *Ce qui ne signifie pas pour autant* que le « grand leader » ait changé ses intentions : à la fin 1976 était distribué aux cadres du parti un petit livre sur les *travaux immortels accomplis par le camarade leader Kim Il-sung*, où il était fait référence à M. Kim Jong-il comme *seul successeur*.

Au *début* du printemps 1979, réapparaît dans les publications officielles l'expression « *centre du parti* », désignant M. Kim *Jong-il, ce qui tendrait à témoigner* que la campagne en sa faveur avait repris. En même temps, on notait que les Nord-Coréens s'employaient à *nier toutes* les rumeurs sur son mauvais état de santé, auprès des hôtes étrangers.

La promotion de M. Kim junior *signifie-t-elle une évolution pour l'avenir* de la Corée du Nord ou bien une conduite sans changement de ce qu'il est convenu d'appeler — à la suite des Coréens *eux mêmes* — *le « kimilsungisme »* ? La nouvelle génération de dirigeants à Pyongyang a trois possibilités : répudier le passé comme le firent les successeurs *de Staline*, continuer à glorifier les thèses du « *grand leader* » comme le « *marxisme-léninisme des temps modernes* », ou bien l'encenser tout en le rangeant au *musée de l'histoire* en soulignant la nécessité de changements. — Ph. P.

Sri-Lanka

L'ÉTAT D'URGENCE EST PROCLAMÉ

Colombo (Reuter, A.F.P.). — Le gouvernement du Sri-Lanka a proclamé, *mardi 14 octobre*, l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire et procédé, la veille, à des arerstations de membres du Parti de la liberté, l'ancienne formation gouvernementale. Ces mesures ont été prises afin de prévenir toute manifestation, jeudi 16 octobre, lorsque le Parlement sera saisi d'une résolution l'invitant à priver l'ancien premier ministre, Mme Bandaranaike, de ses droits civiques parce qu'une commission d'enquête présidentielle a conclu qu'elle s'était rendue coupable d'abus de pouvoir durant son passage au pouvoir.

Corée du Sud

Le projet de visite de M. François-Poncet à Séoul est ajourné

Le projet de visite à Séoul de M. François-Poncet est ajourné. Un porte-parole de l'ambassade de France en Corée du Sud a déclaré, ce mardi 14 octobre, que *la visite était reportée « à une date indéterminée »*.

La date de la visite de M. François-Poncet n'a jamais été annoncée officiellement à Paris, mais celle du 20 octobre (au retour du voyage présidentiel à Pékin) *avait été envisagée et annoncée* officieusement à Séoul. Le gouvernement français ne dissimule pas *qu'il est désireux de développer* ses relations politiques, culturelles et économiques (un contrat de vente de deux centrales nucléaires est en jeu) avec Séoul, mais le projet de visite — la première d'un ministre français des *affaires étrangères* — n'a jamais été définitivement fixé en raison de la situation intérieure en Corée. Le ministre français ne veut, en tout cas, pas aller à Seoul tant qu'il n'aura pas l'assurance que M. Kim Dae-jung, opposant condamné à mort, ne *sera pas exécuté*. Un premier projet de visite de M. François-Poncet, l'an dernier, avait été *ajourné* après l'assassinat du président Park.

LE TREMBLEMENT DE TERRE EN ALGÉRIE

Les secours en faveur des trois cent mille sinistrés affluent

Après le séisme catastrophique qui, le 10 octobre, a ravagé la ville d'El Asnam, les secours, en personnel et en matériel, continuent d'affluer en Algérie. Le 13 octobre, sept cents médecins étrangers étaient à pied d'œuvre aux côtés de mille deux cents médecins algériens. Des avions, de toutes nationalités, déchargent à Alger des tonnes de vivres, de matériel et de médicaments tandis que les gouvernements, des organismes humanitaires et des associations envoient des fonds. Le premier ministre israélien a proposé à la Ligue des sociétés de Croix-Rouge, à Genève, une aide en médecins et en médicaments... si l'Algérie accepte celle-ci.

Cet afflux, à Alger, et les transports jusqu'à El Asnam posent des problèmes importants d'organisation. A El Asnam, la tâche est gigantesque : il faut abriter, nourrir et éventuellement soigner quelque trois cent mille sinistrés, enterrer les morts, tout en continuant à fouiller les ruines d'où l'on retire encore des survivants.

Il est toujours impossible de dire combien de personnes ont été tuées par le tremblement de terre, que ce soit dans la ville ou dans les villages des environs. Quant aux blessés, on en aurait recensé deux mille dans un état désespéré, et soixante mille moins gravement atteints. Il semble se confirmer qu'aucun coopérant français n'ait été tué. En revanche, plusieurs Japonais et un Italien auraient trouvé la mort à El Asnam.

La ville interdite

De notre envoyé spécial

El Asnam. — La ville est moribonde. Dimanche, la vie persistait encore dans les rues, mais, depuis, la ville a été totalement évacuée et ses accès sont sévèrement gardés. Les axes de circulation sont surveillés par d'importantes forces militaires et par la police. La cité est livrée aux bulldozers, aux marteaux piqueurs et aux grues dans une poussière âcre où se mêlent les odeurs de cadavres en décomposition et du désinfectant.

El Asnam, ville terrassée, ville meurtrie. El Asnam, ville interdite. Comme si on avait voulu exorciser le mal en éloignant la population qui s'est groupée à la périphérie dans un désordre indescriptible, tandis que des jeunes gens, armés de bâtons, traquent les pillards, contrôlent les identités, fouillent les suspects, expulsents les curieux. La vie s'est déplacée sur les pourtours, dans des campements de fortune. Une existence précaire où l'essentiel fait défaut, où on se dispute les couvertures, la nourriture. Une jeune femme, rentrée dimanche de France, heureuse d'avoir retrouvé toute sa famille en bonne santé, comme elle le souligne, se plaint du manque de nourriture. *« Ça ne peut plus durer ; ce sont toujours les plus forts qui arrivent à se servir. Il faut des points fixes de ravitaillement, une meilleure organisation. Je n'en veux à personne. Les militaires, les sauveteurs ne sont pas responsables. »* C'est vrai que chacun fait ce qu'il peut. Mais la tâche est rude.

La campagne aussi

Au P.C. installé à la gendarmerie sous les ordres du ministre de l'agriculture, M. Selim Saabi, on reconnaît que tout ne va pas très bien. *« Mais il faut que l'infrastructure se mette en place »*, précise un responsable. Des volontaires tentent de regrouper les familles, de recenser les sans-abri, de centraliser l'arrivée des secours. Ce qui fait surtout défaut, ce sont les tentes. Une pénurie catastrophique. *« Dites-le dans vos pays »*, lance le responsable de l'information.

Mais si à El Asnam la situation est difficile, elle est souvent dramatique dans les campagnes. Les sinistrés sont descendus des montagnes et se sont agglutinés le long des routes, allant jusqu'à prendre d'assaut des camions. Eux aussi réclament des tentes et du pain. Ils sont excédés de voir filer les camions vers la ville. La tension monte. Ils croient qu'ils ont été oubliés. C'est, hélas ! souvent exact. En attendant, des enfants ont confectionné des perches munies d'un crochet pour attraper des paquets entassés sur les poids lourds qu'ils contraignent à stopper.

Sept heures d'effort

Toute activité économique a cessé dans la région. Plus rien ne fonctionne. Des bourgades comme El Abadia ont été pratiquement rasées. Le séisme a fait des dégâts importants jusqu'à 60 kilomètres d'El Asnam en direction d'Alger. Les sinistrés sont partout. Seule l'eau ne fait pas défaut. Des citernes ont été installées dans certains carrefours où les queues s'allongent.

Peu nombreux sont ceux qui osent pénétrer dans ce qui fut leur demeure, car la terre continue de trembler. Plusieurs secousses ont été ressenties lundi, dont deux en début de matinée d'intensité moyenne. Au cours des dernières vingt-quatre heures, quatorze survivants ont pu être sauvés à El Asnam. Les sapeurs-pompiers de Brignoles, arrivés avec onze chiens dressés à la recherche des personnes ensevelies, affirment que la plupart des survivants meurent avant qu'on ne les atteigne.

Un enfant de cinq ans a été repéré lundi. Un sauveteur tente, à l'aide d'un tuyau, de lui faire parvenir de la nourriture, mais on ne peut pas situer le garçonnet, car il se déplace dans un boyau. Après sept heures d'effort, on arrivera à l'atteindre. Il est sain et sauf. Mais il n'a plus que son grand-père, qui devra être amputé pour être dégagé. On pourrait multiplier les exemples.

Combien sont-ils encore sous les décombres ? Des visions de cauchemar attendent les pompiers chaque fois qu'une dalle est soulevée par les grues. Ce sont de véritables charniers qui sont mis au jour, et les ouvriers, malgré leur masque de protection, ont un mouvement de recul. A 200 mètres à peine, assis sur des poutrelles, un homme attend, impassible. Près de lui, au fond d'un trou, les cadavres de ses trois frères écrasés dans le café où ils consommaient.

A l'hôtel Cheliff, un ingénieur français qui s'était absenté à la fin de la semaine a pu récupérer ses plans et ses effets personnels dans les décombres. Il a même retrouvé des bouteilles intactes.

Alors qu'El Asnam commence à enterrer ses morts dans des fosses communes, de nombreuses voix s'élèvent pour critiquer l'attitude des Français qui ont reconstruit Orléansville. On accuse. On site les noms des architectes, des entrepreneurs *« qui ont voulu regrouper un maximum de gens à la cité An Nasr et fait beaucoup d'argent en ne respectant pas véritablement les normes antisismiques »*.

Les conséquences de la catastrophe auraient-elles pu être plus limitées ? Pour l'instant, on ne tente guère d'établir des responsabilités. Les autorités sont plus préoccupées par l'énorme population des sans-abri qu'il va falloir reloger. Les derniers chiffres avancés font état de trois cent mille sinistrés dont deux cent vingt mille en zone urbaine. *« Ce qui nous inquiète,* déclare un organisateur des secours, *c'est de savoir comment nous allons protéger toute cette population, démunie et sans maison, contre les maladies et les épidémies. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les collectes de fonds

● *Association des étudiants musulmans nord-africains en France*, 115, boul. Saint-Michel, 75005 Paris : C.C.P. 10.921.97 B Paris ; préciser *« victimes du séisme en Algérie »*.

● *Société de Saint-Vincent-de-Paul-Louise de Marillac*, 5, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris : C.C.P. 6199.21 H Paris ; mentionnez *« Algérie »*.

● *Amicale des Algériens d'Europe*, 40, rue Boileau, 75016 Paris. Compte n° 072970100 de l'Union méditerranéenne de banque, agence Barbès, 12, boulevard Barbès, 75018 Paris ; préciser *« A.E.E., sinistrés d'El Asnam »*.

● *CIMADE*, Service œcuménique d'entraide, 176, r. de Grenelle, 75007 Paris ; C.C.P. 40.88.87 Y Paris ; mentionnez *« Algérie »*.

● *Association France-Algérie*, Union méditerranéenne de Banque, 50, rue de Lisbonne, 75008 Paris ; préciser *« El Asnam »*.

● *Association de solidarité franco-arabe*, 12-14, rue Augereau, 75007 Paris; C.C.P. 16 582 14 M Paris. Préciser : *« Pour les sinistrés d'Algérie »*.

● *Fondation de France*, 40, avenue Hoche, 75008 Paris ; C.C.P. 369 G Paris.

● *Association Solidarités*, 56, rue de Clichy, 75009 Paris ; compte n° 5-00200-1110-7, banque Monod, 57, avenue Hoche, 75008 Paris.

● *Union méditerranéenne de banque, Banque franco-algérienne*, 50, rue de Lisbonne, 75008 Paris ; C.C.P. 192 80 60 Y. Mentionner : *« Sinistrés d'El Asnam »*.

RECTIFICATIF

● *Croix-Rouge française* 17, rue Quentin-Bauchard, 75008 Paris; C.C.P. 600 00 Paris (et non pas 660 00, comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* daté 14 octobre). Préciser : *« Sinistrés d'Algérie »*.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

« La formule du désistement automatique est périmée »

déclare M. Marchais à l'émission « Cartes sur table »

Invité de l'émission d'Antenne 2 « Cartes sur table », lundi 13 octobre, M. Georges Marchais a été pressé de révéler ce que sera l'attitude du P.C.F. au second tour de l'élection présidentielle. Tout en *soulignant* son refus de se laisser « enfermer » dans cette question, le secrétaire général du parti communiste a indiqué que la démarche de son parti implique de considérer comme *« périmée »* la *formule du désistement* automatique en faveur du candidat de gauche le mieux placé.

Le P.C.F. avait adopté une attitude similaire dans la période *précédant* les élections *législatives de mars 1978. Il* avait alors expliqué que la « discipline républicaine » de désistement au second tour devait être reléguée « au musée ». Le parti communiste a *toujours considéré qu'une entente électorale* doit reposer sur un accord politique. En ce sens, le refus du désistement « *automatique* » n'est *pas une* position nouvelle. La nouveauté est dans le fait que le P.C.F. ne présente plus la conclusion d'un accord avec le P.S. comme le but à atteindre, et qu'il estime *un tel accord* impossible avant le premier tour de l'élection.

***M. Marchais** avait déclaré au vingt-troisième congrès de* **son parti, en mai 1979, que des accords avec le P.S. seraient conclus le moment venu, après l'affirmation d'un « mouvement populaire » *suffisamment puissant. Traduite* en termes électoraux, cette affirmation signifie que le P.C.F. entend réunir le maximum de voix avant de mettre ses « forces », comme l'a *dit M. Charles Fiterman, lundi sur France-Inter,* « au *service* du changement ». — P. J.**

M. Marchais a déclaré qu'il avait « *toujours soutenu l'idée que l'élection présidentielle était une élection d'un type particulier et que c'était de la part du parti communiste faire un gros sacrifice que d'accepter de présenter un candidat commun, comme nous l'avons fait en 1965 et en 1974 (...) parce que, évidemment, dans une élection présidentielle, le parti qui serait trop souvent absent risquerait de subir les conséquences de cette situation* ».

Le secrétaire général du P.C.F. précise que, s'il a proposé que l'élection présidentielle soit l'occasion d'un débat « *dans la dignité* » (*le Monde* du 14 octobre), ce n'est pas « *parce qu'il craindrait que l'on parle de son passé, c'est-à-dire de la période de 1940* ». Il déclare : « *Je ne le crains pas. J'ai dit une fois pour toutes ce que j'avais à dire. J'ai la conscience tranquille.* »

Interrogé sur le fait que M. Henri Fiszbin, membre du bureau de la fédération communiste de Paris, *n'ait pas* pu exprimer son point de vue à la conférence nationale des 11 et 12 octobre, M. Marchais a déclaré : « *Je comprends mal qu'il regrette, maintenant, de ne pas avoir été délégué à la conférence, alors qu'il aurait dû y participer tout à fait normalement : nous l'avions élu membre du comité central à notre dernier congrès ; c'est lui qui a démissionné, contre notre volonté.* »

Expliquant la position du P.C.F. par rapport au second tour de l'élection présidentielle, M. Marchais déclare : « *Ce qui est fondamental, pour nous, c'est de changer les choses. Or il se trouve que, jusqu'à présent, la voie que nous avons suivie apparait ne pas avoir été la bonne et, en tout cas, nous ne sommes pas parvenus, par cette voie-là, à obtenir le changement nécessaire. (...) François Mitterrand a été candidat en 1965, il y a eu un autre candidat en 1969 ; il a été candidat en 1974, et Giscard d'Estaing est toujours là ! Et la droite, elle est toujours là ! Et plus ça va, plus les choses vont mal ! Par conséquent, nous n'allons pas répéter comme des perroquets : union, union, union, (...) élections, union, élections.* »

« Nous faisons travailler notre tête »

« *Nous, nous faisons travailler notre tête et nous disons : puisque nous n'avons pas réussi par ce chemin-là, par cette voie-là, il faut trouver une autre voie...* »

Le secrétaire général refuse de « *se laisser enfermer* » dans la question du désistement au second tour. « *Il faut*, dit-il, *créer des conditions indispensables du rapport de forces, qui contraindront à la mise en œuvre d'une politique nouvelle.* » Interrogé sur le propos de M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, affirmant : « *Je ne voterai pas pour un socialiste atlantiste.* » (*le Monde* du 10 octobre), M. Marchais déclare : « *Dans le parti, chaque camarade s'exprime selon son tempérament, sa sensibilité.* » Se référant au rapport présenté par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, à la conférence nationale (*le Monde* daté 12-13 octobre), le secrétaire général affirme : « *Lorsqu'on analyse bien en détail ce qu'est la politique du parti socialiste aujourd'hui, il faut bien tirer la conclusion que les conditions n'existent pas, aujourd'hui, pour un accord entre le parti socialiste et le parti communiste. (...) Il est peu probable que les conditions en soient créées d'ici le 26 avril.* » Il ajoute : « *Laissez d'abord se développer la campagne, laissez ensuite les gens voter, et alors, au soir du premier tour, chacun se déterminera.* »

M. Marchais souligne que « *ce qui est fondamental, c'est que le candidat communiste fasse le plus grand nombre de voix possible. Si tel n'est pas le cas,* ajoute-t-il, *il n'y a aucune perspective de changement* ». Le secrétaire général déclare ensuite : « *Nous avons le sentiment de nous être donné une politique nouvelle. (...) la formule [du désistement automatique en faveur du candidat de gauche le mieux placé] est aujourd'hui périmée. L'expérience [le] montre.* »

COMME TOUT CHANGE !

Le désistement automatique au sein de la gauche est périmé, annonce M. Georges Marchais. On s'en doutait un peu, mais, comme toujours, on a du mal à admettre les réalités nouvelles. Dans la mesure où il se présente comme le seul parti du changement, le P.C. devait bien changer quelque chose. C'est fait.

M. Raymond Barre ne s'en offusquera pas, puisqu'il estime que l'élection présidentielle n'est pas une affaire entre les partis et les Français. L'idée même que les partis concourent à l'expression du suffrage, jadis inscrite dans la Constitution, paraît, elle aussi, aujourd'hui périmée. Si l'on fait ainsi le grand nettoyage de tout ce qui est dépassé dans le système politique, que restera-t-il ? Cette consultation présidentielle, où ne sont ouvertement candidats que ceux qui ne peuvent la gagner, risque, bientôt, de faire vieux jeu et de ne survivre que comme une manifestation folklorique. Pittoresque, mais parfaitement inutile. — A. L.

● *RECTIFICATIF. — Une* erreur de transcription dans une dépêche de l'A.F.P. nous a fait écrire dans nos éditions datées 14 octobre que M. François Mitterrand a pronostiqué que, au second tour de l'élection présidentielle de 1981, les communistes « *resteront entre deux eaux* ». En fait, le premier secrétaire du P.S. a expliqué que les communistes « *resteront* » en effet « *entre deux eaux* » *jusqu'à la proclamation* des résultats du premier tour de scrutin, afin d'éviter que des électeurs communistes ne votent pour le candidat socialiste dès le premier tour.

M. Michel Jobert à l'émission R.T.L. - « le Monde »

M. Michel Jobert, président du Mouvement *des démocrates,* ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, sera l'invité, le mardi 21 octobre, de 18 h 15 à 19 h 15, de l'émission *produite par Radio-Télé-Luxembourg et le Monde.*

Les lecteurs et les auditeurs désireux de l'interroger peuvent adresser leurs questions à R.T.L. - *le Monde,* Cedex 807, 75300 Paris-*Brune. M. Jobert est prêt à répondre, notamment, à toutes leurs* questions portant sur l'élection présidentielle, les reclassements politiques, la politique étrangère.

La candidature du secrétaire général du P.C.F. provoque quelques critiques

Plusieurs anciens cadres du P.C.F. ont exprimé, dimanche 12 octobre, leur désaccord avec la façon dont M. Georges Marchais a été désigné comme candidat à l'élection présidentielle. Mme Yvonne Quilès, ancienne *rédactrice en chef de France nouvelle,* a déclaré à l'A.F.P. : « *La seule activité politique des cellules depuis la rentrée, c'est de lire, de comprendre, d'assimiler, d'étudier, de vendre « le livre de Georges ».* L'Humanité *est devenue « le journal de Georges ». Il y a caricature du fonctionnement du P.C. On assiste à un retour, que l'on croyait impossible, du culte de la personnalité* »

M. Jean Kehayan, coauteur de *Rue du prolétaire rouge* (Le Seuil éd., 1979), évoque, dans une déclaration à l'A.F.P., « *les examens de passage franchis avec succès devant les censeurs du Kremlin par le candidat Georges Marchais* ». Il cite « *la poignée de main de l'Afghanistan pendant que Sakharov fait sa valise pour Gorki, la mémorable prestation lors des Jeux olympiques, le « bilan globalement positif » à l'heure où les procès politiques font rage, où l'antisémitisme d'Etat redouble de violence en U.R.S.S.* »

M. Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales, a *exprimé, sur France* Inter, le regret que les communistes n'aient « *pas pu débattre normalement et démocratiquement des orientations de la campagne du candidat Georges Marchais* » et que l'idée d'union avec le P.S. ait été « *totalement abandonnée* » par les dirigeants du P.C.F.

Un sondage SOFRES - « Télé 7 jours »

LES ÉLECTEURS DE DIX-HUIT ANS A VINGT-HUIT ANS PRÉFÈRENT MICHEL ROCARD

Télé 7 jours publie, dans son numéro daté du 18 octobre, un sondage effectué par la Sofres, à propos de l'élection présidentielle, sur un échantillon de six cents électeurs âgés de 18 à 28 ans qui, en raison de leur âge, n'ont jamais participé à un scrutin présidentiel. Cette enquête a été réalisée entre le 11 et le 18 septembre 1980.

Dans l'hypothèse où M. François Mitterrand serait le candidat socialiste, les électeurs de cette classe d'âge placeraient M. Valéry Giscard d'Estaing en tête du premier tour, avec 26 % des suffrages, contre 20 % à M. Georges Marchais, 18 % à M. Mitterrand, 13 % à M. Brice Lalonde (candidat du mouvement écologiste) et 8 % à *M. Jacques Chirac.* Au cas où M. Michel Rocard serait candidat, M. Giscard d'Estaing *resterait* le mieux placé au premier tour (25 % des voix) devant MM. Rocard (23 %), Marchais (21 %), Lalonde (9 %) et Chirac (7 %).

Au second tour, M. Mitterrand l'emporterait avec 51 % des suffrages contre 49 % à M. Giscard d'Estaing. M. Rocard gagnerait plus aisément : 58 % contre 42 % au président sortant.

LE PARTI COMMUNISTE MARTINIQUAIS APPELLERA A L'« ABSTENTION MILITANTE »

Le comité central du Parti communiste martiniquais (P.C.M.), évoquant la prochaine élection présidentielle propose d'« *engager une grande bataille politique contre le pouvoir colonial giscardien - R.P.R. pour faire avancer l'idée de la responsabilité martiniquaise et la revendication nationale* ». Il appellera à l'« *abstention militante* » pour « *marquer sa volonté d'élever davantage le niveau de la lutte de libération en Martinique* ».

C'est la première fois que les communistes martiniquais prennent si nettement leurs distances avec le P.C.F. à la veille d'une importante échéance électorale. Ils avaient soutenu, en 1969, la candidature de Jacques Duclos, en 1974 celle de M. François Mitterrand, candidat unique de l'opposition, et ils avaient voté pour la liste conduite par M. Georges Marchais lors de l'élection européenne du 10 juin 1979.

La décision du P.C.M. est conforme à la nouvelle stratégie arrêtée à l'occasion du septième congrès du parti qui avait durci sa position afin de lutter désormais pour un Etat autonome démocratique et populaire. — *(Corresp.)*.

POLITIQUE

M. JOSPIN (P.S.) : le P.C. se dérobe à la gauche.

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du P.S., a évoqué mardi 14 octobre, au micro d'Europe 1, les propos tenus la veille à Antenne 2 par M. Georges Marchais. Interrogé sur le point de savoir si les socialistes sont *« dans l'impasse »*, M. Jospin a notamment répondu : *« Si nous étions dans l'impasse, il faudrait que les dirigeants communistes comprennent que nous n'y sommes pas seuls, mais avec des millions d'hommes et de femmes. Si les dirigeants communistes s'imaginent qu'ils peuvent, en haut des murs de cette impasse, goguenards, les jambes dans le vide, ricaner en regardant la masse de ces gens qui seraient dans l'impasse et dire : « Ce n'est pas le moment, » on ne peut pas changer », ils se trompent. »*

Le « numéro deux » du P.S. a ensuite estimé que M. Marchais *« n'a rien dit »* à la télévision. Il a ajouté : *« Le P.C. se dérobe à la gauche, fait le brouillard sur ses intentions, ne dit rien de ce qu'il fera, sans dire un mot sur le caractère du changement qu'il propose. »*

Ni chaise ni strapontin

Après avoir réaffirmé que le P.S. est la *« force centrale de la société française »*, M. Jospin a commenté les « clins d'œil » de la majorité en direction du P.S. en ces termes : *« On nous dit : pour vous nous avons quelques chaises au salon, mais la foule doit rester dehors (...). Ce n'est pas la politique des socialistes. Je ne sais si un jour, devant l'insistance* [de la majorité], *cela pourra intéresser tel ou tel individu qui trouverait un strapontin au salon, mais cela ne résoudrait pas le problème de la masse des gens (...). Le problème est pour nous de construire une autre maison. »*

En ce qui concerne le respect de la règle de la discipline républicaine au second tour du scrutin de 1981, M. Jospin a indiqué : *« Le parti qui n'hésiterait pas à appliquer le désistement automatique* [le P.S.] *n'aura pas à le faire »*, et a ainsi laissé entendre que le P.S. espère bien arriver en tête de l'opposition à l'issue du premier tour.

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Blanc évoque les « frères séparés égarés par de mauvais guides »

Le conseil national du parti républicain, qui s'est réuni lundi 13 octobre à Paris, permet de discerner quelques caractéristiques de ce que sera la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing. Pour l'instant, il s'agit plutôt d'une non-campagne ; tous les dirigeants giscardiens agissent, en effet, désormais conformément au principe : « la meilleure campagne est de ne pas paraître faire campagne ». *C'est, en substance, ce qu'ont dit MM. Soisson et Blanc aux cadres de leur parti. La formule* « la campagne n'est pas ouverte » *est, en fait, devenue un argument électoral ; et quand elle sera ouverte, les partis s'effaceront et laisseront le chef de l'Etat pour ainsi dire « seul » face aux Français, l'objectif étant de réaliser, dès le premier tour, ce que M. Barre nomme* « l'unité majoritaire à la base ».

Dans cette perspective la constitution de comités de soutien point trop marqués par les clivages de la majorité revêt une importance particulière. Quant à l'état-major qui conduira l'opération, nul ne s'avance à en donner la composition. Ce qui apparaît, c'est que le chef de l'Etat a plusieurs fers au feu et que M. Deniau, qui vient d'être nommé ministre des réformes administratives, est l'un d'eux. Sa tâche serait plutôt de réfléchir aux thèmes que pourrait développer le président-candidat. — N.-J. B.

Dans une déclaration faite à huis clos, lundi 13 octobre, en fin de matinée, devant le conseil national du parti républicain, réuni à Paris, M. Raymond Barre a exprimé la crainte que la poursuite du conflit irano-irakien ne provoque un nouveau *« choc pétrolier »*. Pour M. Barre, en effet, le montant de la facture pétrolière demeure *« le problème fondamental »* auquel les Français doivent « s'adapter » en acceptant l'éventualité d'une certaine diminution de leur pouvoir d'achat.

Il a réaffirmé la volonté du gouvernement de maintenir la parité actuelle du franc à l'égard des autres monnaies. Si certaines entreprises rencontrent actuellement des difficultés face à leurs concurrentes, *« ce n'est pas parce que le franc est trop fort »*, a dit le premier ministre, mais, généralement, parce que ces entreprises sont *« mal gérées »*. Le chef du gouvernement a tenu des propos très sévères à l'encontre des chefs d'entreprise *« qui ont lâché sur les salaires après les bons résultats du premier trimestre 1980 plutôt que de veiller à améliorer leur productivité »*. *« Le gouvernement tiendra bon*, a-t-il indiqué.

Le premier ministre a également noté que le nombre des bénéficiaires du troisième pacte pour l'emploi des jeunes a augmenté de 39,5 % en un an, ce qui constitue a-t-il dit *« un succès, au-delà de nos espérances »*.

En conclusion, M. Barre a évoqué la situation politique intérieure qui se caractérise, à ses yeux, par *« la confusion »*. Il a notamment déclaré : *« L'élection présidentielle n'est pas le problème des partis, mais une affaire entre un ou plusieurs candidats et les Français. C'est une singulière déformation que d'en faire une affaire de partis, surtout pour ceux qui souhaitent assurer la défense de l'héritage du général de Gaulle. Je vous demande instamment de ne pas donner à l'élection présidentielle une coloration partisane. »*

« Cette échéance, a ajouté M. Barre, *doit être une occasion supplémentaire de sauvegarder l'unité de l'électorat majoritaire à la base, de tous ceux qui sont attachés à une société de liberté et de responsabilité. Il faut maintenir à tout prix la cohésion de la majorité à la base, maintenir la stabilité et l'efficacité de l'exécutif. »*

Au cours des débats du conseil national, M. Michel Poniatowski a déclaré — comme allaient le faire MM. Soisson et Blanc : *« La campagne n'est pas ouverte, mais tenez vous prêts, c'est sur vous que reposera l'essentiel du poids lorsqu'elle s'ouvrira. »* M. Jean Pierre Soisson a dit aux militants : *« Vous êtes le noyau dur des troupes giscardiennes, l'axe autour duquel s'organisent les autres formations de la majorité. Mais il y a actuellement pour vous une façon utile de faire de la politique en apparaissant comme n'en faisant pas. »*

M. Jacques Blanc a souligné : *« Notre rôle est de rappeler que la campagne n'est pas ouverte. (...) Les querelles politiciennes, les jeux des partis et les préoccupations catégorielles ne doivent pas occulter le débat politique. (...) »*

Le secrétaire général du P.R. a lancé l'appel suivant : *« Ce que nous proposons, ce n'est donc pas une majorité qui, pour des raisons électorales, s'ouvrirait sur une opposition restant, elle, irréductiblement enfermée dans ses dogmes et ses chimères. Ce que nous proposons, c'est la main tendue de la majorité des Français unis autour du président de la République à leurs frères séparés, un moment égarés par de mauvais guides. »*

Enfin, M. Blanc a appelé à la *« mobilisation générale »* afin que le parti soit prêt quand s'ouvrira la campagne. *« Attention*, a-t-il dit, *je ne veux ni impatience ni intolérance. Enthousiastes et généreux, oui, arrogants et dominateurs, non ! »*

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Icart (U.D.F.) émet des réserves

Dans le rapport dont il devait présenter les grandes lignes, mardi 14 octobre, à l'Assemblée nationale lors de l'ouverture du débat sur le projet de loi de finances pour 1981, M. FERNAND ICART, député U.D.F. des Alpes-Maritimes, rapporteur général du budget, émet quelques réserves sur les hypothèses de travail qui ont permis au gouvernement d'effectuer certains de ses choix budgétaires.

M. Icart note que le relèvement du pouvoir d'achat est présenté comme l'élément déterminant d'une reprise qui se manifesterait surtout vers la fin de l'année prochaine. *« C'est aussi un élément fragile*, écrit le rapporteur. *Que les prix dérapent sous l'effet d'anticipations inflationnistes ou d'événements extérieurs impossibles à maîtriser, que le comportement d'épargne des ménages porte celle-ci à un plus haut niveau, et tout l'équilibre (entre les prix et les revenus) peut être remis en cause. »*

« On n'attend, l'an prochain, aucun ralentissement du prix de nos achats à l'étranger, remarque-t-il ensuite, *hypothèse qui prend en compte une simple indexation des prix du pétrole. On peut s'interroger sur le bien-fondé de cette prévision et sur les risques d'aggravation du déficit extérieur, en raison à la fois d'une augmentation plus rapide que prévue des prix de l'énergie et des coûts de production des entreprises françaises. »*

M. Icart s'interroge sur les moyens d'atteindre un taux de croissance de 2,2 %. *« Le rapport économique et financier*, écrit-il, *apporte une explication, après avoir noté que cet objectif est ambitieux mais réaliste »* : l'évolution de notre environnement international peut se révéler plus favorable que les hypothèses prudentes retenues. Un ralentissement plus prononcé des hausses de prix et un dynamisme des investissemenet accru entraînent une progression plus rapide de la demande et de l'activité. *« Il faut en accepter l'augure »*, ajoute-t-il.

Insistant, comme en 1979, sur la réduction des dépenses publiques, M. Icart considère que *« la modération et la réorientation des dépenses et des recettes publiques apparaissent nécessaires si l'on entend ne pas compromettre les efforts accomplis, par ailleurs, en vue d'adapter notre appareil de production aux nouvelles exigences de notre développement économique et de la concurrence internationale »*.

M. Icart analyse ensuite les méthodes mises en œuvre par le gouvernement pour contenir l'inflation. Il écrit que *« une politique de modération des revenus, dont l'application se prolonge dans le temps, n'est acceptable que si elle s'accompagne d'un resserrement de l'éventail des rémunérations (...). La libération des prix ne peut produire pleinement ses effets que si elle s'accompagne du développement de la concurrence (...). L'encadrement du crédit appelle, également, certaines réserves. Il tend, en effet, à pérenniser des rentes de situation qui n'incitent guère à réduire les coûts et à améliorer la gestion (...). Il conviendrait enfin de mettre en œuvre des mesures tendant à remettre en cause un certain nombre de situations privilégiées dont bénéficient diverses professions protégées (...). L'inflation apparaît alors moins comme l'expression de la rareté des biens que comme une compétition entre les différentes catégories socio-professionnelles pour s'approprier de manière durable la plus grande part possible du surplus dégagé par la croissance économique »*.

« Le travail en question »

Après avoir regretté que la connaissance — et donc la maîtrise — de la situation et du fonctionnement des différents régimes de Sécurité sociale semble aujourd'hui *« impossible »*, M. Icart aborde le problème de l'emploi et estime que les politiques menées par les pouvoirs publics dans ce domaine *« paraissent encore présenter un caractère trop exclusivement conjoncturel »*. Il note que *« aux phénomènes du développement des emplois précaires et des activités non déclarées s'ajoute celui de la difficulté éprouvée par une fraction croissante de la population, notamment les jeunes, à s'intégrer dans le monde du travail.*

» Longtemps considéré comme un moyen privilégié d'insertion sociale et comme une valeur collective, le travail est aujourd'hui fortement remis en question. Cette attitude conduit de nombreux jeunes à manifester une certaine indifférence dans le choix d'une profession et s'accompagne d'une augmentation de l'absentéisme et d'une instabilité fréquente dans l'occupation d'un emploi. De tels comportements expriment moins une volonté délibérée de rejeter le travail qu'une difficulté profonde à s'adapter aux contraintes et aux normes de la société industrielle. L'insertion des jeunes dans la vie professionnelle est un problème grave auquel il est essentiel de s'attacher, dans la mesure où il conditionné, pour une large part, l'avenir de notre développement économique. »

Après le congrès radical

M. GAUDIN (P.R.) : anormal et indécent.

M. Jean-Claude Gaudin, secrétaire général adjoint du parti républicain, député des Bouches-du-Rhône, nous a déclaré, lundi 13 octobre, à propos des critiques formulées au cours du congrès radical contre l'action du gouvernement : *« Il est anormal, pour une formation membre à part entière de l'U.D.F., de considérer uniquement les aspects négatifs du septennat alors que le bilan positif l'emporte de très loin. Il est indécent de marchander un éventuel soutien au président de la République. Je suis sûr que l'électorat U.D.F. ne peut apprécier, en la circonstance, l'attitude du parti radical. »*

● *M. Brice Lalonde*, candidat des écologistes à l'élection présidentielle, qui participait à la réunion annuelle du réseau international des Amis de la Terre, du 9 au 12 octobre, à Madrid, a déclaré, dans une interview publiée le 12 octobre par le quotidien *El Pais*, qu'il obtiendra *« plus d'un million de voix »*.

A Vernon (Eure)

LE MAIRE COMMUNISTE DONNE SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)

Evreux. — M. Lucien Pommier, élu maire de Vernon en mars 1977, vient d'adresser sa démission au préfet de l'Eure pour raisons de santé. Toutefois, il a décidé de conserver son mandat de conseiller municipal. La désignation de son successeur risque de poser quelques problèmes.

Le choix de M. Pommier (P.C.) comme maire résultait d'un accord passé entre les deux tours des élections municipales de mars 1977. Il était alors convenu que M. Pommier serait maire, quel que soit le nombre de sièges revenant aux communistes et aux socialistes.

Au soir du second tour, le conseil municipal comprenait : 12 P.S., 3 P.C. et 12 centre gauche. En dépit de la disproportion entre le nombre d'élus du P.S. et du P.C., les termes de l'accord avaient été respectés et M. Pommier avait été élu maire.

Le P.C. ne souhaitant pas que l'accord de 1977 soit reconduit, c'est un élu du P.S. ou un représentant de la tendance centre gauche qui devrait succéder à M. Pommier. Si les deux groupes, qui disposent de douze sièges chacun, restaient à égalité, M. Georges Azémia, ancien maire, ex-S.F.I.O., serait élu au bénéfice de l'âge. Si un seul conseiller centre gauche rejoignait le P.S. — ce qui n'est pas exclu — M. André Goudeau (P.S.) serait désigné. — L. M.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

AIN : Sault-Brenaz (2e tour).
Inscr., 520 ; vot., 409 ; suffr. expr., 405.

MM. Louis Albaracin (s. étiq.), 204 voix, *Elu* ; Maurice Perret (s. étiq.), 201 voix.

[Il s'agissait de remplacer le maire, M. Louis Feugier (maj.), décédé, et un conseiller municipal démissionnaire. M. Philippe Marquis (s. étiq.) avait été élu dès le premier tour. Sa concurrente, Mlle Anne-Marie Pistono n'a pas maintenu sa candidature au second tour. M. Louis Albaracin, élu de justesse, est l'ancien maire de la commune, battu en 1977 par M. Feugier.]

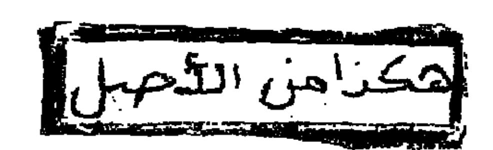
ESSONNE : Le Coudray-Montceaux (2e tour).

Inscr., 932 voix ; vot., 546 ; suffr. expr., 509. MM. Bernard Malchère (sans étiq.), 336 voix, ELU. Pierre Perrin (sans étiq.), 120 ; Jean-Claude Villame (sans étiq.), 45 ; Michel Picault (sans étiq.), 8.

[Il s'agissait de pourvoir le siège du maire Eugène Massillon récemment décédé. M. Malchère, qui n'avait manqué que de très peu l'élection dès le premier tour, l'a emporté facilement au second. Tous les candidats se présentaient sans étiquette, contrairement à ce que nous avions indiqué dans nos éditions du mercredi 8 octobre.]

FINISTERE : Plogoff (1er tour).
Inscr., 1 932 ; vot., 703 ; suffr. expr., 608. — M. Roger Yvenou (P.S.), 608 voix, *ELU*.

[Il s'agissait de remplacer un conseiller municipal démissionnaire. M. Roger Yvenou était seul candidat. Dimanche 19 octobre, le conseil municipal au complet devra désigner le maire. M. Jean-Marie Kerloc'h (P.S.), l'ancien maire s'est démis de son mandat pour des raisons de santé, mais il continue de siéger au conseil municipal. M. Kerloc'h est l'un des chefs de file des opposants au projet d'implantation d'une centrale nucléaire dans cette commune.]



AIR INTER :

A PRIX ÉGAL, CHOISISSEZ L'AVION

PROFITEZ DES NOUVEAUX TARIFS JEUNES/ETUDIANTS/CONJOINT FAMILLE/3ème AGE/GROUPES SUR VOLS BLEUS



PARIS BIARRITZ 235 F	PARIS BORDEAUX 180 F	PARIS MARSEILLE 225 F	PARIS MONTPELLIER 205 F
PARIS NICE 340 F	PARIS NIMES 205 F	PARIS PAU 255 F	PARIS PERPIGNAN 240 F
PARIS LOURDES/TARBES 255 F	PARIS TOULON 250 F	PARIS TOULOUSE 205 F	

Prix aller simple applicables sur vols bleus au 1/6/1980 :
- à tous les jeunes de moins de 25 ans et aux étudiants de moins de 27 ans.
- au conjoint voyageant en couple.
- aux familles de 3 personnes au moins (parents + enfants de moins de 25 ans ou de moins de 27 ans si étudiants).
- aux personnes du 3e âge dès 60 ans, Madame, dès 65 ans, Monsieur.
- aux groupes d'au moins 10 personnes.

Demandez à Air Inter ou à votre Agence de voyages les nouveaux tarifs "L'avion moins cher".
Et pour votre prochain voyage en France, choisissez l'avion.

Renseignements AIR INTER PARIS :
12, rue de Castiglione 75001 Paris.
Tél. 539.25.25
et toutes Agences de voyages.

AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

Le Monde

société

Des voisins de MM. Bakhtiar et Souss réclament leur départ

Des coups de feu tirés, lundi 13 octobre, non loin de la villa de M. Chapour Bakhtiar, rue Cluseret, à Suresnes (Hauts-de-Seine), ont mis le quartier en émoi. Un jeune homme, âgé de dix-neuf ans, habitant un immeuble en face du domicile de l'ex-premier ministre iranien, a été aussitôt interpellé par les policiers chargés de la surveillance. Longuement interrogé au commissariat de Puteaux, le jeune homme a été relâché tard dans la soirée. Il n'avait tiré que des cartouches lacrymogènes avec un pistolet d'alarme, mais en direction d'un bac à sable où se trouvait un C.R.S. en faction.

Cet incident a donné une nouvelle fois aux voisins de M. Bakhtiar l'occasion de manifester leur mécontentement. « Nous en avons assez, qu'il s'en aille », ont déclaré des habitants. Les mêmes sentiments animent les voisins d'un autre locataire à « hauts risques », M. Ibrahim Souss, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine en France.

Locataires à hauts risques

M. Aguerre : a signé. MM. Aubry, Audubert, Baron : ils ont signé. MM. Metz, Peyraud, Roi et Turnemire : ils ont tous signé. Les habitants pétitionnaires du 104 de cette rue du quinzième arrondissement à Paris « *constatant que M. Ibrahim Souss, en raison de ses fonctions de représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, constitue par sa présence dans l'immeuble une menace directe pour leur sécurité, demandent au ministre de l'intérieur de mettre fin à cette situation qui leur est devenue intolérable* ».

Depuis les assassinats des deux précédents représentants de l'O.L.P. (1), l'attentat contre M. Chapour Baktiar et le drame de la rue Copernic, l'immeuble vit dans la crainte. « *Au début, il n'y avait que des policiers en civil pour assurer la sécurité. A présent, ils sont en uniforme, avec des gilets pare-balles. Pourquoi pas nous ?* », interroge Mme Lemarchal (deuxième étage droite). Elle n'en veut pas à M. et Mme Souss, mais « *qu'ils aillent ailleurs, n'importe où, ce n'est pas mon problème, chacun voit midi à sa porte* ». Pareil chez les Dutartre, qui habitent juste au-dessous. « *L'appartement m'appartient, j'ai emprunté. En cas d'attentat, imaginez les dégâts au plafond.* » M. Metz (bât. B), quatre-vingt-trois ans, s'insurge contre les étrangers, les Noirs surtout, qui passent sous le tourniquet du métro : « *Je ne connais pas M. Souss, mais il prend trois places de voiture devant l'immeuble. Qu'il s'en aille, le gouvernement n'a qu'à leur acheter une villa loin, isolée.* » M. Maillot, qui habite un appartement de fonction, mais qui « *défend les intérêts de ses patrons* », souhaite bon vent « aux Souss ». « *Les deux agents en faction ne cessent de nous tracasser chaque fois que nous rentrons chez nous. Ils vérifient notre identité* », se plaint une voisine. « *C'est la fouille complète* », rajoute la concierge. Mais M. Metz, plus politique, précise, au contraire : « *Dites bien que la sécurité laisse à désirer.* »

On n'ose plus ouvrir les colis. Les lettres, à peine. Qu'un pot de fleurs soit déposé devant la loge, et le mari de la concierge s'en approche pendant des heures à pas de loup. Lundi 13 octobre, un honnête directeur d'une agence bancaire rentre de vacances, et les policiers lui demandent d'ouvrir ses valises. La propriétaire pique une grosse colère : « *Que M. Souss s'en aille.* » Qu'il s'en aille, sinon on sera injuste. Le représentant de l'O.L.P. est un très bon pianiste : on commence à trouver qu'il est trop bruyant. « *Ça, c'est vrai* », dit Mme Dutartre. M. Salomon, trois étages au-dessous, qui ne partage pas les mêmes opinions que ce trublion, pense, lui, aux victimes innocentes. Le 104 est une poudrière.

Quelques-uns tiennent bon cependant. Mme Ramirez n'a pas signé : « *Je ne suis pas raciste* », dit-elle. Mme Legrand, dont les filles gardaient les enfants des Souss, pense que le garage qui se trouve sous l'immeuble est bien plus dangereux, « *et si les réservoirs d'essence venaient à sauter !* » Mais elle a contre son point de vue les Demougin, les Galloche et les Robillard. « *Est-ce à nous,* dit un retraité, qui tourne et retourne la question, *de payer le chauffage des agents qui sont en faction dans le hall ? D'ailleurs, le syndic y a mis bon ordre, il a coupé le radiateur de l'entrée, mais j'ai surpris les policiers l'hiver, la nuit, qui, en cachette, le rallument.* » Pour la minuterie, c'est pareil — ça coûte — mais comme « *pour surveiller, il faut y voir* », on a pensé à une baladeuse branchée sur le compteur de M. et Mme Souss : « *Qui casse paie.* »

Un homme, rapidement, prend l'ascenseur : « *J'aimerais mieux ne pas parler, mais je suis solidaire des étrangers.* » C'est un exilé politique russe. « *Quand Brejnev est venu la dernière fois, on m'a envoyé en Corse.* »

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Les deux précédents représentants en France de l'O.L.P. ont été Mahmoud Hamchari, assassiné le 2 décembre 1972, et Ezzedine Kalak, assassiné le 13 avril 1978.

LES SUITES DE L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

Après l'agression contre les membres des F.N.E.

M. FREDRIKSEN A EU LES DEUX POIGNETS FRACTURÉS

Deux militants des Faisceaux nationalistes européens, qui ont remplacé l'ex-Fane, MM. Frédéric Vicher et Philippe Cabassud, ont été placés en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic. Ils ont été arrêtés après l'attaque, par un commando vraisemblablement composé de jeunes juifs, dimanche 12 octobre, à Rambouillet, d'un groupe de militants des F.N.E. conduits par M. Marc Fredriksen.

M. Vicher, qui avait été blessé, est actuellement soigné à l'Hôtel-Dieu à Paris. M. Frederiksen, pour sa part, est toujours hospitalisé à Rambouillet. L'animateur de l'ex-Fane, victime de traumatismes crâniens, a eu les deux poignets fracturés et a subi, lundi, une intervention chirurgicale. C'est en tentant de se protéger la tête que M. Frederiksen a été blessé aux poignets.

L'animateur des F.N.E. a déposé une plainte. Certains témoins avaient fourni aux enquêteurs du S.R.P.J. de Versailles les numéros de voitures immatriculées à Paris, mais il ne s'agissait pas de celles des assaillants.

Cette attaque contre les membres des F.N.E. qui affirmaient s'être rendus à Rambouillet pour une « *marche sportive* » en forêt est condamnée par le *Quotidien de Paris* de ce mardi 14 octobre qui écrit, sous la plume de Dominique Jamet :

« *Qui que ce soit qui ait été frappé, aucune catégorie sociale ne saurait s'arroger le droit de se faire justice, et moins encore à coups de couteau. Quant à la loi du talion, discutable dans son principe, en ce qu'elle n'admet pas le pardon, elle n'a jamais autorisé des gens qui ne furent point victimes à frapper quelqu'un qui n'est pas coupable. Donner à M. Fredriksen le visage d'un martyr — et c'est celui que lui ont donné ses agresseurs — c'est rendre à une bien triste cause un bien grand service.* »

De son côté, *le Matin* écrit, dans son éditorial : « *Une chose est d'exalter la fierté juive retrouvée, de vouloir effacer définitivement le « complexe de Treblinka », que certains jugent responsable de l'attitude passive de la masse du peuple juif devant l'évidence de sa destruction par le nazisme durant la Seconde guerre mondiale. C'en est une autre que de se laisser aller à une attitude d'autodéfense et de représailles — avec tous les dangers d'excès et de bavures que cela représente — dans un pays où la menace qui pèse sur les juifs n'est le fait que de petits groupes marginaux, et où les institutions démocratiques protègent les citoyens — quels que soient les reproches plus ou moins justifiés que l'on puisse adresser à la police.* »

M. PEYREFITTE A REÇU UNE DÉLÉGATION DU MRAP

Une délégation du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples a été reçue à sa demande, lundi 13 octobre, par M. Alain Peyrefitte. La délégation a « *attiré l'attention sur un certain nombre d'anomalies de l'action judiciaire relative à la FANE et aux menées racistes* ». Elle s'est « *étonnée que les poursuites n'aient visé jusqu'à présent que les écrits de* Notre Europe *et non les attentats explicitement revendiqués par les dirigeants de la FANE et que seul le directeur de la publication ait été poursuivi à l'exclusion des auteurs des articles incriminés* ».

De plus, selon le MRAP, les numéros de *Notre Europe*, publiés depuis juillet, « *n'ont donné lieu à aucune initiative du parquet, alors qu'ils contiennent des textes tout aussi répréhensibles que les précédents.* » La délégation a aussi réclamé des mesures pour que la loi contre le racisme, du 1er juillet 1972, soit « *appliquée systématiquement par les parquets en matière de discriminations, d'injures et de provocations à la haine et à la violence* ». Elle a aussi exprimé « *son inquiétude au sujet du projet de loi* « sécurité et liberté » *notamment en ce qui concerne les textes relatifs au contrôle d'identité et à la détention des étrangers en instance d'expulsion* ».

● *Le bureau national du CID-UNATI*, « *condamne avec indignation toutes les manifestations d'antisémitisme qui se développent, et particulièrement l'attentat lâche, odieux et ignoble, commis à Paris (...). Le CID-UNATI, qui combat pour le droit à la différence et pour le respect de la dignité des hommes, assure de son soutien actif une communauté française victime d'irresponsables insensés et s'incline devant toutes les victimes de ces agissements criminels* ».

M. Begin : la « propagande » anti-israélienne du gouvernement français est responsable de l'antisémitisme

M. Begin, premier ministre d'Israël, a vivement attaqué le président de la République et le gouvernement français, lundi 13 octobre, en ouvrant la session du Parlement à Jérusalem.

Faisant allusion à l'attentat de la rue Copernic, M. Begin a déclaré : « *Les incitations contre l'Etat juif sont, objectivement, des incitations contre le peuple juif. Le président français et son gouvernement ne veulent certainement pas d'explosions antisémites ni en France ni ailleurs. Mais ils doivent savoir que par la propagande qu'ils répandent eux-mêmes sans rémission contre Israël ils créent inévitablement le terrain propice à un antisémitisme meurtrier.* »

M. Begin a dénoncé « *la violence, l'hypocrisie, la haine sauvage envers les juifs* » et « *l'esprit mauvais qui gagne l'Europe, l'esprit meurtrier du néo-fascisme et du néo-nazisme* ». « *Il n'y a pas de différence,* a-t-il ajouté, *entre l'anti-israélisme, l'antisionisme et l'antisémitisme.* »

M. Begin a poursuivi : « *Des bombes sont à nouveau jetées près d'une synagogue, et un ministre de l'intérieur dit — c'était, j'en suis sûr un lapsus, — que les bombes visaient des juifs mais ont néanmoins tué trois chrétiens innocents. Quel lapsus !*

» *La femme juive qui a été tuée n'était pas une innocente ? J'espère que le ministre français de l'intérieur y pensera. Quel misérable lapsus ! J'espère qu'il fera des excuses au peuple juif.* »

Ce que M. Begin appelle un « *lapsus* » et qu'il attribue à M. Bonnet est, en réalité, une phrase de M. Barre. Dans une déclaration à T.F. 1, où il fustigeait l'attentat comme un « *acte ignoble* », le premier ministre avait parlé, vendredi 3 octobre, d'un « *attentat qui visait des israélites se rendant à la synagogue et qui a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic* » (ce qui est sensiblement différent de ce qu'a dit M. Begin).

Dans une mise au point diffusée le 4 octobre, M. Barre rappelait qu'il avait dit dans la même déclaration : « *La communauté juive est une communauté française respectée par tous les Français.* »

Jusqu'ici, le gouvernement français s'est abstenu de répondre aux attaques de M. Begin (*le Monde* daté 5-6 octobre) assimilant systématiquement l'antisémitisme et toute critique, française ou autre, de la politique du gouvernement de Jérusalem.

Une assemblée œcuménique de prières contre tous les racismes

Plus d'un millier de chrétiens — catholiques, protestants, orthodoxes — se sont réunis, lundi 13 octobre, en l'église Saint-Nicolas-des-Champs, à Paris, à l'invitation du cardinal François Marty, archevêque de Paris ; du pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France ; et de Mgr Meletios, métropolite de l'Eglise orthodoxe grecque en France, pour une assemblée de prières et de témoignages, en union avec les juifs, à la suite de l'attentat de la rue Copernic.

Les intervenants ne trouvaient pas de mots assez durs pour flétrir « *cette odieuse violence* » (Mgr Marty), ce « *terrorisme imbécile, lâche et criminel* » (le Père Riquet), cet « *attentat doublé d'un sacrilège* » (Mgr Meletios), ce « *péché devant Dieu et devant les hommes* » (le pasteur Maury). Mais chaque orateur apportait une touche personnelle pour exprimer son émotion et sa solidarité.

Car l'émotion était grande dans cette église située aux confins du Marais, où est implantée une importante communauté israélite. « *Si la résurgence de l'antisémitisme a pour but d'isoler la communauté juive,* a fait remarquer le cardinal Marty, *notre rassemblement témoigne du contraire.* » Et plusieurs participants ont souligné les liens spirituels qui unissent chrétiens et juifs.

« *Nous sommes unis par la même foi dans le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob,* a dit le Père Riquet, *et nous pratiquons la même morale d'amour de Dieu dans les hommes et des hommes en Dieu.* » On a cité la célèbre phrase de Pie XI, « *spirituellement, nous sommes des sémites* », et M. Olivier Clément, orthodoxe, a déclaré que les chrétiens ont besoin des juifs car ceux-ci « *ont une connivence charnelle et spirituelle avec la Bible et restent, dans l'histoire, le grand destructeur de toutes les idoles* ».

D'autres ont étendu cette solidarité à l'humanité entière. « *L'homme ne se partage pas,* a dit Mme France Quéré. *Il n'y a qu'une humanité, unique image de Dieu. Dieu s'est-il fait semblable à l'homme pour que l'homme récuse son semblable ?* » Le pasteur Maury a dénoncé tous les racismes, et notamment « *cette peur des uns des autres qui est la racine de tout racisme* », alors que l'abbé Jean Pihan, vice-président du M.R.A.P., a fait allusion au « *racisme économique* », par le pillage du tiers-monde et l'exploitation des travailleurs immigrés. « *A côté du terrorisme du poignard, des armes et de la bombe,* dit-il, *il y a aussi le terrorisme de l'asphyxie, du racisme banal, quotidien.* »

L'abbé Pihan a aussi stigmatisé les thèses de la « nouvelle droite », de « *ces doctrinaires qui combattent le christianisme égalitariste au nom de la pureté de la race.* » « *C'est par de tels préjugés et de telles généralisations,* conclut-il, *que s'ouvrent les chemins qui mènent à Auschwitz* ».

Plusieurs juifs présents ont tenu spontanément à exprimer leur reconnaissance. « *Mardi dernier, le peuple de France a manifesté son rejet catégorique de l'antisémitisme,* a déclaré M. Alain de Rothschild, président du consistoire central juif. *Aujourd'hui, ce sont les chrétiens qui le disent massivement. Je leur réponds, avec le prophète Malachie :* « N'avons-nous pas un » seul Père ; n'est-ce pas un seul » Dieu qui nous a créés ? »

ALAIN WOODROW.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

A la recherche des responsables

L'attentat commis devant la synagogue de la rue Copernic fait la « une » de la plupart des hebdomadaires.

Au cours d'un entretien avec Jean Elleinstein publié dans *LE FIGARO MAGAZINE*, Louis Pauwels s'explique : « *Dans la fièvre consécutive à l'attentat, certains ont été jusqu'à m'accuser d'avoir intellectuellement contribué à créer un climat propice à la résurgence de l'antisémitisme à quoi je ne crois pas, et au racisme qui me hérisse. On invente un fascisme. C'est plus facile qu'inventer une réponse aux vrais problèmes. On ressort du placard le fantôme du nazisme et on roule les épaules, avec une allure de héros, en criant :* « Le nazisme ne passera pas ! » Il ajoute : « *En aucun cas, je ne saurais accepter qu'une « chasse aux sorcières » s'instaure en France* » à l'occasion de cet attentat. De son côté, l'historien communiste assure : « *Nous devons tuer ce petit morceau de racisme qui sommeille en nous, qu'il s'agisse des juifs, des Arabes, des Noirs, etc. Il est décisif, par exemple, que les juifs français aient le sentiment que les non-juifs étaient autant bouleversés qu'eux par l'attentat de la rue Copernic. Le terreau sur lequel s'épanouit la dictature, c'est celui de l'indifférence et de la résignation.* »

« *Un intellectuel est-il* a priori *innocent des conséquences idéologiques que sa pensée implique ?* » se demande Jean-François Kahn, dans *LES NOUVELLES LITTERAIRES*. Affirmant que « *rendre Louis Pauwels intellectuellement complice des attentats racistes est ignoble* », il ajoute : « *Ce que nous reprochons aux tenants de la nouvelle droite, ce n'est pas de nier toute responsabilité intellectuelle dans le regain d'un certain néo-nazisme... Ces protestations sont peut-être sincères. Mais de refuser même de s'interroger sur cette éventuelle responsabilité, de poser en préalable la neutralité totale, l'innocence « complète » de l'idée... aristocratique en même temps que scientiste...* »

Dans *VALEURS ACTUELLES*, François Lebrette considère : « *En s'attaquant cette fois à la communauté juive, les terroristes ont touché un point sensible. Mais le choc a été tel, que, par-delà le malaise actuel, l'attentat a donné à l'ensemble de la communauté française l'occasion de manifester son unité et sa solidarité.* »

De son côté, Alain Krivine propos dans *ROUGE*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : *Les organisations démocratiques et ouvrières doivent mettre en place leur propre commission d'enquête qui, en liaison avec les organisations syndicales de policiers et de magistrats, pourra rassembler et rendre publics tous les renseignements, les noms des fonctionnaires fascistes et ceux qui les couvrent. Le nouveau scandale qui éclabousse toute l'équipe au pouvoir montre l'actualité d'une mobilisation unitaire et générale des travailleurs pour en finir avec le régime giscardien. Car, au-delà de Bonnet, au-delà de Peyrefitte, c'est aussi Barre et Giscard qu'il faut chasser.* »

La mise en cause de la police après l'attentat de la rue Copernic fait écrire à *RIVAROL* que si les soupçons de connivence entre des policiers et les milieux fascistes étaient justifiés, « *il faudrait admettre qu'il existe également un nombre appréciable de policiers gangrenés par l'idéologie gauchiste, car on ne sache pas que les crimes, attentats et agressions perpétrés contre ce qu'on appelle globalement « l'extrême droite » aient fait l'objet d'investigations particulièrement efficaces. Non seulement leurs auteurs n'ont pas été jugés, mais ils n'ont jamais été découverts. Et pourtant... ces actes de violence ne se comptent-ils pas par dizaines ?* »

Signant l'éditorial du *POINT*, Olivier Chevrillon souhaite « *que cesse le perpétuel procès de la police dans un moment où tant de choses dépendent de son efficacité. Bien entendu, il est indispensable qu'elle se débarrasse des accointances d'extrême droite qui l'entravaient déjà du temps de l'O.A.S. Mais comme ni vous ni moi n'allons démanteler les réseaux terroristes, laissons agir les professionnels, dans les limites de la loi.* »

Sous le titre « *Nous sommes tous juifs, noirs, arabes...* », Georges Montaron, dan *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, remarque : « *Quand l'éminente dignité de l'homme, de tout homme quel qu'il soit, n'est pas reconnue, le racisme peut proliférer. Or la philosophie qui émane de la République giscardienne est*

Dans *l'Express*, Robert Schneider relève : « *Plusieurs ministres avouent en privé n'avoir pas mesuré l'impact de l'attentat dans l'opinion et critiquent le chef du gouvernement. L'Elysée, d'ailleurs, laisse entendre que ce dernier n'a pas été à la hauteur. Le premier ministre sera-t-il, comme le veut la Constitution, le bouc émissaire ? L'image de Giscard risque-t-elle, cette fois, d'être sérieusement entamée ? Le pouvoir qu'il incarne a, en tout cas, donné l'impression d'une grande indécision et d'un manque de sensibilité. Quels que soient les résultats de l'enquête.* »

Jean Daniel, qui signe l'éditorial du *Nouvel Observateur*, affirme : « *Les imbéciles, les médiocres, les envieux commencent à en avoir assez de ces juifs dont une propagande trop écrasante voudrait faire des intouchables. C'est bien vrai qu'il y a là un danger à ne pas sous-estimer. Les lendemains pour la France ? Nous ne pouvons pas savoir ce qu'ils seront. Mais ce dont nous sommes certains, désormais, c'est qu'une vague d'antisémitisme rencontrerait unis dans une résistance farouche et commune des juifs déterminés, des chrétiens intransigeants et un peuple pour qui le racisme est une forme de déshonneur. C'est peut-être ce qu'il y a de plus nouveau et de plus réconfortant au milieu des drames : ceux qui luttent contre le racisme ne le font pas par générosité pour les victimes, mais par souci de garder leur âme.* »

Les deux préoccupations ne sont pas forcément inconciliables !

A. Ch.



D'UN SEUL COUP D'ŒIL VOTRE SEMAINE ORGANISEE

Présidents, Directeurs, Managers, Exécutifs, Professions Libérales, sont sous constante pression. Quelle que soit leur compétence ils ont besoin d'aide. QUO VADIS et son nouvel agenda **PRENOTE 2e GENERATION** fournit cette aide. Il vous guide systématiquement, heure après heure, éliminant ainsi incertitudes et confusions.

"L'AGENDA PLANING"® QUO VADIS

- planifie les occupations du jour et de la semaine,
- déclenche la mémoire pour les rendez-vous et les dates limites,
- économise le temps, élimine les conflits d'horaires,
- COMPUTE les idées importantes,
- grave les éléments clés et les détails chronologiquement,
- établit les priorités d'actions ou d'attentions.

QUO VADIS LE SPECIALISTE MONDIAL DE L'AGENDA

Vous propose une gamme complète du prestigieux PRENOTE aux dépliants et extra-plats.
Au total plus de 40 modèles.
Choisissez celui qui correspond à vos besoins.

QUO VADIS EST EDITE EN 7 LANGUES ET DISTRIBUE DANS 40 PAYS.

ON TROUVE LES AGENDAS QUO VADIS DANS LES PAPETERIES-LIBRAIRIES MODERNES AGREEES ET LES GRANDS MAGASINS A DEPARTEMENTS QUALIFIES.

5 formats de poche		5 formats de bureau	
Carla	8 x 10 cm	Exécutif	16 x 16 cm
Esteing	9 x 11 cm	Ministre	15 x 25 cm
Randonnée	9 x 13 cm	Président	21 x 27 cm
Affaires	10 x 15 cm	Direction	24 x 24 cm
2e génération			
RAF	10 x 15 cm	Prénote	21 x 29,7 cm
30 modèles différents encore, dont les extra-plats			

quo vadis

D'UN SEUL COUP D'ŒIL VOTRE SEMAINE ORGANISEE

EDITIONS QUO VADIS
20-26, rue Caisserie 13235 MARSEILLE CEDEX 1
Tél. (91) 91.21.90/91.21.24
Télex 440177 QUOVAD MARSL
Dépôt à Paris : Tél. 636.44.72

QUO VADIS SUISSE : J. MUHLETHALER
Chemin de l'Etang, 49, Case postale 26
1211 CHATELAINE. Tél. 22/96.44.52 et 96.44.53

QUO VADIS BENELUX
35, square Marguerite Boite 48
1040 BRUXELLES. Tél. 02/736.76.01

LES "AGENDAS PLANING"® QUO VADIS SONT DISPONIBLES

- avec ou sans répertoire indexé amovible.
- avec ou sans tranches dorées
- avec ou sans coins dorés
- avec ou sans cartes géographiques couleurs (pour les poches)
- avec ou sans crayon (modèle de poche).

LA GAMME PRESTIGIEUSE DU CUIR VERITABLE

Couverture standard en plastique, mais également au choix : skaï, polypel, ostrich, diplex et la gamme prestigieuse en coffret très grand luxe, cuir véritable, pleine peau, 1er choix : madras-porc, maroquin, box, porc, lézard, crocodile avec ou sans coins métalliques dorés.

DEMANDEZ LE CATALOGUE 24 PAGES COULEURS DE NOS PRODUCTIONS

"L'AGENDA PLANING"® QUO VADIS PLANIFIE VOTRE TRAVAIL, VOUS FAIT GAGNER DU TEMPS, DE L'ARGENT, DES LOISIRS.

JUSTICE

AU CHATEAU DE GOUTELAS-EN-FOREZ

Les droits au quotidien

De notre envoyé spécial

Marcoux (Loire). — Le château de Goutelas-en-Forez a été le théâtre de nombre d'aventures de l'esprit, à commencer, dans l'ordre des triomphes, par le relèvement du château lui-même, à partir de 1961, à force de travail bénévole, qu'offrirent, par dizaines de milliers d'heures, les travailleurs de toute une région.

Si, comme le dit une personnalité lyonnaise, il faut, en France, distinguer Paris, Lyon et *la province*, ce château de Goutelas est au centre d'un mouvement contemporain qui ferait de Lyon un avant-poste ou une *avant-garde de Paris*, un club de l'intelligence en somme, à ceci près que le club serait ouvert à toute personne qui voudrait en pousser la porte, et non pas l'espace clos d'une coterie.

Ce dernier week-end, le barreau de Lyon y conviait ses membres à s'interroger sur les « droits au quotidien ». Vaste et obscur programme, aux dimensions d'une ambition qui concernerait toute une nation. Quels sont ces droits ? Comment les exercer ? A quelles fins ? Avec l'aide de qui ? Autant de questions qui, en appelant d'autres, ne pouvaient, en outre, fournir une seule réponse à une seule interrogation.

Cependant, des cadres existent dans ce domaine, que de récentes lois nous dessinent : du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; du 17 juillet 1978, prévoyant la communication aux citoyens des documents administratifs ; du 11 juillet 1979, relative à la motivation des décisions administratives (1) ; et aussi quelques autres qui seraient en mesure de changer radicalement la nature des relations entre le citoyen et les pouvoirs administratifs, et jusqu'à l'exercice du pouvoir.

Il ne faut pourtant pas en attendre de miracles immédiats, tant est long le délai qui s'écoule entre la promulgation d'un texte et son application quotidienne. Mᵉ Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, en analysant l'état de la jurisprudence ; puis M. Bruno Lasserre, auditeur au Conseil d'Etat, en présentant la commission d'accès aux documents administratifs et ses résultats, ont fait preuve, sur ce point, d'un même optimisme réservé.

Il reste que la combinaison de ces lois, ainsi que l'a démontré M. Louis Joinet, directeur de la réglementation à la commission informatique et libertés, et qui fut, aux côtés de M. Bernard Tricot, l'un des pères de la loi du 6 janvier 1978, découvre au citoyen, à terme, un champ sans précédent pour faire valoir ses droits quotidiens, pour quitter *l'état de sujet*, selon l'expression de Mᵉ Paul Bouchet bâtonnier de Lyon et initiateur de la réunion des 11 et 12 octobre.

Déjà les commissions nationales chargées de veiller à l'application des lois sur l'informatique, et sur l'accès aux documents administratifs, ont travaillé. On connaît assez régulièrement, comme il se doit, les travaux de la première, la C.N.I.L. La réunion de Goutelas a permis de donner un aperçu des activités de la seconde, la CADA. Cette commission, depuis dix-huit mois qu'elle fonctionne, a examiné deux cent cinquante litiges entre les administrations et les demandeurs de documents. Dans 70 % des cas (2), elle a jugé que l'administration avait fait montre de mauvais vouloir, et qu'il convenait de la contraindre à livrer ses secrets.

Les refus (30 %, donc, des recours) résultent dans 15 % des cas de ce que le document demandé n'aurait qu'une valeur « préparatoire ». La question a été sur ce point posée de savoir si l'administration ne tirerait pas de cet argument un moyen facile de se dérober à l'obligation qui lui est désormais faite de travailler, plus ou moins, au grand jour. Une question dont la réponse ne peut être délivrée que par la CADA ; une réponse aussi qui risque d'indiquer la portée réelle de la loi, ainsi que les forces respectives de l'administration et des lois...

Il appartient aux avocats, observa Mᵉ Bouchet, de peser en faveur de la loi, et que « *chaque avocat puisse intervenir à tout moment pour ces droits nouveaux* ». Ainsi les avocats verront-ils « *combien est vaine leur crainte de voir diminuer leur rôle social* ». « *Ces droits nouveaux offrent un champ immense à notre action, qui est de lutter contre l'adversaire de toujours, l'arbitraire* »

De la sorte, conclut Mᵉ Bouchet, en contribuant à édifier une société pour qui « *le droit des personnes primerait le droit des biens* », nous demeurerions fidèles à l'esprit du bâtisseur de Goutelas, Jean Papon, cet humaniste et ce juriste qui œuvra — au seizième siècle — pour que les textes juridiques fussent écrits en français et que chacun « *pût comprendre ce qu'il avait à signer* ».

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Ces lois — et leurs textes d'application — sont disponibles, pour des sommes modiques, à la direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris-15ᵉ.

(2) Elle a par exemple décidé qu'un étudiant ayant échoué à un examen pouvait se faire communiquer sa copie, et les annotations qui y figuraient.

● *Les sept membres du Comité de défense de la desserte ferroviaire de Quimperlé* (Finistère) inculpés pour avoir arrêté, le 27 avril, pendant deux minutes, le train Quimper-Toulouse en gare de Quimperlé, ont été condamnés, lundi 13 octobre, à 2 500 francs d'amende chacun par le tribunal de grande instance de Quimper. Parmi les prévenus, qui avaient quitté la salle d'audience pour protester contre l'attitude du tribunal qui avait interrompu les témoins dans leurs critiques sur le fond figurait Mme Simone de Bollardière, épouse du général Jacques Paris de Bollardière. Le Comité de défense proteste depuis dix-huit mois contre la suppression de l'arrêt des trains rapides en gare de Quimperlé.

A Saint-Ouen

UN DÉTENU PERMISSIONNAIRE TUE UN POLICIER

Un détenu permissionnaire recherché par la police, Jean-Michel Le Commandoux, a tué mardi 13 octobre un gardien de la paix dans un bar de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). J.-M. Le Commandoux, qui est âgé de trente et un ans avait été condamné en juin 1978 à six ans de réclusion pour vols qualifiés et détention d'armes. Détenu à la centrale de Melun (Seine-et-Marne), il avait bénéficié en mai 1980 d'une première permission de sortir, au terme de laquelle il n'avait pas réintégré la prison. Depuis lors, il était recherché et on le soupçonnait d'avoir participé à plusieurs hold-up, notamment le 28 juillet dans une succursale de la banque Vernes, à Saint-Ouen.

C'est vers 0 h. 45, ce mardi, qu'un officier de paix, M. Jean-François Dalbin, et six gardiens de la paix ont procédé à un contrôle d'identité des clients du bar *le Pélican*, situé au 34 de l'avenue du Capitaine-Glarner. L'un des consommateurs, Le Commandoux, âgé de trente et un ans, a alors saisi un pistolet de calibre 6,35 et ouvert le feu sur les policiers.

Un gardien de la paix, M. Jean-Claude Gathiung, âgé de trente-huit ans, marié et père de trois enfants, a été tué sur le coup. M. Dalbin, âgé de vingt-huit ans, a été atteint de deux balles dans le poumon. Un second gardien de la paix, M. Alain Boudbecker, âgé de trente ans, a été plus légèrement atteint près du foie.

Jean-Michel Le Commandoux a été blessé à son tour par les policiers qui ont riposté avant de l'arrêter.

Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), gardiens de la paix, a déclaré : « *Le corps des policiers en tenue est à nouveau durement éprouvé. (...) Il est vrai que les graves déclarations de ces derniers jours de syndicalistes irresponsables n'inspirent pas le respect des hommes de l'autorité et des institutions (...)* »

[La mort de M. Gathiung porte à huit le nombre des policiers tués en opérations depuis le début de l'année. D'autre part, trois gendarmes ont été tués par des malfaiteurs en 1980.

Au total, le nombre des policiers et des gendarmes tués dans de telles circonstances — c'est-à-dire compte non tenu des accidents, des noyades, etc. — a varié depuis quatre ans de la manière suivante : onze en 1977, sept en 1978, quinze en 1979 et onze en 1980. Le nombre des blessés s'établissait, au 31 août, à cent soixante-neuf pour la police et, au 29 septembre, à cent quarante-deux pour la gendarmerie.]

Expulsion d'un étudiant autrichien.

M. Johan Schoëgler, vingt-neuf ans, un enseignant de nationalité autrichienne, qui étudiait en France à l'université Paris-VIII depuis quatre ans, a été expulsé vers l'Autriche le lundi 13 octobre. Touché par une grenade lacrymogène lors de la manifestation organisée le 14 mai par les étudiants de Jussieu, il avait pratiquement perdu l'usage d'un œil (*le Monde* du 3 juin).

Le motif officiel de l'expulsion est son absence de papiers. En effet, il y a un an, la préfecture de l'Oise ne lui avait pas renouvelé sa carte de séjour : on lui reprochait son manquement à l'obligation de réserve, en raison de ses interventions actives lors de réunions sur les interdictions professionnelles en République fédérale d'Allemagne. Le 1ᵉʳ juillet, le tribunal administratif avait refusé de surseoir à l'exécution de cette mesure administrative. L'affaire doit être jugée au fond par le Conseil d'Etat.

DÉFENSE

La France livrera à l'Arabie Saoudite six bâtiments de guerre et des hélicoptères Dauphin armés de missiles anti-navires

Devant la stagnation relative des ventes d'armes à l'étranger au début de 1980, M. Hibon avait prédit en février dernier que l'année en cours serait une « *année bleu marine* » ou qu'elle ne serait pas. C'était une allusion au fait qu'une hausse des commandes de matériels navals attendus de plusieurs pays au Proche-Orient devait relayer la diminution observée dans les ventes d'armements terrestres et aéronautiques. Trois pays étaient alors plus particulièrement intéressés : l'Irak, Qatar et l'Arabie Saoudite, désireux de renforcer leur marine de guerre en diversifiant les fournisseurs.

Pendant que les pourparlers continuent avec Bagdad, malgré une vive concurrence de l'Italie, la France a mené à bien les négociations entamées avec Qatar et l'Arabie Saoudite.

Conclu en septembre avec Qatar (*le Monde* du 26 septembre), l'accord porte sur la livraison de trois patrouilleurs du type *la Combattante* équipés de missiles surface-surface Exocet d'une portée supérieure à 40 kilomètres.

Avec l'Arabie Saoudite, le contrat est beaucoup plus ambitieux, puisqu'il revient à livrer à Ryad une « *marine de guerre, barre en main* », comme on le dit d'une usine clés en main. Atteignant un montant de 14 400 millions de francs (prix fermes et définitifs, alors que le contrat avec Qatar, s'élevant à 1 500 millions de francs, prévoit une révision de prix selon l'inflation) et appliqué sur quatre ans, l'accord entre Paris et Ryad prévoit — outre la livraison des navires de guerre — que la formation des personnels saoudiens et le soutien logistique, dans un premier temps, relèveront de la marine française.

Il s'agit principalement de la fourniture par la France de quatre frégates de 2 000 tonnes chacune et de deux pétroliers ravitailleurs d'escadre comparables au bâtiment *la Durance*, qui déplace 17 000 tonnes à pleine charge.

Volonté politique

Les frégates saoudiennes seront armées de missiles surface-surface Otomat (environ 160 kilomètres de portée) produits par la société privée Matra. L'Arabie Saoudite a décidé, d'autre part, d'acquérir des hélicoptères Dauphin de la SNIAS, armés de missiles antinavires AS-15 conçus par la même entreprise. D'une portée supérieure à 15 kilomètres, l'AS-15 est un missile léger tout temps destiné à l'attaque des objectifs de surface de tout tonnage à partir d'un lanceur lent, comme un hélicoptère. En la circonstance, le Dauphin présente aussi l'avantage d'être utilisé pour détecter et désigner la cible au bâtiment qui tire les missiles Otomat, et pour recaler en vol la navigation de ces mêmes missiles.

Cinq des navires saoudiens seront construits dans deux chantiers privés de la Méditerranée et le sixième dans un arsenal d'Etat. Connu sous le nom de code de « *Sawari* », ce programme naval devrait procurer 8 400 000 heures de travail aux chantiers concernés, auxquelles il faut ajouter 1 000 000 d'heures d'études et environ 10 000 000 d'heures de travail pour l'ensemble des sociétés françaises intéressées (SNIAS, Matra et Thomson-C.S.F.).

Une société de services, baptisée NAFCO, sera constituée sous le contrôle de la marine nationale pour venir en aide à la marine de guerre saoudienne forte, seulement, d'un millier d'hommes à l'heure actuelle. Elle s'occupera de la formation des personnels en France, ou localement, et du soutien logistique. La marine française sera chargée d'instruire plusieurs centaines de Saoudiens et elle déléguera, sur place, plusieurs dizaines de spécialistes.

L'accord avec Ryad est considéré, au ministère de la défense, comme un témoignage de la volonté politique de l'Arabie Saoudite d'intensifier encore la coopération militaire avec Paris.

Déjà les Saoudiens ont acheté à la France pour environ 12 milliards de francs (dont 3 milliards pour l'assistance technique) de matériels terrestres (blindés moyens et légers, obusiers de 155 millimètres, hélicoptères antichars et missiles anti-aériens Crotale). Le nouveau volet de cette coopération concerne aujourd'hui la marine, pour un montant financier à peu près égal à celui du domaine terrestre.

A l'origine de ces négociations, ouvertes alors que M. Yvon Bourges était ministre de la défense (*le Monde* du 28 juillet 1979 et daté 13-14 mai 1980), on trouve les relations entretenues régulièrement avec Ryad par la Direction des affaires internationales (1) et la collaboration instaurée depuis peu entre l'état-major de la marine et la Direction technique des constructions navales (D.T.C.N.), qui dépend de la Délégation générale à l'armement.

On peut même penser que, sans l'appui volontairement donné à cette opération par l'état-major de la marine nationale, le contrat saoudien n'aurait pas eu, en définitive, la même ampleur. En effet, la marine française n'a pas, pour ses besoins, acheté le missile Otomat et cette référence du marché intérieur est souvent une exigence de la clientèle étrangère qui souhaite, de la sorte, bénéficier d'une garantie ou d'un label (2). La marine nationale avait néanmoins accepté d'installer, pour satisfaire une demande de la société Matra, des missiles Otomat sur l'escorteur *le Basque* aux fins d'expérimentations.

De surcroît, la présence navale française à Djibouti, en mer Rouge et en océan Indien, est l'occasion indirecte de tournées de démonstration des matériels français auprès de certains clients dans cette région du monde.

La France a ainsi pu fournir des batteries de défense côtière, avec des missiles Otomat, à l'Egypte et à la Libye, et des missiles surface-surface Exocet à Oman et à Abu-Dhabi dans le Golfe. Des négociations ont lieu pour la livraison à Bahrein et au Koweït de ces mêmes missiles Exocet.

JACQUES ISNARD.

(1) Animée depuis trois ans par M. Gérard Hibon, qui fut précédemment conseiller des affaires étrangères au cabinet de M. Bourges, alors ministre de la défense, la direction des affaires internationales occupe quatre-vingts administrateurs civils, ingénieurs de l'armement et officiers. Mobilisant cent mille travailleurs de l'armement, les exportations d'armes, calculées en livraisons, représentent, en moyenne, chaque année, environ 5 % des exportations totales de la France et 20 % de celles des biens d'équipement.

(2) L'Arabie Saoudite devient le sixième client étranger du missile Otomat, déjà vendu au total à quatre cent cinquante exemplaires.

EN 1981, LA FRANCE COMMANDERA VINGT ET UN MIRAGE F-1 SUPPLÉMENTAIRES POUR COMPENSER LE RETARD DU MIRAGE 2000

La France commandera en 1981 vingt et un intercepteurs de défense aérienne Mirage F-1, alors qu'aucun achat n'était prévu l'année prochaine. Ces avions supplémentaires devraient remplacer une escadre d'appareils anciens Mirage-III, qui, en principe, aurait dû être relevée par le nouvel avion de combat Mirage 2000, si ce dernier avait été prêt à temps. Or, aujourd'hui, il s'avère que la mise au point du Mirage 2000 a pris, de l'aveu même du ministère de la défense, entre six mois et un an de retard.

Cette décision devrait permettre aussi au constructeur du Mirage F-1, et à ses industriels associés, de relancer ses exportations, qui marquent le pas. A ce jour et depuis le début de l'année, le groupe privé Dassault-Breguet a vendu, en tout et pour tout comme avions militaires, deux Mirage-III de remplacement à la Suisse. Toutefois, d'autres contrats à l'étranger seraient annoncés avant la fin de 1980.

Fabriqué à la cadence de sept avions par mois, le Mirage F-1 a été vendu, au total, à six cent quatorze exemplaires (1), dont deux cent vingt-cinq appareils de série et six prototypes pour la France. Avec la nouvelle commande de la France pour 1981, le nombre total de Mirage F-1 retenu par l'armée de l'air française sera porté à deux cent quarante-six avions de série, auxquels il faut continuer d'ajouter les six prototypes modifiés pour servir en unités opérationnelles ou à la formation des personnels.

Au début de son septennat, M. Giscard d'Estaing, en conseil de défense, choisissait le monoréacteur à voilure delta Mirage 2000 pour, progressivement, remplacer le Mirage-III et le Mirage F-1 dans les escadres de combat. Le chef de l'Etat fixait, d'autre part, à quatre cent cinquante avions de combat la flotte d'appareils opposable aux avions les plus modernes en service à l'étranger. Pour conserver ce potentiel et compenser les pertes par accident ou par vieillissement, les commandes annuelles de l'armée de l'air française doivent être d'une quarantaine d'exemplaires.

Depuis ces décisions présidentielles, il s'avère que la construction du Mirage 2000 prend du retard sur la programmation ; principalement à cause de la difficulté des constructeurs à mettre au point le radar de l'avion et à régler les performances contractuelles de son réacteur (*le Monde* du 27 mars).

Avec son radar Doppler (2) à impulsions, le Mirage 2000 ne devrait pas être prêt en unités avant la mi-1983 pour les premiers avions et, avec le radar Doppler multifonctions, qui sera plus perfectionné pour des interceptions d'appareils hostiles à très basse altitude, l'armée de l'air ne recevra pas ses premiers exemplaires avant mai 1985. La poussée du réacteur M-53 doit, dans le même temps, être nettement accrue pour les versions après 1985.

Le ministère de la défense considère que le programme a, aujourd'hui, de six mois à un an de retard au minimum. Pour maintenir néanmoins le rythme de renouvellement de la flotte, il est prévu l'an prochain la commande de quarante-trois avions : vingt-deux Mirage 2000 (soit un retard total de trente-cinq unités sur ce qui était annoncé initialement) et vingt et un Mirage F-1. Le projet de budget 1981 y consacre respectivement 3 730 et 2 533 millions de francs en autorisations de programme.

Stagnation des ventes

Par cette commande, qui témoigne de l'intérêt de l'armée de l'air envers le Mirage F-1, la France peut espérer relancer indirectement l'exportation de la gamme conçue par Dassault-Breguet.

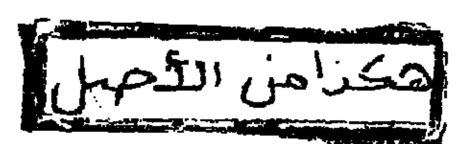
En effet, les ventes militaires à l'étranger du groupe privé stagnent depuis le début de l'année.

Aujourd'hui, Dassault-Breguet semble se trouver dans la situation suivante : d'un côté, son Mirage 2000 accuse du retard et, de l'autre, l'existence d'un prototype biréacteur Mirage 4000 incite la clientèle à attendre — pour passer commande de l'un ou l'autre des deux modèles — que les perspectives de stratégie industrielle du fournisseur soient plus claires ou mieux assurées.

Dans ces conditions, les différents avions de la gamme peuvent parfois se porter ombrage mutuellement. Les pays qui voudraient cependant renforcer d'urgence leurs escadres de combat en s'adressant à la France doivent se reporter, dès lors, sur le Mirage F-1, dont le premier vol remonte déjà à décembre 1966, et qui demeure, pour le moment, le fonds de commerce du constructeur. — J. I.

(1) Outre les 231 exemplaires français, le Mirage F-1 a été vendu à l'Espagne (73), à l'Equateur (18), à la Grèce (40), à l'Irak (60), à la Jordanie (36), au Koweït (20), à la Libye (38), au Maroc (50) et à la République Sud-Africaine (48).

(2) L'effet Doppler permet de distinguer, sur le scope-radar, les échos fixes des échos mobiles, qui sont les plus importants sur le plan militaire, en éliminant les premiers.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Un entretien avec M. Cauderon

Les recherches agronomiques chinoise et française peuvent s'enrichir mutuellement

Le président de la République, M. Valéry Gis ard d'Estaing, se rend en Chine cette semaine. La République populaire est engagée dans un vaste programme de quatre modernisations, dont la première est celle de l'agriculture. Celle-ci est profondément différente de l'agriculture occidentale : elle utilise des techniques très anciennes et des variétés particulières, adaptées à des climats et à des modes d'exploitation très éloignés de ceux que nous connaissons.

Il y a, cependant, une certaine complémentarité entre cette agriculture et la nôtre, ce qui peut donner lieu à une coopération fructueuse. Nous avons demandé à M. André Cauderon, inspecteur général à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), et membre de l'Académie des sciences, qui a dirigé il y a deux ans une mission agronomique en Chine, de nous décrire ce qui caractérise l'agriculture et la recherche agronomique de la République populaire, et dans quelle mesure une coopération franco-chinoise peut être intéressante.

LA visite du président de la République en Chine peut être l'occasion de renforcer la coopération franco-chinoise. La Chine est encore, pour longtemps, un pays où les ruraux sont en écrasante majorité. L'agriculture, et la recherche agronomique, sont donc des domaines privilégiés de cette coopération. Voulez-vous nous décrire ce qui caractérise l'agriculture chinoise ?

— Je ne suis pas un expert de la Chine, pays immense et varié, dont un voyage d'un mois ne peut donner qu'une vue très partielle. La Chine agricole, c'est seulement l'est du pays, soit 100 à 110 millions d'hectares, ce qui est peu pour un milliard de consommateurs, et beaucoup pour sept cent millions de ruraux. Cette zone cultivée s'étend d'un nord à végétation boréale à un sud qui est tropical ; peu de régions connaissent un climat tempéré maritime comparable à celui de la France. De plus, il y a globalement coïncidence entre la chaleur et les pluies, et c'est un facteur favorable : 80 à 90 % des pluies tombent pendant les six mois de la belle saison. C'est exactement le contraire de la France, où l'agriculture est globalement obligée de louvoyer entre le risque de sécheresse et le risque de froid.

» Il faut aussi souligner l'importance de l'irrigation. Grâce à la chaleur et à l'irrigation, la moitié sud de la Chine peut réaliser deux et même trois cultures par an. De ce fait, on récolte annuellement quelque 150 à 170 millions d'hectares.

» Enfin, la population rurale est très dense. Le nombre d'actifs agricoles par hectare — notion imprécise — est certainement plusieurs dizaines de fois plus élevé qu'en France. Les Chinois eux-mêmes pensent qu'en l'an 2000 les agriculteurs constitueront encore la moitié des actifs. Il y a peu de machines, et même l'appel à l'industrie chimique est modeste. L'organisation est collective, et les communes rurales ont peu de chose en commun avec nos exploitations familiales.

» Une exception : le nord-est, l'ancienne Mandchourie, a une population assez faible, des terres à mettre en culture, et une agriculture de production de grains d'un type qui nous est assez familier.

» Dans ces conditions, les priorités chinoises sont très différentes des nôtres : il faut impérieusement accroître la production, en premier celle des grains, qui sont, en Chine, la nourriture des hommes, et non pas d'abord celle des animaux, comme en France : riz, blé, maïs, soja, arachide, etc. En deuxième ligne, les légumes. Pour les animaux, il s'agit d'élevages familiaux, de races locales qui consomment et évacuent les déchets — c'est le cas des porcs — ou qui consomment des fourrages grossiers de récupération et produisent du travail : bovins et chevaux. Et tous contribuent à la fertilisation des terres. Il y a quelques productions laitières à caractère industriel autour des grandes villes.

— En quoi l'agronomie chinoise peut-elle être complémentaire de l'agronomie française ?

— L'agronomie chinoise est d'une très grande richesse — et ses aspects tropicaux sont, pour la France, aussi importants que ses aspects tempérés : ils nous intéressent pour nos territoires d'outre-mer et pour nos actions de coopération technique. Cette agronomie, intensive tout comme la nôtre, est extrêmement foisonnante et diverse — à l'opposé de la normalisation technique qui nous est familière.

» En France, il y a trop généralement une façon, et une seule, de cultiver une espèce. En Chine, au contraire, il y a de nombreuses variantes : sols et climats sont très divers ; il y a, dans l'année, plusieurs saisons de végétation possibles ; on pratique des associations de culture variées : coton ou soja dans le maïs, etc.

» Il résulte de tout cela une richesse extraordinaire d'expériences agronomiques locales, d'originalité dans les techniques de culture, de diversité des espèces et des variétés correspondant à des adaptations différentes. De plus, c'est une agronomie d'économie par rapport à notre agronomie de riches. Toutes les filières de récupération locale — fertilisants, fourrages grossiers, etc. — sont très développées ; c'était la même chose en France il n'y a pas si longtemps ; mais cela a bien changé.

» Donc, la transposition directe est à peu près inconcevable : mais cette richesse agronomique, avec ses filières inattendues, ouvre des horizons et inspire réflexion et recherche. Cela dit, il ne faudrait pas considérer la Chine comme une sorte de musée de l'agriculture écologique. L'agronomie chinoise est extraordinairement active. La Chine est au premier rang mondial pour l'utilisation de la culture *in vitro* de tissus et de cellules végétales, aussi bien pour la multiplication végétative que pour la sélection. On sait que la France a joué un rôle de premier plan dans le développement de ce secteur.

» Autre exemple : les riz hybrides. La Chine a découvert des types de stérilité mâle qui viennent de lui permettre de produire des variétés hybrides dont la supériorité de rendement est maintenant confirmée. C'est là une grande première mondiale.

» Dans un domaine très différent, l'aquaculture d'eau douce, nous avons aussi beaucoup à apprendre de la Chine : l'aquaculture y a fait l'objet de perfectionnements techniques conduisant à une productivité exceptionnelle. Enfin, les paysans chinois ont obtenu des races de porcs qui possèdent, pour certaines, une prolificité très forte et, pour la plupart, une capacité à valoriser une alimentation grossière, contrairement aux races européennes.

Après le porc, le colza et le soja

— Des porcs chinois ont été amenés en France pour renouveler le patrimoine génétique des races élevées en France. Y a-t-il d'autres espèces animales ou végétales pour lesquelles une telle opération pourrait être bénéfique ?

— La Chine a offert à la France neuf porcs, à partir desquels des expériences ont lieu. Une opération analogue est en cours sur le colza : les deux pays ont un intérêt particulier pour cette espèce oléagineuse et protéagineuse. La France a réalisé des travaux de premier plan concernant la qualité de l'huile et des tourteaux et l'utilisation de la vigueur hybride. Les agronomes chinois ont des préoccupations voisines et des expériences assez différentes : un échange de matériel est en cours.

» Mais on doit envisager aussi des opérations où l'apport de chaque partenaire serait très différent. Ainsi, pour le soja, la France a réalisé des travaux originaux d'approche physiologique pour l'évaluation du potentiel de productivité de différentes variétés. De son côté, la Chine dispose d'une grande diversité génétique et d'une très ancienne expérience agrotechnique. Une étude en commun pourrait fournir des pistes précieuses pour une amélioration génétique du soja dans les deux pays.

» En matière d'aquaculture, la France a réalisé des travaux importants de physiologie des poissons, et maîtrise fort bien l'élevage des salmonidés. La Chine a une expérience unique de gestion intensive des étangs : un échange serait fécond.

— Une bonne coopération suppose la réciprocité. Que pouvons-nous offrir à la Chine en contrepartie de ce qu'elle peut nous apporter ?

— La réciprocité est un facteur de durée. Or, chacun des deux pays a des points forts dans ce que l'autre n'a pas : l'enrichissement peut donc être réciproque. La Chine souhaite développer des élevages intensifs autour des villes et mettre en valeur des zones nouvelles dans le Nord-Est. Elle a pour objectif d'accroître de 1 quintal par an les rendements par hectare des céréales : cela suppose des progrès dans la fertilisation, la défense des cultures, le choix des variétés, et, peut-être, une certaine mécanisation, plus pour accélérer des travaux urgents que pour économiser la main-d'œuvre.

» Voilà des points où l'expérience des laboratoires et des entreprises français peut être précieuse, non point pour transporter, mais pour aider à adapter. D'une manière plus large, la France a un système agricole intensif et industriel ; la Chine a un système intensif et non industriel et chaque pays possède une grande richesse génétique, de nature d'ailleurs différente. Or la Chine développe la mécanisation et la fertilisation, et la France est obligée d'économiser l'énergie. Il y a donc une certaine convergence, et la possibilité de recherches communes, chacun utilisant les résultats à la solution de ses propres problèmes, donc sans doute de manière très différente.

— Pensez-vous que la France soit mieux placée, ou moins bien placée, que d'autres pays d'agriculture comparable pour ces échanges avec la Chine ?

— La Chine représente le quart de l'humanité et elle coopère avec de nombreux pays. Les États-Unis sont dans une position exceptionnelle, dans la mesure où ils ont une importante communauté d'origine chinoise qui est parfaitement familière de la langue et des traditions des deux pays. Notre problème, c'est de faire un effort suffisant sur quelques thèmes bien choisis. Or les chercheurs français sont peu nombreux et, dès que les actions communes vont s'élargir, nous aurons des difficultés.

» Notre pays consacre quelques millions de francs chaque année aux centres internationaux de recherche agronomique. Il ne serait pas aberrant de faire le même effort pour établir des liens durables avec un pays aussi original et aussi important que la Chine, qui place l'agriculture et l'agronomie au premier rang, et dont l'influence ne peut que croître. De grands projets auraient un impact à long terme, par exemple dans le domaine des ressources génétiques ; mais même limité à une ou deux espèces végétales importantes, cela exige un renforcement de nos équipes.

» Un autre grand projet doit être mentionné : la constitution de lexiques agronomiques, qui donneraient au monde chinois l'accès au travaux et ouvrages français. C'est une grande entreprise qui déborde l'agriculture et concerne la communauté nationale. Là aussi, pour répondre à l'effort considérable de nos partenaires chinois, nous devons nous-mêmes nous mobiliser.

— Vous avez mentionné les ressources génétiques. Or, la sélection fait disparaître des gènes, qui pourraient être plus tard utiles pour créer de nouvelles variétés. Quelle est l'importance de cet affaiblissement du patrimoine génétique ?

— On constate effectivement une érosion génétique de la biosphère due aux activités humaines. L'un des aspects de cet appauvrissement est le remplacement des formes domestiques locales par un petit nombre de variétés et de races internationales. Or, pour conserver une capacité d'adaptation, nous devons disposer d'une variabilité importante. Il faut donc protéger les ressources génétiques.

» L'opération doit être dynamique, et l'on peut définir plusieurs stades : surveillance de la situation génétique, modelage des ressources par la sélection, utilisation optimale pour l'économie des variétés et races obtenues. Il s'agit d'une politique génétique qui dépasse l'agriculture : tous les organismes de recherche sont concernés, mais les instances économiques également. Le ministère de l'agriculture étudie actuellement ce problème. Il pourrait en résulter un accroissement de l'effort de la France dans ce domaine, effort actuellement insuffisant et peu coordonné. C'est l'une des conditions d'une participation de notre pays aux actions internationales sur les ressources génétiques — car le problème a évidemment une dimension mondiale. »

(Propos recueillis par MAURICE ARVONNY.)

Neuf petits cochons

LE 24 novembre dernier sont arrivés en France neuf reproducteurs porcins fournis par la Chine. Il s'agit d'un verrat et de truies des races Mei Shan, Jia Xing et Jin Hua. L'INRA (Institut national de la recherche agronomique) les a installés au domaine expérimental du Magneraud, en Charente-Maritime.

Moins d'un an après, chaque truie a mis bas deux portées de race pure. Pour l'une des races, la prolificité moyenne est de 19 porcelets par portée — contre 10,5 en moyenne pour les races européennes. La précocité sexuelle est grande ; la puberté est atteinte à quatre-vingt-dix jours, contre deux cents pour les porcs européens. Mais, en revanche, la croissance est plus lente, cela étant en partie lié à la précocité sexuelle.

Dans une seconde étape, on a croisé les animaux nés au Magneraud avec des races européennes. Sur 200 porcelets obtenus par croisements, on observe un maintien de la précocité sexuelle chez les femelles, et une croissance comparable à celle des porcs européens. Mais il reste à savoir si la forte prolificité se maintient chez les descendants, et quelle est la qualité de la viande — qu'on devrait connaître après les premiers abattages, à la fin de cette année. On s'attend que la viande soit bien adaptée à la charcuterie sèche.

Il est beaucoup trop tôt pour savoir si des races hybrides issues de ces croisements pourraient en partie résoudre le problème de la production porcine française, qui est déficitaire. La résorption de ce déficit n'est d'ailleurs pas qu'une question de recherche scientifique. Les expériences entreprises au Magneraud peuvent intéresser autant la Chine que la France, puisque les élevages industriels chinois utilisent des races européennes. Des chercheurs chinois sont d'ailleurs venus voir les résultats obtenus au Magneraud.

LE CALCUL DES NOMBRES PREMIERS

Quelques heures au lieu d'un siècle

LES nombres entiers sont au fondement des mathématiques; or ils peuvent tous être engendrés par multiplication de certains d'entre eux : ces nombres générateurs, appelés nombres premiers, sont les nombres de la suite 2, 3, 5, 7, 11, 13, 17, 19, 23... (1). Les mathématiciens grecs savaient déjà qu'ils sont en nombre infini, mais qu'ils se raréfient progressivement quand on va vers des nombres de plus en plus grands. Ainsi 10 000 019 et 10 000 079 sont-ils premiers, mais aucun des nombres intermédiaires ne l'est.

Déterminer si un nombre est premier paraît facile, et une méthode simple a d'ailleurs été trouvée il y a vingt-deux siècles par Erathosthène. L'ennui est qu'elle est extrêmement lente. Vérifier que 10 000 019 est premier en utilisant le « crible d'Erathosthène » est strictement impossible en calcul manuel, et fort coûteux si on utilise un gros ordinateur. Et si l'on ne disposait pas de méthodes plus rapides, il aurait été impossible d'établir, ce qui a été réalisé en 1979, la liste des nombres premiers jusqu'au cent millionnième. Ce cent millionnième élément de la liste est 2 038 074 743.

Mais il se pourrait que la liste soit bientôt prolongée beaucoup plus loin. La revue américaine *Science* indique dans son numéro du 26 septembre qu'un ensemble de travaux, dont les premiers remontent à 1976, a permis la découverte d'une nouvelle méthode pour déterminer si un nombre est premier ; on a constaté sur des cas particuliers que cette méthode est beaucoup plus rapide que les précédentes, puis on a démontré qu'elle est effectivement rapide dans tous les cas. Et il semble y avoir des possibilités de l'améliorer encore.

L'auteur principal est un mathématicien américain, M. Leonard Adleman. Il est parti d'une méthode probabiliste découverte il y a quatre ans qui consistait à faire un petit nombre d'essais qui permettent d'être « presque » sûr qu'un nombre est ou n'est pas premier (*le Monde* du 9 juin 1976).

M. Adleman illustre la méthode de la manière suivante : étant choisi un grand nombre, imaginer un dé ayant ce nombre de faces. Si le nombre est premier, toutes les faces sont rouges. S'il ne l'est pas, au moins la moitié des faces sont blanches. On jette une centaine de fois le dé, et si le rouge sort à tout coup, on est presque sûr que le nombre est premier.

Malheureusement, il est un point sur lequel tous les mathématiciens s'accordent un résultat « presque » démontré est un résultat non démontré, donc sans valeur. Récemment, M. Adleman et d'autres mathématiciens ont pu supprimer le « presque ». Pour garder la même image, il ne faut pas jeter le dé complètement au hasard ; quand une face apparaît rouge, on utilise cette information pour démontrer que beaucoup d'autres faces sont rouges. On reprend alors le test sur une face encore inconnue, et, peu à peu, on parvient à démontrer que toutes les faces sont rouges, donc que le nombre est premier.

Finalement, la méthode permet, en quelques heures d'ordinateur, de déterminer si un nombre de cent chiffres est premier. Avec les méthodes antérieures et le même ordinateur, il aurait fallu un siècle.

Cela pourrait permettre de vérifier empiriquement diverses conjectures sur les nombres premiers. Ainsi, il existe une fonction simple qui indique en gros combien de nombres premiers sont inférieurs à un nombre donné (2). Pour tous les nombres sur lesquels on a pu faire le test, l'approximation est toujours par excès : en d'autres termes, la fonction indique toujours une valeur trop grande. Mais on a démontré que si l'on prend des nombres assez grands la fonction doit donner parfois une approximation par défaut, et on a quelques bonnes raisons de penser que ce renversement se produit pour un nombre de 371 chiffres. Avec encore quelques progrès dans la méthode de calcul des nombres premiers, et dans la puissance des ordinateurs, on peut espérer tester cette hypothèse.

La nouvelle méthode pourrait avoir des conséquences plus immédiatement importantes : on a ces dernières années inventé des techniques cryptographiques qui paraissent à la fois très commodes et très sûres (*le Monde* du 26 décembre 1979). L'une d'elles, d'ailleurs étudiée par M. Adleman, repose sur l'emploi de très grands nombres premiers. Il se pourrait que la nouvelle méthode de calcul des nombres premiers permette à quelqu'un qui n'en aurait pas la clef de déchiffrer le code, et rende donc ce codage sans intérêt. Ce n'est encore qu'une hypothèse, et il existe d'autres codes du même type, mais qui n'ont rien à voir avec les nombres premiers. Il est cependant intéressant de noter que la recherche mathématique tient la balance égale entre les gendarmes et les voleurs, et que si elle permet de construire des codes qu'aucune méthode connue ne permet de violer, elle peut aussi mettre à jour des méthodes encore inconnues pour « casser » ces mêmes codes.

M. A.

(1) On définit souvent les nombres premiers comme étant ceux qui n'ont pas d'autres diviseurs que l'unité et eux-mêmes. Et, par convention, on exclut le nombre 1, et on fait commencer la suite à 2.

(2) Cette fonction, souvent notée Li (x), a pour dérivée l'inverse du logarithme de x.

LES CRÉDITS DE LA RECHERCHE OCÉANOGRAPHIQUE

Besoins scientifiques et problèmes urgents

NEUF mois après la réforme de la recherche océanographique (*le Monde* du 8 janvier 1980), le Livre blanc sur la recherche qui vient d'être rendu public (*le Monde* du 2 octobre), s'interroge sur l'efficacité de celle-ci : « ... *On peut craindre qu'elle ne rende difficile la liaison indispensable entre une politique nationale d'équipements lourds et une politique de recherche. En effet, elle accentue la séparation entre développement, recherche appliquée, et recherche fondamentale, qui utilisent pourtant en océanologie les mêmes moyens lourds. Elle dilue et distribue les efforts au sein de nombreux ministères, sans qu'un organisme à vocation de recherche assure clairement la défense et la coordination d'une enveloppe océanologique unique. Il faut espérer que le rôle conféré au CNEXO* (Centre national pour l'exploitation des océans) *en matière de recherches exploratoires et de technologies communes permettra de remédier au moins partiellement à cette grave lacune.* »

Curieusement, le Livre blanc ne parle pas du Comité d'orientation de l'océanologie (C.O.O.) qui devait être mis en place. Le C.O.O., présidé de droit par le président de la mission interministérielle de la mer, devait rassembler le président du CNEXO (vice-président de droit), les responsables de la recherche océanographique des ministères de l'industrie, des transports, de l'environnement et des universités, les représentants des secrétariats d'Etat à la recherche et aux départements et territoires d'outre-mer et ceux des ministères de la défense, des affaires étrangères et de la coopération. Il est vrai que, jusqu'à maintenant, rien n'a été publié sur la création effective du C.O.O. ni sur son fonctionnement éventuel, ni sur les orientations qu'il aurait pu prendre.

Le Livre blanc ne parle pas non plus de la « sectorisation » de la recherche océanologique pourtant décidée au début de cette année. Avec cette « sectorisation », la pêche et l'aquaculture marine relèvent du ministère des transports ; les ressources minérales et énergétiques du ministère de l'industrie ; le milieu marin, ses pollutions et sa préservation du ministère de l'environnement et la recherche fondamentale « hors secteurs » du ministère des universités. Chacun des trois ministères techniques devant donner son accord pour l'attribution de crédits de l'enveloppe-recherche dans les domaines le concernant et devant, en plus, attribuer aux actions d'application et de développement relevant de son secteur propre des crédits obtenus directement du ministère du budget hors enveloppe-recherche.

Les crédits de l'enveloppe-recherche attribués pour 1981 au CNEXO (qui en redistribue une partie à d'autres organismes) ont été nettement augmentés dans le chapitre des autorisations de programme (investissements) : 208,3 millions de francs contre 159 millions pour 1980. Cela permettra d'entreprendre (avec 30 millions) la refonte du navire *Jean-Charcot* qui est en service depuis quinze ans ; d'achever (avec 12 millions) la construction du petit sous-marin d'exploration capable de descendre à 6 000 mètres ; de faire passer (avec 70 millions) à deux cent vingt jours par an et par bateau (au lieu de deux cents) le temps moyen passé en campagnes à la mer par chacun des sept principaux navires de la flotte océanographique et de mieux équiper ces bateaux : de consacrer 6 millions à la recherche et aux technologies dans le domaine de la lutte contre la pollution de la mer ; de mener (avec 4 ou 6 millions) la reconnaissance à finalité pétrolière des grands fonds marins.

Hors enveloppe-recherche, le ministère de l'industrie contribuera pour 6 millions de francs à trois campagnes du *Jean-Charcot* consacrées à la reconnaissance de gisements de nodules polymétalliques dans le Pacifique. Mais le CNEXO ajoutera, pour ces campagnes, 3 millions pris dans l'enveloppe-recherche.

Pour les deux fermes aquacoles de démonstration qu'il serait intéressant d'installer en Corse et en Guyane, le ministère des transports n'a pas encore fait savoir s'il donnera ou non les 3.5 millions de francs nécessaires.

En janvier dernier, nous nous étions demandé si la « sectorisation » de la recherche ne présentait pas de danger. « *Quel poids*, avions-nous écrit, *ces besoins scientifiques auront-ils face à des demandes immédiates ou à des problèmes urgents, économiques ou sociaux ?* » Il n'aura pas fallu une année pour que ces craintes semblent devoir être justifiées. Le ministère de l'industrie laisse à l'enveloppe-recherche le soin de payer la reconnaissance à finalité pétrolière des grands fonds marins et une partie des campagnes de reconnaissance de gisements de nodules. Le ministère des transports — qui a effectivement de gros problèmes avec les pêches maritimes — n'a encore rien fait connaître de ses intentions.

YVONNE REBEYROL.

LE TÉLESCOPE SOVIÉTIQUE DE 6 MÈTRES

Un instrument de choix pour l'étude des galaxies spirales

GRACE au ministère des affaires étrangères et à l'Académie des sciences d'Union soviétique, des astronomes de l'observatoire de Marseille et du laboratoire d'astronomie spatiale du Centre national de la recherche scientifique ont pu effectuer une mission d'observation fin septembre-début octobre sur le télescope soviétique de Zelenchuk, le plus grand construit à ce jour

Cet instrument, doté depuis un an d'un nouveau miroir de 6 mètres — celui du mont Palomar n'en mesure que 5, — a montré, selon les membres de l'équipe française, son excellente qualité. Le site de l'observatoire, construit près du village de Zelenchukskaya, dans le Caucase, présente, en dépit de la climatologie très moyenne de la partie nord-ouest de ce massif, des périodes de faible turbulence atmosphérique qui permettent d'obtenir des images d'objets de faibles dimensions apparentes (moins d'une seconde d'arc). L'astronome soviétique Karachentsev a d'ailleurs, grâce à cette qualité d'image et à la caméra électronique de Mc Mullan, observé des galaxies lointaines et donc faiblement lumineuses (25e magnitude).

Le programme scientifique des astronomes français était consacré à la détection à haute résolution de l'hydrogène ionisé de plusieurs galaxies spirales. On sait que l'hydrogène, ionisé par le rayonnement ultraviolet des étoiles chaudes qui viennent de se former en son sein, est plus particulièrement distribué en nuages approximativement sphériques (régions de type H II) qui jalonnent les bras spiraux des galaxies.

Ces nuages s'observent grâce à la radiation de l'hydrogène à la longueur d'onde de 6 563 angströms (raie H alpha). La faiblesse de la luminance des nuages nécessite la sélection de la radiation H alpha à l'aide de filtres interférentiels. Il faut, en effet, éliminer la lumière parasite, particulièrement intense, venant des nuages d'étoiles des bras spiraux.

En 1968, la même équipe avait découvert à l'observatoire de Haute-Provence une émission diffuse — extrêmement faible — de l'hydrogène dans l'ensemble du disque des galaxies spirales. Il était important de connaître la vraie nature morphologique de cette émission en utilisant les moyens offerts par un télescope de grande dimension comme celui de Zelenchuk, amélioré en sensibilité grâce à l'adjonction d'un « réducteur focal » mis au point par M. Courtes, du laboratoire d'astronomie spatiale.

Les images obtenues ont permis de montrer la structure complexe de l'émission générale, riche en particulier en filaments et en fronts d'ionisation. Les régions extérieures révèlent de nombreuses bulles d'hydrogène dont les diamètres sont compris entre 100 et 200 parsecs (1) et croissent linéairement en fonction de leur distance au centre de la galaxie. Actuellement, les observations continuent à l'aide d'une caméra à comptage de photons, réalisée à l'observatoire de Marseille.

Après ces récentes performances sur la détection d'objets étendus et d'objets ponctuels extrêmement faibles, le télescope de 6 mètres devrait jouer certainement un rôle important pour dépasser les limites actuelles des sondages optiques de l'univers.

(1) Un parsec égale 30 840 milliards de kilomètres, ou encore 3,26 années-lumière

EN TOUTE LOGIQUE

Des trous et des jets

PROBLEME N° 183

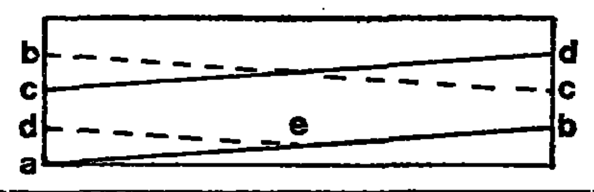
Curieux problème posé par un lecteur, M. Simon Benhamou : quelle est l'influence du diamètre d'un trou sur la longueur d'un jet, à pression égale ? Plus pratiquement, supposons que de l'eau arrive sous pression dans un récipient, et que deux trous de diamètres différents sont percés à la partie supérieure. Les deux jets atteignent-ils la même hauteur ou des hauteurs différentes, et lesquelles ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 182

Voici comment couper la bande de Mœbius en ligne droite et en ne touchant qu'un seul bord. La figure représente la bande avant qu'elle soit à demi tournée et collée. Ainsi, le problème peut se résoudre en coupant en ligne droite : a b c d e. On vérifie, en comptant les éléments d'aires, que les deux parties obtenues sont égales.

PIERRE BERLOQUIN.

Des capteurs gratuits

Les lichens, indicateurs de pollution

LES écologistes au sens propre — les scientifiques qui s'intéressent aux relations entre les organismes vivants et leur milieu — se penchent évidemment beaucoup sur les problèmes de pollution, rejoignant en cela les préoccupations des autres « écologistes ». Un thème que l'on retrouve souvent dans leurs recherches est celui des espèces naturelles « indicatrices », c'est-à-dire pouvant aider à l'identification, voire à la mesure, des pollutions ; certaines algues prolifèrent dans les eaux très chargées en nitrates (c'est l'« eutrophisation » des lacs) ; d'autres sont connues pour concentrer certains produits radioactifs.

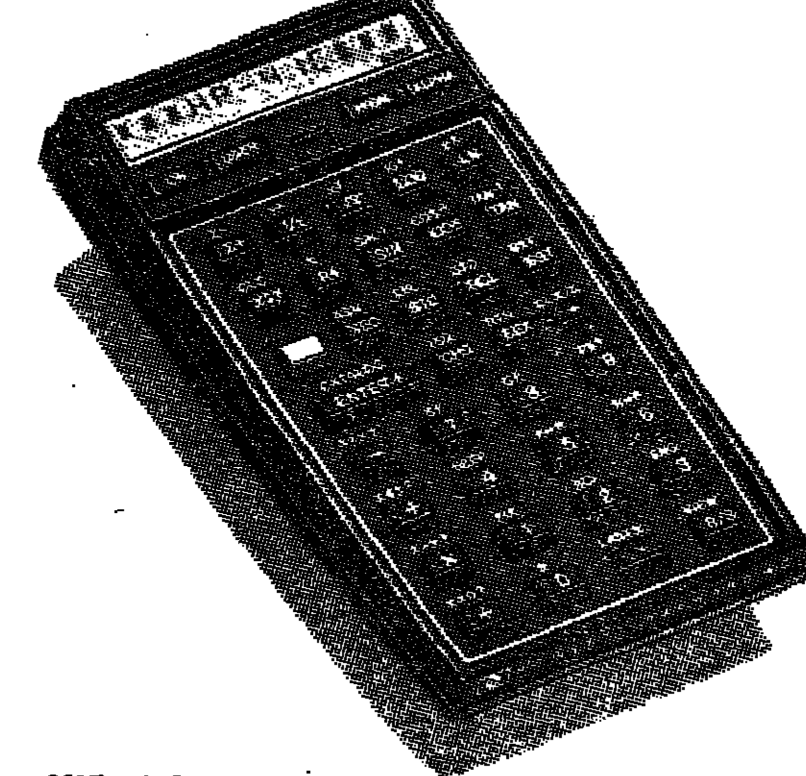
A la suite de travaux menés au début des années 70 par une équipe anglaise, plusieurs chercheurs français ont examiné les relations existant entre la pollution atmosphérique et le développement des lichens. Un chercheur rouennais, M. Michel Lerond, assistant au muséum de Rouen, a ainsi, par un travail de plusieurs années, pu dresser une carte « biologique » de la pollution atmosphérique dans la région de Basse-Seine.

Les agglomérations du Havre et de Rouen sont parmi les régions françaises qui posent le plus de problèmes de pollution. Cela a conduit les pouvoirs publics à mettre sur pied deux réseaux de capteurs, qui mesurent notamment les teneurs atmosphériques du principal responsable de la « pollution acide », l'anhydride sulfureux (dioxyde de soufre — SO_2). En identifiant, auprès de ces capteurs, les espèces de lichens qui poussent sur les écorces des arbres, M. Lerond a repris — et légèrement modifié en tenant compte des conditions locales — une échelle de corrélation lichens-pollution établie en premier par les chercheurs britanniques.

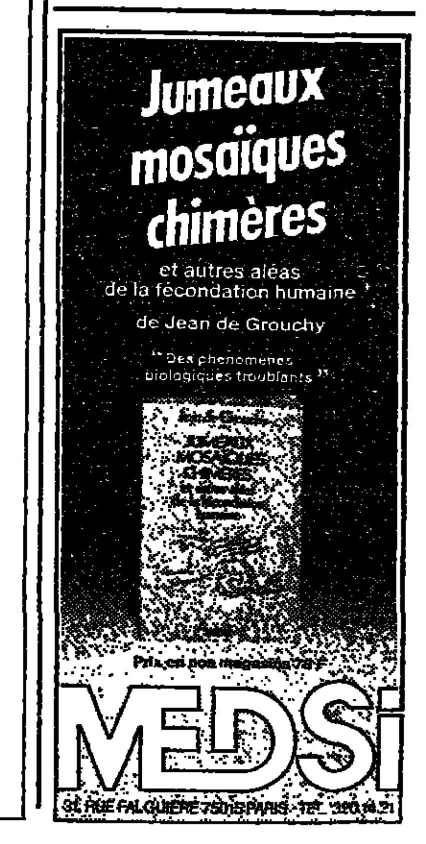
Les très nombreuses espèces de lichens que l'on peut identifier sous nos climats se montrent, en effet, d'une sensibilité variable à la pollution atmosphérique.

Quatre-vingt-une espèces de lichens ont ainsi été identifiées dans la région de Basse-Seine, par des relevés sur trois cent trente-cinq zones de 2,5 sur 3,25 kilomètres, réalisant un « puzzle » complet de la région. L'étude faite en 1979 par M. Lerond, par comparaison avec une étude qu'il avait réalisée trois ans auparavant, confirme la baisse de pollution sur l'agglomération rouennaise déjà constatée par les mesures classiques.

Les « capteurs naturels » que sont ainsi les lichens ne peuvent évidemment pas rendre les mêmes services que les stations automatiques ; celles-ci peuvent seules donner, en temps réel, une « alerte à la pollution » forçant les industriels à cesser, pour quelque temps, leurs émissions les plus polluantes, par exemple en brûlant des combustibles à faible teneur en soufre. Ils présentent néanmoins des avantages non négligeables : la région considérée, par exemple, est couverte très complètement, y compris dans ses endroits les plus reculés ; on pourra donc éventuellement en attendre des indices de pollution naissante en des endroits jusqu'alors non touchés et donc, le plus souvent, non équipés en instruments de mesure. Ces lichens forment, enfin, un réseau bien évidemment gratuit à l'installation et à l'entretien. — X. W.







RÉALISÉES EN ISRAEL ET EN ITALIE

Les manipulations génétiques sur deux jeunes femmes provoquent une vive controverse aux États-Unis

Los Angeles. — La controverse *bat son plein sur les campus universitaires américains après l'annonce, le mercredi 8 octobre, de la première transplantation génétique* tentée sur deux sujets humains souffrant de thalassémie par le professeur américain, M. Martin Cline (*le Monde* des 10 et 11 octobre).

Deux camps semblent s'affronter. Les « cliniciens », d'une part, comme le professeur Albert Deisseroth, chef *de recherches sur l'hémoglobine au* National Cancer Institute, qui considèrent leur collègue comme un des *plus brillants spécialistes d'hématologie*, audacieux, certes, mais extrêmement compétent. Ils estiment que *le professeur Cline a fait œuvre* humanitaire en osant tenter sur des patients souffrant d'une maladie mortelle une thérapie qui, si elle réussit, pourrait avoir un impact révolutionnaire sur le traitement des affections d'origine génétique.

D'autres, pour la plupart des chercheurs *de biologie moléculaire*, ne retiennent ni leurs critiques ni leur indignation à l'égard du professeur Cline, comme le professeur Thomas Maniatis, chercheur à l'Institut de technologie de Californie (Caltech).

De notre correspondante

C'est lui qui avait fourni, il y a un an, à l'équipe de M. Cline et à son collaborateur du département de biologie moléculaire, M. Winston Salser, le gène synthétisé dans son laboratoire qui, capable de fabriquer normalement de l'hémoglobine humaine, *a été utilisé dans l'expérience* sur les êtres humains, en Israël et en Italie.

Selon le professeur Maniatis, aucune des expériences tentées précédemment sur les animaux *n'autorisait à prétendre* à un éventuel succès de l'opération sur des *sujets humains. Le compte-rendu* des travaux du professeur Cline sur les souris, au moins ceux dont il avait communiqué le résultat à ses collègues, permettait, au mieux, de conclure que le gène capable de *fabriquer l'hémoglobine* avait été *incorporé au matériel génétique* des cellules de souris et réinjecté dans *la moëlle de l'animal. Deux autres* séries de travaux, réalisés, d'une part, par l'équipe du professeur Richard Axel, de l'université de Colombia, en collaboration avec M. Maniatis et, d'autre part, ceux de M. Charles Weizman, à Zurich, avaient révélé que, dans certains cas, le gène normal de l'hémoglobine s'était « *exprimé* », mais de manière tellement insignifiante qu'il n'était pas capable de fabriquer de l'hémoglobine en assez grande quantité pour traiter, par exemple, une thalassémie.

Certains biologistes travaillant sur *les mêmes questions que M. Cline* estiment, en outre, que celui-ci a abusé de leur confiance. M. Maniatis, *notamment, en procurant le gène de* l'hémoglobine n'avait pas la moindre idée qu'il servirait à une transplantation sur un sujet humain.

En outre, ceux qui critiquent *M. Cline* craignent que cette audace « *gratuite* » ne ravive la controverse au sujet des manipulations génétiques.

Comme le fait remarquer M. Paul Berg, un des pionniers de la recherche *sur l'ingénierie génétique*, professeur à l'université de Stanford, les biologistes savent encore très *peu de chose sur la structure moléculaire* des gènes et sur leur mode de fonctionnement lorsqu'ils sont intégrés dans des organismes d'animaux ou d'humains. Certains savants vont même jusqu'à craindre que les manipulations génétiques sur des êtres humains puissent provoquer des troubles cancérigènes. D'autres redoutent que des médecins, moins compétents que le docteur Cline, *encouragés par ce précédent ne* tentent d'utiliser cette technique encore très neuve sur leurs patients souffrant de maladies génétiques. Nous avons demandé au professeur Cline de commenter ses expériences.

S. C.

"A un moment donné il faut décider que l'expérience peut être transposée à l'homme"

nous déclare le professeur CLINE

— *Une revue médicale française, rendant compte de votre expérience d'ingénierie génétique tentée pour la première fois sur des sujets humains, débutait ainsi son article : « Il a osé... » Est-ce exact, et, si oui, qu'avez-vous osé ?*

— Sans aucun doute cette expérience n'avait jamais été tentée. Personne n'avait encore, à ma connaissance, abordé de cette manière le problème du traitement des maladies génétiques. Mais dire « *il a osé* » c'est céder à l'hyperbole. [Il rit.] C'est avec grande prudence que j'ai tenté cette expérience scientifique.

— *Qu'est-ce qui a motivé votre tentative ?*

— *La thalassémie* est une maladie qui tue, une maladie dont on souffre dès l'enfance. Or, il se pourrait bien que cette nouvelle approche soit efficace dans le traitement de la maladie.

— *Vos deux malades risquaient-elles de mourir avant que vous ne tentiez l'expérience ?*

— Oui ; elles étaient gravement atteintes par le mal et leur espérance de vie était considérablement réduite.

— *Avez-vous tenté exactement la même expérience sur les sujets humains que celle que vous aviez réalisée sur les souris au printemps dernier ?* (1).

— Oui ; il s'agit en gros de la même expérience. Nous avons dû toutefois la modifier un peu afin de l'appliquer aux êtres humains. Nous avons prélevé environ 15 millimètres de moelle dans les os de nos patientes humaines. Nous avons ensuite fait incuber la moelle avec de nouveaux gènes fabriqués par ingénierie génétique ; des gènes capables de fabriquer *normalement de l'hémoglobine* bêta. Après quelques heures d'incubation nous avons réinjecté les cellules de moelle traitée dans les os des malades par voie intraveineuse.

A *présent*, nos patientes sont sous surveillance et nous analysons périodiquement leur sang et leurs cellules. Nous avons donc en gros utilisé la même technique qu'avec les souris. La différence est que les souris n'avaient pas de thalassémie. Cette maladie n'affecte pas les souris. Dans notre expérience sur les animaux, nous avions également utilisé un agent sélectif, le Methotrexate. Cette substance permet d'objectiver la prolifération de cellules contenant le nouveau matériel génétique. Dans l'expérience sur les sujets humains, nous n'avons pas traité les cellules avec du methotrexate. Nous n'avons utilisé qu'un gène sélectif dit « thymidine kinase ».

— *Quelles sont à votre avis les implications déontologiques de votre expérience ?*

— C'est simple. D'un côté vous avez des êtres humains qui souffrent d'une maladie mortelle. Le traitement traditionnel dont nous disposons à présent ne nous permet pas de guérir définitivement un malade atteint de thalassémie. Au mieux, nous pouvons soulager ses souffrances et différer sa mort.

» D'un autre côté, vous avez une méthode thérapeutique qui pourrait éventuellement être efficace et qui a été perfectionnée durant de longs mois sur l'animal.

» Aussi, à un moment donné, il vous faut décider que vous avez réalisé assez d'expériences sur les systèmes mammifères animaux. Vous décidez donc que l'expérience peut être transposée prudemment à l'homme.

» Le seul problème déontologique est le suivant : *vous devez* procéder le plus judicieusement et le plus prudemment possible, *prendre toutes les précautions* nécessaires pour ne pas nuire à votre patient. Il vous faut également tirer de cette expérience le maximum d'enseignements pour, la prochaine fois, la réaliser encore plus intelligemment.

— *Vous projetez donc de continuer vos travaux sur les sujets humains si cette expérience réussit ?*

— Absolument.

— *Comment interprétez-vous la décision du Human Subject Protection Committee à l'Université de Californie - Los Angeles (UCLA) de vous refuser l'autorisation de réaliser l'expérience aux Etats-Unis ?* (2).

— Chaque fois que quelqu'un propose de tenter quelque chose de très nouveau et de très inhabituel, il appelle la controverse. Je ne pense pas qu'une expérience de la sorte puisse susciter un jugement unanime, quel qu'il soit.

» J'ose dire que si Galilée avait, en son temps, soumis sa proposition à toute une série de commissions de contrôle, certaines l'auraient rejetée et d'autres l'auraient acceptée. Je pense que les membres de la commission ont fait de leur mieux pour parvenir à un jugement juste. Ce sont des individus responsables. Mais c'est une question très difficile parce qu'il s'agit d'un domaine très neuf.

— *Pressentiez-vous qu'on vous refuserait la permission à l'UCLA ?*

— Bien sûr que non. En fait je pensais que la commission donnerait son approbation.

— *Pourquoi l'expérience a-t-elle été acceptée en Israël et en Italie ?*

— Je vous disais tout à l'heure que, lorsque vous proposez quelque chose de très neuf vous ne pouvez obtenir l'unanimité. En Israël et en Italie j'ai reçu un avis favorable au terme d'une très sérieuse délibération.

— *Considérez-vous que cette expérience est d'une importance révolutionnaire ?*

— Je ne peux répondre à cette question parce que je ne connais pas encore les résultats de l'expérience. Je ne les connaitrai pas avant six ou douze mois. Quoi qu'il en soit, je n'utiliserai pas le terme révolutionnaire. Si j'avais les résultats en main je pourrais au mieux vous dire que je la considère comme un progrès scientifique.

— *Etes-vous optimiste quant aux résultats de l'expérience ?*

— Lorsqu'on entreprend une expérience, quelle qu'elle soit, on ne peut jamais présager de ses résultats.

Propos recueillis par SYLVIE CROSSMAN.

(1) Le docteur M.J. Cline avait publié dans la revue scientifique *Nature*, du 3 avril 1980, les résultats d'un travail de ce type sur l'animal. Il *démontrait* alors être parvenu à transférer dans des cellules de moelle osseuse de souris une résistance à une substance par ailleurs utilisée dans certains traitements anticancéreux : le methotrexate.

(2) *Le Monde* du 10 octobre.

UN COLLOQUE DE LA FONDATION DE LA QUALITÉ DE LA VIE

Mais où sont les médecins de famille ?

Quel est l'avenir, en France, du médecin généraliste ? C'est sur ce thème que la Fondation de la qualité de la vie, de la sécurité et de la consommation (1) a organisé récemment un colloque à l'Assemblée nationale sous la présidence de M. Bernard Stasi, député C.D.S. de la Marne et vice-président de l'Assemblée nationale, et de M. Jean-Marie Daillet, député U.D.F. de la Manche. Un débat qu'animait notre collaboratrice, le docteur Claudine Escoffier-Lambiotte, et qui avait attiré autant de généralistes de ville que de médecins ruraux, des spécialistes et des responsables politiques.

Au moment où le nombre de généralistes croît considérablement puisque — comme l'a rappelé le docteur Jacques Beaupère, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français — leur nombre est passé de un pour deux mille habitants à un pour sept cents en quelques années, il n'est pas indifférent de s'interroger sur l'image des médecins dans le public et sur ce que les malades attendent de ces derniers. *C'est à une telle* enquête que se sont livrées plusieurs associations d'usagers de *la médecine, en particulier* la Fédération des familles de France, représentée au colloque *par Mme Reine-Claude Mader*, la Fédération nationale de la famille rurale (M. Jean Villot) et l'Union féminine civique et sociale (Mme Jacqueline Godet).

Il ressort notamment de ces enquêtes que l'image offerte par le généraliste reste fondée sur la confiance, mais que les malades reprochent au médecin de trop s'en tenir au symptôme, faute de temps et de disponibilité, de ne considérer que l'organe affecté *et non la personne dans sa totalité*. « *Le médecin de famille*, a noté Mme Godet, *devrait pouvoir discerner, derrière la demande exprimée, la demande réelle* », puis fournir au malade des explications sur le fonctionnement — ou le dysfonctionnement — qui le touche. Bref, « *le malade attend du médecin qu'il l'aide à se réapproprier son corps et, à la limite, qu'il lui permette de se passer de lui. Ce qui, évidemment, suppose un transfert de pouvoir* ».

Une information fragmentaire

Ce manque d'information du malade, a noté M. Jean Mazars, magistrat, qui représentait le ministère de la justice, est d'ailleurs à l'origine de près de 70 % des actions judiciaires entreprises à l'encontre des médecins.

A l'heure actuelle, ont encore noté les représentants des usagers, le système tel qu'il fonctionne, trop centralisé comme l'a souligné M. Jean Villot, dépossède la médecine dite de famille au profit de la médecine technique hospitalière, seule vécue comme prestigieuse, et les malades admettent mal, a noté Mme Mader que les praticiens qui les *traitent hors les murs de l'hôpital* soient considérés comme des médecins de second ordre.

L'usager connaît-il bien ces médecins de ville, leur statut à l'égard de la Sécurité sociale et de la convention, leurs qualifications exactes, leur mode d'exercice (isolés ou en groupes), etc. ? En fait, l'information reste extrêmement fragmentaire et tributaire le plus souvent du hasard, comme l'a fait remarquer le docteur Escoffier-Lambiotte. Aussi l'ensemble des participants ont-ils souhaité que les bulletins municipaux publient à l'avenir régulièrement des listes assorties de ce type de renseignements, ce qui limiterait le risque, prévisible à terme, d'une information de type publicitaire dont le professeur Glorion (Tours) a souligné les dangers au nom de l'ordre des médecins.

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la *Sécurité sociale*, a, pour sa part, posé quelques questions aux participants, comment : *recentrer notre* système de soins autour du médecin de famille dans une France urbanisée ? *« Si nous abandonnons ce système de soins à sa pesanteur, il ira vers davantage d'hospitalo-centrisme. »* Il faut, a ajouté M. Barrot, réconcilier prophylaxie et thérapeutique et en finir avec cette « coupure folle » entre médecine préventive et curative. Il faut, pour cela — entre autres, — modifier la formation post-universitaire, dont le ministère doublera, pour 1980, les crédits.

M. Jacques Barrot a, *en outre*, émis l'idée que la publication des listes précisant les qualifications et le statut des médecins pourrait être assurée par les « comités médicaux » mis en place par la nouvelle convention.

Des interrogations, quelques réponses, mais surtout une inquiétude se seront exprimées au cours de ce débat : la médecine hypertechnique dispensée dans les hôpitaux laissera-t-elle, demain, place à une pratique favorisant la relation et le contact ? Les usagers, ils l'ont dit par la voix de leurs représentants, le souhaitent. — C. B.

(1) La Fondation se propose d'entreprendre une vaste enquête sur les souhaits des usagers concernant tout ce qui a trait à la médecine de famille. Tél. 297-65-84.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Taquinerie

Rire, c'est comme éternuer, ça ne peut pas se commander. Même au théâtre, rien n'est plus difficile à jouer que la feinte gaîté. Ça peut se réprimer certes, encore que chacun ait connu la débâcle hoquetante, larmoyante, d'un incoercible fou rire. Mais, enfin, devant l'écran, le petit ou le grand, aucune raison de se gêner. Dans le cercle familial ou l'obscurité d'une salle, on rit quand on en a envie. Trop contents de profiter d'une occasion aussi rare.

Sauf l'autre soir. Tous les dimanches, à 20 heures, depuis la rentrée, c'est la bousculade. On se rue devant le poste pour s'offrir une demi-heure de bon temps avec Benny Hill, cette irrésistible rondeur britannique au visage en forme de tirelire trouée d'un regard un peu porcin.

Le voilà qui démarre à fond de train, et, avant qu'on ait eu une chance de se ressaisir, on se surprend à glousser devant les rodomontades d'un potentat africain bardé de décorations et parlant — moi pas savoir — en petit nègre, puis à éclater — c'est plus fort que soi — devant les jérémiades d'un père de famille juif doté d'un solide accent yiddish, dont le fils porte des bigoudis et tricote des liseuses. On échange un regard furtif, effaré, cherchant à calquer sa réaction sur celle de l'entourage, et puis, baste ! tant pis, on repart de plus belle en se disant qu'en matière de tolérance, les Anglais n'ont de leçons à recevoir de personne, et qu'en l'occurrence, si nous rions, c'est de nous-mêmes.

Impression un peu semblable en revoyant, lundi, sur TF 1, à l'occasion d'un portrait de Gérard Oury, quelques extraits des Aventures de Rabbi Jacob, *de loin son meilleur film à mes yeux. Je dirais mieux, avec* Nous irons tous au paradis *d'Yves Robert, et, dans un autre genre,* Sunday Bloody Sunday, *ce chef-d'œuvre, la plus belle arme du cinéma contre la discrimination raciale ou sexuelle. Louis de Funès a trouvé là une dimension nouvelle. Et l'on ne comprend pas pourquoi il n'a pas persévéré dans cette voie.*

Le rire de précision, réglé comme le coucou d'une horloge suisse, a ses adeptes, certes. A en juger par les réactions du public au dernier film de Gérard Oury, le Coup du parapluie, *j'ai cependant l'impression qu'en ce moment, on lui préfère le rire de dérision, tel que le suscite toutes les dix secondes* Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Est-ce un sacrilège que se moquer du Nouveau Testament, *comme le font les Monty Python ? Et taquiner tendrement les juifs, n'est-ce pas reconnaître ce droit à la différence que certains revendiquent et que d'autres, sans l'éprouver, se sentent tenus d'assumer ? Nous en sommes, par solidarité.*

CLAUDE SARRAUTE.

Mardi 14 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : sauvé par un régime alimentaire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Variétés : Les aventures de Carlos.
21 h 20 Documentaire : La Maison de Molière.
Réalisation P. Reichenbach et J.P Mirouze.
Visite en forme de rétrospective à l'occasion du tricentenaire du Théâtre-Français.
22 h 30 Ballets Lovers.
La compagnie Jennifer Muller.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 Les dossiers de l'écran : « les Clés du royaume ».
Film américain de J. Stahl (1944), avec G. Peck, T. Mitchell, V Price, R. Stradner, R. McDowall, P.A. Gardner, E. Gwenn (N.)
L'apostolat d'un missionnaire écossais, au début du siècle, dans une région de Chine ravagée par la guerre civile et en proie à la famine.
Tiré d'un roman d'A.-J. Cronin, un film semé de péripéties dramatiques, très émouvant et remarquablement interprété par Gregory Peck.

22 h Débat : Les missionnaires.
Avec Mère Teresa (prix Nobel de la paix). Son Eminence le cardinal Arns, missionnaire en Amérique latine; le Père Pierre Jeanne des Missions étrangères, en poste à Hongkong ; Mgr Zoa, archevêque de Yaoundé ; Jacques Gadille, professeur à l'université de Lyon-III. Le pasteur Maurice Pont, secrétaire général du service protestant des missions et relations internationales : le Père Robert Vachon, frère de Notre-Dame de la Salette à Montréal.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Confédération nationale des groupes autonomes d'enseignement public (C.N.G.A.).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Quatre étranges cavaliers ».
Film américain d'A. Dwan (1954), avec J. Payne, L. Scott, D. Duryea, A. Hale, S. Whitman, D. Moran, H. Carey Jr.
Quatre cavaliers surgissent dans une bourgade de l'Ouest pour accuser de meurtre un jeune homme qui célèbre ses noces. Le marié, aidé par sa femme, va devoir faire la preuve de son innocence.
21 h 50 Journal.

FRANCE - CULTURE

19 h. 30, Sciences : Nouvelles images, nouveau regard.
20 h., Dialogues franco-islandais : « Comment peut-on être islandais ? », avec T. Vilhjalmsson et R. Boyer
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Neuro-et-psychophysiologie et états de conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D Lemery ; Portrait par petites touches : Ravel, avec P. Devoyon, piano : 20 h., Première loge (Weber, Offenbach, Verdi, Rimski-Korsakov, Puccini)
20 h. 30, Concert (cycle symphonique) : « le Corsaire », ouverture (Berlioz) ; « Concerto pour piano et orchestre en la mineur » (Grieg) ; « Ainsi parlait Zarathoustra » (Strauss), par le Nouvel Orchestre symphonique, dir. E. Krivine, avec Jo Alfidi, piano.

Mercredi 15 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Le tableau bleu ; 14 h. 5, Spécial 6-10 ans ; 14 h. 20, Dessin animé (et à 15 h. 35, 16 h. 40) ; Spécial 10 - 15 ans ; 17 h., Feuilleton : « les Fantômes du château » ; 17 h. 25, Studio 3.
18 h 10 Auto-Mag.
18 h 30 1, rue Sésame.
18 h 55 Caméra au poing.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Balade en forêt en automne et en famille.
19 h 15 Loterie nationale.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Téléfilm : « l'Ami dans le miroir ».
D'après le roman d'A. Stil, réal. J.-P. Marchand, avec R. Jendley, B. Le Sache, S Joubert, C. Tissot...
Chronique de la vie ouvrière dans une grande ville du Nord. La naissance d'une amitié et l'irruption du drame.
22 h 15 Magazine : La rage de lire.
De G Suffert.
Giono, *Manosque dix ans après.* Œuvres cinématographiques de J. Giono ; R. Ricatte présente la réédition des œuvres de J Giono ; avec P. Magran, J.-P. Rudin, Paul Villaz (*le Cantique de Siméon*) et G. Rolin (*l'Innocence même*).
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : François et la liberté.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Bonanza.
16 h 10 Récré A 2.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
Reportage à El Asnam, en Algérie.
20 h 35 Variétés : Palmarès 80.
Serge Lama, Alain Delon, Annie Cordy, Richard Cocciante, Linda de Saga.
21 h 50 Objectif demain : Magazine scientifique.
La science du feu.
22 h 45 Chefs-d'œuvre en péril.
Le patrimoine industriel.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Les métiers de la manutention ; l'avenir du travail manuel.
12 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc : Fred Basset.
18 h 55 Tribune libre.
La jeunesse communiste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : « l'Homme aux chiens ».
Un film de Bruno Gantillon, avec : M. Robinson, M. Robin, B.-P. Donnadieu, M. Clément, J.-Y Astier, etc
Un chien abandonné sur l'autoroute. Une grand-mère « oubliée » par ses enfants au restoroute. Mais un ancien camionneur offre refuge à tout le monde, il héberge aussi un jeune couple et dix-sept autres chiens...
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (les textes sacrés de l'Inde) ; à 8 h. 32, Hébreux et Hellènes.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : « Ferdinand le Magnifique », de L. J Kern, et « Oma », de P Hartling.
11 h. 2, Festival des arts de l'Asie : Mahasaraka, en Thaïlande (et à 17 h 32)
12 h. 5, Nous tous chacun François
12 h. 45, Panorama : Festival Europalia 80 (le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique)
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Afrique ! Afrique !
14 h. 5, Un livre, des voix : « Si belles et fraîches étaient les roses », de N Bielski.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : L'importance des « classiques » dans l'enseignement.
15 h. 2, Points d'interrogation : L'Europe géographique ; L'art paléolithique.
16 h. 20, Actualité : L'ascension de l'Everest en solitaire par R Messmer
16 h. 50, Départementale : en direct de Chinon.
17 h. 32, Festival des arts de l'Asie : le Bangladesh.
18 h. 30, Feuilleton : « le Comte de Monte-Cristo », d'après A. Dumas.
19 h. 30, La science en marche : *Connaître la physique et savoir l'enseigner.*
20 h., La musique et les hommes : J.-J. Rousseau et la mélodie de la prose.
21 h., Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Neuro-et-psychophysiologie des états de conscience.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Scheidt, Haydn, Berwald, Strauss) ; 7 h. 2, L'intégrale de la semaine (Schumann) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Hummel, charnière entre le classicisme et le romantisme (Hummel, Weber, Beethoven)
12 h., Musique de table : Musique légère (J Lanchbery) ; 12 h. 35, Jazz classique : l'immédiat après-guerre (Brun, Combelle, Ekian, Warlop) ; 13 h., Les musiciens ont la parole
14 h., Microcosmos : Nouveaux répertoires ; 14 h. 30, Kaléidoscope (Brel, Schubert, Zappa) ; 15 h., Jeu des énigmes ; 15 h. 10, Le compagnon de l'après-midi ; 15 h. 30, Musique ; 16 h., Galerie de portraits : Portrait d'un poète, Goethe (Tomaschek, Bozoni, Reichart, Zelter, Tchaïkovski) ; 16 h. 40, Kaléidoscope (Haydn, Mendelssohn, Bach) ; 17 h. 10, Haute infidélité (Ferrari, Davis, Lejeune) ; 17 h 30, Le royaume de la musique : J.-Y Thibaudet interprète des œuvres pour piano de M Ravel.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D Lemery ; 30 h., Equivalences (C. Franck).
20 h. 30, Concert (échanges internationaux) « Sinfonietta » (Macha), « Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur » (Mozart), « Symphonie n° 5 en fa majeur » (Dvorak), par l'Orchestre symphonique de Hambourg, dir V Neumann, avec C Ortiz, piano.
23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique (Wagner, Debussy, de Falla, Bartok Webern)

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 14 OCTOBRE

— *M. Tsien Tche Hao,* maître de recherches au C.N.R.S., répond aux questions des auditeurs à l'occasion du voyage de M. Giscard d'Estaing en Chine, à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 20.

MERCREDI 15 OCTOBRE

— *M. Michel Pinton,* délégué général de l'U.D.F., est l'invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h. 20.

SPORTS

Boules

L'ÉQUIPE D'ITALIE CHAMPIONNE DU MONDE

Les vingt-sixièmes championnats du monde de sport-boules, organisés à Monaco du 9 au 12 octobre, ont rassemblé les quadrettes de quatorze pays. En finale, l'Italie a disposé facilement de la France sur le score de 15 points à 2. L'équipe de France — composée de Cheviet, Berthet, Guilleminet et Chouvelon — commit dès le départ une erreur de tactique qui lui a coûté trois points alors que la marque en sa faveur, à ce moment-là, était de deux points assurés. Après ce coup du sort, les Italiens, affectionnant particulièrement les jeux très roulants, dominèrent très nettement la situation dans le domaine du point.

En revanche, les Français ont pratiquement fait jeu égal avec leurs rivaux dans le domaine du tir.

L'équipe d'Italie, qui a pris ainsi sa revanche de 1978, à Mâcon, était composée du célèbre tireur Granaglia, de Suini, Sturla et Benevene.

Tennis

LA CHINE OUVRE SES FRONTIÈRES AUX PROFESSIONNELS

Le Suédois Bjorn Borg avait déjà participé à des exhibitions organisées à Canton par l'Association des tennismen professionnels mais, pour la première fois, la République populaire de Chine accueille, du 13 au 19 octobre, au stade du Peuple de Canton, un tournoi du Grand Prix de la Fédération internationale de tennis, avec la participation des Américains Jimmy Connors et Eliot Teltscher, classés actuellement troisième et neuvième de cette dernière épreuve.

Ce tournoi, ouvert à trente-deux joueurs, et doté de 50 000 dollars, est conjointement organisé et financé par le service des sports de la province de Guangdong, par l'International management group de Mark McCormack et par une marque de cigarettes américaines. Les premiers matches du premier tour ont été marqués par une surprise : la victoire du Chinois Xie Zhao sur l'Allemand de l'Ouest Andres Maurer (1-6, 7-6, 1-0 et abandon sur blessure). Un autre Chinois, Liu Shu-hua, a été battu par le joueur du Zimbabwe Haroon Ismail (6-2, 6-1). Eliot Teltscher s'est qualifié aux dépens de l'Américain Larry Stefanki (6-1, 6-4).

***

Au premier tour des championnats d'Australie en salle, Ken Rosewall, aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans, a réussi un nouvel exploit en triomphant par 6-4, 7-5, de l'Américain Tim Wilkinson. Ken Rosewall, qui était déjà champion d'Australie en 1953, soit six ans avant la naissance de son adversaire malheureux, rencontrera au deuxième tour un autre Américain, John Sadri.

PRESSE

A leur congrès national

LES JOURNALISTES C.G.C. PRENNENT POSITION SUR LES NOUVEAUX MÉDIAS

Les journalistes C.G.C. ont tenu leur congrès national les 8, 9 et 10 octobre au château de la Voisine, près de Rambouillet (Yvelines).

Le congrès s'est efforcé notamment de définir une doctrine syndicale en fonction des mutations technologiques en cours dans le secteur de l'information.

« Face aux nouvelles techniques et aux nouveaux supports, le syndicat C.G.C. rappelle que les journalistes entendent conserver l'intégralité de leurs responsabilités pour une pleine maîtrise de la collecte, du traitement, de la mise en forme et de la communication de l'information. Le syndicat, après une étude approfondie des expériences en cours dans les domaines de l'informatique et de la télématique, juge indispensable que les entreprises de presse participent à l'organisation et à la mise en œuvre inéluctables des médias à formes multiples. »

Les congressistes, qui ont confirmé dans ses fonctions de président du Syndicat C.G.C. des journalistes M. Marc Coulet *(Var-Matin)*, ont été reçus à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Jacques Chirac.

[N.D.L.R. — Précisons que la « proposition de loi du Dr Paecht », à laquelle il est fait allusion dans la motion, n'a pas été déposée et qu'elle n'a même pas épousée, selon l'intéressé, sa forme définitive. Ce qui explique que « le Monde » n'en ait pas encore parlé...]

● *« Les carnets du bricolage »,* nouvelle publication mensuelle lancée par Hachette, publie son premier numéro.

Chaque numéro fait le tour complet d'un thème et est abondamment illustré de séquences, photos, de dessins, sur les façons d'opérer, les outils et les matériaux. En vente chez tous les marchands de journaux : 18 francs.

● *Un nouveau mensuel,* Com'7, diffusé par abonnements, « le magazine des sept technologies de la communication » (vidéo, télématique, micro-informatique, réseaux, banques de données, images, son), vient de publier son premier numéro.

Publié par les Editions Tests (7., boulevard Richard-Lenoir, Paris 11e), *Com'7* est tiré à 10 000 exemplaires en format 21 x 29,7, sous couverture imprimée en quadrichromie. Abonnement pour un an (10 numéros) : 180 francs.

● *Le mensuel « LU »,* destiné à guider les acheteurs d'ouvrages consacrés aux sciences et aux techniques, fait paraître son premier numéro (gratuit). Edité par la Société d'édition des journalistes associés, à l'initiative de M. Jacques Ourevitch — son actionnaire principal — *Lu* ne sera vendu en kiosque (15 F) qu'en janvier 1981. Rédaction et renseignements : 37, rue des Mathurins, 75008 Paris. Tél. 265-36-15.

UNESCO

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE BELGRADE

Le rapport Mac Bride sur l'information suscite peu de réactions hostiles

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Après trois semaines de travaux, la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Belgrade, aborde un des points chauds de son ordre du jour : la mise en œuvre d'un nouvel ordre international de l'information. C'est, en effet, le samedi 11 octobre que la commission V (culture et communication) a commencé à discuter le rapport de la « commission internationale d'étude des problèmes de la communication », autrement dit le rapport Mac Bride (ce dernier a été analysé dans « le Monde » du 24 octobre 1978).

Cette commission de seize membres, présidée par M. Sean Mac Bride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, prix Nobel et prix Lénine de la paix, a remis son rapport en février dernier au directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow (1), et celui-ci, à son tour, a rédigé un rapport sur les conclusions de la commission pour le soumettre à la vingt et unième session de la Conférence générale. Celle-ci doit ensuite examiner un projet de « Programme international pour le développement de la communication » (P.I.D.C.), qui traduirait concrètement les vœux émis dans les différents rapports.

En ouvrant la séance, le président de la commission V, M. Iba der Than (Sénégal), a souhaité *« que le débat soit dédramatisé »*. Il a été exaucé, au-delà sans doute de ses vœux. La presse internationale a brillé par sa discrétion. Les délégations qui se sont succédé n'ont fait que répéter pour le énième fois la position de leurs gouvernements et le directeur général, parti la veille pour Tirana, n'était même pas là pour présenter son rapport sur les conclusions de la commission Mac Bride.

Ce phénomène de saturation était prévisible après les empoignades — verbales — des conférences précédentes. Tout a déjà été dit, en effet, à l'occasion de la conférence générale de 1978, à Paris, lorsque a été adopté la déclaration sur la contribution des organes d'information au renforcement de la paix. On sait, depuis lors, que les pays socialistes et une bonne partie des non-alignés souhaitent contenir le *« libéralisme sauvage »* qui, selon eux, caractérise les organes d'information occidentaux et, en particulier, les agences de presse. On sait, d'autre part, que les pays occidentaux refusent une réglementation de l'information qui aboutirait à des nouvelles restrictions.

Les interventions lors du débat général, pendant les premières semaines de la conférence, avaient donné le ton. Les représentants du tiers-monde n'ont pas tari d'éloges pour le rapport Mac Bride. Les Soviétiques, par la voix de M. Zemskov, vice-ministre des affaires étrangères, ont, en revanche, ignoré ce rapport, dont certains paragraphes (2) les irritent profondément, et ils se sont bornés à demander la mise en œuvre de la déclaration de 1978 *« pour l'organisation de vrais services de communication nationaux, libres de l'emprise des agences d'information transnationales »*.

Tout en déplorant les résolutions qui conduisent à un *« débat idéologique totalement improductif »*, la déléguée des Etats-Unis, Mme Candler-Duke, s'est contentée d'exalter la liberté de la presse et d'apporter le soutien de son gouvernement au programme international de développement de la communication. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a salué le rapport Mac Bride comme *« un pas important vers une approche plus objective des problèmes »*. Quant à la France, représentée par le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, elle considère que le rapport Mac Bride a le mérite d'*« avoir mis en lumière la complexité et le caractère multiformes »* des problèmes de l'information et de la communication.

L'attaque britannique

Seul le représentant du Royaume-Uni, M. Peter Blaker, s'est montré extrêmement sévère. Sans avoir à craindre de désavouer un compatriote, puisque aucun Britannique n'a fait partie de la commission, M. Blaker a vigoureusement dénoncé la perversité de recommandations qui laissent une *« impression d'ensemble inacceptable »*. S'en tenant au principe du pluralisme de l'information seul garant de sa liberté et de sa crédibilité, le délégué britannique a repoussé toute idée de réglementation internationale.

Si on excepte cette attaque britannique, on constate un très net apaisement et même une certaine « sérénité », comme l'avait remarqué M. M'Bow au terme du débat général. Au secrétariat de l'UNESCO, on fait d'ailleurs observer que le rapport Mac Bride — établi par des personnalités extérieures — n'engage nullement l'UNESCO et que la Conférence générale doit seulement se prononcer sur le rapport du directeur général... à propos du rapport Mac Bride. Or ce rapport sur le rapport conclut : *« Il appartient à la Conférence générale d'indiquer au directeur général les suites qu'il convient de donner éventuellement au rapport de la commisison et aux différentes recommandations qui y sont contenues. »* On voit mal comment les délégués pourraient donner ces indications sans avoir au préalable décortiqué le rapport Mac Bride.

ROGER CANS.

(1) Le rapport Mac Bride vient d'être publié par l'UNESCO aux Nouvelles Editions africaines, sous le titre : *Voix multiples, un seul monde* (376 pages).

(2) En particulier, les paragraphes 44 (l'accès des journalistes aux sources officielles et non-officielles) et 56 (abolition de la censure).

ÉDITION

Ancien préfet de la Dordogne

M. GÉRARD BELORGEY EST NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CHEZ HACHETTE

M. Gérard Belorgey, ancien préfet de la Dordogne, quitte ses fonctions administratives pour le poste de secrétaire général du groupe Hachette, à partir du 1er novembre. Il remplace M. Philippe de Margerie, qui, nommé directeur adjoint de l'édition depuis le 1er juin 1979, assure la coordination du secteur « livres » du groupe.

Chez Hachette, on définit ainsi les fonctions de M. Belorgey : le secrétariat général comprend la direction juridique, la direction de la communication, la préparation des différents comités de direction et le « suivi » des décisions qu'ils ont adoptées. En outre, le secrétaire général assiste directement la direction générale pour des missions particulières.

[Né le 27 novembre 1933 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole normale d'administration, M. Gérard Belorgey a participé, de 1967 à 1974, à différents cabinets ministériels, notamment auprès de M. Jacques Chirac. Depuis sept ans, il exerce les fonctions de préfet, son dernier poste ayant été en Dordogne. Il a été aussi maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, parallèlement à sa carrière administrative. Il est l'auteur d'un spectacle, *le Combat du jour et de la nuit*, présenté sur une musique de Marius-Constant et interprété par Jean Piat au domaine de Chambord, dont il avait été le commissaire à l'aménagement. Il est aussi l'auteur de deux études : *le Droit de grève et les services publics* et *le Gouvernement et l'administration de la France*, ainsi que d'un recueil de poèmes publié sous le pseudonyme d'Olivier Memling (*le Sablier*, éd. Faulac à Périgueux) et primé par l'Académie française.]

Le Monde

culture

LETTRES

LA MORT DE LOUIS GUILLOUX

Un peintre du peuple

Louis Guilloux n'a pas obtenu la notoriété qu'il méritait. C'est souvent, en France, le destin des écrivains de province éloignés des cercles parisiens ; mais cela tient aussi à la nature de cette œuvre : le roman de mœurs, le conte réaliste, la tranche de vie, intéressent moins de nos jours que les prouesses formelles ou la création poétique et imaginaire. Et pourtant, à travers le réseau d'anecdotes dont ce conteur-né, cet auteur bavard, voire intarissable, tissait inlassablement les mailles, on aperçoit une expérience tragique de la vie. Le sarcasme, l'humour à la fois cruel et tendre, laissent à nu chez Guilloux une zone d'angoisse, celle même qu'ont explorée les grands romanciers russes. Il mentionnait souvent, et à juste titre, Tchekhov parmi ses maîtres. Mais son petit monde où prolifèrent tant d'âmes mortes fait penser aussi à Gogol, et le douloureux Cripure, sa principale création, est un personnage dostoïevskien.

Tous les potins de la ville aboutissaient dans cette chambre haute qui domine le port ; les journaux locaux y étaient mis sur fiches, un énorme dossier, fatras d'historiettes accueillies, recueillies de toute part, s'accumulait en vue de la *Chronique*. Projet d'échotier habitué des cafés et des salles de rédaction, mais aussi projet balzacien, car le journaliste cédait la place au romancier : Guilloux se gardait bien de « décalquer » la réalité, il la transposait. Il ne faut pas, écrivait-il, « *transporter la réalité comme on ferait d'un objet qu'on déménagerait du souvenir dans la page, mais se servir de cette réalité pour passer aux signes* » : rendre, en somme, la réalité signifiante ; n'est-ce pas le propre de tout artiste ?

Du reste, avec la verve d'imagination qui le caractérise, Guilloux ne saurait s'en tenir à l'incident originel : sous sa plume, l'infime grouille et s'agite. Il procède comme un mime, restituant le ton d'une voix, le mouvement d'un visage, le moindre geste. C'est ce qui lui permet d'affronter le banal et d'y entraîner son lecteur. En fait, le banal vu sous un certain angle est toujours plus ou moins bizarre : il suffit de savoir le regarder de près, et, surtout, de savoir l'accueillir. Car le réel n'est jamais indifférent : la verve du conteur implique des partis pris passionnés et, par moments, une espèce d'angoisse devant les ambivalences de la vie. Cette ville de Saint-Brieuc, on en voit tour à tour les nuits pluvieuses, la boue, les quartiers de misère, les canailles, mais aussi les braves gens, les lumineux printemps ; les humbles héroïsmes... Mélange inextricable de farce, de tragédie et parfois d'épopée.

Une vaste chronique

L'œuvre entière de Guilloux est en somme une vaste chronique, depuis *la Maison du peuple* jusqu'aux *Batailles perdues*. Ce qui a changé, c'est la composition : les premiers livres étaient centrés sur un sujet, un groupe restreint. Avec le *Sang noir* et surtout *le Jeu de patience*, les intrigues s'entremêlent et se multiplient. L'auteur s'abandonne et ne gouverne plus son « dossier ». A la façon de Steinbeck, il mêle les époques : *le Jeu de patience* est une série (comme le titre l'indique) de recommencements. Des incidents où l'ancien (1910) se mêle sous forme d'allusions à l'actuel (l'occupation et la libération), soulignant ainsi les contrastes entre les générations et les façons de vivre.

D'une certaine manière, ce livre fuit devant le lecteur. On ne parvient pas à le maîtriser, c'est que l'auteur se fuit lui-même. Son œuvre l'aide à vivre parce qu'elle lui permet de s'oublier dans la futilité des autres. *Le Jeu de patience* concerne principalement Saint-Brieuc entre 1910 et 1945 ; l'ouvrage suivant, *les Batailles perdues*, presque aussi monumental (600 pages) se situe plus particulièrement entre 1934 et 1936 et se déroule tantôt dans le village de Kernilis, près de Pontivy, tantôt à Paris, à l'époque troublée du Front populaire, des émeutes d'extrême droite, des grèves et de la montée des fascismes. Le livre s'achève avec le début de la guerre d'Espagne. Sur ce fond d'histoire, on voit se mêler des intrigues, et pulluler des personnages qui semblent combler, avec cinquante ans de retard, le vœu de l'unanimisme. Mais nous sommes ici aux limites du genre : ce livre trop gonflé finit par s'émietter ; ce qui sauve *le Jeu de patience* d'un tel éparpillement, c'est la présence constante, en arrière-plan, de la grande tragédie de 1940-1944.

Tout jeune, Louis Guilloux a participé avec son père à la fondation de la première cellule socialiste de Saint-Brieuc et aux luttes sociales qui s'en ensuivirent ; il a assisté à l'éveil de la conscience ouvrière sous l'influence d'instituteurs entreprenants et généreux, mais aussi à l'exploitation des mouvements populaires par des politiciens arrivistes. C'est le sujet de son premier livre, *la Maison du peuple*. Si l'on veut se rendre compte de ce qu'était le peuple au début du siècle, le peuple qu'ont connu, par exemple, Péguy, Jules Vallès, Eugène Dabit, il faut lire ce livre ainsi que l'admirable récit intitulé *Compagnons*. On y découvre, non pas le prolétariat moderne à la fois embourgeoisé par l'usage du confort ménager et appauvri par l'individualisme et la solitude, mais un peuple sain et plein de vie malgré son extrême misère, vivant au jour le jour mais appuyé sur ses coutumes, ses fêtes, ses solidarités de quartier, ses fraternités de métier.

La charge du travail est énorme, accrue encore par la hantise de la maladie, du chômage et de l'hôpital. On survit dans des conditions sordides, mais que de petites joies ! Ne serait-ce que celle du travail bien fait. Et quelle transparence de cœur, quelle innocence (dans les relations de famille, dans l'honnêteté et le respect de son métier) ! Grœthuysen disait un jour à Guilloux : « *A vous lire, on a envie d'être pauvre !* » Et assurément le visage de la misère paraît alors moins affreux que celui, lugubre et fardé, de la richesse. Un jeune idéalisme travaille ces malheureux ; ils émergent d'un fatalisme millénaire. Les ouvriers veulent s'instruire et se regrouper ; ils commencent à bâtir leur maison commune, la Maison du peuple ; ils affirment leur pouvoir dans la cité. Guilloux a connu tout cela. Il le décrit avec simplicité, sans recherche d'effets.

Jean Guéhenno a dit de lui qu'il était un *montreur* : le mot est juste. Ne pas commenter, dire ce qui fut, de la façon la plus concrète mais avec pudeur et discrétion : c'est la fierté du peuple qui ne s'apitoie pas volontiers sur lui-même. Retenue éloquente, voire agressive. Ce que l'auteur dénonce, c'est évidemment l'implacable règne de l'argent, les puissances établies, mais, plus profondément, la condition humaine, un malheur fondamental que ces braves gens, ces innocents, n'ont pas mérité : telle la maladie qui frappe l'un des compagnons et qui donne lieu à l'un des plus purs récits d'amitié virile que je connaisse. C'est la vie toute nue, érodée, durcie par la misère ; le cœur n'est pas absent, loin de là, mais il ne sait pas s'exprimer ; on ne peut que le deviner derrière la sécheresse des paroles, des pensées et des gestes.

Ecrivain engagé, Louis Guilloux n'a cessé depuis lors de s'attaquer aux défenseurs du désordre établi. Antimilitariste, il prend parti, dans *le Sang noir*, pour les mutins de 1917 ; il y présente des officiers dérisoires et des « patriotes » méprisables. Le haut clergé est bien souvent l'objet de ses sarcasmes ; mais il évoque avec sympathie les vieux recteurs bretons et, s'il caricature volontiers le dogme et les cérémonies, les problèmes religieux le hantent visiblement. Patriote, il l'est d'ailleurs profondément : ce qu'il abhorre, c'est le patriotisme cocardier des gens de l'arrière ainsi que les guerres où le peuple est sacrifié à des intérêts qui ne sont nullement les siens. C'est ainsi que le pacifiste de 1917 a pu devenir le résistant de 1940.

« Au-delà de l'espoir et du désespoir »

Le Cripure du *Sang noir*, ce professeur de philosophie (que ses élèves ont ainsi surnommé d'après la *Critique de la raison pure*) restera sans doute la création la plus marquante de L. Guilloux. La signification du personnage est complexe, tout comme l'attitude de l'auteur à son égard. Celui-ci le traîne dans la boue, insistant avec complaisance sur ses aspects les plus sordides, sa laideur, sa déchéance physique et morale, ses ridicules, son ivrognerie, sa crasse, etc. ; mais, dans le fond, il ne saurait se défendre d'une profonde affection pour le « pauvre » Cripure. Celui-ci a pour lui d'abord d'être malheureux : chez Guilloux, la souffrance rapproche et ennoblit même les gens les plus méprisables. Cripure a connu un grand amour, déçu, trahi, dont il ne guérira jamais : ce vieil idéaliste est devenu cynique, d'une dure lucidité. De tous les personnages du roman, c'est le seul vraiment authentique, exempt de mystifications et de leurres. Il voit la vie telle qu'elle est, et c'est ce qui rend si courte, si hésitante, sa philosophie ; il a tiré du fait de l'absurde toutes les conséquences.

Dès 1935, quelques années avant Camus, Guilloux mettait ainsi en circulation un type à la fois comique, pathétique et quelque peu terrorisant, où toute une génération se reconnaîtra. Auprès de Cripure, tous les gens ont l'air de fantoches et ne vivent que par quelque mensonge ou quelque illusion. Cripure, réduit à des instincts élémentaires, vivant avec une affreuse Goton, environné de ses chiens familiers, chahuté à mort par ses élèves, méprisé de ses collègues, est en définitive le seul homme vrai parce qu'il s'est placé « au-delà de l'espoir et du désespoir » : « *Le monde est absurde*, murmure-t-il, *et toute la grandeur de l'homme consiste à connaître cette absurdité, toute sa probité aussi.* » Contre cette probité terrible qui les met mal à l'aise, les gens s'acharnent ; ils se rassurent par la dérision et le mépris ; mais la grandeur de Cripture est dans sa solitude et dans cette pureté que donne le dénuement.

Une sombre philosophie

La vie lui a tout « volé », tout, même l'honneur, cet honneur qu'il tentera en vain de sauver par un atroce et stupide suicide. L'histoire de Cripure est celle d'un rêveur, d'un idéaliste que l'expérience a peu à peu dépouillé de toutes ses illusions, pour finalement l'abêtir, le salir et le désespérer : si l'on veut comprendre la genèse de ce personnage il faut lire *Dossier confidentiel*, bilan d'une adolescence meurtrie, scandalisée par un monde d'hypocrites et de rapaces. Le narrateur est un Cripure que l'âge n'a pas encore encore aveuli mais que le mépris commence à isoler des autres et à vouer à la fatalité du désespoir. Un autre roman, *Hyménée*, non moins cruel, non moins grinçant, explique comment le piège du mariage se referme sur deux êtres jusqu'alors innocents et frais, engendrant l'hypocrisie, un insupportable jeu de mensonges et, successivement, la révolte et la résignation. Ce n'est pas l'institution elle-même qui est mise en question, mais une sorte de mal fondamental qui ternit et abîme tout.

Telle est, semble-t-il, la sombre philosophie de Louis Guilloux. Sous a verve du conteur et sa curiosité toujours fraîche pour les êtres humains, par-delà l'idéalisme du socialiste et la ferveur du militant, on devine une expérience désolante, un douloureux mépris pour un monde pourri, un monde usé, fatigué, en proie à une sorte de malédiction. C'est ce qui donne au réalisme de Guilloux son caractère agressif et tendu : l'amitié et la pitié pour les hommes et les choses y sont perpétuellement contrariées par une horreur qui rejette d'emblée toute forme de consolation ou d'espérance, et refuse en même temps de faire trop aisément de la douleur une valeur positive. C'est sans doute afin de fuir ce nihilisme que Guilloux s'est jeté à corps perdu dans son immense chronique.

JEAN ONIMUS.

UNE ENFANCE PAUVRE

Né le 15 janvier 1899 à Saint-Brieuc, où son père était cordonnier, Louis Guilloux connut la pauvreté pendant son enfance. Il acquit très tôt une âme de révolté, sous l'influence de son père, qui était un actif militant socialiste. L'obtention d'une bourse lui permit d'entrer au lycée, et d'entreprendre des études secondaires. En classe de philosophie il eut comme professeur Georges Palante, qui allait devenir le Cripure du « Sang Noir ».

Maître d'internat au lycée de Saint-Brieuc, de 1916 à 1918, Louis Guilloux remplit ensuite divers emplois, notamment ceux de comptable et de voyageur de commerce. Venu à Paris en 1919, il trouve une place de répétiteur au collège Gerson, et publie des articles dans divers journaux et revues. En 1921, il entre à l'Intransigeant *comme lecteur d'anglais. Il y apprend le métier de journaliste. C'est en 1927 qu'il fait ses débuts dans le monde des lettres, en publiant* la Maison du peuple, *qui sera suivi de* Dossier confidentiel *en 1930, d'*Hyménée *en 1932, et d'*Angelina *en 1934. L'année suivante, il est le secrétaire du premier congrès mondial des écrivains antifascistes. Dans le même temps, il fait paraître son œuvre majeure, le plus riche sans doute de ses romans,* le Sang noir.

Responsable du Secours populaire français de 1935 à 1940, il se rend en Union soviétique avec André Gide, durant l'année 1936. Il en revient déçu. En 1942, le Pain des rêves *lui permet d'obtenir le prix populiste. Sept ans plus tard, il recevra le prix Renaudot, pour* le Jeu de patience. *Il donnera ensuite d'autres romans :* Absent de Paris *(1952),* Parpagnacco ou la Conjuration *(1954),* les Batailles perdues *(1960),* la Confrontation *(1968),* Coco perdu *(1978). On lui doit aussi des recueils de nouvelles :* Compagnons *(1931),* Histoire de brigands *(1936),* Salido *suivi de* O.K. Joe *(1976), une pièce de théâtre,* Cripure *qui est l'adaptation du* Sang noir *(1962), des* Carnets *(1978), et des* Souvenirs sur Georges Palante *(1980).*

Grand prix national des lettres en 1967, pour l'ensemble de son œuvre, Louis Guilloux a obtenu également le grand aigle d'or du Festival de Nice, en 1978.

PATRIMOINE

La Cité verte : c'est reparti...

Malheureux treizième arrondissement: il semble qu'un sort funeste (à moins que ce ne soit un urbanisme dérisoire et une promotion goulue) doive s'acharner sur ce qui reste d'authentique dans ce quartier dépecé. Malheureux artistes : il semble qu'une fortune imbécile s'obstine, en dépit des déclarations de la Ville ou de l'Etat, à les chasser, avec les artisans, de la ville : c'est qu'ils ont une incroyable tendance à aimer l'espace, l'air, les arbres, les vieilles pierres et les loyers modérés. Ils ne sauraient donc trouver place dans les exquis zonages, les joyeux quadrillages qui massacrent Paris, ce que la guerre elle-même n'avait osé faire. Du bureau, du logement rentable, du verre fumé, ou des arcades postiches. Une politique en somme cohérente : pas de cadeau.

Mais les artistes ont au moins découvert une certaine faculté de s'unir, au-delà des divergences de style. Ainsi entend-on généreusement parler depuis plusieurs années — et c'est tant mieux — de la Cité fleurie et de la Cité verte. C'est de la Cité verte qu'il s'agit aujourd'hui. Elle est maintenant classée (le Monde du 23 juillet, du 1er et du 2 septembre 1977, du 25 août et du 31 octobre 1978, du 3 mai et du 30 août 1979, à suivre). Elle est, selon ses habitants, une fois de plus en danger : des murs tombent sous l'impulsion enthousiaste des travaux voisins et selon une tradition bien établie, on mise, dans la cité elle-même, sur ce qu'on appelle l'insalubrité et la vétusté.

En attendant mieux, un sculpteur a déjà été expulsé, et ses œuvres en quelque sorte mises « sous séquestre » dans son propre atelier, gardées par des vigiles. Riposte : une multitude d'associations et groupements de tous poils et de toutes tendances, auxquels se sont joints le Syndicat national des artistes plasticiens C.G.T., le Syndicat national des sculpteurs, l'Union des artistes plasticiens, etc., appellent à manifester le 15 octobre à une heure sauvage : 6 heures 30, et à l'angle des rues Nordmann et de la Glacière et, plus raisonnablement le lendemain à 10 heures devant le ministère de la culture et de la communication. — F. E.

THÉATRE

« Vichy fictions » à Nanterre

Résister à la course folle du monde

Le Théâtre national de Strasbourg vient à la Maison de la culture de Nanterre avec son double spectacle, *Vichy Fictions* (*le Monde* du 12 mars), mis en scène par Jean-Pierre Vincent. Du 15 au 22 octobre c'est *Violence à Vichy*, de Bernard Chartreux, du 23 au 30 *Convois*, de Michel Deutsch, nouvelle version. Dans son ensemble le spectacle reste une exploration du « phénomène Pétain », non pas le chef de l'Etat français, mais le symbole, mais le signe d'une idéologie. Auteurs, metteur en scène, comédiens sont des enfants de l'après-guerre. Ils ne veulent pas reconstituer une période historique qu'ils n'ont pas vécue, n'ont pas cherché de témoignages contemporains. Ils parlent au présent en leur nom. Ils s'étonnent parce que, disent-ils « *selon les gens, les mémoires tournent autour d'un seul point : maquis, restrictions, bombardements... Nous avons pu trouver des énumérations de faits, mais pas de vision personnelle globale* ».

Libres de tout souvenir, ils font l'inventaire de leur héritage. Eux qui, en 1968, ont contesté et combattu la culture de papa, eux qui se sont voulus orphelins, se renouent au passé : « *En 1968, il s'agissait de briser des blocages. On y a cru et on a eu raison. La société ne pouvait pas s'embarrasser de structures sclérosées. Et le résultat, c'est Giscard d'Estaing... Marx a dit que toute révolution ratée entraîne un retour en force de la réaction, qui peut le nier ? Mais l'exemple de l'Union soviétique démontre qu'une révolution réussie peut aboutir au même résultat. Désorientés, les intellectuels ont appris à s'engager personnellement, à dire « je ».*

Jean-Pierre Vincent, Bernard Chartreux, Michel Deutsch disent « je », font du théâtre d'opinion. Ils se voient en marge du mouvement actuel qui donne des couleurs romanesques à des souvenirs plus ou moins fictifs : « *Un avatar de la mode rétro* », disent-ils. Leur ambition n'est pas de chercher le pourquoi de successifs « revivals », mais de comprendre « pourquoi Vichy », de déterminer les composants du fascisme à la française, celles qui demeurent au-delà des mouvements de l'histoire et de la politique, qui reviennent dès que le temps folklorise le passé, qui, du fait de lassitudes, d'intérêts équivoques, favorisent les amnisties — amnésies légales.

« *Est-ce que nous voulons comprendre ou vivre dans l'obscurité de l'immédiat ?* demande Bernard Chartreux. *Pendant longtemps, j'ai cru à l'humanité selon le siècle des Lumières, à l'homme universel. Mais les pays, ça existe. La France, c'est l'église catholique, l'agriculture, la province... Pour s'y retrouver, on a intérêt à savoir ce que signifie être français.* »

« *Reconnaître son identité ne suffit pas*, ajoute Jean-Pierre Vincent. *Nous avons besoin de la situer dans un espace plus large, le monde, les galaxies... Le possible face à l'impensable.* » Définir la permanence de l'histoire, les traditions. Les connaître et les reconnaître, ne pas les nier, être lucide : « *Nous constatons que le public a tendance à demander qu'on le rassure, qu'on lui réchauffe le cœur, ce n'est pas compatible avec la lucidité. Nous nous tenons sur une tangente, pourtant un public nous suit : toutes les séries d'abonnements au T.N.S. ont été vendues en une semaine.* »

« *La recherche de la lucidité*, dit Michel Deutsch, *n'est pas triste ni ennuyeuse. Il s'agit d'établir un autre rapport aux choses, de dépasser la seule analyse économique, d'appliquer à la connaissance les mesures de l'art. L'art est affaire de morale — rien à voir avec « faire la morale » — quelque chose d'archaïque, en amont de la politique. Le théâtre est un îlot de résistance à la course folle du monde, il se détruirait à vouloir la suivre.* »

« Un temps ailleurs »

Il y aurait donc, selon eux, le rythme de l'histoire et celui du théâtre, un « temps ailleurs » en retrait mais perméable, qui permettrait de tenir le contact, de prendre du recul : « *Ce n'est pas un hasard*, disent-ils, *si les philosophes s'intéressent à la pratique théâtrale.* » Après avoir rêvé de construire sur scène un modèle de société, d'intervenir directement sur la conscience des spectateurs, et leur vie, les enfants de l'après-guerre disent que leurs spectacles doivent être assez forts pour dominer le climat que l'ébullition du monde entretient dans le public. Et comptent sur la chaleur vitale de la représentation pour compenser le caractère abstrait de leur utopie.

Ainsi, pour les auteurs de *Vichy-Fictions* depuis la date de la création jusqu'à aujourd'hui, le développement de la crise, les attentats, la guerre au Moyen-Orient confirment leur propos et ne devrait pas dévier la réception du spectacle. Ils ne sont en avant ni en arrière-garde, mais sur ce temps ailleurs dont ils parlent et qui leur permet de discerner les prémices de ce que nous vivons — guerre ou avant-guerre selon qu'on est optimiste ou pessimiste — dans le déroulement de la seconde guerre mondiale : « *Usage des médias comme mode de gouvernement, manipulation par la propagande de masse, et la peur : peur du froid et de la faim hier, peur aujourd'hui de manquer d'essence pour sa voiture, de fuel pour se chauffer, de travail... Les mêmes problèmes de survie se posent dans notre société d'abondance.* »

Quand même, entre avoir peur de manquer et manquer, la différence est importante.

COLETTE GODARD.

★ Maison de la culture de Nanterre, 20 h. 30, à partir du 15.

PETITES NOUVELLES

■ Le Théâtre Oblique, compagnie théâtrale créée par Henri Ronse, il a dix ans, quittera le 15 octobre la salle de la rue de la Roquette, à Paris-11e, où elle était installée depuis 1975. Il annonce qu'« il poursuivra son travail de création de manière itinérante ».

■ Un « Gala pour la liberté d'expression » aura lieu, le jeudi 16 octobre, à la salle Pleyel. Organisée par les étudiants de l'Institut supérieur de gestion, cette soirée sera assurée avec la participation de cinquante artistes. (Rens. : 704.69.84).

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Comédie de Paris (281-00-11), 22 h. : Art scénique et vieilles dentelles.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : En attendant Godot, par la Comédie-Française, mise en scène de Roger Blin.
Saint-Georges (878-74-37), 20 h. 30 : le Loup-Garou, de R. Vitrac.
Théâtre du Marais (278-50-27), 20 h. 30 : le Pique-Assiette, de Tourgueniev.
Sorano, Vincennes (379-73-74), 21 h. : *Si jamais j'te pince*, de Labiche.
Centre culturel, Chelles (421-20-36), 20 h. 45 : la Tempête, par le Théâtre en liberté.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Fin de partie.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : la Révolte, de Villiers de L'Isle-Adam.
Crypte Sainte-Agnès (296-88-32), 22 h. 30 : Fiançailles, de et avec Florence Camarroque.

Les salles subventionnées et municipales

Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : En attendant Godot.
T. E. P. (797-96-06), 20 h. 30 : Fin de partie. — Petit T. E. P., 20 h. 30 : Soul o Sol.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Ballet Joseph Russillo.
Théâtre de la Ville (274-11-34), 18 h. 30 : Catherine Ribeiro.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : l'Homme couché ; 22 h. : A la rencontre de Marcel Proust.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Cher menteur.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. 30 : En r'venant de l'expo.
Centre culturel du XVIIe (227-68-81), 20 h. 45 : le Monte-Plats.
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre, 20 h. 30 : l'Anniversaire. — Galerie, 20 h. 30 : Chacun sa vérité.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : *Madame est sortie.*
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Debureau.
Essaïon (278-46-42), I, 20 h. 30 : Utinam ; 21 h. 30 : Histoires vraies. — II, 20 h. 30 : *la Princesse de Babylone* ; 22 h. : Flagrants délires.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : R. Magdane ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 22 h. : *Rufus.*
Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : les Bons Bourgeois.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 20 h. 30 : Rude journée en perspective ; 22 h. 15 : Nuits blanches. — Théâtre rouge, 19 h. : Molly Bloom ; 20 h. 30 : l'Edifice ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : la *Mémoire courte.*
Maison Heinrich-Heine (589-53-93), 21 h. : Ne nous faites pas honte.
Marigny (225-20-74), 21 h. : *l'Azalée.* — III, 21 h. : la Bonne Soupe.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Proust.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dinera au lit.
Michodière (742-95-23), 20 h. 30 : l'Habilleur.
Moderne (280-09-30), 20 h. 30 : Grugru II.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux *folles.* — *Petite salle*, 20 h. 30 : Exercices de style ; 22 h. : André Valardy.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 22 h. : Scènes de chasse en Basse-Bavière.
Palais des sports (828-40-48), 20 h. 30 : les *Misérables.*
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : Retrouvailles.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.
Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm. — II, 21 h. : Ça fait mal quand t'touche.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : *Fish out water* ; 21 h. : *Paris... Paris* (les Jumelles).
Théâtre de Paris (874-20-44), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro.
Théâtre-en-Rond (387-38-14), 19 h. : l'Incroyable et Triste Histoire du général Penazola et de *l'exilé Mateluna* ; 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Play Strindberg.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-18-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : Et vous trouvez ça drôle ? — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton.
Café d'Edgar (320-75-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate *et tricot de peau.* — II, 22 h. 15 : Bruant superstar.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : la Transatlantide ; 22 h. 30 : la Bastringue.
Cafessalon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 21 h. 30 : J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : Carnival Jazz Quartet.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère Sophie ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 40 : les *Rois de la communale.*
Croq'Diamants (272-20-06), 20 h. 30 : Soir de grève ; 21 h. 45 : la Voix humaine ; 23 h. : Petits bonheurs, petits malheurs à la lueur d'en face.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Fanon.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le *Président.*
Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : les Zazous ; 22 h. 30 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas scurd. — *II, 20 h. 45 : Si* la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Splendid (887-33-88), 21 h. : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 22 h. 30 : Refrains.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : Monsieur Felkenstein et moi.
La Tanière (337-74-39), 22 h. 30 : Goun, Justus, Friedemann.
La Vieille-Grille (707-60-93), 21 h. : A. Tome.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 h. : Phi-Phi.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Listen darling, was it really a sweetheart tea-time.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 45 : Harlem Swing.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : Th. de Clauzade (Chopin, Schumann) ; 21 h. : P. Boinay, A. Perchat (mélodies populaires slaves et allemandes).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Vivaldi, Boccherini, Donizetti).
Eglise de la Madeleine, 21 h. : Chorales des J. M. F., Association symphonique de Paris, dir. L. Martin (Mozart, Charpentier).
Porte-de-la-Suisse, 20 h. 30 : GERM (Decoust, Ferrari, Battiez, Vandenbogaerde, Barbaud).
Cité internationale des arts, 21 h. : M. Kitazume, S. H. Kwak (Bellini, Gounod, Mozart, Charpentier, Kitazume).
Oratoire du Louvre, 20 h. 45 : Chorale de Dusseldorf (Schutz, Bach, Mendelsshon, Duruflé, Messiaen).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h. : M. Pogacnik (Bach).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Quatuor Via Nova (Haydn, Schumann, Brahms).
Cité internationale universitaire, 21 h. : C.-A. Linale, E. Garel (Bach, Paganini), Bartok, Brahms, Ravel).

Les music-halls

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : les Quilapayun.
Crypte Sainte-Agnès (296-88-32), 22 h. 30 : F. Camarroque.
Gaîte-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Mama Bea.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Palais des congrès (758-22-56), 21 h. : Julien Clerc.
Théâtre des Variétés (233-09-92), *20 h. 30 : Marie-Paule Belle.*

Festivals d'automne

(296-12-27)

THEATRE

Bouffes-du-Nord (239-34-50), *20 h. 30 : Wielopole, Wielopole.*
Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Une visite.
Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), 20 h. 30 : Woyzeck.

MUSIQUE

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : M. Pollini (Debussy, Berg, Schoenberg, Bartok, Stravinski).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 14 octobre

SAISON 1980-1981
Les Récitals des Variétés
DIRECTION JEAN-MICHEL ROUZIÈRE

BERNARD GAVOTY de l'Institut animateur — JEAN FONTAINE producteur délégué

Série LES GRANDS INTERPRÈTES
Les Mercredis soir à 21 heures
19 novembre IRINA ARKHIPOVA — 25 mars EDITH MATHIS
3 décembre TERESA BERGANZA — 8 avril EDDA MOSER
28 janvier I. MUSICI — 6 mai SIEGMUND NIMSGERN
4 février HANNA SCHWARZ — 3 juin ELISABETH HARWOOD

Série LES GRANDS MUSICIENS
ÉVOCATIONS LITTÉRAIRES ET MUSICALES
Les Jeudis après-midi à 15 heures
4 DÉCEMBRE — BEETHOVEN avec ERICK HEIDSIECK, pianiste
29 JANVIER — SCHUBERT avec UDO REINEMAN, baryton
26 MARS — MOZART avec ALDO CICCOLINI, pianiste
7 MAI — DEBUSSY - FAURÉ - RAVEL av. ERIC BERCHOT, pian.

Réservations et abonnements tous les jours de 11 h. à 18 h. 30
THÉATRE DES VARIÉTÉS
7, boulevard Montmartre, 75002 PARIS
LOUEZ : 508-42-41

BON à retourner à l'adresse ci-dessus pour recevoir les programme détaillés et renseignements sur les abonnements. Joindre une enveloppe timbrée à 2,50 francs.
Nom ____ Prénom ____
Rue ____ Numéro ____
Ville ____ Code postal ____



ORCHESTRE DE PARIS
Directeur DANIEL BARENBOÏM
PALAIS DES CONGRÈS
JEUDI 16 OCTOBRE 20H30
VENDREDI 17 OCTOBRE 19H30
DANIEL BARENBOÏM
ITZHAK PERLMAN
LUTOSLAWSKI - LALO
TCHAIKOVSKY
Location aux caisses de 11 h à 18 h ou par téléphone au 758.27.08

A PARTIR DU 10
LE LOUP GAROU
de ROGER VITRAC
mise en scène : Romain WEINGARTEN
Théâtre Saint-Georges
51, rue Saint-Georges (9e)
Loc. 878-63-47 et agences



ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE



- Ramuntcho (Ouverture-Rapsodie).. G. PIERNE
- Symphonie Espagnole (violon).... E. LALO
- Symphonie en ré mineur ...... C. FRANCK

Direction : JEAN FOURNET
HERMILO NOVELO (violon)

(91) SAINT-MICHEL-SUR-ORGE. — Eglise du Bois-des-Roches, samedi 18 octobre 1980 à 21 heures.
(91) ÉVRY. — Centre culturel W.-A.-Mozart, vendredi 24 octobre 1980 à 21 heures.
(92) CHATENAY-MALABRY. — Faculté de médecine, samedi 25 octobre 1980 à 21 heures.

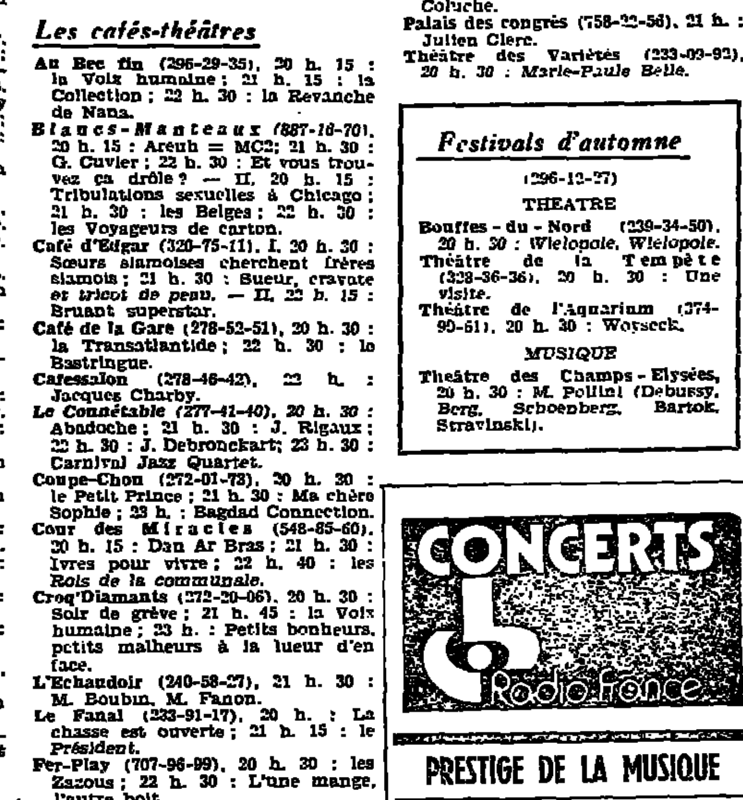
CONCERTS Radio France

PRESTIGE DE LA MUSIQUE
SALLE PLEYEL — Mercredi 15 octobre — 21 heures
MOUSSORGSKI — TCHAIKOWSKI — RAVEL - PROKOFIEV
Sol. : Dmitri ALEXEEV
Chœurs de Radio France
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. Michael TILSON-TOMAS

SAISON LYRIQUE
RADIO FRANCE Grand Auditorium — Mercredi 22 octobre 20 heures
Henry BARRAUD
NUMANCE
UNE SAISON EN ENFER
J. Taillon, E. Blanc, R. Dumé, R. Massis
Chœurs et Maîtrise de Radio France
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
Dir. Serge Baudo

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE VIENNE
SALLE PLEYEL — Mardi 28 octobre 20 h. 30
Dir. Wolfgang SAWALLISCH
EINEM - MOZART - BRAHMS

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences.



STRAVINSKY
GLYNDEBOURNE FESTIVAL OPERA
The Rake's Progress
ORCHESTRE DE PARIS
direction
BERNARD HAITINK
mise en scène
JOHN COX
décors et costumes
DAVID HOCKNEY
12-15-17 novembre 20 h 15
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
location ouverte
au théâtre 720.03.43 - Fnac Montparnasse 222.98.41
Festival d'Automne 296.12.27

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Lieu / date	Programme
SALLE GAVEAU — Jeudi 16 octobre à 21 heures (Dandelot.)	« Grands récitals » Unique récital de piano JEANNE-MARIE **DARRÉ** — Chopin - Schumann, Brahms - Liszt
SALLE GAVEAU — Vendredi 17 octobre à 20 h 30 (P.e. Kiesgen.)	Orchestre du Conservatoire de Paris — Direction : PIERRE **STOLL** avec BERTHILDE **DUFOUR, violon** — SIBELIUS - BRAHMS, K. YOSHIDA (1re audition)
ABBAYE de ROYAUMONT (Val-d'Oise) 73 km au sud de Chantilly — Samedi 18 octobre à 20 h 30 — Loc. 3 FNAC (P.e. Werner.)	ENSEMBLE INSTRUMENTAL de **l'ORCH. NATIONAL DE FRANCE** — **Josef Palenicek, piano** — JANACEK, Capriccio, Concertino et pieces pour piano — A 18 heures : Conférence
CHARTRES — Centre Paroissial de la Madeleine — Samedi 18 octobre à 21 heures (P.e. Kiesgen.)	**Samedis Musicaux** — **Ens. Paul STINGA** — Cymbalum *et flûtes roumaines* — Musique d'Europe centrale — 25 octobre, orch. et chœurs P. Kuentz — Mozart (Messe du couronnem.)
SALLE GAVEAU — Samedi 18 octobre à 17 heures (P.e. Werner et Valmalète.)	*Amis Musique de Chambre* — Porgramme musical France-Culture — **TRIO PASQUIER** — **Michel BEROFF** — Quatuors avec piano de : Beethoven, Strauss, Schumann
EGLISE des BILLETTES — Dimanche 19 octobre à 17 heures (P.e. Kiesgen, Mondial Musique.)	**ENSEMBLE 72** — Violon-Solo : Ph. BRIDE et MICHEL DEBOST, flûte, RONDA BACHMANN, sopr., DANIEL CATALANOTTI et GILLES MAHAUD, cors — œuvres de Vivaldi, Bach
SALLE PLEYEL — 19 octobre à 17 h 30 — 24 octobre à 20 h 30 — Renseign. : 560-35-40	**Orch. des Jeunes A. LOEWENGUTH** — 800 exécutants de 5 à 20 ans — 12 formations — 2 programmes différents
(Kiesgen.) THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Dimanche 19 octobre 17 h 45 (P.e. Valmalète.)	ORCHESTRE PASDELOUP — 3 Concertos pour violon — **Henryk SZERYNG** — **Dir. : G. DEVOS** — Vivaldi, Tchaikovsky, Beethoven
SALLE PLEYEL — Lundi 20 octobre à 20 h 30 — Location tous les jours sauf dim. (P.e. Valmalète.)	Le Festival de MONTREUX présente **J.-P. RAMPAL** — Prix d'Honneur du PRIX MONDIAL du DISQUE 1980 — **R. Veyron-Lacroix** — **BACH** — Schumann, Donizetti, Poulenc
SALLE GAVEAU — Lundi 20 octobre à 21 heures (Mondial Musique.)	Unique récital de la pianiste MARISA **TANZINI** — MOZART, CHOPIN
SALLE GAVEAU — Mardi 21 octobre à 20 h 45 (Werner.)	« Le Jardin de Musique » Récital COLETTE **FERNIER** — Padre SOLER, RAVEL, CHOPIN
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Mardi 21 octobre à 21 heures (Mondial Musique, p.e. Glotz.)	Concert au profit de la LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER — **K. et M. LABEQUE** — **Augustin DUMAY** — Beethoven, Ravel, Gershwin
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ISLE — Mardi 14 octobre à 21 heures — ST-SEVERIN — Mardi 21 octobre à 21 heures — *Location libre* St-Séverin 633-61-77	*CYCLE 1980* QUATUOR **VIA NOVA** — le 14 : HAYDN : Les Quintes, Schumann 1er, Brahms 2e — Le 21 : HAYDN : L'Empereur, Schumann 2e, Beethoven 7e
SALLE GAVEAU — Mercredi 22 octobre à 21 heures (P.e. Werner.)	« Pianistes et Concerts » **FRANZ SCHUBERT QUARTETT** — Mozart, Schubert, Tchaikovsky
THEATRE NATIONAL de l'OPERA — *Mardi 21,* Mercredi 22, Vendredi 24 octobre à 21 heures — Rens. et loc. 742-57-50 (P.e. Valmalète.)	**IXe Symphonie BEETHOVEN** — Dir. : Silvio **VARVISO** — Solistes : N. DENIZE, Ch. EDA-PIERRE, Théo ADAM, R. SCHUNK — Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Paris — Chef : Ch. J. LAFORGE
EGLISE ST-ETIENNE-DU-MONT — *Mercredi 22* — EGLISE ST-LOUIS des *INVALIDES* — Jeudi 23 octobre à 20 h 30 (P.e. Werner.)	**J.-S. BACH** — *SUITE pour orch.* BWV 1066 — CANTATES BWV 6, 56, 104 — ENSEMBLE BACH de PARIS — CHORALE J. van WEBSKY — Direction JUSTUS **von Websky**
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Lundi 27 octobre à 20 h 30 — au profit de la Recherche Scientifique (Werner/Rainer.)	ORCHESTRE *SYMPHONIQUE* de **JÉRUSALEM** — Direction : GARY **BERTINI** — Soliste : YEFIM **BRONFMAN** — PROKOFIEV : Cto piano no 3 — MAHLER : Symphonie no 1
THEATRE des CHAMPS-ELYSEES — Mardi 28 octobre à 20 h 30 (P..e O.A.I. Valmalète.)	**RUDOLF SERKIN** — Bach, Reger, Beethoven
SALLE PLEYEL — Mardi 4 novembre à 21 heures (Kiesgen.)	SOLIDARITÉ CAMBODGE récital Daniel **WAYENBERG** — CHOPIN-LISZT
SALLE PLEYEL — Vendredi à 20 h 30 7 novembre (P.e. Valmalète.) — Loc. ouverte le 17 octobre	Sviatoslav **RICHTER** — **BEETHOVEN** — au bénéfice de l'Association TOURGUENIEV

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Ninan Nitassinan, Notre terre, d'A. Lamothe ; 19 h. : le Canot à Reynald, à Thomas, de B. Gosselin ; C'est toujours à recommencer, de M. Brault et A. Gladu ; 21 h. : les Chemins dans la nuit, de K. Zanussi.

Beaubourg, relâche.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

ANTHRACITE (F.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LA BANQUIERE (Fr.) Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)

BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

BREAKING GLASS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52).

CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

CALIGULA (It.-Ang., v.o.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34). jeudi, sam., lundi.

LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24).

LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Spée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic, 14e (542-67-42) H. Spéciale.

LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Ternes, 17e (380-10-41).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

DON GIOVANNI (Fr.-it., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

EXTERIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

FAME (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA FEMME ENFANT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71).

GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., **, v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).

HEART BEAT (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies-Les Halles, 1er (236-71-72) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).

HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.f. : Cinac'Italiens, 2e (296-80-27).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LOULOU (Fr.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MA BRILLANTE CARRIERE (Austr., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

MANHATTAN (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

NIJINSKY (A., v.o) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Français, 9e (770-33-88)

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

LES PETITES CHERIES (A., v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).

PINBALL (A., v.f.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90). Mer., V., D., Mar.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

SUNBURN (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88).

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

URBAN COW-BOY (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Tourelles, 20e (364-51-98) H. sp.

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les grandes reprises

AGATHA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04) H. Sp.

AMERICA-AMERICA (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

BARRY LINDON (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

LA BETE (Fr.) (**) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

BOUDU SAUVE DES EAUX (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77). (v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CASABLANCA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).

LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A., v. o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), h. sp.

DELIVRANCE (A., v. o.) (**) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; (v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

LES DIX COMMANDEMENTS (A.) (v.o./v.f.) Elysées Point-Show, 8e (233-56-70)

LE GUEPARD (It., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

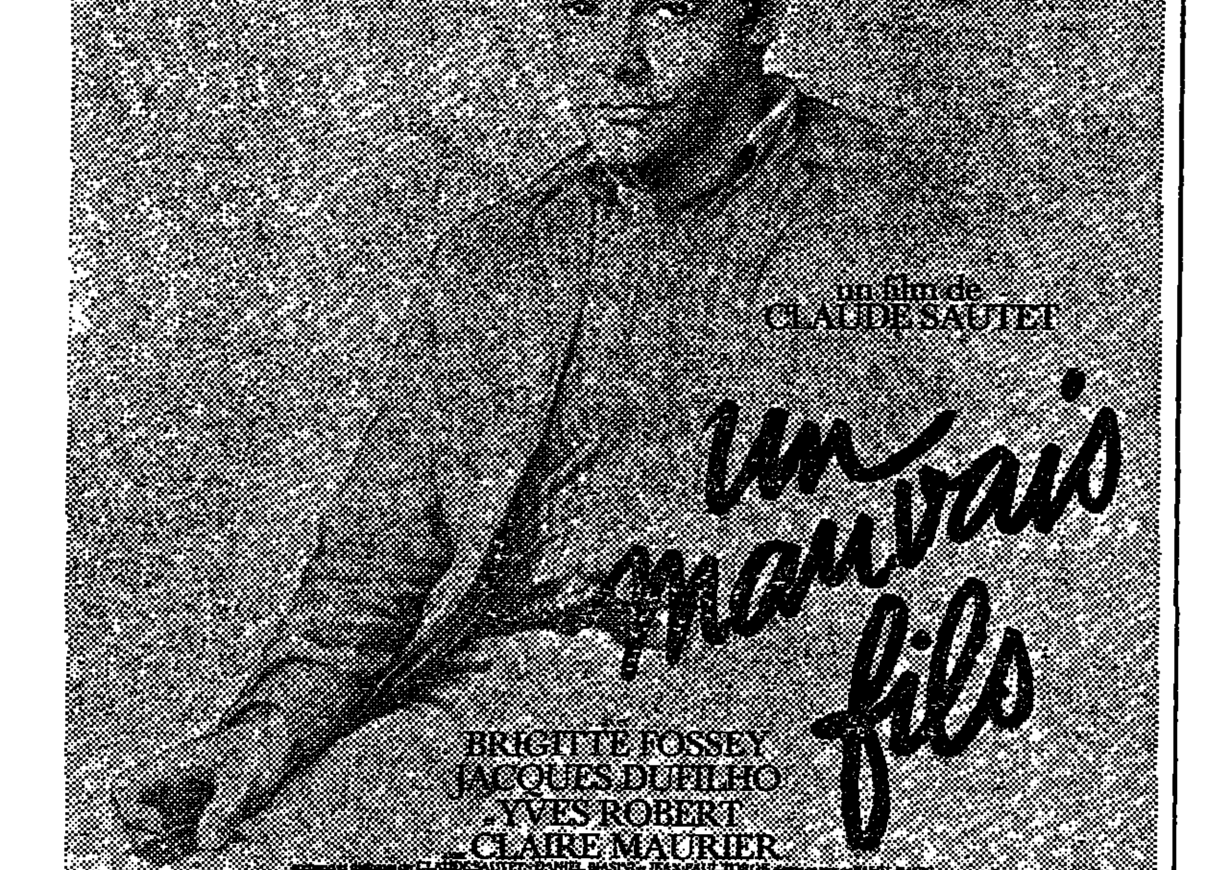
HAIR (A.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

JOHNNY GOT IS GUN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) (sf Mer., S.) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) H. sp.

JULES ET JIM (Fr.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LITTLE BIG MAN (A.), v.o. : Noctambules, 5e (354-42-34).







SPECTACLES

LOULOU (Pabst), Marais, 4e (278-47-86).
MARATHON MAN (A.), v.o. : Balzac, 8e (561-10-60)
LA MARGE (Fr.) (**), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LE MESSAGER (Angl.), v.o. : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MOLIERE I et II (Fr.), Calypso, 17e (380-30-11).
MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (Angl.), v.o. : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT A VENISE (Angl.), v.f. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34). — v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
L'ŒUF DU SERPENT (A.), v.o. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
OUTRAGEOUS (A.), v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
PAPA D'UN JOUR (A.), Marais, 4e (278-47-86).
LE PARRAIN I et II (A.), v.o. : Les Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A.), v.o. : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
RUE DE LA HONTE (Jap.), v.o. : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00); Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
TUEURS DE FLICS, film américain d'H. Becker (v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64); Murat, 16e (651-99-75) ;
SCARFACE (A.), v.o. : La Clef, 5e (337-90-90) ; Movies Les Halles, 1er (236-71-72).
LE TAMBOUR (All.), v.o. : Champollion, 5e (354-51-60).
TAXI DRIVER (A.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Bonaparte, 6e (326-12-12) — V.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A.), v.o. Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
UNE HISTOIRE SIMPLE (Fr.) : Champollion, 5e (354-51-60).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
UN JOUR AU CIRQUE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99)
LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54).

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILS DE FIERRO, film argentin de Fernando Solanas, (v.o.) St-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LA VEUVE MONTIEL, film latino-américain de Miguel Littin (v.o.) (*) : Movies Cinéma, 1er (236-71-72) ; Saint-Germain Village, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln 8e (359-36-14) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f : Berlitz 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

DE LA VIE DES MARIONNETTES film allemand d'Ingmar Bergman (v.o.) (*) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Quintette 5e (354-35-40) ; Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Pagode, 7e (705-12 15) , Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé 14e (322-19-23).

LE COUP DU PARAPLUIE, film français de G. Oury : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) . Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) : Wepler, 18e (387-50-70)

MOURIR A TUE-TETE, film canadien d'Anne-Claire Poirier : Marais, 4e (272-62-98) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18)

L'ILE SANGLANTE, film américain de M. Ritchie (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) : v.f : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) : Mistral, 14e (539-52-43) : Murat, 16e (651-99-75); Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

L'EXTERMINATEUR, film américain de W. Fruet (v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43); Murat, 16e (651-99-75); Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)



CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur d'Espagne et Mme Miguel Solano ont offert lundi soir une réception à l'occasion de la fête nationale, anniversaire de la découverte de l'Amérique.

Mariages

— Le colonel et Mme René GILLI, M. et Mme Charles TROUILLON-VILLARD, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants, le

sous-lieutenant
Marie-Alix GILLI,
avec le
lieutenant **Dominique-Charles TROUILLON-VILLARD.**

La cérémonie religieuse aura lieu le 18 octobre 1980, en l'abbaye de Saint-Jean-aux-Bois, à Compiègne.
Compiègne, Maurepas.

Décès

— Pont-de-Beauvoisin (73), Lyon, Les Pennes-Mirabeau, Casablanca, Italie.
M. Joseph Botto,
M. et Mme Yvan Botto et leurs enfants,
Mme et M. Daniel Buquet et leurs enfants,
Mme et M. Gérard Grégoire et leurs enfants,
Les familles Cavallin, Botto, amies et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Hélène BOTTO,
née Cavallin,

survenu subitement le 13 octobre 1980.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 octobre 1980, en l'église de Pont-de-Beauvoisin (Savoie), à 16 heures.

— Orléansville, Marseille.
M. et Mme Maurice Audibert,
M. et Mme Bernard Minssen,
M. et Mme Louis Caillon,
ses enfants,
Jean et Pierre Audibert,
Bruno et Laurent Destandau,
Pascal et Sophie Caillon,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert CAILLON,
née Alberte Sautier,

survenu le 12 octobre 1980, à l'âge de soixante-neuf ans.
La levée du corps aura lieu le mardi 14 octobre, à 14 h. 15, chapelle de l'hôpital Sainte-Marthe (Avignon).
L'inhumation aura lieu à Annecy, jeudi 16 octobre.
Le service religieux sera célébré en l'église du Veyrier-du-Lac, à 15 h., à Annecy.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Henri Caraud, son épouse,
Mlle Colette Caraud,
M. Pierre Louis Caraud,
ses enfants,
Mme Suzanne Bilis, sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Henri CARAUD,
joaillier-bijoutier,

décédé en son domicile, 4, rue Murillo (Paris-8e), le 12 octobre 1980, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, le mercredi 15 octobre 1980, où l'on se réunira à 10 h. 30.

Inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pierre Louis Caraud, son fils, président-directeur général, et ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri CARAUD,
président fondateur
des Etablissements H. Caraud,
3 et 5, boulevard Saint-Martin,
75003 Paris.

— Nous apprenons le décès de
M. Roger COSPEREC,
conseiller général du Morbihan.

[Après avoir fait ses études au petit séminaire de Sainte-Anne-d'Auray et au grand séminaire de Vannes, Roger Cosperec avait occupé les fonctions de secrétaire de mairie à Berné de 1947 à 1952, puis de secrétaire administratif à la mairie de Lorient jusqu'en 1955, date à laquelle il était entré dans la marine nationale. Il en était sorti en 1977 avec le grade de commissaire en chef. Maire de Berné depuis mars 1977, conseiller général du Faouët depuis avril 1978, Roger Cosperec (U.D.F.-C.D.S.), qui siégeait au conseil régional de Bretagne, était le suppléant de M. Yves Le Cabellec, député de la sixième circonscription du Morbihan.]

— Mme Marcel Ecureux,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la grande peine d'annoncer le décès de

Marcel ECUREUX,

survenu le 11 octobre 1980, à Milan.
Une messe sera célébrée le vendredi 17 octobre, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption (Paris-16e), suivie de l'inhumation au cimetière de Gefosse-Fontenay (Calvados), le même jour, à 15 heures.

6, avenue Ingres,
75016 Paris.

— Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société Martin et Cie,
ont la douleur de faire part du décès de leur président-fondateur,

Marcel ECUREUX,

survenu à Milan, le 11 octobre 1980.

65, avenue des Champs-Elysées,
75008 Paris.

— Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société Siplast S.A.,
ont la douleur de faire part du décès de leur président du conseil d'administration,

Marcel ECUREUX,

survenu à Milan, le 11 octobre 1980.

10-12, rue Cabanis,
75014 Paris.

— Mme Jean-Emile Gugenheim,
M. et Mme Alain Gugenheim,
Michel et Isabelle,
Mme Robert Haas,
Mme René Gugenheim,
Mme Annette Haas-Hamburger et ses enfants,
M. et Mme Roland Haas et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Leboyer et leurs enfants,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Gorin,
ont la douleur de faire part du décès survenu, dans sa quatre-vingt-sixième année, le 12 octobre 1980, au Champfeu, Collonges-sous-Salève (Haute-Savoie), de

M. Jean-Emile GUGENHEIM,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance
président honoraire
de la
Compagnie métallurgique et minière,
vice-président
du Comité national
pour la promotion sociale
des aveugles,
vice-président
du Groupement
des intellectuels aveugles,
administrateur
de l'Union des aveugles
de la Résistance.

Les obsèques auront lieu à Paris, le jeudi 16 octobre.
On se réunira, à 10 h. 30, au domicile, 11, avenue Frédéric-Le-Play, Paris-7e, ou à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux, 44, avenue Marx-Dormoy, Montrouge.
11, avenue Frédéric-Le-Play,
75007 Paris.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la Compagnie métallurgique et minière, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 octobre 1980, de leur président honoraire,

M. Jean-Emile GUGENHEIM,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 octobre.
On se réunira, à 10 h. 30, au domicile, 11, avenue Frédéric-Le-Play, Paris-7e, ou à 11 heures, à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux, 44, avenue Marx-Dormoy, Montrouge.
280, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

[Né à Toul le 2 avril 1895, Jean-Emile Gugenheim avait fondé en 1933, avec son frère René Gugenheim, la Compagnie métallurgique et minière. Il en assura la présidence jusqu'en 1966, année où il fut nommé président honoraire.
Atteint de cécité depuis 1973, M. Jean-Emile Gugenheim était vice-président du Comité national pour la promotion sociale des aveugles et vice-président du Groupement des intellectuels aveugles.
Engagé volontaire durant la première guerre mondiale, il avait participé à la Résistance.]

— Mme Bention Nisman,
Ingrid et Jean-François Nisman,
M. et Mme Bondar et leurs enfants,
M. et Mme Thouvenin, leurs enfants et petits-enfants,
Mme François Demailly,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bention NISMAN,
directeur de recherches
au C.N.R.S.,

leur époux, père, frère, beau-frère, oncle et beau-fils,
survenu le 12 octobre 1980, dans sa soixante-quatrième année, à Châtenay-Malabry (92).
Les obsèques suivies de l'inhumation au cimetière nouveau d'Ivry-Parisien auront lieu le jeudi 16 octobre 1980.
On se réunira à 10 h. 30, à la porte principale du cimetière (44, avenue de Verdun, à Ivry).

8, avenue Alfred-de-Musset,
« Résidence du Lac »,
92360 Meudon-la-Forêt.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Marcel PY,

le 13 octobre 1980, à Amiens, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
De la part de :
Mme Jacques Decaudaveine,
sa fille,
M. Didier Decaudaveine,
M. et Mme Bertrand Decaudaveine,
Mlle Hélène Decaudaveine,
Mlle Sabine Decaudaveine,
Mlle Marie-Anne Decaudaveine,
ses petits-enfants,
Emmanuelle et Jacques Decaudaveine, ses arrière-petits-enfants,
Et des familles Py, Wevers et Germain.
Les obsèques seront célébrées à Amiens, en l'église Saint-Martin, le mercredi 15 octobre, à 16 heures.
47, rue Saint-Fuscien,
80000 Amiens.

— Mme André Renou
a le regret de faire part du décès de

M. André RENOU,
décorateur,
professeur
à l'Ecole nationale supérieure
des arts décoratifs,
président honoraire
de la Société des artistes décorateurs,
ancien président
de la S.A. La Crémaillère,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Arts et Lettres,

survenu le 8 août 1980.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, à Gironville-sur-Essonne.

Une messe sera dite à son intention le jeudi 16 octobre, à 18 h. 15, en l'église de la Madeleine.

27, rue des Mathurins,
75008 Paris.

— Mme V. L. Saulnier,
M. J. M. Saulnier,
Mme le docteur F. Moricard,
Mme le docteur H. M. Gallot-Saulnier,
M. et Mme les docteurs A. Sonnier et leurs filles,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, de

M. V. L. SAULNIER,
professeur à la Sorbonne,
président
de la Société française
des seiziémistes,

pieusement décédé le 29 septembre 1980, à l'âge de soixante-trois ans.
Les obsèques ont été célébrées le samedi 4 octobre dans l'intimité.
Une messe à sa mémoire sera dite ultérieurement à Paris. La date en sera annoncée dans les journaux.
68, rue Gay-Lussac,
75005 Paris.

— Le président et le conseil de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV),
Le directeur et les membres de l'Institut de littérature française de l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV),
ont le regret de faire part du décès, le 29 septembre 1980, de

M. Léon Verdun SAULNIER,
professeur à l'Université.

[Léon Verdun Saulnier, qui était âgé de soixante-trois ans, a été élève de l'Ecole normale supérieure. Nommé maître de conférences à Lyon, il est devenu, à trente-deux ans, professeur à la Sorbonne, où il a enseigné durant trente années. Président de la Société française des seiziémistes Léon Verdun Saulnier est l'auteur d'une thèse sur Maurice Scève et de nombreux ouvrages notamment sur Rabelais, Marot, Marguerite de Navarre, du Bellay et Alfred de Vigny.]

— M. et Mme Jean-Christian Serna et leur fille,
Mme Marie-Claude Serna et ses enfants,
M. et Mme Georges Rectenwald et leurs enfants,
Mme Paul Conty et ses enfants,
M. et Mme Jean-Georges Rectenwald et leurs enfants,
M. le docteur Marc Laurens et sa famille,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dixième année, de

Mme Achille SERNA,
née Andrée Rectenwald,

survenu à Marseille, le 9 octobre 1980.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 11 octobre
Ils rappellent le souvenir de

M. Achille SERNA,
ancien bâtonnier
de l'ordre des avocats
à la cour d'appel d'Alger.

Remerciements

— M. René Navarre,
François-Pierre et Dominique Navarre,
Jean-Jacques et Christine Navarre,
Yves Navarre,
Et toute la famille,
très touchés par les témoignages affectueux et de ferveur qui leur ont été adressés à l'occasion du décès de

Mme René NAVARRE,
née Adrienne Bas,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de
Simone ROBERT SOISBAULT,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe qui sera célébrée à son intention, le mercredi 15 octobre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis avenue Raymond-Poincaré.

— Une messe a été célébrée par le R.P. Chenu à l'occasion de l'anniversaire de la mort de
Mme le docteur Simone DELTHIL
et à la mémoire de son époux, le
docteur Pierre DELTHIL
et de son fils
Jean-Pierre DELTHIL.

Offices religieux

— Le Consistoire central israélite de France et l'Association consistoriale israélite de Paris invitent la population à assister à l'office célébré à la mémoire de toutes les victimes de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic qui aura lieu le jeudi 16 octobre 1980, à 18 h. 30, à la Grande Synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9e, sous la présidence de M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France.

— Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides le jeudi 16 octobre 1980, à 18 h. 30, à la mémoire de
Mlle Rose VALLAND,
officier de la Légion d'honneur,
conservateur honoraire
des Musées nationaux.

Communications diverses

— Le Centre culturel britannique organise, à l'occasion de la parution du roman de Eva Figes : « Equinoxe » (Hachette, P.O.L.), une « table ronde » en français et en anglais, en présence de l'auteur, avec Dominique Desanti, Viviane Forrester, Michelle Tran Van Khai, Bernard Géniès, F.-X. Jaujard et P. Otchakovsky-Laurens le mercredi 15 octobre, à 18 h. 30 (9, rue de Constantine, 75007 Paris).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,46

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LEADER EN CHROMATOGRAPHIE

recherche

2 RESPONSABLES REGIONAUX

BIOCHIMISTES

(NIVEAU D.E.A.)

REGIONS A POURVOIR :
— RHONE-ALPES - MEDITERRANEE
— SUD-OUEST

Domicile sur secteur souhaité.
(Si vous habitez hors de ces secteurs mais que vous puissiez y résider ultérieurement, votre candidature nous intéresse également).

ILS DEVRONT :
— promouvoir des produits hautement scientifiques,
— s'intégrer dans une équipe créative et ambitieuse,
— contribuer au développement d'une société en pleine expansion,
— acquérir des responsabilités à la mesure de leurs qualités.

Voiture fournie et frais de déplacements

Envoyer C.V. et photo ss/référence FCM/10/80
PHARMACIA FRANCE S.A.
B.P. 61 — 78390 BOIS D'ARCY.

pmp

L'assurance qualité
Un poste clé dans notre entreprise...

Filiale d'un des tout premiers groupes français, nous étudions et réalisons des équipements de très haute technologie pour l'industrie nucléaire. Le contexte dans lequel nous évoluons explique l'importance, voire la priorité que nous donnons à l'Assurance Qualité. Ingénieur diplômé, vous avez au moins 5 ans d'expérience à un poste de responsabilités dans le domaine qualité-organisation.
Cette expérience va vous permettre de diriger et coordonner les activités suivantes :
- élaboration des dossiers et programme d'Assurance Qualité
- mise en place d'un programme de surveillance, enquêtes internes et externes
- définition et approbation des documents.
Le poste est basé à Lyon. L'anglais courant est impératif.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 7470 M à rscg carrières, 64 rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.



cherche pour son usine de Moissac

Chef d'entretien et matériel

Le poste nécessite une formation Grande Ecole Mécanique et l'expérience dans un poste similaire.
De bonnes connaissances en Electromécanique et Electricité sont indispensables.
Ecrire avec CV et prétentions sous référence 14108 à HUTCHINSON - MAPA Direction du Personnel 2, rue Balzac 75008 PARIS.

rscg carrières



Telemecanique

10 000 personnes - 2,2 milliard francs/an
rech. au sein des équipes de
DEVELOPPEMENT de ses départements
MODULES ELECTRONIQUES & AUTOMATES
installés à
06 - SOPHIA près ANTIBES

CHEF DE B.E.
DE CONCEPTION MECANIQUE

ANIMER une équipe de 4/5 personnes, DEFINIR les orientations techniques, CONCEVOIR, RECHERCHER de NOUVELLES SOLUTIONS TECHNIQUES (fonctions d'automatismes en boîtes ou modules), assister les ACHATS dans recherche de sous-traitants d'études, d'outils ou de fabrication.

- INGENIEUR MECANICIEN
- EXPERIENCE (5 ans environ) : CONCEPTION DE PIECES MOULEES EN PLASTIQUES et PIECES DECOUPEES pour l'ELECTRONIQUE • ANALYSE DE LA VALEUR • GESTION d'un projet • DIRECTION d'une équipe de développement.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., salaire et photo ss réf. 4511 à





emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

BUREAU VERITAS

recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES
pour marché mondial.

Expérience d'au moins 5 ans dans la pétrochimie, le raffinage, avec au moins un séjour sur un chantier de construction.
Bonnes connaissances de la conception, de la construction et de la sécurité des installations pétrolières.
Familiarisé avec les normes américaines.
Bonnes connaissances de la langue anglaise.

Adresser CV et prétentions sous référ. n° 47 à
BUREAU VERITAS Direction du Personnel
31, rue Henri Rochefort 75017 PARIS

Emplois et Entreprises

IMPORTANT COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL AFRIQUE FRANCOPHONE

recherche pour son service informatique :

2 IBM 34 - 256 K - 256 MO - SAISIE 5280 :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation D.I.U.T. MIAGE

Connaissances approfondies : GAP II - COBOL - ASSEMBLEUR - U.G.P.A. (U.G.P.I.).

Expérience industrielle cinq ans minimum.

Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, logement, congés, voyages, retraite, etc.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo identité, références et prétentions s/réf. 9028 à :
P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche pour

MOYEN ORIENT

INGENIEURS Informaticiens

DE NATIONALITE FRANCAISE

LES CANDIDATS DEVRONT JUSTIFIER :
- d'une excellente connaissance des grands systèmes de gestion (gros ordinateur, mini, réseau...) ;
- de la maîtrise de la langue anglaise.

NOUS OFFRONS :
- séjour de longue durée ou durée limitée ;
- salaire attractif + avantages.

Adresser C.V., photo, prétentions - N. 455
PUBLICITÉS REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

AMNESTY INTERNATIONAL
offre un poste de

CHERCHEUR

dans la section Amérique latine du service de la recherche (secrétariat internat., Londres). Le candidat doit posséder une connaissance spécialisée des pays d'Amérique latine de langue espagnole. Excellent anglais et espagnol indispensab. Salaire de dép. : £ 7171.00 (ind.) Pour plus de renseignements et formulaire à remplir, s'adresser au Personnel Office,
Amnesty International,
10 Southampton Street,
London WC2E 7HF.
Tél. 01 836 7788 poste 289.
Dernier délai pour la réception des formulaires remplis : 15 novembre 1980.

QUEENSLAND, AUSTRALIA

Mount Isa Mines Limited

Operator of one of the World's Largest Underground Mines

The Company's mining, concentrating and smelting operations offer to skilled and experienced engineers and scientists challenging opportunities for both personal and professional advancement. Production of both lead and silver at Mount Isa places the Company as a world leader. We are in the world's top ten producers of both copper and zinc; having extensive ore reserves our long-term future is assured well into the next century.

Lead production is to be increased now by 20% committing some $A50 million in capital expenditure over three years for additional mining, processing and product handling facilities. A trial stope project is being conducted at Hilton Mine, a major silver-lead-zinc deposit twenty kilometres north of Mount Isa. In addition there is an active programme aimed at new process development, improvement to existing plant process and product quality and cost reductions.

To maintain and better our position as a leader in the operation and development of sophisticated and advanced mining and ore treatment technology, we are able to offer varied and interesting professional appointments.

Mining Engineers

PLANNING ENGINEERS:
(6 years' experience) — involved with feasibility studies of new areas and design for development, extraction and filling operations.
PROJECT ENGINEERS:
(4-6 years' experience) — work is associated with the development and introduction of new equipment and methods, and with underground construction.
Applicants must hold relevant tertiary qualifications and have experience in operating mines.

Rock Mechanics/Geophysics

(Candidates require mining engineering degree with qualifications or field experience in geophysics) — to be responsible for geophysical component of rock mechanics research programme particularly related to blast vibration and changes in rock conditions due to mining.

Metallurgists/ Chemical Engineers

MINERAL PROCESSING:
(3-6 years' experience) — work includes daily metallurgical control, overall process control and project work.
SMELTING:
(3-6 years' experience) — involved with day to day metallurgical control and project work related to the application of computers to process control.
Applicants must possess relevant tertiary qualifications and have operating experience.
SMELTING RESEARCH:
(Requires post graduate qualifications or equivalent plant research experience) — for new process development and analysis and modification of existing plant processes.

Mechanical Engineers

PROJECT, CONSTRUCTION OR PLANT ENGINEERS:
(Minimum of 5 years' experience) — responsible for design, construction and commissioning of new capital and operating plant and equipment and technical support in modification and upgrading existing plant.
Applicants must possess relevant tertiary qualifications and have experience in some branch of heavy industry.

Electrical Engineers

PROJECT ENGINEERS:
(Minimum of 5 years' experience) — projects range from distribution, machines and lighting to control systems and associated digital and analogue electronics.
Applicants must possess relevant tertiary qualifications and have experience in mining or heavy industry.

Diesel Maintenance Engineer

Requires experience in diesel based mining operations or heavy earth moving diesel equipment maintenance.

Contracts and Scheduling Engineer

Requires experience in medium to heavy construction scheduling for range of disciplines in conjunction with contracts experience.

Computer Professionals

SYSTEMS PROGRAMMERS, ANALYST PROGRAMMERS, SYSTEMS ANALYSTS:
the equipment is a UNIVAC 1100/82 with network of 100 terminals. A wide range of commercial and technical applications exist utilising data base and communication software. Current development emphasis is on graphics and terminal driven systems.

Supply Management

SYSTEMS AND TRAINING OFFICER:
Position calls for supply system design and monitoring, procedure manual preparation and personnel training in supply related topics.
Applicants must have systems experience with exposure to supply management.

Conditions of Appointment

We pay salaries which are at the top end of the Australian salary market. Actual salaries offered will reflect qualifications, experience, and the level of appointment. In addition to salary, we offer an attractive benefit package which includes fixed and variable bonuses, immediate superannuation cover, full medical and hospital cover, annual holiday air fares, and generous annual and sick leave entitlements. For successful applicants and families, fares and reasonable removal expenses will be paid. Housing assistance will be provided.

Mount Isa is situated some 1600 kilometres north-west of the Queensland state capital, Brisbane; the two centres are connected by a daily jet service. The mine site adjoins the modern city of some 27,000 people who enjoy a wide range of cultural and sporting activities; throughout most of the year the climate lends itself to outdoor activities. The population is well catered for by shopping and education facilities, there is a choice of TV and radio programmes, and movie theatres. The city is served by a modern hospital and medical services are readily available.

Application forms and further information may be obtained by contacting
Timothy Roberts,
Mount Isa Mines Limited,
Adelaide House, King William St.,
London EC4R 9DX. (Phone 01-626 7446).
Company Officers from Mount Isa will visit England to conduct interviews.

MIM HOLDINGS LIMITED

POUR DÉPART RAPIDE
A L'ÉTRANGER

recherchons

INGÉNIEUR CIVIL

OU ASSIMILÉ

TOPOGRAPHE

Parlant anglais, pour séjour en célibataire.
Nombreux avantages. Régime congé 10 mois-2 mois.

Envoyer C.V., photo, prétentions n° 74.917.
CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BAYER OWENS CORNING GLASSWOOL S.A.

Société internationale spécialisée dans la production et la commercialisation des produits d'isolation thermique et acoustique,

cherche à s'adjoindre

UN VENDEUR EXPÉRIMENTÉ POUR LA FRANCE

susceptible de promouvoir l'utilisation et la vente des produits d'isolation (laine de verre) pour le bâtiment.

Il dépendra directement du commercial director europe base à Bruxelles et sera chargé de la formation des forces de vente de nos distributeurs français et les assistera dans la vente de nos produits au travers de leurs réseaux de distribution.

Une forte personnalité de même qu'une expérience directement applicable sont nécessaires.
La connaissance de l'anglais serait un avantage.
La rémunération, quant à elle, sera en relation directe avec le niveau d'expérience professionnelle.

Si cet emploi vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. détaillé, ainsi que vos prétentions, à
G. CLAESSEN - Personnel Manager
BAYER OWENS CORNING GLASSWOOL S.A.
95, rue de Maestricht
4540 VISE (Belgique) - Tél. : 041-79-53-21

Discrétion totale assurée.

Dans le cadre de son expansion la division Export d'une importante société d'installations en télécommunication recherche un :

1) CHEF DE PROJET
Afrique Francophone

Le candidat retenu, Ingénieur diplômé aura l'expérience de la réalisation de marchés de travaux Outre-Mer.
– Anglais obligatoire - 110.000 F par an et indemnités liées au détachement.
– Logement et voiture assurés. Réf. 2480

2) ANALYSTE FINANCIER

Ce jeune diplômé d'une grande école de commerce fera de courtes missions de contrôle de gestion à l'étranger.
– Anglais nécessaire - 75.000 F par an et indemnités liées au détachement. Réf. 2481

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence choisie à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS, cedex 09,

recherche pour sa filiale au Brésil-Rio
Cabinet d'expertise comptable

UN RÉVISEUR

ayant 1 à 2 ans d'expérience.
Langue Portugaise indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à :
G.D.V., 114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

---

ORLEANS

Le Service Central d'Informatique de la Direction Générale des Télécommunications
offre un poste de

RESPONSABLE DE SON SERVICE "METHODES"

Assisté de quelques ingénieurs, il sera chargé :
- de la coordination des divisions opérationnelles
- de la planification des actions en cours
- de l'identification des besoins de formation et de l'utilisation des compétences
- *de veiller à la qualité des produits logiciels*
- de recenser, d'expérimenter et de mettre en œuvre les outils d'aide à la réalisation des logiciels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur possédant quelques années d'expérience et ayant déjà dirigé une équipe de réalisations d'applications informatiques.

Cette fonction qui nécessite le sens des relations humaines et de la négociation doit permettre à un candidat de valeur une évolution ultérieure particulièrement intéressante.

Faire acte de candidature sous référence M 4034 à
Jean PORRACCHIA



CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

Gérer du personnel ce n'est pas seulement l'administrer

Et c'est parce que nous avons en permanence à l'esprit cette notion de la gestion du capital humain, que nous souhaitons rencontrer un homme de communication, alliant le dynamisme d'un opérationnel à des qualités d'analyse et de réflexion. Nous lui confierons notre poste de : RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL.

Basé dans la région Niçoise et rattaché à la direction des relations humaines, le futur titulaire devra prendre en charge, avec la collaboration d'une équipe de cinq personnes, le suivi de la politique d'accueil, l'élaboration et le maintien des procédures administratives, la responsabilité des problèmes juridiques. Homme de dialogue, il assurera les relations avec les partenaires sociaux. Le poste convient à un candidat de 30 ans environ, de formation supérieure, pouvant prouver une expérience réussie dans un *poste similaire, et souhaitant évoluer rapidement au sein de la fonction personnel. La pratique de la langue* anglaise est impérative.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) sous réf. 915/80 à Françoise Meyer - IS CONSEIL 34 Cours Gouffé 13286 MARSEILLE CEDEX 6.

CAPFOR
NANTES-PARIS-LYON-MARSEILLE

Damart

recrute le

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

de son Unité de Vente par Catalogues située à Roubaix.
Agé de 30 à 40 ans, ce collaborateur sera avant tout un homme de terrain, soucieux d'efficacité, capable de commander une trentaine de personnes, attentif aux préoccupations des différents utilisateurs, notamment en matière de respect des délais et de qualité de service.
Il devra posséder une solide expérience au niveau des Etudes et pouvoir justifier d'avoir dirigé, avec succès, des chefs de projets et des analystes.
Une bonne connaissance du matériel IBM (370 + 4341) serait un atout supplémentaire.

Adresser candidature manuscrite, curriculum vitae détaillé et photographie à :
DAMART SERVIPOSTE, Direction du Personnel,
25, rue de la Fosse-aux-Chênes, 59053 ROUBAIX.

CHAMPAGNE (51)

Responsable comptable

Nous sommes une PMI située en Champagne (130 personnes - 25 Millions C.A). Nous exerçons dans l'étude et la réalisation de biens d'équipement industriel non standards.
Nous aimerions rencontrer un homme, de *35* ans minimum, de formation supérieure comptable ESC ESSEC, DECS, B.P. ou *autodidacte qui dispose* en tant qu'adjoint ou chef-comptable, d'une solide pratique (5 ans minimum) des problèmes comptables, financiers et fiscaux, acquise dans P.M.I utilisant des principes de gestion moderne (budgetisation, *compta analytique*).
Il sera responsable de la fonction comptable devant la D.G, avec pour objectif d'avoir une comptabilité «sincère», souple, fiable et rapide.
Merci d'adresser CV manuscrit détaillé, photo et salaire actuel sous réf. *3565*
17, rue Courmeaux 51100 REIMS
58, avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

Pour notre siège européen à Grenoble
nous recherchons

Directeur du Reporting *et de la Comptabilité - Europe*

Responsable de la consolidation des états fiscaux et des analyses financières au niveau Europe (10 filiales).

Ce poste demande un niveau supérieur et un minimum de 5 ans d'expérience comptable de préférence dans une entreprise anglosaxonne en qualité par exemple d'Auditeur Interne ou Externe.
La parfaite maîtrise de l'anglais est exigée.

Adressez C.V. détaillé en anglais, avec niveau de rémuné*ration souhaité et si possible photo* au Directeur des Relations Humaines.

BECTON DICKINSON
Siège Europe
5, Chemin des Sources
38240 MEYLAN GRENOBLE - FRANCE



THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE
GRENOBLE

Afin d'assurer le DEVELOPPEMENT de COMPOSANTS pour SYSTEMES OPTRONIQUES de très hautes performances

Nous recherchons

UN INGENIEUR CHEF DE PROJET

(30 ans minimum)

- Bénéficiant d'une large autonomie en tant *que responsable d'affaires*, il participera à la coordination des études engagées dans différentes unités du groupe.
- Pour cela, il devra justifier, outre de solides connaissances en physique et en électronique, d'une expérience réussie de l'encadrement et de l'organisation d'une équipe de recherche appliquée.

ADRESSER dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) au SERVICE DU PERSONNEL - D.T.E. BP. 55
38120 SAINT-EGREVE

Importante Société produisant *des matériaux modernes pour* l'étanchéité et l'insonorisation, à STRASBOURG, rech.

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Parlant bien l'allemand et ayant 2 ans *d'expérience* du labo de recherche et de développement

FORMATION :
ENSC - ENSIC (Maîtrise chimie ou similaire) + spécialisation : EAHP - IFC (élastomères, polymères, caoutchouc).

FONCTION :
Etudes et développement nouveaux produits pour l'isolation thermique, acoustique, etc.

Possibilités d'avenir
Poste stable
à larges initiatives

Adr. C.V. détaillé, s/réf. 900, à
SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX

Société d'importance nationale
SECTEUR IMMOBILIER
recherche pour ses directions de

NICE et TOURS adjoint au directeur régional

FORMATION : X - MINES - HEC.

Il sera chargé d'une manière générale de la recherche d'opérations nouvelles, dont il devra étudier le montage, au sens large : faisabilité technique, *financière et commerciale. Son action se situera dans le cadre d'une pro*grammation pluri annuelle. Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience dans la branche immobilière ou un proche secteur d'activité et avoir occupé au moins un poste à niveau de responsabilité élevé.

Envoyez lettre *manuscrite*, C.V. et prétentions sous la référence 9592 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Telemecanique

10.800 personnes - 1,8 Milliard de F.
rech: pour sa DIVISION
CANALISATIONS PREFABRIQUEES - TABLEAUX - APPAREILLAGE - AUXILIAIRES d'EQUIPEMENT

A DIJON (21)

INGENIEUR SPECIALISTE TOLERIE

RESPONSABLE, au sein de la section
INDUSTRIALISATION
des problèmes de TRAVAIL DES METAUX EN FEUILLES et PROFILES. *Compétence technique et économique dans* le choix des solutions. Conçoit des moyens pour réaliser des produits avec optimisation coûts, délais et investissements,....

- INGENIEUR diplômé (ou B.T.S. si expérience particulièrement intéressante)
- EXPERIENCE INDISPENSABLE D'UNE FONCTION SIMILAIRE en INDUSTRIE MECANIQUE avec la double ouverture recherchée (Technique, *mais aussi économique*)

DISCRETION ABSOLUE
Lettre manusc., C.V., salaire, photo ss réf. 4501 à



Telemecanique

10.800 personnes - 1,8 Milliard de F./an
DEVELOPPANT PUISSAMMENT SA DIVISION
ELECTRONIQUE
recherche pour
06 - SOPHIA près ANTIBES

RESPONSABLE PROSPECTIVE TECHNOLOGIQUE

ORGANISE ET GERE LES ETUDES DE NOUVELLES TECHNOLOGIES A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR
• AIDE A LA DECISION DU CHOIX DES TECHNOLOGIES EN VUE DE MIEUX DEFINIR LES STRATEGIES « PRODUITS » à 3-5 ans.

INDISPENSABLE
- INGENIEUR ayant EXPERIENCE
  - en ELECTRONIQUE et AUTOMATISMES INDUSTRIELS, chez un Constructeur de produits *électroniques*
  - en réalisation ou investigation de FONCTIONS D'AUTOMATISMES dans diverses technologies : Circuits Imprimés, Couches minces ou épaisses, Circuits Intégrés, Optoélectronique, *Micromagnétisme,...*

  de concepteur concret et non de chercheur.

  ANGLAIS COURANT

  Téléphones et séjours aux U.S.A. et JAPON

DISCRETION ABSOLUE
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér., photo ss réf. 4508 à.

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

responsable du département électronique

La Société (40 personnes) va réaliser cette année 14 M de C.A. dont 60% par la fabrication et le négoce d'appareils de contrôle dimensionnel où l'électronique est en train de prendre une part prépondérante.
Elle recherche un INGENIEUR ELECTRONICIEN diplômé possédant quelques années d'expérience. Il devra concevoir et mettre au point de nouveaux appareils, établir les prix de revient, sous-traiter certains éléments.
Le poste est situé à ANNEMASSE (50.000 habitants - Genève à 7 km - ski à moins d'une heure d'autoroute).
Rémunération 100.000 frs. Réf. 102/22 M

Adresser C.V. + photo à Mr. MATTENET
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS.

France Cadres



THOMSON-CSF

DIVISION TUBES ELECTRONIQUES
GRENOBLE
recrute pour
SON LABORATOIRE DE RECHERCHE

INGENIEUR

(E.S.E., E.S.P.C.I., I.N.P.G.-GP.)

Il prendra la responsabilité d'une équipe de recherche travaillant sur des composants semi-conducteurs pour application à la détection infra-rouge.

TECHNICIENS

(B.T.S. ou D.U.T. électronique ou mesures physiques)

Ils seront intégrés dans une équipe de recherche et chargés de la conception et de mesures de circuits intégrés intéressant la détection infra-rouge.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo au Service du Personnel - B.P. 55,
38120 ST EGREVE

SOCIETE LEADER SUR SON MARCHE
recherche

Pour usine de HAUTE-LOIRE
(350 personnes)

LE RESPONSABLE ELECTROMECANIQUE ENTRETIEN

Réf. 101

Plus de 30 ans, de formation Arts et Métiers ou équi*valent, le candidat devra justifier d'une expérience* similaire en qualité de Responsable d'Adjoint, il assurera la responsabilité de l'entretien et des travaux *neufs.*

Une bonne connaissance de l'automatisation et en particulier des microprocesseurs serait appréciée.

Salaire proposé : 130 000 F +

Pour usine située près de MEAUX (77)
(150 salariés)

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

Réf. 102

Le candidat âgé de plus de 30 ans, de solide formation technique devra justifier d'une expérience réus*sie dans un poste analogue en qualité de* Responsable ou d'Adjoint.

Statut CADRE - Salaire proposé : 100 000 F +

Envoyer C.V. et photo en rappelant la référence du poste choisi à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ORGANISME PUBLIC INTERPROFESSIONNEL
ALPES-MARITIMES
recherche

RESPONSABLE DE LA PROMOTION DES ENTREPRISES

formation économique haut niveau, connaissant tous les aspects de la gestion de l'entreprise dans tous ses axes de fonctionnement pour assurer des missions d'assistance, de conseil et d'animation d'une équipe pluridisciplinaire (8 personnes).

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à :
Agence Havas, Boîte Postale 348, 06072 Nice Cedex
Réf. 0426 qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

Filiale de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux
recherche

un chef de service conditionnement

Pour une usine ultra-moderne implantée à proximité de Clermont-Ferrand, dans un cadre de verdure au sein d'une région agréable.

Le service est équipé en matériel performant et emploie une centaine de personnes encadrées par 3 Contremaîtres.

Ce poste sera confié de préférence à un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans une industrie fabriquant des produits de grande consommation.

Une personnalité affirmée, un jugement sûr et une bonne pratique de la conduite du personnel sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

De réelles possibilités d'évolution de carrière dans un groupe en forte expansion sont offertes à un candidat de valeur.



Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec un curriculum vitae détaillé en indiquant votre rémunération actuelle à la Direction du Personnel
200, bd Etienne-Clémentel
63018 CLERMONT FERRAND Cedex.
Réponse et discrétion assurées.

Ingénieurs-informaticiens
Analystes-programmeurs

La division « TÉLÉMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS »
de CAP SOGETI LOGICIEL recherche pour son agence implantée à

Lannion

des informaticiens justifiant d'une expérience de 2 à 5 années dans les domaines du logiciel de base, du temps réel et/ou des applications téléphoniques.
Une connaissance des micro-processeurs, des mini-calculateurs MITRA et/ou IBM sera appréciée.

Les dimensions de CAP SOGETI LOGICIEL et sa croissance rapide dans les domaines de pointe offrent toute garantie de maintenir ses compétences au plus haut niveau.

Les candidatures sont reçues par Y-M DUVAL - CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune - 92128 MONTROUGE Cedex.



FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche

pour son usine de mécanique de précision

NORD DE VALENCE

CHEF DE FABRICATION

Il sera chargé, sous la responsabilité du Directeur de Production de la Société (trois usines) :

- du fonctionnement des ateliers (500 personnes) ;
- de l'amélioration des méthodes de fabrication ;
- de participer à l'élaboration des objectifs ;
- des approvisionnements ;
- de l'entretien ;
- de l'animation de l'encadrement.

Ce poste s'adresse :

à un Ingénieur (A.M. ou équivalent) âgé de 35 ans minimum, possédant une expérience d'au moins trois ans dans un poste équivalent.

Adresser candidature et curriculum vitae à :
26001 HAVAS VALENCE - N° 20263.

---

chef de bureau d'études

CREUSOT-LOIRE recherche pour son Etablissement de NANTES, le Chef du Bureau d'Études de ses matériels d'IMPRIMERIE (rotatives offset). Ce Bureau d'Études (3 ingénieurs, 30 dessinateurs) est chargé à la fois de la conception des matériels nouveaux et des études d'adaptation des machines existantes aux besoins de la clientèle.

Le poste conviendrait à un Ingénieur diplômé (ECP, A & M, ENSI...), ayant plusieurs années d'expérience comme responsable de Bureau d'Études dans un secteur Mécanique, et désireux de s'affirmer dans un poste important pour le développement de cette activité. La connaissance de l'Anglais serait appréciée.

Les candidatures, avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à CREUSOT-LOIRE, Service Affaires Sociales - 20, rue de Koufra, 44300 Nantes.

CREUSOT-LOIRE

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

Division des activités sous-marines
Centre de CAGNES-SUR-MER

recrute

1° UN INGÉNIEUR

Débutant ou possédant quelques années d'expérience CHIMIE MACROMOLECULAIRE.
Formation P.C. - ENSI CHIMIE ou équivalent.

TRAVAUX :
- Etude technologique de matériaux plastiques et caoutchoutiques pour antennes acoustiques.

QUALITES REQUISES :
- Sens du concret.
- Dynamisme.
- Goût du travail en équipe.

2° UN INGÉNIEUR ou équivalent
CHIMIE

Sera responsable d'un atelier de fabrication de 20 personnes.
Mise en œuvre de techniques de haut niveau spécifiques à la réalisation de matériels d'acoustique sous-marine.
Expérience souhaitée dans la technologie du collage sur matériaux, la vulcanisation du caoutchouc, etc.

Envoyer C.V. et photo à THOMSON C.S.F.
Serv. du Personnel, B.P. 53, 06802 CAGNES-S.-MER.

Yoplait candia

UCLAM
recherche

UN DIRECTEUR D'USINE

La Société construit à MAYENNE une unité dotée des perfectionnements les plus récents en matière de fabrication de poudre de lait destinée à la consommat. humaine. Automatisation du process. Le candidat retenu devra assurer, avec une large autonomie, la direction de l'exploitation de cette unité.

UN CHEF DE LABORATOIRE

Il sera chargé de la mise au point et du suivi des procédures d'analyse et de contrôle de l'ensemble des fabrications du groupe.
Ce poste, basé au MANS, pourrait convenir à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en laboratoire de contrôle en industrie agro-alimentaire.
Les candidatures pour ces deux postes sont à adresser avec C.V. et appointements à l'attention de M. H. de LAFFOREST, B.P. 329, 72007 LE MANS Cedex.

EFCIS

Circuits Intégrés MOS

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Spécialistes de mesures analogiques en vue de prendre en charge les problèmes de mesure et la programmation sur machines de test automatique de produits de nature télécommunications.

Poste à pourvoir à : GRENOBLE

Si vous êtes intéressés par notre Société, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à :
E.F.C.I.S. - Service du Personnel - BP. 217
38019 GRENOBLE Cedex

INSTITUT DE MÉCANIQUE DES FLUIDES DE VILLE

Groupe de mécanique du vol
recherche

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Activité de synthèse :
- modélisation, identification de processus, simulations.

Formation :
- Centrale, ENSAé, ENSTA, ENSMA ou A. et M., bonnes connaissances en physique générale, mécanique, automatique.

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHES

Activité :
- développement d'outils pour travaux sur modèles mathématiques et traitement de données expérimentales ;
- solide formation en mathématiques appliquées et analyse numérique ;
- expérience en programmation Fortran.

Niveau :
- maîtrise et grande école.

Adresser dossier de candidature à :
I.M.F.L. - Service du Personnel
5, boulevard Painlevé - 59000 LILLE.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

recherche

POUR SON AGENCE DE LILLE

ATTACHÉ DE CLIENTÈLE

POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS DE HAUT NIVEAU

NOUS DEMANDONS :
- Formation générale : Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ;
- Goût prononcé pour l'aspect commercial des fonctions ;
- Connaissance des problèmes de gestion de fortunes, titres en particulier ;
- Expérience du poste souhaitée ;
- Connaissance du milieu régional appréciée.

Les responsabilités confiées pourront s'étoffer ultérieurement en fonction des qualités de la personne
Adr. candidature détaillée, ph. et prét. à n° 74.673 Contesse Publ. 20, av. Opéra, 75040 Paris Ced. 01 q.t

---

Telemecanique

10.800 personnes - 1,8 Milliard de F.
recherche pour la
DIRECTION DES PRODUITS

APPAREILLAGE DE DISTRIBUTION A DIJON (21)

INGENIEUR CHEF DE PROJET (MARKETING INDUSTRIEL)

APPROCHE ET MISE AU POINT DE NOUVEAUX PRODUITS POUR L'AVENIR : l'Entreprise accorde une importance particulière à ce projet que le C.P. gérera économiquement et sur le plan des délais en rendant compte de son avancement aux hiérarchiques.

REELLE OPPORTUNITE POUR
- INGENIEUR diplômé ELECTROMECANICIEN ouvert à l'Electronique.
- ayant ouverture économique par diplôme ou expérience (important)
- parlant ANGLAIS (indispensable)
- avec EXPERIENCE INDUSTRIELLE B.E. et Sce MARKETING de produits industriels.

DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4503 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

MATRA
ESPACE TOULOUSE

développe ses activités et recherche :

2 INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X — Centrale — Supelec — Télécom. . . .)

avec 2 à 5 ans d'expérience, orientée sur :
- l'étude et la conception de systèmes de transmission numérique et spatiale (TELECOM. et observation de la terre). Réf. A.
- le développement de simulateurs de véhicules spatiaux. Réf. B.

Anglais indispensable.

Adresser CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence NK 722

MATRA Monsieur le Chef du Personnel
rue des Cosmonautes
Z.I. du Palays
31400 TOULOUSE

PARFRANCE

Recherchons
pour Région Provence
DÉPANNEUR
en téléphone, confirmé.
Références exigées.
Ecr. à EROSUD n° 42609
18, rue de la République,
84000 AVIGNON

SIPLAST S.A.
STE INTERNATIONALE

recherche
POUR LE LABORATOIRE CENTRAL DE SON USINE DE MONDOUBLEAU (41)

UN (E) CHIMISTE

- D.U.T. ou B.T.S.
- Une première expérience de quelques années dans l'industrie pétro-chimique - polymères, serait appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SIPLAST S.A., M. Terrade,
12, rue Cabanis, 75014 Paris

Rech. pour région PROVENCE
DÉPANNEUR
en électronique av. B.T.S. ou D.U.T. électronique

Ecrire à EUROSUD n° 42610
18, rue de la République,
84000 AVIGNON

Conseils Juridiques du Nord rech. jeune conseil inscrit, ou stagiaire (2 ann. exp. min.), disp. déb. 81, possib associat. Ecr. n° 7.198 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Stè expertise-comptable recrute 1 assist. respons. de portefeuille D.E.C.S. ou niv. équiv. Expér. ind. Lieu de trav. Bourges Cher. Adresser C.V. détaillé et prét. Ecr. n° 7.200 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 750027 Paris-9e, qui transmettra.

IMPORT. SOCIETE NEGOCE Chauffage, ventilation, régulat., recherche POUR AGENCES : régions parisienne et lorraine

CHEFS D'AGENCE

Expérience technique et commerciale indispensable.
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétention au B.D.J.
Ecr. n° 7208 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

---

offres d'emploi

INGENIEUR EN ORGANISATION
(Centrale, HEC,...)

Nous sommes un Groupe International de services (25.000 personnes).
Pour notre siège, à Paris, nous cherchons un ingénieur, ayant une expérience confirmée dans les domaines de l'organisation, de l'informatique et de la gestion.
A moyen terme, le titulaire du poste sera orienté vers une branche opérationnelle de notre Société.
La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 10141 à :
EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, r. Volney 75002 PARIS.

MASONEILAN
Spécialiste Mondial des vannes de réglage
recherche

l'adjoint au responsable du département applications spéciales

Le candidat âgé de 30 ans environ pourra justifier :
- de quelques années d'expérience ;
- de solides connaissances en physique et d'une bonne pratique de la langue Anglaise.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions à
P. SMAGGHE
MASONEILAN
107, avenue Charles de Gaulle
92521 NEUILLY S/SEINE Cédex.

Valeo

Le nouveau nom de la Société Anonyme Française du Ferodo.

Recherche, dans le cadre de sa politique de développement, des Ingénieurs diplômés grandes écoles et à fort potentiel d'évolution.

INGENIEUR DEBUTANT

Ingénieur vous avez des connaissances en informatique ou en gestion. Nous vous proposons d'acquérir une bonne connaissance du fonctionnement de l'Entreprise en étant chargé pour différentes fonctions (gestion, personnel, commerce...) de projet d'organisation faisant appel à des solutions informatiques. Attaché à la Direction Informatique, vous recevrez une formation vous permettant de prendre en charge des projets complets, de la définition du cahier des charges avec les services utilisateurs, à la mise en place des systèmes. Poste à Paris (17ème)
Réf.37238/1

INGENIEURS
(3 à 5 ans d'expérience)

pour les responsabilités opérationnelles suivantes :

- **Etudes et Industrialisation**
Ingénieur généraliste, expérience méthodes, études ou essais. Sera chargé du développement technique d'un produit, de la conception jusqu'aux liaisons avec le service méthodes de fabrication grande série.
Poste à la Verrière (78) Réf.37238/2

- **Etudes Outillages**
Ingénieur mécanicien, connaissances en automatismes.
Responsable des études et réalisations d'outillages et de machines, en liaison avec le développement de nouvelles technologies de fabrication de radiateurs auto. Dirige un service de 45 personnes.
Poste à Nogent le Rotrou (28) Réf. 37238/3

- **Organisation**
Ingénieur généraliste, expérience industrielle en entreprise ou en cabinet. Pour des projets importants concernant nos divisions françaises et étrangères, il assurera l'analyse et le diagnostic des problèmes, la définition et la mise en place des structures et méthodes.
Poste à St-Ouen(93) Réf. 37238/4

Adresser CV, prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I & C
43, rue Bayen - 75017 Paris

PARFRANCE

Nous sommes une Société (2500 personnes) leader dans ses activités : - gestion et exploitation de chauffage - et recherchons pour notre Siège Social à Paris un

assistant juridique
(H ou F)

Directement rattaché au Chef de Service ASSURANCE il l'assistera dans la triple activité de production, gestion et études.

MISSION : • vérifier les Primes • répondre au courrier émanant des agences régionales • compléter les dossiers de SINISTRES et en assurer le suivi • tenir à jour la documentation et les statistiques.

VOUS ETES un jeune titulaire de la Capacité ou du DEUG de Droit. Vous avez - de préférence - une première expérience de l'assurance (en production IARD) ou souhaitez évoluer dans ce domaine au sein d'une grande entreprise.

Rémunération comprise entre 60.000 et 72.000 F annuels. Position Assimilé Cadre.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 10707-M à
CNPG
105 avenue Victor Hugo - 75116 Paris

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

offres d'emploi

Vous travaillez à la commission ?

Evidemment !

Chez nous au contraire la confiance règne : les ingénieurs commerciaux perçoivent une rémunération fixe.
Nous recherchons

4 ingénieurs commerciaux

marchés OEM - Scientifique - CAO/FAO

De formation ESE, ISEP, ESIEE, IDN..., ils ont 2 à 3 ans d'expérience de vente dans le domaine informatique, ils parlent anglais.

En entrant à Digital, ils ont pour objectif d'y faire évoluer rapidement leur carrière vers la gestion de grands comptes ou vers des responsabilités de management.

Ils savent en effet qu'à Digital, un responsable de comptes est un véritable ingénieur d'affaires : il est l'interlocuteur de son client, prévoit le plan informatique qui lui convient en fonction de sa stratégie de développement, et réalise ce plan en mettant toute l'équipe Digital au service de son client.

Il ne tient qu'à vous de travailler demain dans un tel environnement.
Adressez votre dossier de candidature à Chantal Millot
sous référence M 102-OEM, M 102-SCIENT ou M 102-CAO-FAO.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
18, rue Saarinen Silic 225 - 94528 RUNGIS cédex

digital

RECRUTER POUR UNE ENTREPRISE DE POINTE

Connue en France et à l'étranger pour son avance technologique dans un secteur en plein développement, notre entreprise est amenée à recruter en permanence à tous les niveaux de qualification.

L'équipe chargée de ces recrutements souhaite s'adjoindre un spécialiste capable de prendre en charge les demandes de personnel (analyse des fonctions, évolution des profils, mobilité, choix des moyens, ressources internes, recrutements extérieurs ...) d'une grande division opérationnelle de l'entreprise. Une formation en psychologie industrielle et 3 années minimum d'expérience en recrutement de différentes catégories de personnel (Ingénieurs - Techniciens - Cadres Financiers et Administratifs - ETAM, ...) sont nécessaires.

Les candidatures et les entretiens éventuels qui y feront suite seront entourés d'une totale discrétion.
Les dossiers sont à adresser, sous la référence 70154 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

(Indiquer sous double enveloppe les entreprises auxquelles ils ne doivent pas être transmis).

HAVAS CONTACT



Responsable Trésorerie
90 000 F/an

Société française négoce matériaux de construction (C.A. 500 millions de F), un des leaders en son domaine, crée en proche banlieue ouest Paris le poste RESPONSABLE TRESORERIE.
Rattaché au Directeur de la Comptabilité, il planifiera et gèrera la trésorerie, suivra la bonne exécution des opérations (encadrement d'une cellule de 2 personnes).
De formation BT, BTS comptable ou équivalent, âgé d'au moins 28 ans, ce cadre justifie d'une réelle expérience dans une fonction similaire, acquise de préférence au sein d'un établissement financier.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 80226 M à notre conseil.

EMPLOI centor
13 bis rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

directeur des ventes france

PRET-A-PORTER MASCULIN

Notre entreprise fabrique (nous avons deux usines et un effectif de 600 personnes) et commercialise du Prêt-à-Porter masculin haut de gamme dans le circuit traditionnel (chemisiers - habilleurs - boutiques - grands magasins).
Nous avons besoin d'un collaborateur capable d'animer et de contrôler notre force de vente (12 représentants exclusifs), de faire appliquer sur le terrain notre politique commerciale et de recueillir les informations susceptibles de nous aider à rendre le produit encore plus adéquat aux besoins du marché.
Nous avons décidé de recruter un homme de la profession, convaincus que cela nous fera gagner du temps. Nous aimerions qu'il soit jeune, qu'il ait un fort potentiel, car nous avons de grands projets de développement.
Nous lui demanderons une grande mobilité, 3 jours sur 5 sur la route.
Paris nous semble être le lieu de résidence le plus commode.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 54080 M à notre conseil - 61, Boulevard Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

l'esprit de réussite

Vous êtes ambitieux et vous cherchez à prouver votre efficacité parce que vous êtes capable de vous donner à fond dans un métier passionnant et qui offre de larges possibilités d'avenir.

Alors venez rejoindre le groupe français qui, dans le domaine de la grande distribution, occupe une position de leader.

Vous avez reçu une formation supérieure commerciale ou universitaire et vous savez que les qualités essentielles pour réussir sont : être enthousiaste et combatif, avoir le sens des relations humaines et être un gestionnaire consciencieux et méthodique.

Après une période de formation de 3 à 6 mois, vous prendrez la responsabilité totale d'un secteur d'activité d'un hypermarché. Le poste est à pourvoir en Seine et Marne. Vous serez entièrement autonome, tant au plan de la politique commerciale que de la gestion et de l'animation de votre unité.

Votre rémunération sera, bien sûr, liée à l'évolution de vos résultats.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 10972, à ADM, 164 rue de la Croix Nivert 75015 Paris.



Contrôleur de Gestion

pour PME bâtiment
5mn de la Porte d'Orléans **130.000 + ou –**

en collaboration étroite avec notre chef comptable et notre PDG, il aura pour mission d'assurer un contrôle permanent de l'exploitation de nos chantiers. Il assurera la coordination, la supervision de la comptabilité générale, la comptabilité analytique.

Le candidat devra faire preuve de dynamisme, de psychologie, et de capacité d'analyse des situations. La rigueur et la ténacité sont des qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.

Vous êtes disponible rapidement. Merci d'adresser votre CV. détaillé, photo et prétentions en précisant votre date de disponibilité sous réf. M 15. Discrétion absolue garantie.

37, Av. Anatole-France
94220 CHARENTON

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

SOFFOP



Chargé d'études marketing

Notre Société fabrique et vend des produits de second-œuvre du bâtiment. Sa progression est régulière et constante puisqu'elle a décuplé son C.A. en 10 ans et est ainsi leader sur le marché national.

Il est sûr que l'un des artisans de ces bonnes performances est le Service Plan/Marketing. C'est une équipe compétente d'ingénieurs, de chimistes, d'économistes à qui revient en particulier d'orienter les bons choix produits/marchés.

Le collaborateur qui viendra la rejoindre sera d'abord chargé d'une mission d'études des marchés du bâtiment et de leur environnement à court, moyen et long terme, en France et à l'étranger. Elle se prolongera par la mise au point de méthodes sur la préparation du Plan et de programmes d'action dans lesquels il pourra largement utiliser ses qualités relationnelles et sa mobilité d'esprit.

Nous souhaitons qu'il nous apporte une formation économique ou commerciale très fiable et demandons qu'il ait déjà réalisé des études de marketing ou de planification (en entreprise ou dans une société d'études). Nous apprécierions beaucoup qu'il ait acquis cette expérience dans les produits de grande consommation.

Le poste est pour nous d'importance. Son avenir compte-tenu de nos projets et de nos besoins en hommes de valeur est très ouvert.
Nous sommes installés en banlieue sud-est de Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous référence EM 1074 M pour que SEFOP, notre conseil, puisse l'étudier et préparer notre rencontre.

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



Groupe ELF AQUITAINE

recherche

un jeune ingénieur procédés

Grande Ecole - X - ECP - Mines - A.M. - IGC - ECL

Ayant nécessairement quelques années d'expérience des études procédé raffinage ou la formation complémentaire ENSPM.

Ses tâches concerneront des Etudes procédés diverses mais il sera particulièrement chargé en relation avec les raffineries et les ingénieries, du suivi des études d'économies d'énergie.

Une bonne connaissance de l'anglais et une aptitude aux responsabilités sont requises.

Lieu de travail : PARIS.

un responsable assistance procédés

pour sa branche raffinage
de formation Grande Ecole et ENSPM souhaitée

Possédant une bonne expérience industrielle des procédés catalytiques en raffinage (au minimum 3 à 4 ans).

Il aura particulièrement en charge :
- les négociations et la gestion des contrats de licence
- la gestion des catalyseurs (préparation des achats et reventes).
- une assistance technique à l'exploitation pour le suivi et l'amélioration des performances des unités catalytiques.

Ce poste implique une bonne pratique de l'anglais.

Basé à Paris le candidat aura à effectuer de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 75095,
Service recrutement ELF FRANCE
137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07.



THOMSON-CSF

ingénieur

GRANDE ECOLE - E.S.E., E.N.S.I.

Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience dans une équipe procédant aux évaluations et au choix de technologies pour systèmes électroniques futurs, il sera chargé d'orientation technologique dans le domaine des circuits intégrés VLSI pour traitement du signal (microprocesseur, processeur de signal etc...).

Ce poste convient à un jeune ingénieur souhaitant valoriser une solide formation de base par une expérience industrielle dans un secteur de pointe.

De larges possibilités d'évolution sont offertes. Anglais nécessaire - Bons contacts humains.

Envoyer C.V., photo au Service Recrutement
THOMSON-CSF, Domaine de Corbeville,
B.P. 10 - 91401 ORSAY.

Groupe de distribution produits alimentaires
3 Milliards de C.A.
recherche pour sa filiale de

PARIS (banlieue SUD)

en forte expansion

LE RESPONSABLE DE LA DISTRIBUTION PHYSIQUE

Ce poste conviendrait à un homme 30 ans minimum ayant une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou assimilé) et quelques années d'expérience du

COMMANDEMENT ET DE L'ANIMATION DES HOMMES.

Sous la responsabilité du Directeur de l'entreprise, il aura pour mission :
- la réception et le stockage des produits
- la préparation des commandes
- l'organisation des circuits de livraisons
- la gestion du parc de véhicules
- le suivi des coûts et de la productivité de ses Services
- le recrutement, la formation et l'animation de son équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à No78800 CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

هكذا من الأصل

DU PONT

Dans le cadre du développement de ses activités, recherche un :

Analyste de gestion

qui se verra confier d'importantes fonctions au sein de la Division Trésorerie.

Chargé de la préparation du budget et des prévisions financières, ses responsabilités s'étendront :
- A l'analyse des coûts de production.
- Au contrôle de l'application des contrats d'association de Du Pont (France) S.A. avec ses partenaires industriels en France et à l'Étranger.
- A l'évaluation économique et financière des projets d'investissement et aux recommandations nécessaires à la Direction.
- A la préparation de rapports économiques et financiers destinés à la Direction Générale.

Les candidats ont une formation universitaire comptable, financière ou économique. Un diplôme du 3e cycle ainsi que de bonnes connaissances en informatique seraient des atouts supplémentaires.
Ils doivent pouvoir justifier de 2 à 3 années d'expérience dans un domaine financier ou d'analyse de gestion.
La maîtrise de la langue anglaise et la capacité d'entretenir de bons contacts à haut niveau sont indispensables.

Les candidatures indiquant la rémunération actuelle sont à adresser sous réf. 368 à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., Service du Personnel
9, rue de Vienne - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

SCHLUMBERGER (PÉTROLE)

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes de haute technologie indispensables à la prospection et l'exploitation pétrolières dans le monde.
La croissance de nos activités et la large part de l'électronique dans ces «outils» nous conduisent à mettre en œuvre un important projet d'équipement informatique appliqué aux tests automatiques en production.
Nous souhaitons recruter, pour en assurer la responsabilité, un

ÉLECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

(A & M, SUPELEC, CENTRALE, + 1re EXPÉRIENCE EN INFORMATIQUE)

Chargé de concevoir le système dans son ensemble (ordinateur central + minis), il en définira le cahier des charges et les bases de données, et assurera la formation des utilisateurs. Son expérience système, acquise dans une grande entreprise industrielle (constructeur informatique, avionique...) lui permettra de devenir rapidement l'expert informatique du département. Les perspectives d'évolution ultérieures sont très ouvertes, compte tenu des projets d'équipement informatique de l'entreprise et du groupe.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. 8019 à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
Schlumberger
26, rue de la Cavée
92142 CLAMART.

HAVAS CONTACT

LE GROUPE TRIUMPH ADLER
c'est 50 000 ordinateurs installés dans 140 pays
c'est la filiale de VOLKSWAGEN (120 000 personnes)

LE DEPARTEMENT TRAITEMENT DE TEXTE « BITSY »

TRIUMPH ADLER FRANCE

dans le cadre de son expansion recrute immédiatement

DES PROFESSIONNELS DE LA VENTE

INGENIEURS COMMERCIAUX (statut cadre)

Pour ses agences parisiennes

Nous disposons de toute une gamme de matériels uniques sur le marché du traitement de texte allant du monoposte au multiposte.

Les professionnels retenus auront de préférence l'expérience de la vente de matériels de traitement de texte ou informatique.

Voiture personnelle indispensable.

La rémunération sera de l'ordre de **150 000 F et +**

Adresser votre C.V. (avec photo) à
M. Kléber PAULMIER Directeur de la Division Informatique
BP 210 - 3-7 Avenue Paul Doumer 92502 RUEIL MALMAISON CEDEX

WANG
FRANCE

Filiale commerciale (170 personnes) d'une société américaine fondée en 1951 d'envergure mondiale. Elle est devenue l'un des principaux constructeurs d'ordinateurs et de systèmes de bureau avec un taux de croissance annuel de 70% aussi bien du C.A. que du bénéfice net. Elle est actuellement aux États-Unis le leader dans le traitement de textes avec écran.

Sa progression rapide en France (60% par an pour le C.A. ; + 800 ordinateurs installés) l'amène à créer son ***Institut de Formation.*** *Elle recrute son*

DIRECTEUR

CENTRE DE FORMATION INFORMATIQUE

Relevant du Directeur International de la Formation, responsable de son budget, il élaborera la politique de l'institut et en assurera l'organisation et la gestion. Il recrutera et animera son groupe (un Responsable des programmes et des instructeurs) ; cette équipe sera chargée des cours destinés tant aux utilisateurs francophones de matériel qu'au Personnel de vente et technico-commercial de la Société. Il disposera du matériel et de l'expérience pédagogique considérable de la Société mère.

Pour ce poste, le(la) candidat(e), âgé(e) de 30 ans minimum, aura une expérience de vente ou de support à la vente de l'informatique ainsi que de la formation. La pratique écrite et parlée de l'anglais est nécessaire.

Des stages sont prévus aux États-Unis. Perspectives certaines d'évolution au sein du Groupe.

Veuillez écrire, en précisant votre salaire actuel, sous la référence 028 M, à notre conseil Richard BÉNATOUIL, ***GROUPE BBC,***
37, boulevard Sébastopol, 75001 Paris.
Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT

***Importante Société de Services en Informatique* installée en Banlieue Sud-Est de Paris, recherche un**

directeur d'exploitation

Le centre est équipé de deux ordinateurs IBM, de nombreux périphériques et d'un important réseau télé-traitement, système DOS/VSE, CICS ; l'ensemble fonctionne en 3 × 8 avec un effectif total de 90 personnes en moyenne (y compris la saisie).
Pour assumer cette direction, il faut avoir de solides connaissances techniques, une réelle expérience de la direction des hommes et le sens des relations humaines.
La préférence sera donnée aux candidats réunissant des qualités ● de bon sens ● d'intelligence du contact ● d'organisation matérielle du travail ● de précision dans la tenue du planning...
Situation stable et d'avenir. Rémunération en rapport.

Adresser C.V. *détaillé* à *Monsieur* DUMONT,
114, rue La Boétie, 75008 Paris. Discrétion totale garantie.

Compagnie Industrielle des Lasers
(Groupe C.G.E.)

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation PHYSICIEN ÉLECTRONICIEN ou OPTICIEN

Connaissance de l'anglais
Expérience 5 ans minimum

Cet ingénieur devra assurer la promotion dans l'industrie, les grands laboratoires et les facultés, des sources et des systèmes de laser, ainsi que les liaisons avec les clients et le suivi des affaires.

Ecrire avec C.V. et prétentions à CILAS, Route de Nozay, 91460 Marcoussis.

responsable gestion-finances 200 000 F +

LA DIRECTION SCIENTIFIQUE D'UNE GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE cherche son responsable gestion-finances. Sous l'autorité du secrétaire général, il a pour missions :
- d'établir les budgets et les plans des différentes entités juridiques de cette direction ;
- de définir les procédures *administratives et comptables (générale et analytique)* ;
- de produire des états de gestion réguliers et contrôler les mouvements de trésorerie ;
- de traiter sur le plan financier des contrats de sous-traitance.

C'est un homme de 35 ans minimum, HEC, ESCP + DECS, ayant acquis son expérience soit dans une entreprise moyenne, soit dans les services financiers d'une grande entreprise.
C'est un poste de premier plan pour un bon gestionnaire dont la carrière se déroulera au contact d'ingénieurs de haut niveau.
Lieu de travail : Paris Ouest.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre *conseil, sous la réf. 170 LM.*

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris 
membre de syntec

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications *variées recherche pour* le développement de ses activités en **FRANCE et à l'ÉTRANGER**

ingénieurs informaticiens

Formation grande école

2 à 5 ans d'expérience de développement de *logiciels dans les* domaines :
- Commutation de messages.
- Réseaux de transmissions de données.
- Applications temps-réel.
- Gestion transactionnelle.
- Base de données et *logiciel* de base.

Pour leur confier des responsabilités de conduite de projets informatiques pour lesquels ils auront à mettre en œuvre leur maîtrise des problèmes techniques, *humains et commerciaux.*

Envoyer C.V. *sous référence* 14.10 LM à SESA. Direction du Personnel 30, quai De Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

Emplois et Carrières

AGENT DE CHANGE
PARIS 9eme
Désire intégrer dans son équipe gestionnaire d'Actions

ASSISTANT GESTION débutant

LE PROFIL SOUHAITE :
- Formation SUP. de CO., ESSEC, Ecoles de gestion
- Motivation pour le secteur économie d'entreprise et boursier,
- parfaite aptitude à la rédaction, analyse et synthèse de rapports
- dispositions pour la négociation et une grande disponibilité,
- personnalité ambitieuse.

LE POSTE :
- Analyses financières,
- suivi institutionnel et boursier
- négociation en Bourse (actions)

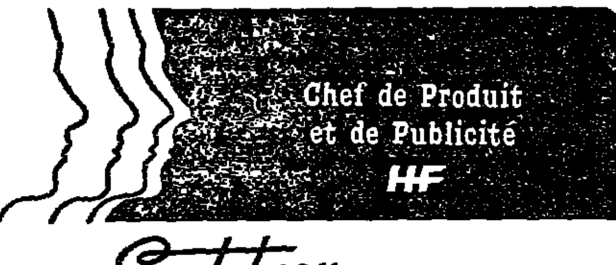
Ce poste exige un candidat à fort potentiel aimant le travail en équipe et désireux d'évoluer.
Anglais courant, libéré O.M., libre rapidement.

Une formation spécifique et concrète est assurée par l'Entreprise.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à

B. CEYROLLE CONSULTANT
12, rue J.P. Timbaud
94120 FONTENAY SOUS BOIS

Discrétion assurée.



Gestetner

recherche un jeune responsable pour développer une de ses lignes de produits reprographie et superviser la publicité et la promotion de la société.
Il est demandé :
- une formation supérieure,
- un bon niveau d'anglais,
- 30 ans environ,
- une expérience de 3 ans minimum de la publicité et des techniques de marketing (vente de produit),
- la connaissance de la reprographie et la pratique de la vente seraient des atouts.

Il est offert :
- l'intégration dans une société internationale dont la progression et la diversification sont importantes,
- de réelles possibilités au sein du groupe,
- un salaire motivant qui sera fonction de la valeur du candidat.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 01011 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département « Société de Service ».
Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

THOMSON-CSF SIMULATEURS

■ ingénieurs informaticiens aéronautique

DEBUTANTS OU AYANT 2 OU 3 ANNEES D'EXPERIENCE UN MONDE PASSIONNANT S'OUVRE A VOUS :

LA SIMULATION

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de **simulateurs**, implanté en **Région Parisienne** et ayant une filiale aux **Etats Unis**, offre de nombreux postes d'avenir disponibles immédiatement dans les domaines suivants :

- **réalisation de logiciels de base,**
- **analyse et programmation de systèmes temps réel,**
- **modélisation de véhicules terrestres, de sous-marins, d'avions civils et militaires, de centrales thermiques et nucléaires en vue de leur simulation.**

Connaissances MITRA 125, SEL 32 ou DEC appréciées.

POUR TOUS CES POSTES LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS EST NECESSAIRE. CONNAISSANCE DU RUSSE APPRECIEE.

Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.80.38-M à **Alain de BEJARRY**
THOMSON-CSF SIMULATEURS
Chaussée Jules César ZI des Beaux Soleils 95520 OSNY



Nous sommes chargés du recrutement

d'INGÉNIEURS TELE-INFORMATIQUE

diplômés de grandes écoles, par un important groupe de sociétés. Les candidats devront avoir 1 à 2 ans d'expérience, maîtriser un langage assembleur. Salaire et poste motivants. Ecrire avec C.V. PERSONNEL REGIE-PRESSE, 39, rue du Ranelagh, Paris-16e (avec prét. ou disponibilités). Tél. pour R.V. : 524-41-20.

CENTRE DE RECHERCHE

CNET

recrute UN

INGÉNIEUR

Ayant une formation TELECOMMUNICATION

Parlant parfaitement l'anglais et une autre langue étrangère, intéressé par tâches de documentation scientifique.

Ecrire avec C.V., au CNET - SDI
40, rue du Général-Leclerc,
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Urgent pour société de documentation technique CLAMART recherche

agent technique

EN ELECTRONIQUE pour rédaction de notices
Tél. au 644-63-22 poste 216.

---

directeur du personnel

Nous sommes un groupe français aux activités industrielles diversifiées. Nous cherchons pour nos établissements de l'Est de la France (industrie lourde, plusieurs milliers de salariés) notre directeur du personnel.

Membre du comité de direction, il est chargé d'élaborer, de proposer, et mettre en œuvre la politique sociale de l'entreprise, ce qui comprend notamment :
— la gestion du personnel (avec l'aide de l'informatique) ;
— les relations avec les représentants du personnel et des organisations syndicales ;
— les études ayant trait à la gestion du personnel et à la planification des ressources humaines.

Les services qu'il dirige comprennent une centaine de salariés.
Le directeur de talent que nous cherchons a au moins 40 ans, de préférence une formation d'ingénieur ; il est actuellement chef d'établissement industriel à effectif important ou homme du personnel confirmé. Son expérience a été acquise par exemple dans la métallurgie, la sidérurgie, les mines ou la chimie lourde.
La rémunération attrayante prévue est à la mesure des responsabilités importantes qui lui sont confiées.
Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3883 LM).

■

directeur de la production dans une SSCI parisienne

Vous reprenez en main un département de 140 personnes, exploitant des IBM 4341, dont le budget est de 30 MF.
Vous arrivez pour gérer, coordonner et organiser l'ensemble des ateliers de production et vous définissez, en liaison avec la DG, puis faites appliquer la politique touchant aux moyens : matériels et logiciels.
Vous êtes probablement ingénieur et avez amassé en dix ans un solide bagage technique dans un gros centre IBM mais rongez votre frein derrière le patron actuel. Alors si vous avez du battant...
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3829 LM) à « **Carrières de l'Informatique** ».

■

ingénieur, bientôt directeur général, Loire — 15 MF C.A./an

Nous avons créé et développé notre affaire qui a acquis une renommée internationale, tout en lui conservant une petite taille. Sa spécialité : la conception et la commercialisation de biens d'équipements industriels. Nous cherchons l'ingénieur qui est capable d'en prendre, à terme, la responsabilité complète de l'affaire. **Il est donc un homme d'études, et un commercial. Il peut, s'il le souhaite, prendre une participation dans le capital.**
Il parle nécessairement l'anglais.
Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 638 LM).

■

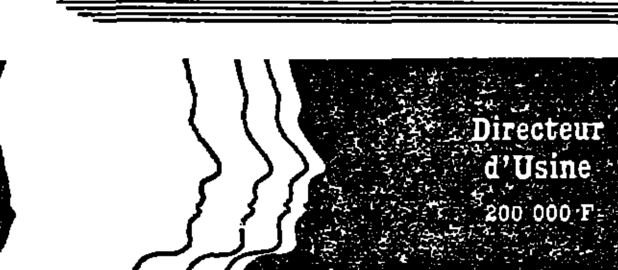
analyste, devenez notre pivot technique.

Nous sommes le service informatique (10 p.) en évolution d'une affaire installée au cœur de Paris et gérons le patrimoine immobilier d'un grand groupe-tertiaire. Vous êtes titulaire d'un DUT ou d'une maîtrise et avez acquis en 3 à 6 ans la pratique du COBOL et une solide expérience de l'analyse organique sur de gros minis travaillant en transactionnel et utilisant, si possible, des bases de données.
Notre consultant, Mlle A.M. PICTET, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3870 LM) à « **Carrières de l'Informatique** ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC



La filiale française de l'un des plus importants groupes pharmaceutiques mondiaux recherche un homme capable de gérer et de contrôler les activités de l'usine.
Ses responsabilités concerneront le budget d'exploitation et d'investissement, la coordination de la mise en fabrication, l'approvisionnement, le contrôle des standards qualité. Pour réussir, le candidat doit joindre à une formation supérieure (pharmacien ou ingénieur chimiste) une expérience de directeur de production dans les industries chimique, parachimique, ou alimentaire. **Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.**
Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1114 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE LOCATION MATERIEL TRAVAUX PUBLICS 30 KMS SUD PARIS

recherche

Adjoint de Direction Générale

25 ans minimum 80.000 F +

Il a une forte personnalité et de l'impact, une formation type E.S.C. et une expérience dans le secteur administratif ou commercial.
Il aura une grande diversité de problèmes à traiter.
Nous lui offrons de bonnes possibilités d'évolution.
Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé + photo sous référence 801/M à Marie-Louise MENDRAS 125 avenue Mozart 75016 PARIS

---

assistant chef de produit

HEC, ESSEC, ESCP ...

WILLIAM SAURIN vous propose une formation complète au marketing de produits grande consommation.

Après un an passé dans la force de vente en tant que chef de secteur, le candidat poursuivra sa carrière au sein de l'équipe marketing.

De larges possibilités d'évolution au sein du groupe **LESIEUR** dont **WILLIAM SAURIN** est filiale, existent pour un candidat à haut potentiel en France et à l'étranger.

Mobilité indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo à Lesieur Recrutement Cadres 122, av. du Général Leclerc - 92103 BOULOGNE-BILLANCOURT.

LESIEUR

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS recherche un

Ingénieur Economiste

(X, MINES, CENTRALE, ENSAE, ...)

Débutant ou quelques années d'expérience.
- Connaissance en statistiques et en informatique.
- Goût des contacts et sens de l'organisation.
- Libre rapidement.

Adresser curriculum vitae avec photo et prétentions sous référence 6746 à L.T.P. **31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

---



SFENA DSI

Constructeur français de mini-ordinateurs, spécialiste des systèmes d'informatique distribuée.

INGENIEUR ETUDES AVANCEES

Nous recherchons un ingénieur informaticien confirmé, possédant :
- de solides compétences en logiciel de télétraitement et logiciel de réseau,
- de bonnes connaissances dans la conception et l'architecture des mini-ordinateurs,
- une expérience réelle dans la réalisation des produits informatiques à base de mini-ordinateurs.

Il participera activement à la définition de notre stratégie produits, et saura proposer les orientations de développement de nos produits.

Ce poste, qui implique des contacts nombreux à l'intérieur et à l'extérieur de la société, s'adresse à un candidat de formation Grande Ecole d'Ingénieurs. Une connaissance du marketing des biens industriels sera appréciée.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 1051 à SFENA, B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

---

answare

Département Informatique Technique
THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son expansion

ingénieurs ou universitaires informaticiens diplômés

pour participer à des développements de projets en temps réels sur : **MINI-ORDINATEURS** ou **MICRO-PROCESSEURS**

Adressez sous référence DCA 088 votre C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité à
ANSWARE
135 rue de la Pompe - 75116 Paris.



Chef Comptable 140 000 F/an +

Société française de financement et de promotion immobilière (Paris 1er), nous gérons 900 MF d'en-cours.
Notre Directeur Administratif et Financier recherche un **Chef Comptable.**
Il animera un service comportant actuellement une vingtaine de personnes. Il aura un rôle moteur dans l'informatisation de tous les travaux comptables de la Société.
De niveau expertise comptable, il a une expérience de 5 à 10 ans, des compétences de base en informatique et une personnalité fortement motivée par la mise en place de nouveaux systèmes de gestion.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 80225 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor
13 bis rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53.

---

ingénieur débutant

ETP — AM ou équivalent

Société d'importance nationale recherche un **INGÉNIEUR** débutant, diplômé EPT, AM ou équivalent. Il sera l'adjoint d'un responsable de groupe opérationnel, chargé de la réalisation d'importantes opérations immobilières. Il devra veiller à la conformité des logements, au programme et aux prestations prévues et sera l'interlocuteur privilégié des acquéreurs.

Possibilité d'évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 9591 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

BANQUE DE DEPOT
(effectif 100 personnes)
PARIS 8ème
recherche

EXPLOITANT Responsable de Guichet

GRADE IV OU V

SA FONCTION :
— animation commerciale et gestion de guichets implantés à Paris.

SON PROFIL :
— sens commercial développé
— connaissance clientèle de particuliers.

Envoyer C.V. manuscrit + photo sous No 74829 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

IMPORTANTE
SOCIETE ELECTRONIQUE
leader dans sa branche
recherche

INGENIEUR ARTS & METIERS ou équivalent

Il aura la responsabilité d'un projet technique pour un système de fabrication automatique de support de circuits électroniques.

Il sera chargé de l'animation d'une petite équipe de mécaniciens et d'électroniciens participant au développement et à l'amélioration de ce système, en fonction d'essais divers et systématiques.

Cette fonction conviendrait à un candidat imaginatif ayant par ailleurs des qualités d'organisation et de rigueur.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. G/EQ 74.378 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



NOVELERG - GROUPE CGE
recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

ayant environ 35 ans, une expérience professionnelle dans les secteurs de la thermique et du bâtiment et une bonne connaissance du milieu (entrepreneurs, architectes, maîtres d'ouvrage).

Le candidat devra être familiarisé avec les techniques relatives aux économies d'énergie et aux énergies nouvelles et être apte à diriger et à développer un bureau d'étude spécialisé dans les techniques nouvelles d'utilisation de l'énergie.

Ces fonctions impliquent de nombreux contacts, avec l'ensemble des filiales du groupe intéressées à ce domaine.

La pratique de l'anglais est exigée et des connaissances en informatique sont souhaitées.

Le poste proposé, situé à PARIS, offre de larges perspectives d'avenir dans un groupe important.

Écrire : NOVELERG, 12, rue de la Baume - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

CANAL
Multinationale-industries manufacturières à la Défense nous a confié le recrutement

UN ANALYSTE
COBOL-OS
pour prendre responsabilités chaine paie
Téléphone pour rendez-vous : 292-06-77 poste 4.

AU SERVICE DE LA PROFESSION
Hme, fme, 35 ans, min. pour entretenir et élargir relations avec entreprises.
- Aptitude à la négociation indispensable.
- *Voiture nécessaire.*

Adr. C.V. manuscr. et photo en indiquant prétent. poste à pourvoir rapidement. Ecrire 22, rue de Varenne, 75006 Paris.
Tél. : 222-13-60.

Publication professionnelle en région parisienne

ENQUÊTEUR (TRICE)
connaissance gde distribution, sachant rédiger, disposant voiture.
Adress. lettre manuscrite et C.V. à M Leblanc, 14, rue Chaptal, 92309 LEVALLOIS.

CHEF DE PRODUIT 130.000/150.000 f/an

C'EST AU MARCHE DE L'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE ET INFORMATIQUE QUE VOUS VOUS ADRESSEREZ.

Nous sommes une moyenne entreprise fournisseur de l'industrie électronique en pièces de connexions depuis de nombreuses années.

Nous avons développé et mis au point un produit de la connectique dans un segment en forte croissance.

En accord avec notre stratégie marketing, nous recrutons maintenant l'homme capable de mener à bien son lancement et sa commercialisation.

Vous aurez à établir le contact avec les décideurs, Bureau d'Etudes, Services d'Homologation, Services Méthodes et bien sûr Services Achats des grosses entreprises du secteur précité et à mettre en place un réseau de distributeurs sur l'ensemble du territoire.

Cette implantation servira de base pour l'élaboration d'une stratégie à l'exportation que vous définirez et mettrez en oeuvre.

Pour réussir dans ce poste, il faut être un INGENIEUR DE FORMATION, *âgé de 30 ans minimum et ayant 4 à 5 années d'expérience du développement* et de la vente dans le marché de la connectique.

L'ANGLAIS LU ET ECRIT EST UNE CONDITION NECESSAIRE.

Adresser Curriculum-Vitae et photo sous référence 6601 à :
PIERRE MULOT PUBLICITE
69, Rue de Provence — 75009 PARIS, qui transmettra.
Réponse et discrétion totale assurées.



SFENA DSI

Constructeur français de mini-ordinateurs,
spécialiste des systèmes d'informatique distribuée.

INGENIEURS DEBUTANTS LOGICIEL TELETRAITEMENT

Nous recherchons des ingénieurs débutants, de formation informaticiens, pour travailler dans le domaine des logiciels de réseau.

Ils seront chargés de l'étude de nouveaux produits et de l'amélioration de produits existants.

Esprit créatif et méthodique.
Anglais indispensable.
Formation complémentaire assurée au sein d'une équipe de très haut niveau.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. I 050 à SFENA, B.P. 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

BANQUE QUARTIER MONTPARNASSE
filiale d'un important établissement financier
recherche

1 INSPECTEUR DE BANQUE

(CLASSE VI)

Ce cadre aura à réaliser des missions de contrôle et/ou d'assistance dans les services du siège et en province.

Formation supérieure
2 ans minimum d'expérience dans cette fonction.

Adresser CV photo, salaire actuel et prétentions sous référence No 74882 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

1.000 maisons par an : un des premiers constructeurs de villages de maisons *individuelles, à vocation nationale, en forte expansion recherche :*

RESPONSABLE DE PROGRAMME

Bouches du Rhône - Ile de France - Rhône - Haute Savoie
Loire Atlantique - *Indre et Loire - Normandie - Vaucluse*

Implanté localement, vous serez responsable de la gestion d'un programme de 50 à 100 maisons individuelles, dans tous les domaines : stratégie générale, marketing, commercial, financier, technique.

En collaboration avec le directeur de programmes dont vous dépendrez, vous participerez pleinement à notre ambition de construire de meilleures maisons.

Agé d'une trentaine d'années, vous serez diplômé de l'enseignement supérieur : ingénieur ou de formation commerciale ; vous aurez le goût de l'action concrète, un esprit d'entreprise et de décision, une réelle capacité d'anticipation et de généralisation et serez doté d'une forte énergie créatrice.

Suivant votre expérience et votre *formation*, votre rémunération *fixe* pour l'année 1981 se situera aux environs de 130.000 F annuels auxquels s'ajoutera un *intéressement dans le temps pour un total de l'ordre de 170.000 F.*

Perspective de carrière : directeur de programmes assurant l'encadrement de plusieurs responsables de programme.

Envoyer CV et photo à Mme J. Pignot, responsable des relations humaines Les Nouveaux Constructeurs - Tour Montparnasse - BP 187 - 75755 Paris cédex 15.

CHEF DES VENTES RÉGIONAL

PARIS-R.P. 140.000 F/An +

Nous sommes un des grands de l'industrie laitière en France.

Afin de rendre encore plus efficace notre distribution, nous recherchons un collaborateur qui « managera » notre structure parisienne en :

- préparant et définissant avec la Direction Commercial les objectifs et les moyens à mettre en œuvre
- encadrant, animant et perfectionnant son équipe commerciale (7 personnes) et en préparant son extension
- ayant une action directe auprès des centrales et en participant activement à notre politique de référencement

Ce cadre, très opérationnel, doit avoir une très bonne connaissance de la distribution moderne dans le milieu alimentaire si possible dans les produits frais et une première expérience de l'encadrement.

Un bon niveau de formation facilitera son évolution au sein de notre société. Enfin, une voiture de fonctions sera mise à sa disposition.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) S. Réf. 2310 F.
39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS



CONTROLE BAILEY

Premier fabricant français de systèmes de contrôle et régulation industriels
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL (Réf. 102)

Pour développer une action soutenue auprès des *sociétés et des grands engineerings français et* étrangers présents en France dans le domaine de la chimie et du pétrole.
Une expérience de trois à cinq ans dans un poste équivalent est souhaitable.
Bonne connaissance de la langue anglaise nécessaire.

RESPONSABLE COMMERCIAL OPÉRATIONNEL POUR LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE (Réf. 104)

Ce cadre, âgé d'au moins 30 ans, devra justifier d'une expérience de vente en systèmes de contrôle automatique dans l'industrie et sera apte à prospecter et à négocier en anglais, espagnol, portugais.

Le poste, basé au siège de la Société, implique de nombreux déplacements dans tous les pays d'Amérique latine.

Adresser curriculum vitae et prétentions en indiquant la référence au Service du Personnel, 5, avenue *Newton*, Z.I. - 92142 CLAMART.

Groupe important (1 500 personnes)
branche transports (PUTEAUX)
recherche

ATTACHE DIRECTION FINANCIERE

Age minimum 30 ans. Formation supérieure (Grande Ecole de Commerce *ou de Gestion + DECS), justifiant d'une expérience acquise, de préférence,* en Cabinet d'Expertise ou d'Audit.
Il sera chargé notamment de :
- l'adaptation et de l'harmonisation des procédures administratives et comptables,
- *missions de contrôle* comptable dans les unités du groupe,
- la conception éventuelle de supports d'informations et de méthodes nouvelles de saisies de ces informations.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer C.V. manuscrit + photo et prétentions s/réf. 880 à
CAMPBELL B.P. 57 - 75824 Paris cédex 17

Marketing industriel: L'Europe via l'Alsace.

Un groupe chimique multinational : GRACE. Une filiale française, à la technologie avancée : ROLLIN. 100 millions de CA, 70% de la production exportée, très forte rentabilité. Des méthodes de travail «à l'américaine» mais des proportions «humaines» (300 personnes). Une jeune équipe de direction, des ambitions internationales.

Implanté entre Mulhouse et Colmar, ROLLIN manufacture des accessoires de caoutchouc hautement spécifiques, indispensables au fonctionnement de *machines destinées aux textile (monopole mondial), arts graphiques, garnissage* industriel.

Trois grands axes de marchés, trois responsables.
Aujourd'hui, le Président Directeur Général cherche la tête du département «Garnissage Industriel».
Stratégie marketing, politique commerciale, animation des ventes. *Tel* est le rôle de ce Product Manager. Un double objectif : le développement des marchés existants (industries papetières en particulier) ; l'identification de nouveaux *créneaux* du secteur industriel. Cela au niveau français et *surtout* européen.

Une tête de file donc. Et pour le département le plus récemment créé, le plus porteur de promesses. Un homme jeune, responsable d'une équipe d'ingénieurs *«TOP LEVEL».*

Beau challenge pour un ingénieur passionné de marketing (AM, Centrale,... + INSEAD, ISA,...) ou un marketing-man ingénieux (Grande Ecole Commerciale + quelques années en industrie).
L'un ou l'autre travaillant couramment en anglais et en allemand.

Si vous vous sentez le goût de vivre en Alsace, avec un haut salaire, adressez votre *candidature sous référence 574 M à notre* Conseil Carole de Chilly -



9 bis Route de Champagne - 69130 ECULLY.

Membre de SYNTEC

raog carrières

Important groupe électronique professionnelle
recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés grande école exclusivement
(E.N.S.T. - E.S.E. - E.N.S.I.)

Débutants ou ayant quelques années expérience pour étude et dévelopement matériel électronique de haute technicité associant circuits transistorisés et dispositifs hyperfréquence.

Adr. C.V., photo (retournée), n° 75.158, CONTESSE Publicité, 30, av. Opéra, Paris (1er), qui transm.

---

marketing et commercial

DUN et BRADSTREET-France recherche pour sa division «Services *Marketing» un responsable commercial d'études marketing.*

Il assurera la réalisation et le suivi des contrats en liaison avec les sociétés du groupe, développera les services Marketing auprès de la clientèle existante et sur le secteur dont il sera responsable.

Ce poste, qui nécessite des qualités commerciales réelles afin de communiquer à *haut niveau*, conviendrait à un candidat jeune, d'environ 30 ans, parlant bien l'anglais et ayant si possible une expérience de 2 à 3 ans dans l'un des domaines *suivants* : études de marchés, services informatiques, services aux entreprises.

Poste évolutif au sein du groupe.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. et photo à l'attention de *Catherine HUGUET, DUN &* BRADSTREET France, *Le Palatino*, 17 avenue de Choisy, 75643 Paris *Cédex 13.*

une Société du groupe
The Dun & Bradstreet Corporation
(C.A. 79 $ 952.000.000)

média-system

Etude, Réalisation Projets Edition

Rattachés à de puissants groupes d'édition américains, nous éditons et commercialisons depuis de nombreuses années en France un *produit de* forte notoriété, régulièrement en progression sur son marché.
Nous avons des objectifs précis de développement. Pour nous aider à les atteindre, notre P.D.G. *souhaite confier à un* **E.S.C. ou équivalent** l'étude et la réalisation de nouveaux projets Edition, Publicité.
Ce poste évolutif intéresse un homme réalisateur ayant déjà acquis une première *expérience de la publicité*, y compris la fabrication. Des connaissances informatiques représenteraient un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 80403 NO/MA à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLOI centor
13 bis rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53.

IMPORTANTE INSTITUTION DE RETRAITE ET PRÉVOYANCE
recherche

3 DIRECTEURS (TRICES)

POUR RÉSIDENCES - ÉTABLISSEMENTS DE SOINS POUR PERSONNES AGÉES

2 POSTES A POURVOIR EN REGION PARISIENNE
1 POSTE A POURVOIR DANS LE LOIR-ET-CHER

CONDITIONS EXIGEES :
- Expérience confirmée dans poste similaire.
- *Bonne présentation et formation.*
- Contacts humains.
- Préférence accordée aux couples.

AVANTAGES :
LOGEMENT ASSURE.

Envoyer C.V., photo et prétentions
SOUS N° REFERENCE 3450 à
MULTIS. 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS q. tr.

---

intel

La filiale française du n° 1 mondial sur le marché des microprocesseurs des *cartes micro* ordinateurs et des mémoires à semi-conducteurs, recherche son

chef comptable

Sous l'autorité du Contrôleur financier, il animera une équipe de 3 personnes et sera responsable de l'ensemble de la comptabilité.

Nous souhaitons :
- une solide formation comptable, type DECS,
- une expérience de plusieurs années de la comptabilité anglo-saxonne et des systèmes informatiques,
- une parfaite connaissance de l'anglais,
- une aptitude à évoluer rapidement.

Envoyer CV, photo, rémunération actuelle à la Direction du Personnel INTEL CORPORATION S.A.R.L., 5 place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex.

média-system

HOMME D'ENTREPRISE ET FORMATEUR

Notre client est une société qui connait un essor important au niveau international. Spécialisée depuis 16 ans dans la formation de cadres et désormais implantée dans plusieurs pays, ses structures se développent. Pour compléter son équipe de professionnels (leurs performances sont connues), la Direction nous a chargés d'identifier des cadres de haut niveau, ambitieux et expérimentés qui se verront confier la responsabilité de Directeurs de Programmes. Il faut avoir à son actif une expérience pratique et réussie de la vente et du management et être motivé par la formation de cadres responsables dont vous serez les interlocuteurs. Nous souhaitons rencontrer des candidats de 30 ans minimum, ouverts au changement.

Une formation approfondie est prévue. Vous serez ensuite chargés de la direction et du développement des affaires conclues en France et aurez à animer des séminaires intensifs destinés à des sociétés dont les critères de choix sont très élevés.

Victor ERNOULT du cabinet INFRAPLAN traitera avec la plus totale discrétion chaque candidature. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. VE 13.

INFRAPLAN 83, Boulevard Raspail 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Plain Champs

Un important groupe français recherche pour son siège NEUILLY

un CHEF DE MARCHÉS EXPORT

Sous la responsabilité du Directeur Développement International, il participe à la conception des politiques et des moyens nécessaires au développement du marché.

Il est chargé d'étudier les marchés, de définir les stratégies, de mettre en place les structures de vente à l'étranger.

Il est responsable de l'animation et du suivi des distributeurs.

Ce poste convient à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Nombreux déplacements hors Europe.

Le candidat retenu doit justifier d'une expérience réussie dans le négoce international.

Env. cand., C.V., photo et rém. souh. nº 74483 CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

INGENIEUR

ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT

GROUPE D'IMPORTANCE NATIONALE (TRANSPORT EN COMMUN) recherche pour Région parisienne Sud INGENIEUR 35 ans environ, qui prendra en charge après quelques mois, la Direction d'une unité opérationnelle d'exploitation décentralisée constituée de 80 véhicules et 160 personnes. Le poste exige le sens de l'animation des hommes, de l'organisation et le goût du contact commercial..

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à CAMPBELL - référence 860 - B.P. 57 - 75824 PARIS CEDEX 17

La Filiale d'un Groupe International mondialement connu, un C.A. multiplié par 3 en 2 ans, des machines destinées aux industries de l'impression (photogravure) une technologie de pointe très sophistiquée. Notre clientèle s'agrandit encore, nous recherchons donc des

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ils interviendront chez nos clients dans la mise en service et la maintenance de leurs installations.

Formés à nos techniques, ils devront toutefois avoir de solides compétences en :

- ELECTRONIQUE DIGITALE,
- ELECTRONIQUE ANALOGIQUE,
- MECANIQUE (si possible OPTIQUE).

De bonnes notions d'Informatique seraient appréciées.

Nos Ingénieurs voyagent en France, et parfois à l'Etranger 50 % de leur temps.

Une voiture leur est fournie.

La connaissance de la langue ANGLAISE est nécessaire.

Nous vous demandons d'adresser C.V. et prétentions sous référence DLR/02 à :

COGEPLAN SELECTION
Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 PARIS,
à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COGEPLAN

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après STAGE d'atteindre en quelques mois

UN SALAIRE DE 5.000 à 7.000 F MENSUELS

Nous leur offrons :
- Une formation complète ;
- Une activité prenante ;
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. avec C.V. et photo nº 450 PUBLICITES REUNIES 122, boulevard Voltaire, Paris.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
- SOIT de bonnes études,
- SOIT la preuve de leur personnalité.

Etre présent dans 30 pays

C'est le résumé de la vocation internationale d'ALFA LAVAL.

Nous importons et exportons dans le monde entier. Une partie importante de notre expansion repose sur les échanges internationaux et nous recherchons pour lui confier la responsabilité de notre "service douane" un

déclarant en douane

Animant son équipe, il sera un professionnel expérimenté du commerce extérieur et des transports internationaux (import-export).

Il animera une équipe déjà rodée. Ses qualités personnelles seront plus déterminantes que les diplômes. La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Michel SALINA recevra avec intérêt votre candidature sous réf. 440.

ALFA-LAVAL INDUSTRIE
B.P. 56
78340 LES-CLAYES-SOUS-BOIS

T.R.T. TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour la commercialisation de systèmes intégrés de télécommunication marine.

Bonne formation en radiocommunications.

Disponible pour des déplacements fréquents en France et à l'étranger et la coordination des travaux d'ingénierie.

Anglais et expérience similaire indispensables.

Poste basé PARIS Sud.

Adresser curriculum vitae à T.R.T.
5, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Groupe international recherche pour son activité de conseil et de conception de systèmes :

JEUNES DIPLOMES MBA

ou équivalent

ayant acquis au moins 3 ans d'expérience en gestion au sein d'entreprises soit en comptabilité et finances, soit en informatique.

Anglais parlé et écrit nécessaire.

Ces postes à pourvoir comprennent des déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous réf. 10205-M à
CLA RECRUTEMENT
44, rue La Boétie - 75008 Paris.

BANQUE PRIVÉE

Paris

recherche pour son service juridique

UN JURISTE DE BANQUE

Le candidat retenu :
- sera titulaire au minimum : d'une maîtrise en Droit des affaires ;
- possédera plusieurs années d'expérience professionnelle ;
- la connaissance de l'anglais est souhaitée.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions

sous nº 74 696 à :
CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cédex 01, qui transmettra.

JEUNE CADRE EXPORTATION

PARIS 120.000 +

ANGLAIS + ALLEMAND

Filiale d'un important Groupe français, cette société fait plus du tiers de son C.A. (600 MF en 1980) à l'exportation. Elle recherche un jeune professionnel, de formation Ingénieur ou SUP. de CO., trilingue, dont l'expérience actuelle concerne de préférence les biens d'équipement, pour lui confier au départ la majeure partie du secteur Europe.

Adressez votre dossier sous nº 566 LM
GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes, 75017 PARIS.

Emplois et Carrières

IMPORTANTE SOCIETE DE TRANSPORT DE DENREES

recherche

JEUNES AGENTS COMMERCIAUX

- NIVEAU BAC MINIMUM.
- HOMMES DE TERRAIN ACCROCHEURS.
- SENS DU CONTACT POUR SUIVI PROSPECTION DE CLIENTELE.
- Déplacements fréquents.
- Formation aux techniques particulières d'exploitation assurée.
- POSSIBILITE D'EVOLUTION.

Adr. lettre man., C.V., photo et prétentions, à :

INTERCONSULTANTS ou RECRUTEMENT
70, rue Amelot - 75011 PARIS.

GROUPEMENT D'ASSURANCE CONSTRUCTION

(situé à Paris)
recherche
pour son département Sinistres

GESTIONNAIRES H/F

titulaires d'une maîtrise (en droit privé, option droit des assurances ou droit de la construction appréciée).

Après formation, ils seront chargés au sein d'une équipe, et à partir de l'étude des premiers rapports d'experts du règlement des dossiers de sinistres, tant amiables que contentieux.

Avantages sociaux.

Env. lettre manuscrite, CV, prét. à nº 10187
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

TECHNICIEN HAUT NIVEAU EN CONTROLE QUALITÉ

- **FORMATION** : Ingénieur en électrotechnique.
- **CONNAISSANCES PRATIQUES ET THÉORIQUES** :
  - mathématicien et statisticien ;
  - systèmes de contrôle de qualité ;
  - standards et critères de qualité et catalogue de défauts ;
  - procédés et processus de contrôle ;
  - recommandations de contrôle ;
  - vérifications des moyens de contrôle et de mesures, d'outils ;
  - statistiques industrielles ;
  - expérience informatique ;
  - programmation de production ;
  - expérience de plusieurs années dans l'industrie de fabrication en grandes séries.
- **TACHES** :
  - appréciation qualitative sur les nouveaux produits avant production ;
  - analyse de la qualité des études et leur fiabilité ;
  - détermination des standards, des procédures et nécessités de contrôle ;
  - détermination des appareils de mesures ;
  - détermination d'un catalogue de défauts ;
  - tests longue durée ;
  - homologation de pièces et de matières ;
  - saisie informatique, analyse et mise en place de correctifs ;
  - gestion des moyens de contrôle.

Adresser curriculum vitae, photo et prét., à :
PERCEVAL (réf. M 28)
16, rue d'Athènes, 75009 PARIS, qui transmettra.

CADRE

MINIMUM 30 ANS, DE FORMATION SUPERIEURE

Capable de diriger et d'animer un service de trente personnes (employés et encadrement)

et d'assurer la liaison avec un important service informatique.

Ce poste est susceptible de développements intéressants. Le salaire sera fonction de l'expérience et de la réussite.

Ecrire lettre + C.V., photo et prétentions sous réf. 6421 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

---

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.

Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux ***« nouveaux vendeurs »****. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le* ***« niveau Monde »****. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).*

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?

FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

Géoservices Hydrologie

SOCIETE D'INGENIERIE EN GEOTHERMIE

recherche pour ses chantiers FRANCE et ETRANGER

TECHNICIENS - GÉOLOGUES

pour contrôles géologique et technique et intendance de forages.

Conviendrait à Techniciens Sciences de la Terre niveau DEUG ou technicien géologue de l'Ecole de Nancy.

Formation complémentaire assurée.

Adresser candidatures avec curriculum vitae, références et prétentions au Service du Personnel, GEOSERVICES HYDROLOGIE, 87, rue Taitbout, 75009 Paris.

Très grande société internationale de produits cosmétiques

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

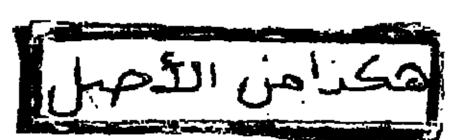
ou

PHARMACIEN (NE)

dynamique, énergique, capable de s'intégrer dans un groupe, ayant une très bonne expérience des émulsions cosmétiques ainsi qu'une connaissance approfondie des matières premières.

Il ou elle devra être capable de seconder efficacement le chef du service et avoir une bonne mémoire, une grande ouverture d'esprit pour s'adapter et assurer l'étude de produits divers, biochimique, bibliographique, etc.

Envoyer curriculum vitae sous référence 022777 M Régie-Presse, 85, rue Réaumur - 75002 PARIS.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

SOCIETE DE SERVICE PETROLIER
en forte expansion recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum, diplômé ESCAE ou équivalent, réelle expérience comptable et fiscale, bonne *connaissance de l'Anglais.*

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé :
— De la supervision, de l'amélioration et de l'évolution de la *comptabilité et des procédures* fiscales et sociales.
— Du contrôle de gestion générale : contrôle budgétaire, investissements, etc.
— De l'organisation administrative et du suivi de la gestion des filiales.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
PETROCONSULT 41, rue YBRY 92522 NEUILLY

Le CESMAP recherche pour
le Service informatique d'un de ses clients :

● **INGÉNIEUR SYSTÈME (Référence IS)**
— Responsable des études système et de la gestion d'un réseau.
— Profil :
— Grande école ou universitaire (3e cycle).
— 5 ans d'expérience sur système HB 66 sous GCOS 3 et gestion de réseau.

● **PROGRAMMEUR SYSTÈME (Référ. PS)**
— Sous la responsabilité du responsable système il sera chargé du développement et de la mise en place technique des outils logiciels.
— Profil :
— Grande école ou universitaire (2e cycle).
— 1 à 2 ans d'expérience souhaitée sur HB 66.
— Débutant possible.
— Anglais lu.

Envoyer C.V. avec prétentions à :
CESMAP, 67, av. Lénine, 94112 ARCUEIL Cedex

LES ARTISTES ASSOCIÉS
recherchent
CAISSIER-COMPTABLE (H. ou F.)

pour tenue des livres (Banque - Caisse) sur comptabilité informatique. Notions anglais. Expérience 10 ans dans ce poste. Libre début novembre.

Adr. curriculum vitae et prétentions, à Artistes Associés, 25-27, rue d'Astorg - 75008 PARIS.

Société recherche Adjoint au *Chef Comptable,* bnes connaiss. professionnelles, lieu de travail : Entrepôt de BERCY (12e). Ecr. s/no 7.209 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OMERA
RECHERCHE POUR ARGENTEUIL
GESTIONNAIRE COMMERCIAL

LE CANDIDAT DEVRA :
— Avoir le niveau B.T.S. de GESTION et s'occupera du *suivi des rechanges et préparations* de matériels électroniques (RADARS ou PHOTO).

Connaissance anglais souhaitée

Envoyer C.V. et prétentions, à **OMERA** 49, rue Ferdinand-BERTHOUD, 95100 ARGENTEUIL

EUROP FACILITIES
RENFORCE SES EQUIPES
IBM - CII H.B.
sur divers projets de gestion en BATCH et TEMPS REELS.

INGÉNIEURS SYSTÈME-ANALYST. ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Adresser C.V. et prétentions à Direction *du Personnel, 30, rue* du Château - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - Tél. : 747-72-17.

KAPT
embauche
A.T. ELECTRONICIENS avec B.T.S. ou D.U.T.
ELECTROMECANICIENS avec B.T.S. ou D.U.T.
PREPARATEURS en mécaniq. avec B.T.S.
Se présenter tous les jours : 51, rue Germain-Dufresne, 94400 VITRY-SUR-SEINE
TEL. 680-11-13
19, rue du Docteur-Goujon, 75012 PARIS (Me Daumesnil)
TEL. 343-96-66

SOCIÉTÉ COMMERCIALE *PARIS-16e* recherche
JEUNES DIPLOMÉS

B.T.S. distribution, D.U.T. technique commercialisation ou équivalent.

Anglais indipensable. *Formation acheteur assurée.* Evolution de carrière intéressante.

Adr. C.V. et prét. à no 75.236 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE *92140 CLAMART recherche*
ATTACHÉ DE DIRECTION
BILINGUE ALLEMAND

pour gestion administrative. Qualités requises : polyvalence, initiative, esprit d'équipe.
Ecr. av. C.V., sous réf. 1.061 à *PUBLIPANEL* 20, rue Richer, 75441 PARIS *cedex 09,* qui transmettra.

SOCIETE d'INGENIERIE
Région Parisienne recherche
UN TECHNICIEN
(I.U.T.)

Mécanique, 2 ans d'expérience (*mécanique automobile souhaitée*). Intéressé par la formation. Participera à la réalisation pour apprendre la responsabilité des moyens audiovisuels et participera au développement des méthodes de formation audiovisuelle.

Env. C.V. et photo s/no 75.264 Contesse Publicité, 20, *avenue de l'Opéra,* 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Filiale Française, important groupe américain, matériel équipement pétrolier, recherche : INGENIEUR d'étude diplômé, *conviendrait à débutant* intéressé par analyse informatisée des structures. Lieu de travail 60 km Sud Paris. Libre rapidement. *Connaissances Anglais* scolaire indispensables.
Env. C.V. et prétentions à : S.M.P. no 10.019, B.P. 34, 77302 Fontainebleau Cedex.

ETUDE ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE
(Mo St-Philippe-du-Roule)
recherche
COLLABORATEUR (TRICE)

Solide formation juridique (lic. en droit). Min. 25 ans. Sens des responsabilités, esprit minutieux, organisat. rigoureuse, très disponible. Secondé (e) par une sténodactylo. Poste évolutif (1er Clerc puis Princip.) Position cadre après 2 ans.

SALAIRE : 6.000 F X 13.

Env. C.V. + lettre + photo au *cabinet :* RAYNAUD CONSEIL, 33, rue Erlanger, 75016 PARIS chargé du recrutement.

GROUPE MULTINATIONAL AMÉRICAIN DE PUBLICITÉ
recherche
pour son bureau de Paris une
COMPTABLE SECRÉTAIRE
Pour :
— Comptabilité fournisseurs.
— Suivi de notes de frais.
— Tenue de caisse.
— Dactylographie.
— Journal des ventes.

Anglais souhaité et *connaissance* comptabilité anglo-saxonne appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à *Marsteller International,* 69, av. Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS.

THOMSON-CSF
ACTIVITÉS SPATIALES
INGÉNIEURS PHYSIQUE-CHIMIE

1) Expérimentés ou débutants dans le domaine des matériaux non métalliques, pour étude, *développement,* spécifications technologiques. Anglais lu, parlé, écrit.
2) Dans le domaine de la microélectronique hybride (plusieurs années d'expérience indispensables).
Formation complémentaire assurée.
Anglais courant.

Adresser C.V., photo, rémunération souhaitée à Service du Personnel, *Département* ESPACE-SATELLITES, Boîte Postale 51 - 92360 MEUDON-LA-FORET.

Classe IV ou V

Une **banque privée** située à Paris 8ème (Quartier *Saint-Lazare) recherche* **un CLASSE IV ou V.**

Il aura la responsabilité des Services caisse, compensation et portefeuille.

Le poste sera confié à un candidat justifiant d'une bonne expérience professionnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la *référence 376 M à*

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA.

« DÉTACHÉE » DE PRESSE

Notre maison d'édition, petite, mais dynamique, souhaite sa « DETACHEE » DE PRESSE ayant toutes les qualités de l'emploi et, de plus, cultivée, énergique, gaie, libérée, en mouvement...

URGENT

Adr. C.V., lettre man. et photo : Mme MULLER, 5, rue de Lille, 75007 PARIS.

Société d'Editions Paris recherche
RÉDACTEUR ÉCO
HAUT NIVEAU
Pour analyse plans de développement et document. financières pays Afrique Noire.
Adresser référ. et prétentions, sous no 41.671 P.A. SVP, 37, rue Général-Foy, 75008 Paris

---

Société de formation recherche pour son développement
ATTACHÉ COMMERCIAL
Envoyer C.V. + photo à : SOCIETE FOP 58, rue Corvisart, 75013 PARIS.

secrétaires secrétaires

SERVICE TECHNIQUE ASSURANCE CONSTRUCTION
(650 personnes)
recherche
pour son service statistiques
SECRETAIRE STENODACTYLO
BAC G1 ou équivalent souhaité.
Première expérience professionnelle exigée.
Goût pour les chiffres.
Esprit d'initiatives.
Avantages sociaux (5 x 8 x 14, horaires variables, restaurant d'entreprise, etc.).
Ecrire avec CV + photo + prétentions à STAC Service du Personnel 2, rue du Pont-Neuf 75001 PARIS

Emplois et Entreprises

Un important Groupe industriel américain
recherche pour son Etat Major européen, basé à Paris-la Défense, une
Secrétaire Bilingue

âgée d'au moins 28 ans, de formation BTS, ayant de préférence une première expérience de la comptabi*lité anglo-saxonne en Société américaine.*

Le poste rattaché au controler européen comprend :
- des tâches régulières liées au reporting avec utilisation de terminaux et ordinateurs,
- des travaux de secrétariat classique,
- de nombreux contacts avec les filiales.

La fonction est évolutive pour une candidate de valeur et propose dès le début un statut cadre.

Le recrutement est urgent.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V, photo et rémunération actuelle) sous la réf. 800 M à notre conseil qui garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren
75007 PARIS

MEDIA PA.

IMPORTANTE Sté PRESSE QUARTIER BOURSE *recherche :*
1 SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO
Pour service commercial Grand Magazine National minimum 1 an d'expérience.
Préférence sera donnée à candidate ayant connaissance même secteur activité.
Grande disponibilité indispensable
Libre immédiatement.
5 X 8. Avantages sociaux.

Se présenter à REGIE-PRESSE, Service du Personnel, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, ou Téléphone : 233-44-21, P. 314, pour rendez-vous.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pr ses établissements La Défense et Issy-les-Moulineaux (92)
SECRÉTAIRES STÉNODACTYLOS
Expérimentées. Bonne connaissance *langue Anglaise.*
13e mois, Prime de vacances. *Restaurant d'entreprise.*
Adresser C.V., photo et prét. à no 74.660 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

LE PRESIDENT d'une Société de Service en cours de création *recherche* pour le seconder à partir du début janvier 1981. une
SECRÉTAIRE ASSISTANTE
parfaitement BILINGUE français - anglais 28 ans minimum

Une réelle expérience d'un secrétariat auprès d'une Dirigeant ayant de très nombreuses relations avec *l'étranger est indispensable.*

Travail à mi-temps
Horaires à convenir
Lieu de travail :Colombes

Veuillez écrire en précisant niveau de rémunération souhaitée sous réf. 10.971, à INTERCARRIERES 5, rue du Helder, 75009 Paris

---

Société des supermarchés DOC filiale des DOCKS DE FRANCE recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Chargée d'assister
Chargé d'assister le directeur général de la société :

Le poste conviendrait à une candidate de formal. supérieure, capable d'assumer des responsabilités importantes et variées.

Lieu de travail : Antony.

Adres. lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à S.M.D. Division Affaires Sociales, 17, avenue de la *Résidence* 92160 ANTONY.

URGENT. Le C.E. de la *C.A.F.R.P., recherche* une
SECRÉTAIRE
excellente dactylo.
Avantages sociaux.
Salaire brut annuel : 45.000 F, après 6 mois, 50.000 F.
Se présenter 14, rue *Viala, PARIS-15e.*
Entre 8 h. 30 et 16 heures au 7e étage.

PRÉSIDENT
recherche sa
SECRÉTAIRE
professionnelle confirmée, elle *connaîtra tous les dossiers de* son patron, assurera son courrier et collaborera réellement à l'organisation de son temps de bureau. Elle maîtrise la langue anglaise et si possible l'allemand.
Position cadre.
Lieu de travail : XVIe.

Adresser C.V. et prétentions à : *M. FAVENNEC,* 31, bd Lannes, - 75116 Paris.

demandes d'emploi

DIRECTEUR GENERAL P.M.E./P.M.I.
41 ans - Docteur en Droit
Dynamique et organisé
EXPERIENCE GROUPES AMERICAINS
de 1966 à 1978 - Vente produits industriels et grand public
Gestion Finance - Juridique
souhaite démissionner pour intégrer
GROUPE ou SOCIETE STRUCTUREE et COMBATIVE
Ecrire sous le numéro 2.769. « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

CADRE DE DIRECTION
44 ans. Domaine de compétences :
— **Organisation administrative/technique.**
— **Gestion ; administration personnel.**
— **Automatisation ; développement** procédure administrative (bureautique, gestion, *informatisée).*
— **Comptabilité gestion.**
Anglais lu, écrit, parlé.
Ingénieur diplômé, 25 années d'expérience.
Conseiller d'entreprises U.S.A.
Ingénieur organisation gestion
(Attaché direction générale entreprise multinationale).
Responsable gestion technique,
Administrative personnel (direction personnel entreprise 3.500 personnes).
Professeur/Conférencier (enseign. sup.)
étudierait toutes propositions en rapport avec *compétences et expérience. Paris (limitrophe).*

Prétentions 250.000F/an.
Ecrire s/s réf. T 022770 M Régie-Presse
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

J. F. maîtrise d'allemand. bilingue français-allemand, 8 ans séjour en Allemagne, *7 ans, expér. réelle traduction,* bne présent. Etudie ttes propos. tourisme, traduction, relations, documentation, commerce, enseignement pour adultes. Ecr. no 98.233 M Régie-presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

B.B.A., quadrilingue, 5 années exp., Boncorp Ch., 117, r. Championnet, 75018 Paris. 251-38-33.

H. 30 ans, ex-pompier de Paris, rech. place stable agent sécurité ou pompier de service. *TEL. : 347-04-58.*

Secr. dactylo, 33 ans, bonnes *notions d'anglais parlé et écrit,* bonnes notions de compl., excel. présentat. libre imméd. Domicilié 7e, cherche emploi. Ecrire *s/no 6.005 « le Monde » Pub.,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre, 40 a., nat. allemande, 15 ans expérience marketing, gestion administration ventes en Afrique, *recherche poste similaire outre-*mer. Anglais, Francais courants. Ecr. s/no 6.004 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 31 a., niv. B.T.S., secrétariat, bonne presentation, cherche poste à *responsab.* sur MELUN *ou proche. Disponible immed.* Ecr. s/no 7197 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 30 ans, 6 ans profession banque + 6 a. bâtiment (aide conducteur de travaux) + stages des gestion à ECCIP, cherche *emploi, bâtiment, entretien, re*novation. Rég. parisienne. Ecr. s/no 6.002 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Para-Psychologue, spécialiste problèmes direction, décision recrutement, relations *interpersonnel, examine toutes* propositions collaboration. Discrétion assurée. Tél. : 307-19-37.

J'ai 28 ans, 2 enf., Bac C, notion couture, théâtre, cherche emploi, pos. animation, accep. *ttes prop., ttes régions. Ecrire* Mme Crépin Marie. Rés. Charvin II, 74410 Saint-Jorioz.

J. F. 29 ans, maîtrise biologie humaine, doctorat 3e cycle toxicologie, connaiss. anglais. enseig., recherche *histo-embryo* cherche *emploi région Paris.* Ecr. no 2.749 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

B.B.A., quadrilingue, 5 années exp. Ch. Boncorp, 117, r. Championnet, 75018 Paris, 251-38-33.

Traducteur anglais - allemand *technique, exp., ch. emploi fixe* poss. mi-temps. Tél. 647-61-02 ou écr. Lonner 14, r. Raffet, Paris.

J.F. 31 a., 9 a. d'expérience en PROPRIETE INDUSTRIELLE bil. angl., rech. empl stable. Cadre administr. Lib. ss 3 mois. *Ecr. no 6.001 « le Monde »* Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. angl., alle., ital., parlé, *écrit, rech. ts emplois bureau,* tourisme, hôtel. Ecr. M. Delber, 40, bd de Strasbourg Paris-10e.

Audit. inter. de gestion 15 ans dans groupe 6 P.M.E. distributions Sc. Po. droit, 53 a. Etudierait propositions direction *générale, P.M.E. et/ou respon*sabilité organisation, animation. Ecr. no 2.764 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 22 ans, expér. animation, ch. empl. éduc.-stagiaire. Ecr. Christine, 27, rue Gal-de-Gaulle. *88120 VAGNEY. T. (29) 60-30-02.*

INGEN. CENTRALE PARIS ETUD. EN MEDECINE DCEM2 cherche emploi temps partiel. Paris ou région parisienne. Ecr. no 2.765, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

*J.F., 30 ans, dynamique orga*nisée, aimant les contacts hum., D.E.A. hist., not. de psycho. 7 ans expér. pédagogique. *Anglais,* Espagnol, not. Arabe. Etud. ttes propos. - KABBANI, 23, rue Amelot, 75011 PARIS

J. F., CADRE célibataire, 37 a., triling. angl., esp., assez bon connaiss. All., Lic. et maîtrise angl. Diplôme *traducteur I.S.I.T. (2e cycle)* Formation interprète de conférences simult. et consécutive. 11 ans expér. édition. (Traduct., rédact., secrétariat de rédact.) cherche poste à responsabilités, sérieuses référ. professionn. *Etudierai* ttes propos. en rapport avec compétence. Ecr. sous réf. T 022774 *M* Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

J.H., 22 ans, très sérieux, ch. place fixe, aide-comptable ou *programmeur cobol débutants* à Paris. Tél. 866-41-74

J.F., Maîtrise Biochimie cherche 1er emploi. Ecr. GALVIER, 25, rue Curie, 94460 Valenton

Conseiller conjugal et familial cherche vacation secteur hospitalier ou consultation (secteur Paris, 28, 91, 78). *Ecr. no T 863248 M* Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Infirmière diplômée depuis 15 ans, ch. poste DIRECTION MAISON DE RETRAITE, 3e ou 4e âge, région centre uniquem. Ecr. no T 863249 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

H., 35 a., maîtrise Lettres, ex-élève prof. anglais cour. ch. emploi enseign., édit., biblioth. Tél. 532-59-99

Direct. adm. et financier, 51 ans, niveau exp. + Sup. Co, + I.A.E., fort potentiel travail, longue expér. gestion comptab. et fin., bilans reporting admin. organisation informat. *Parlant anglais. Libre rapidem.* Ecr. no 2766 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

J. Fme, 41 ans, SECRÉTAIRE de DIRECTION STENODACTYLO, excellente présentation. Réf. 20 ans expér. cciale et *administrative,* notions comptabilité courante, paye et charges sociales, cherche place stable. OUEST de PARIS, NEUILLY, *LEVALLOIS.* Libre de suite. Tél. : 757-12-06.

DIRECTEUR EXPORTATION
A TEMPS PARTAGE
— Ingénieur consultant, 43 ans, grande école, business School Colombia University.
— Grande expérience internationale, nombreuses références et relations - biens d'équipement produits industriels et consommation.
— Dispose de bureau et télex à Paris.
— *Met à la disposition de quelques entreprises* son expérience et ses services pour organiser et promouvoir leur exportation dans les meilleures conditions à moindre frais.

Ecr. ss le numéro T 022801 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

OFFICIER CHEF D'UN SERVICE CENTRAL
disponible à Paris début 1981
Orientations possibles séparées ou non.
1° COLLABORATION HAUT NIVEAU ou SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
(branche indifférente).
2° ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE
Ecrire no T 022230 M
Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

EXPLOITANT BANQUE
CADRE, *45 ans, 20 ans expér.* formation commerc. supérieure, cherche DIRECTION ou poste responsabilités PROVINCE. *très large expér. réf. 1er ordre. Ecr. no 2746 « le Monde »* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

J.F., 21 a., DUT Gestion du personnel, tr. sérieuse et consc., rech. stage 6 mois en entreprise ou premier emploi. Ecrire sous *no 7.120 « le Monde »* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Hôtelier professionnel, cadre, *34 ans, av. expér. commerciale,* anglais et italien, raison avancement carrière, étudierai toute proposition sérieuse de niveau *resp. ds hôtellerie ou tourisme.* Ecr. s/no 2.710 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Francaise, Assistant Université, Docteur ès lettres, recherche Etablissements parisiens intéressés par cours de littérature *africaine (Ecrire au journal* qui transmettra.) Ecrire sous no 7.194 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ingénieur C.N.A.M.M., sécurité du travail, 30 a., actuellement ds entrepr. papetière 1 200 pers., *leader sur ces marchés,* rech. poste à responsabilité, évolution hautes fonctions FRANCE (ou étranger). Ecrire no T 022.781 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre supérieur, 35 ans, licencié en droit, 10 ans expérience dans *immobilier en Foncier, cehrche* emploi, préférence Bourgogne Libre rapidement. Ecr. s/no 7.207 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COLLABORATEUR D'UN VRAI PATRON
38 ans, anglais, esp., ital., all.
— Formation : jurid. et Sc. Po.
— Expér. : dir. commerciale, marketing, publicité, import-*export.*
— Compétence : gestion et promotion d'une société.
Ch. poste à resp. Libre de suite. Ecr. no 6.993 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Urgent Jeune Femme 32 ans nationalité tunisienne, vivant à Paris depuis 10 ans, souhaite utiliser contacts haut niveau AFRIQUE DU NORD
RELATIONS PUBLIQUES ARABE, FRANC., ITAL.
anglais. Sait organiser, gérer. *Efficace et fiable* cherche place de collaboratrice avec responsabilités au sein d'une équipe dynamique. *TEL. : 222-47-65* de 10 h. à 12 et de 15 h à 18 h.

CADRE DE DIRECTION
39 ans
42 ans
Solide expérience ds domaines :
● *Secrétariat général administratif et juridique ;*
● Direction du personnel et *relations sociales ;*
● *Relations extérieures.*
● Achats, services intérieurs.
Format. droit + IAC + perfect. divers, sens cclal développé. Cherche poste confiance et resp. ou opportunité motivante Paris ou rég. parisienne. Lib. de suite *Ecr. no 2.754 « le Monde » Pub.* 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JURISTE INTERNATIONAL
26 ans, expérience C.E.E. et bureau d'études, anglais et allemand, cherche situation temps complet ou partiel. Ecrire sous référence *639 M* à *MEDIA P.A., 9, bd des Italiens* 75002 PARIS qui transmettra.

CADRE POLYVALENT 40 ans recherche poste
ATTACHÉ DE DIRECTION
fort. éco. + Sc. Soc. + I.A.E. *exp. études direction administ.* délégation régionale. Etudierait ttes prop. FRANCE-ETRANG. TEL. : 586-24-39.

ARABE, 31 ANS
résidant France, marié, dipl. tech.. pétr. spéc. Work-Over, 9 ans exp. stés intl., angl., franç. arabe court. ch. toute sorte d'emploi international. Ecr. no 7202 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris

EXPORTATION
RESPONSABLE COMMERCIAL
H., 38 ans, formation export, *anglais, espagnol.* Expérience à l'étranger. Ecr. no T 022052 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

HOMME, 35 ans
CHEF DE VENTE
Expér. prof. 12 a. (*matériel* bureau et fourniture, esthétique professionnel, T.V., auto-radio). Rech. place équivalente *sr* Paris ou rég. paris. *Libre de suite.* Ecr. s/no 2.745 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75009 Paris.

cours et leçons

ECOLE IRANIENNE
COURS PERSAN, *niveau début.,* primaire, second., universitaire. Tél. 331-30-36 - 331-09-38

MATH. RATTRAPAGE rapide par Prof. PHYS. Termin., PCEM, HEC. 526-82-47

information divers

EMPLOYEURS

FAITES CONFIANCE AUX ETUDIANTS pour des *TRAVAUX TEMPORAIRES* (bureau, vente, manutention, cours particul., garde d'enfants)

TELEPHONEZ AU *329-97-10*

Le service de Maison-Etudiants Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de PARIS, placé sous l'autorité du ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

L'Etat offre des emplois stables, *bien rémunérés, à toutes* et tous, avec ou sans diplômes. Pr les connaître lisez la revue FRANCE-CARRIERES (C 16) 3, rue *Montyon, 75429* Paris cedex 09 (doc. sur dem.).

travail à domicile

Demande

Franç. (DEA) dact. mach. élect. thèses, textes français ou non. TELEPHONE : 585-88-73.

automobiles

vente

8 à 11 C.V.

CADRE Citroën vend CX 2500 diesel Pallas, mars 80, boîte 5 vi., *isother.,* verrouill. portes électr., peint. vernie gris espad. 9.600 km. Libre de suite. Prix : *59.500 F.* Téléph. : *M.* DOISNEAU 537-97-81 bur. - 460-60-31 ap. 18 h.

capitaux ou proposit. comm.

Entremise et vente de diamants avec relation commerciale directe avec Antwerpen, sans intermédiaire.

Conseils en biens et impôts.

DIAMANTS-SANER

Offres et renseignements : Schalbergstrasse 11 A CH-4153 Reinach (Suisse) - Tél. : 1941/61/76-98-78 (répondeur automatique contactable à distance).

Laboratoire produits cosmétiques cherche DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS secteurs : Midi - Côte d'Azur, Ouest et Bretagne, Est, clientèle existante, conviendrait à cadre licencié possédant capital - Gros rapport pour personne dynamique pouvant voyager - Stage de formation assuré - inscription RC obligatoire. Ecr. : *Publicité* BANRY, *11, rue des Fêtes,* 75019 PARIS.

Société dynamique en forte expansion rech. pour assurer son marché ASSOCIE OU CAPITAUX (100.000 F). Intérêts garantis à court terme. Etudie ttes proposit. sérieuses. Etude C.G.P. - 355-46-25 STE CANTA SARL 19, rue Grégoire-de-Tours, *75006 Paris.* Tél. 329-73-55

CANNES. Promoteur cherche investiss. pour construire imm. *à usage de burx* (1.650 m2 HO) Téléph. : (16-93) 45-37-83.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

appartements vente

APPARTEMENT EXTRAORDINAIRE
Grande réception, 2 chambres et terrasse dans parc privé exceptionnel.
Tél. : 766.82.19.

1er arrdt.

Propriétaire vend cause départ, entre Halles et Beaubourg, Immeuble XVIe classé, poutres murs et plafonds, transformab. en 3 grandes pièces, cuisine aménagée. Crédit possible. Prix : 690.000 F. Tél. : 233-38-02.

PALAIS-ROYAL restaurat. petit immeuble., asc. appts 2, 3, 4 pièces, aménagés, charme. Téléph. : 261-27-46.

PALAIS-ROYAL ds petit immeuble charme, asc., 6 appts 2 et 3 pièces restaurés et aménagés. Tél. : 261-06-50.

2e arrdt.

OPÉRA-MONSIGNY Studios 2 et 3 p. aménagés ds bel immeuble restauré, calme, soleil. asc. Téléph. : 261-27-46.

OPÉRA Studios 2 et 3 p. aménagés ds bel immeuble restauré, calme, soleil. asc. Téléph. : 261-16-50.

PARIS 2e près GDS BOULEVARDS beau 2 P. tt cft. Vis. s/pl. mercredi 14 h, 30-17 h. 30, 11, rue de la Lune ou 277-62-23.

Près jardin PALAIS-ROYAL Imm. 17e S. Charmant pied-à-terre, tt cft, gde terrasse. Soleil. 354-91-16 le matin.

3e arrdt.

FILLES-du-CALVAIRE - 6e ét. 2 CHBRES, pierre de taille, 60.000 F - 575-23-75.

BEAUBOURG Luxe Calme. Magnifique 280 m2 sur 3 plans, terrasse, poutres peintes, dans hôtel particulier XVIIe EXCEPTIONNEL - 260-34-47

MARAIS - 6 P. - 354-95-10

MAISON 180 M2 TERRASSE Charme, bruit. Soleil. Luxe.

4e arrdt.

PRES EGLISE SAINT-MERRI dans BEL HOTEL LOUIS XV, Original DUPLEX 200 m2 LUXE, boiseries, terrasse + studio. DORESSAY : 543-44-94.

5e arrdt.

MOUFFETARD, tr. beau 2/3 p. refait neuf, caractère, verdure dans immeuble pierre de taille. Prix : 630.000 F. Tél. : 745-05-20.

VAL-DE-GRACE Récent, étage élevé, s/jardin, 3 p. + 2 terrasses, soleil. Prix : 830.000 F. Voir : mercredi, 44, rue PIERRE-NICOLE, (5e).

BROCA - CENSIER - 354-95-10. séjour + 2 chbres, 80 m, soleil

TERRASSE 65 M2

LUXEMBOURG Pierre - Beau 3 pièces tt cft, CALME, 735.000 F - 325-97-16.

SORBONNE Liv. + 2 chbres tt cft Asc. dans bel. rénoval. 600.000 F. - Poss. créd. - 585-41-28

6e arrdt.

RUE DE SEVRES, PRES Imm. pierre de taille. BEAU 3 P., ent., cuis., bains, cht cent. REFAIT NEUF. - 575.000 F. URGENT. Tél. : 325-75-42.

BEAUX-ARTS très beaux appartements restaurés, 3-5 p. duplex, calme, soleil. vue sur jardin. T. : 261-27-46.

RUE DES BEAUX-ARTS très belle restauration, vue sur jardin, calme, très clair. Appts 3 à 5 pièces. Téléph. : 261-16-50.

PRES QUAIS 6e étage Asc. Secret, insolite, 50 m2 pour élégant pied-à-terre - 260-34-47.

RASPAIL Pierre tt cft **2 P.** calme. 371.000 F - 325-97-16

LUXEMBOURG Magnifique appt de récept., 2 chambres, 2 bains, 220 m2. EMBASSY SERVICE - 562-83-48

7e arrdt.

Mo BAC. Living, 2 chambres, 2 bains, 112 m2 + GRANDE TERRASSE. - Tél. : 575-00-43.

38, R. VANEAU NEUF GD STAND. Du STUDIO au 4 P., GARAGES Sur place 11 à 19 h. 550-21-26.

R VALADON R.-de-C. Beau Studio, cuis., bains. GARBI 567-22-88

ECOLE MILITAIRE **5 P** étage élevé, parfait état. 633-29-17 - 577-38-38

8e arrdt.

9, rue PENTHIEVRE, luxe, 2 p., 65 m2, possib. profession., parkg, récent, mercredi 12/19 h

ELYSEE Elégant STUDIO, environ 42 m2, super-équipé, étage élevé, plein soleil. Prof. libérale autorisée. H. LE CLAIR - 359-69-36

Champs-Elysées même part. vd 42 m2, rénové, neuf, soleil, lux. calme 410 000 F. Tél. - 562-43-55

4, av. Trudaine, s/verd., splend. 3 P., à amén., balcon, pl. soleil. S/pl., mardi-mercredi, 11 à 17 h.

9e arrdt.

9e - RARE HOTEL PARTICULIER, rénové avec soins. R.-de-ch., beaux studios, tt cft, rue et cour pr investites., gestion et location garantie net d'impôt 5 ans. - Tél. : 55-92-72.

MAUBEUGE-CONDORCET TRES BEAU 5 Pièces, très bel immeuble. — Tél. : 878-97-52.

10e arrdt.

Lafayette, dans bel imm. ravalé, Gd et beau 2 P., cuis., w.-c., bains, refait neuf. Prix exceptionnel. — Tél. : 878-41-65.

GARE DE L'EST, 5 Pces GRAND CONFORT. T. 265-64-11.

11e arrdt.

VOLTAIRE. Immeuble 1978. Stand. Living 34 m2 + 2 ch., 93 m2 - 2 bains - Parking +

369 M2 JARDIN 915.000 F - FONCIAL 266-32-35.

12e arrdt.

GARE-DE-LYON - BASTILLE Pierre de taille, 1er ét. PROFESSIONS LIBERALES admises, gd 3 p., cft, 495.000 F. Vis. MERCREDI, 13 à 18 h : 16, av. Daumesnil, Paris-12e

14e arrdt.

200 m TOUR MONTPARNASSE Vend directement, ds magnif. restauration, beau duplex (liv. + 1 ou 2 chbres) aménagé tr. gd cft, 4e et 5e étage av. asc., vidéo., poutres, chem., marbre. EUROVIM - Téléph. 555-92-72.

CŒUR MONTPARNASSE Directem. dans rénovation de standing, très beau studio tout équipé, 2e ét., 3 fenêtres s/rue, asc., chem., poutres, très bon placement gestion garantie net d'impôt 5 ans. LE PROPRIETAIRE - 555-92-72.

2 Pièces, S. de B., cuisine. Prix 210.000 F. Tél., de 12 à 14 h. et après 19 h. au : (16-86) 62-17-74.

SAINT-JACQUES 14e moderne, 4 p., bains, 100 m2, 9e étage, loggia, 2 parkings. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05.

15e arrdt.

CAMBRONNE Excellent placement, chambre, 6e ét., asc., bns, balcon, soleil. Prix 110.000 F - Tél. 548-76-25.

15e A qques mn Mo Pasteur Récent balcon SEJOUR + 2 CHBRES, box 720.000 F. - Matin : 567-47-47.

Mo BOUCICAUT-LOURMEL 30, RUE LACORDAIRE Livraison juin 1981 Petit immeuble très bon stand.
STUDIOS 2 P 34 m2 44 m2
VRAI 3 P 78 m2 + balcons
DUPLEX (3-4 et 5 pièces) 131 144 m2
terrasse. Sur place de 14 h à 17 h 30, ou BEGI : 267-43-57 - 267-48-01

16e arrdt.

Près PLACE VICTOR-HUGO SOLEIL - CALME - VERDURE CHARME RIVE GAUCHE **STUDIO** EXCELLENT ETAT 415.000 F - 704-43-43

MAIRIE XVIe Métro POMPE Duplex 7 p. + studio + service, park., prof. libérale, impeccable. PERDRIX - 264-17-02

MUETTE Résid., imm. récent, étage élevé. balcon VERDURE - CALME - SOLEIL Beau living, chambre, parking. H. LE CLAIR - 359-69-36

AV. FOCH, très grand standing, 4 Pces, gde galerie, 240 m2, professionn. autoris. : 3.250.000 F. « TAC » : 329-33-30.

17e arrdt.

BATIGNOLLES, 17e 5 P., bains, 132 m2, 2e étage. Prix 1.000.000 F. Parfait état. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05

R. de COURCELLES bel imm. Pierre de T. stand., 6 Pces, 175 m2 environ excellent plan 1.800.000 F. Tél. H.B. 261-84-52

19e arrdt.

Mo PORTE-PANTIN 19, r. Eugène-Jumin. Bon imm. 5e ét. sans asc. 2 P., cuis., bns. 160.000 F. Vis. jeudi 13 h.30/18 h. ou téléphoner : 331-89-46.

BUTTES-CHAUMONT Rez-de-ch. sur jardin très beau studio 42 m2. Merc.-jeudi. 14-18 h : 31, r. Cavendish

20e arrdt.

GAMBETTA-SAINT-FARGEAU Imm. bourgeois, asc. BEAU 3 PCES, entrée, cuisine, bns. REFAIT NEUF. Px 380.000 F. URGENT Tél. : 325-77-33.

ORIGINAL Atelier aménagé 75 m2, en 3 P. Cour et Jardinets privatifs. Prix 430.000 F - 329-85-06.

78 - Yvelines

SAINT-GERMAIN, ds très belle ppté Directoire, 5 p., 10' R.E.R., 125 m2. Px 900.000 F. 451-28-82.

92 Hauts-de-Seine

SEVRES Magnif. R.-d.-Ch., 110 m2, séj. dble, 2/3 chbres, 2 bains, jardin privatif 240 m2. Imm. récent. GARBI - Téléphone : 567-22-88.

94 Val-de-Marne

CHARENTON avenue Gravelle, face au Bois : Immeuble récent, luxueux, living + 3 chbres, balcon, sanitaires, 127 m2 + box, sous-sol. Téléphone - Micot : 344-43-87.

VINCENNES (Mo Bérault) proche bois, particulier vend récent 3 pièces, 68 m2, balcon 14 m2, 4e étage, calme, sur jardin intérieur. Prix 645.000 F. Téléphone 007-05-72.

RUNGIS - VILLE Dans résidence calme, soleil, verdure, appart. 90 m2 + parking, impeccable. 360.000 F - 526-46-75

Province

AVIGNON (84). Particul. vend très bel appartement 130 m2. 500 m. extérieur remparts 3 chambres, 2 s. de bns, salon, s. à manger et cuisine aménag. Excellent état. Prix 570.000 F. Téléph. : (90) 22-54-38 ou écr. : P. Langlet, 94, bd de la 1re-DB, 84000 AVIGNON.

appartem. achat

URGT. PAIE CHEZ NOTAIRE 2 à 4 p., Paris, avec ou sans trax. Mme LEULIER : 261-68-81 ou le soir : 900-84-25.

JEAN FEUILLADE 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75 rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

RECH. appts 2 à 4 p., Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. P. COMPT. CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

VENDEZ rapidement votre appt à clientèle choisie 8e. 16e, 17e, Neuilly et Rive gauche. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05

Jean THOUARD S.A. 45, av. Kléber, 75116 PARIS recherche pour sa clientèle BEAUX APPARTEMENTS et HOTELS PARTICULIERS 16e - 8e - NEUILLY. prendre contact avec M. Ph. LEREGLE - 504-08-50.

Part. à part. achète appt 3 ou 4 p., cuis., w.-c., s. de bns à rénover dans immeuble ancien dans le 13e ou le 14e arrondt. Tél. : 707-77-58 après 20 heures.

RECH. appts 1 à 3 p. PARIS préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travx. Paiem COMPTANT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

appartements occupés

MAUBEUGE Immeuble pierre de taille APPARTEMENTS OCCUPES
2 Pces, 2e étage : 100.000 F
3 Pces, 1er étage : 139.800 F
3 Pces, 1er étage : 200.000 F
TELEPHONE : 281-27-59.

115.000 F. CRED. 80 % Imm. pierre de t., tapis escal., parfait état, 2 p., entrée, cuis., wc, poss. s. d'eau Occupé dame seule. Droit reprise. Vr pptaire mardi de 18 h 30 à 19 h 30 : 7, rue AUGUSTE-CHABRIERE

viagers

18e, S/SQUARE, BEAU STUDIO 5e ét., asc. 10.000 F + 1.050 F. Occupé Fme 70 ans. F. CRUZ, 8, rue La Boétie 266-19-00

Centre de la France Belle propriété agricole à vend. viager occupée, 1 tête, maison de maîtres + mais. gardiens, box chevaux, manège + 70 ha. 500.000 F comptant + rente. Tél. (70) 46-05-78.

Recherche pour clientèle appt, pav., imm. Libre ou occ. ETUDE LODEL 35, bd Voltaire, 11e, 355-61-58 Expér., discrétion, conseils.

LIBRE DANS TROIS ANS 7e SOLFERINO BEAU 3 PCES actuellement loué 3.500 F mens. Revenu pour l'acquéreur. Prix 260.000 F + 7.000 F mens. **F. CRUZ** 8, rue La Boétie 266-19-00

SAINT-MANDE, 2 Pièces, tout confort, 2e étage, ascenseur, occupé, 75 ans, 160.000 F sans rente. LODEL - Tél. : 355-00-44.

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE JE SUIS ACQUEREUR. Téléphone : 747-42-97 le matin ou écrire : M. Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, PARIS-9e.

RECHERCHE IMMEUBLE LIBRE OU OCCUPE PARIS PROCHE BANLIEUE. **265-64-11 - P. BLUM**

hôtels-partic.

PARTICULIER rech. HOTEL PART exceptionnel ou appt de très grand stdg avec terrasse 7e, 8e, 16e, BON 17e et NEUILLY. Agences s'abstenir. Paiement compt., F. Mourreau 1, rue du Cloître, 1204 GENEVE (SUISSE).

En EXCLUSIVITE **à NEUILLY** 2 maisons avec jardin SAINT-JAMES et près 17e, 280 m2 et 300 m2 habitables + service et garage. Aménagement récent raffiné Claude ACHARD : 637-14-56 624-76-97

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY-SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 pièces, Paris et villa en banlieue Ouest, 8, av. de Messine, 8e. Tél. 562-78-99

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garantis 5.000 F. max. 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés à PARIS rech. du STUDIO au 5 PIECES. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. : 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE **LOYERS GARANTIS** rech. 1 à 6 p. pour banques et ambassades. Téleph. : 705-54-78.

locations meublées Offre

Paris

EUROPE PARIS 8e Tél., cft
— 2.300 F, beau 7 pièces, cuis., bains, wc, 48 m2.
— 3.300 F, beau 3 pièces, cuis., bains, 80 m2.
Tél. 874-60-99

JARDIN PALAIS-ROYAL VUE EXCEPTIONNELLE 120 m2, gd liv., 2 ch., 2 bns, Tél., 8.500 F., ch. c., 520-15-86.

locations non meublées Offre

Paris

9e SAINT-GEORGES charmant STUDIO cuis., bains, 1.150 F tout compris. Tél. : 229-52-98.

DANS HOTEL PARTICULIER quai D'ORSAY (près) beau 5 p. prof. libér. poss. T. 742-32-84.

MONTPARNASSE, 5e, asc., gd studio, tt cft, libre 15 octobre, 1.600 F. Tél. : 633-38-94 matin.

AV. DE SUFFREN appt 84 m2 5e étage, balcon, soleil, double living, 1 chbre + service, asc., 3.700 F + petite repr. justifiée. Téléph. : 566-04-11 ou 273-24-87.

1.100 F PARIS 15e Studio, cuis., bains, tél., confort. - 874-74-07.

SQUARE VINTIMILLE Catégorie exceptionnelle SUPERBE RECEPTION, 6 P. 7.500 F + charges - 720-96-55.

PRES CENTRE POMPIDOU Imm. caractère, conft, ascens., entièrement rénové et libre : PLUSIEURS 2 PCES, 2.500 F à 2.800 F par mois. Tél. 544-58-38.

ST-MICHEL, petit studio avec poutres, bloc kitchen., bains, TEL., peinture neuve : 1.410 F charg. compr. CPI : 268-19-38.

TRINITE, imm. neuf, standing, studio, 28 m2, parking, bains marbre, 1.500 F + charges. Pr rendez-vous, Téléph. : 260-19-38.

Région parisienne

NEUILLY BOIS bd des Sablons, gd stdg, très beau 4 p., linger., office, ch. de serv. impeccable, 10.000 F + 10 % charges. Tél. 603-75-09

ARCUFIL 1.580 F Tél., 3 pièces, cuis., bains, confort. - 526-78-16.

BOULOGNE Beau studio, imm. récent tout confort, clair - 566-41-38.

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

ORSAY Belle résidence dans parc privé. Park. Tél. 3 pièces, 2.175 F charg. compr 5 pièces, 2.965 F charg compr. H. LE CLAIR - 359-69-36

NEUILLY ILE DE LA JATTE Du studio au 5 pièces. Visite sur place mardi de 14 h 30 à 19 h : 212, boul. Bineau, ou Tél. au 776-42-21 (poste 45-57)

maisons de campagne

Particulier vend MAISON VILLAGE 3 chbres, séj., cuis., s. de bns, w.-c., entrée, cellier. Confort. 2 niveaux - État neuf. PRIX : 260.000 F. Située Hérault 3 km Bassin Thau et Meze. Tél. : (67) 43-85-30 après 19 h.

Cévennes, à 4 km LE VIGAN sur place joli petit village gardois, maison 4 pces habit sans travaux + greniers aménag. + caves voûtées + terrain. 220.000 F. Ecr. M. Bousquier place de l'Eglise, 84240 GRAMBOIS

Immobilier (information) Immobilier (information)

fonds de commerce

A CEDER Grande ville BOURGOGNE MAGASIN Centre ville, emplacem. 1er ord. 2 gdes vitrines. 150 m2. Tous commerces.

LIBRAIRIE - PAPETERIE PRESSE 160 m2. Ch. aff. 1,9 million. PRENOT-VANIER, 10, pl. Gl-de-Gaulle, 71100 CHALON-S/SAONE Tél. (85) 48-49-66

A vendre **PAS-DE-PORTE** à Lagny 77400 (Marne-la-Vallée) TRES BIEN PLACE CENTRE VILLE 1 BOUTIQUE 40 m2, 2 grandes vitrines, 1 appt au 1er étage, 3 pièces, cave, grenier, w.-c., **Tél. : 430-19-00** Bail nf. Loyer min. 1.000 F/m.

OCCASION UNIQUE à PAU (Pyrénées-Atlantiques) A vendre cause départ **AGENCE INTÉRIMAIRE** Fonds + murs, prix intéressant. Ecrire sous no 21.784 à SOPIC, B.P 31, 67031 Strasbourg cedex.

locaux commerciaux

Si vous voulez créer à MARSEILLE dépôt ou petite fabrication pptaire loue directem. ss P. de porte entrepôt 200 m2 + 3 burx. BAER, 10, av. Florida, Cannes. Tél. (93) 43-65-66 ou (93) 66-10-65

APPEL D'OFFRES — A louer à SAINT-DENIS, cité Pt-Allendé, à 100 mètres de l'université, un local commercial de 140 m2 au sol et 100 m2 en sous-sol : TOUT COMMERCE (Restauration de préférence) — Offre financière à adresser à : O.P.H.L.M., 4, boulevard Félix-Faure, 93200 ST-DENIS. LA STE MARCH. DE BIENS la plus importante DU SUD DE LA FRANCE

Boutiques

BON 18e EXCELLENT PLACEMENT, murs de bout. + sous-sol loyer 20.400 F/l'an + charges, bail 3/6/9. PRIX : 180.000 F. - 555-92-72

Part. ach. cpt boutique libre avec murs PARIS 637-39-95 heures repas

VENDS très bele boutique de style, P.-à-P. hommes, centre ville + de 35.000 hab. Val-de-Loire, surf. 110 m2. Prendre contact au : (41) 51-02-69.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIETES télésecrétariat tous services ASPAC PARIS 8e 293.60.50 PARIS 9e 281.18.18 votre SIEGE SOCIAL délais rapides prix compétitifs

8e PROPRIETAIRE LOUE 1 ou plusieurs bureaux dans imm. bon stand. 563-17-27.

AV. FRANKLIN-ROOSEVELT BURX MEUBLES - SIEGE DE Stés av. Secrét. tél. telex, etc. ACTE SA - Tél. : 261-80-88 +.

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 F à 250 F par mois CONSTITUTION DE SOCIETES G E I C A 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e Téléphone : 296-41-12 +.

CONSTITUTIONS ET TOUS ACTES SOCIETE TOUS ACTES CESSIONS de fonds de commerces et parts Tél. : 271-63-13

NEUILLY-LA DÉFENSE 2.276 m2, bureaux divisibles **ETRESA** 776-07-30 776-41-41

ROME Beau 56 m2, 4 bureaux 370.000 F. Clair. - 266-32-35.

CONSTITUTION de S.A.R.L. **TELEX** Secrétariat téléphonique Domiciliations artisanales et commerciales Tous services **355-17-50**

CHAMPS-ELYSEES loue directement un ou plusieurs bureaux dans immeuble de bon standing. Téléphone : 563-17-27.

Votre SIEGE SOCIAL AV. SECRETARIAT TELEPH., CONSTITUTION DE SOCIETES, ACTE S.A. PARIS : 261-80-88. MARSEILLE : (91) 93-11-13.

villas

LA CELLE-ST-CLOUD. VILLA 160 m2, 70 m2 dépend. + grand garage, beau jardin. 527-46-98.

ST-GERMAIN-EN-LAYE CENTRE Appart. de grande classe dans Hôtel particulier 169 m2 habit., vaste réception, salle à manger, 3 chbres, bains, jardin d'hiver et orangerie s/parc privé 750 m2 RHODES, Le Vésinet - 071-33-84

10 km VERSAILLES VILLA 1972 plain-pied, 175 m2, séjour 40 m2, cuis. équipée, 4 chbres, 2 bains, garage 2 voit, chauffage gaz. Jardin 800 m2 - Calme - Soleil. Prix : 735.000 F - 954-68-00.

PARTICUL. vend cause départ villa neuve, R.-de-C., 1er étage, 200 m2 au sol, 5 chbres, séjour 40 m2, dépend., terrain 5.000 m2, vue imprenable sur rade. Prix : 1.500.000 francs. Téléphone : (16-44) 54-35-01.

SAINT-CYR-L'ÉCOLE CENTRE. Belle villa pierre sur 700 m2, beau jardin, séjour dble, cheminée, bur., gde cuis. équipée, office, 3 chbres, bains, grenier 70 m2 aménagé, sous-sol total, chauffage gaz, garage. Prix 1.050.000 F. Tél. 954-68-00.

pavillons

LE PERREUX RESIDENTIEL Bord Marne Pavillon de style moderne décoré, séjour 85 m2, 3 chbres, cuis. équip., gar., jard. paysagé Prix 1.680.000 F - 340-72-06.

Plessis-Trévise (94), 5 m. RER, quartier résidentiel, vends pav. avec 2 apparts de 110 m2, sous-sol total et grenier, garage pour 3 voitures, jardin 700 m2, toutes commodités. - Tél. : 576-35-44.

ISSY-LES-MOULINEAUX **BEAU PAVILLON** 8 pièces tt conft, gar., sous-sol, jard. Près Mo. Prix 1.150.000 F. 735-70-87

terrains

Environs Aix-en-Provence Vds terrain entièrement viabilisé 1.200 m2. ALP'AZUR IMMOBILIER. - Tél. (42) 59-44-13

BEAULIEU-SUR-LOIRE (45) DANS ZONE PROTÉGÉE (VIGNES) Particulier vend terrain à bâtir 2.000 m2, façade 24 m., eau sur terrain, électricité très proche. PRIX : 70.000 F. Tél. : 528-05-05 le soir après 19 h. 30.

ANTONY, beau terrain résidentiel, 1.610 m2, 497 F le M2. PESCHARD : 666-00-27.

propriétés

St-Germain, 200 m2 + maison gardien + dépendances, ds tr. beau jardin. Tél. 527-46-98

YONNE Maison XVIIIe, grange, 6.000 m2 jard. agrément, verger. 527-46-98

BOURGOGNE Site calme, jolie vue. Grande demeure 10 p., cft, cave, gren., gar., appt gard. Jard. 6.000 m2. 2 terrasses. Près MONTCEAU. 700.000 F. - Tél. (1) 603-01-54.

100 km autoroute Est - Charme **MAISON PAYSANNE** 500 m2, grand confort - 354-95-10

70 KM AU SUD DE PARIS Près MALESHERBES, 216 m2 habitables, sur 5.800 M2 de TERRAIN. MAGNIFIQUEMENT AMENAGE. - Tél. : 380-29-87.

Dordogne, ferme restaur., 10 P., parc 8 ha, 600.000 F. Ag. Desplat, 19, r. Libération, 24400 Mussidan. Téléphone : (53) 81-01-98.

MARSEILLE (14 km.) 24 ha : gde bastide, bâtiments anciens, bois, vignes, cultures, environn. intact. GOUIN, Tél. : 589-64-96.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01**

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

UNE NOUVELLE « FIÈVRE » AMÉRICAINE

Le jeans de luxe

De notre correspondante

New-York. — Il y a belle lurette *que les blue-jeans* ont conquis le monde. Ils ont, il faut dire, toutes les qualités pour durer : pratiques, lavables et surtout inusables. C'était bien ce *qui chagrinait les fabricants* : comment faire acheter au public plus d'une paire de jeans tous les deux ou trois ans ?

Plusieurs « designers » américains ont trouvé la réponse : ils ont *créé* le jeans de luxe. Non par le matériau, qui reste la *toile bleue de Nîmes*, chère aux pionniers de l'Ouest, mais par la coupe serrée, faite pour mouler des formes *par définition avantageuses*, totalement inadaptée à *la vie sportive*. Bref, des jeans de ville, peu confortables, mais diablement sexy.

Les « jeans design » sont devenus un *gros* business. Bien que leur marché ne représente *pas plus de 10 % du marché* total, (plus de six milliards de dollars), *ils* ont rendu célèbres les noms de plusieurs jeunes créateurs. Leur secret : en partie *leur prix. Tandis qu'un bon vieux* « Levi Strauss » coûte 25 dollars en moyenne, un « Gloria Vanderbilt », un Calvin Klein » se vendent 40 dollars. Ce n'est *pas que leur prix de revient soit* plus élevé, car ils sont plus souvent fabriqués à Hong-kong ou à *Taiwan qu'à Chicago, mais* prestige oblige et, d'ailleurs, leur lancement publicitaire coûte les yeux de la tête.

Ces campagnes tournent depuis quelques mois au matraquage, et la guerre fait rage alimentée par des « spots » télévisés de plus en plus osés, voire d'un goût détestable. Truffés d'allusions transparentes sorties des *manuels de psychanalyse* pour tous, ces « messages » mettent en scène des dames apparemment cousues dans leurs pantalons, le torse à peine voilé *d'une* étoffe mouvante, évoluant sur les musiques les plus suggestives. Elles sont souvent *escortées d'un compagnon, tout* aussi étroitement moulé, et au regard sans équivoque. L'argument est toujours le même : si vous portez des jeans X ou Z, *vous n'avez aucune chance de* finir votre soirée seule.

Les défenseurs des bonnes *mœurs ont commencé à s'émouvoir* quand les fabricants ont attaqué le marché des jeans pour enfants, en utilisant les mêmes scénarios. Des images *de la très jeune comédienne* Brooke Shields (quatorze ans), murmurant des paroles passablement équivoques sur les joies du jeans, ont été rapidement *retirées des écrans*. Bonnes mœurs ou pas, les affaires *marchent* : un jeune « designer » a vu passer ses commandes de deux millions et demi de dollars par *mois à deux millions* et demi par semaine, apres une campagne publicitaire de 300.000 dollars.

Les « anciens » du marché du jeans ricanent : ils voient là une mode *fugace qui passera.* Quelques-uns de leurs jeunes *concurrents sont apparemment* arrivés à la même conclusion. Dès cette année, ils diversifient leur *production, se servant,* comme Jordache, de leur nouvelle *notoriété pour lancer* toute une ligne de vêtements. En attendant, l'hiver 1980-1981 *paraît devoir encore être placé* sous le signe du jeans de ville, qui incarne si bien le rêve permanent de la femme américaine : la vamp (de « vampire ») *à peine modifiée par la mode* hippie, si bien incarnée par Jane Fonda quand elle harangue les militants anti-nucléaires.

NICOLE BERNHEIM.

Imperméables : triomphe du plastique

Imperméables ; voici leur *saison. Dans les premiers* prix, la vedette revient aux plastiques soudés brillants et fragiles. Ils coûtent entre 20 et 50 F, en panchos ou manteaux. Les magasins populaires et les hypermarchés en proposent dans toutes les couleurs.

Le nylon enduit est coupé dans toutes sortes de formes amusantes, en blanc quadrillé (125 F chez *Catrice*), en pan*talons (180 F chez Cacahuète)*. On peut « contraster » un *blazer* en *nylon molletonné* jaune et une jupe rouge, à porter sur un *chandail* de laine rayé à l'horizontale et caleçon assorti chez *Dorothée Bis*. Les tons heurtés venant tout droit de la bande dessinée ressortent dans des vestes flamboyantes de stylistes comme *Kansaï Yamamoto* (660 F). *Elizabeth de Senneville* imprime des franges dorées en trompe-l'œil *avec un plastique rouge* (350 F), à assortir à un minikilt (250 F), et un sweat-shirt multicolore à fond jaune (*350 F*). *Jean-Charles Brosseau* soude le plastique transparent à moufles incorporés qu'on peut rouler en revers (165 F), mais *Anne-Marie Beretta* préfère la forme trench en ciré irisé doublé créé pour Ramosport (1 155 F). Dan Béranger, pour *Gaston Jaunet,* travaille le nylon laqué rouge ou tur*quoise à capuchon* et bavolet triangulaire descendant jusqu'à la taille ceinturée (385 F). *Daniel Hechter* propose l'ensemble à veste trois-quart *doublée de faux mouton* en toile brique avec un jean en toile *huilée* dans les mêmes tons (env. 900 F et 400 F). Enfin, les amateurs de surplus trouveront les modèles américains à doublures amovibles à la FNAC (50 F), et ceux de l'armée française, en toile caoutchoutée (100 F), aux *Surplus Bensimon*.

Malgré l'invasion du plastique, à tous les niveaux, les *imperméables classiques* gardent leur clientèle. *Frank et Fils* offre un des plus importants rayons de Paris. Les *Galeries Lafayette* proposent une sélection de raglans en gabardine et en popelines de cotons aux doublures fantaisie. *Marks et Spencer* se distingue dans les premiers prix avec des modèles doublés de *fausses fourrures*.

Burberrys vient de changer sa célèbre fourrure copiée dans le monde entier, en faveur d'un demi-tartan à fond sable mouillé. Les prix augmentent mais les qualités se maintiennent. Ce sont des vêtements à amortir en plusieurs *années*. Cinq modèles d'imperméables (entre *1 110 francs et 1 600 francs*) comprennent deux trench, deux raglan et un succédané du manteau d'équitation à grand pli creux ouvert dans le dos.

NATHALIE MONT-SERVAN.

BREF

DOCUMENTATION

LE CODE DE L'ENVIRONNEMENT. — *Réalisé avec le concours* de Jean Lamarque, professeur à la faculté de droit de Bordeaux, ce nouveau petit code Dalloz répond au souci de rassembler, sous une *présentation maniable*, l'ensemble des textes et de la jurisprudence concernant la protection de la nature et la lutte contre les nuisances.

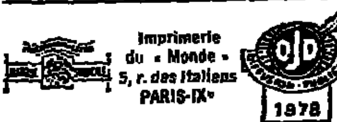
★ Première édition 1980, 870 p., 120 F.

FORMATION PERMANENTE

LA VIDÉO EN QUELQUES HEURES. — Pour les animateurs d'associations d'éducation populaire et de loisirs qui désirent s'initier à la vidéo pendant deux week-ends et *sept soirées, entre le 18 et le* 28 octobre, la direction départementale de la jeunesse, des *sports et* des loisirs du Val-d'Oise, en liaison avec la Maison des jeunes et de la culture de Sarcelles, organise un stage d'initiation pour une participation financière de 250 F, tout compris.

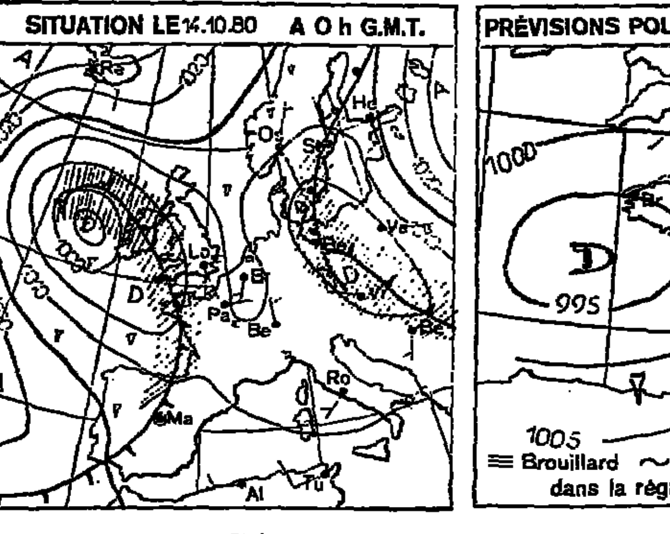
★ Direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs du Val-d'Oise, tél. 030-48-93.

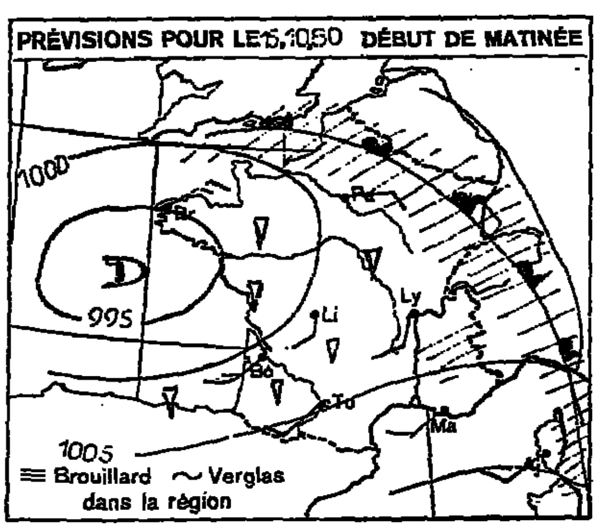
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

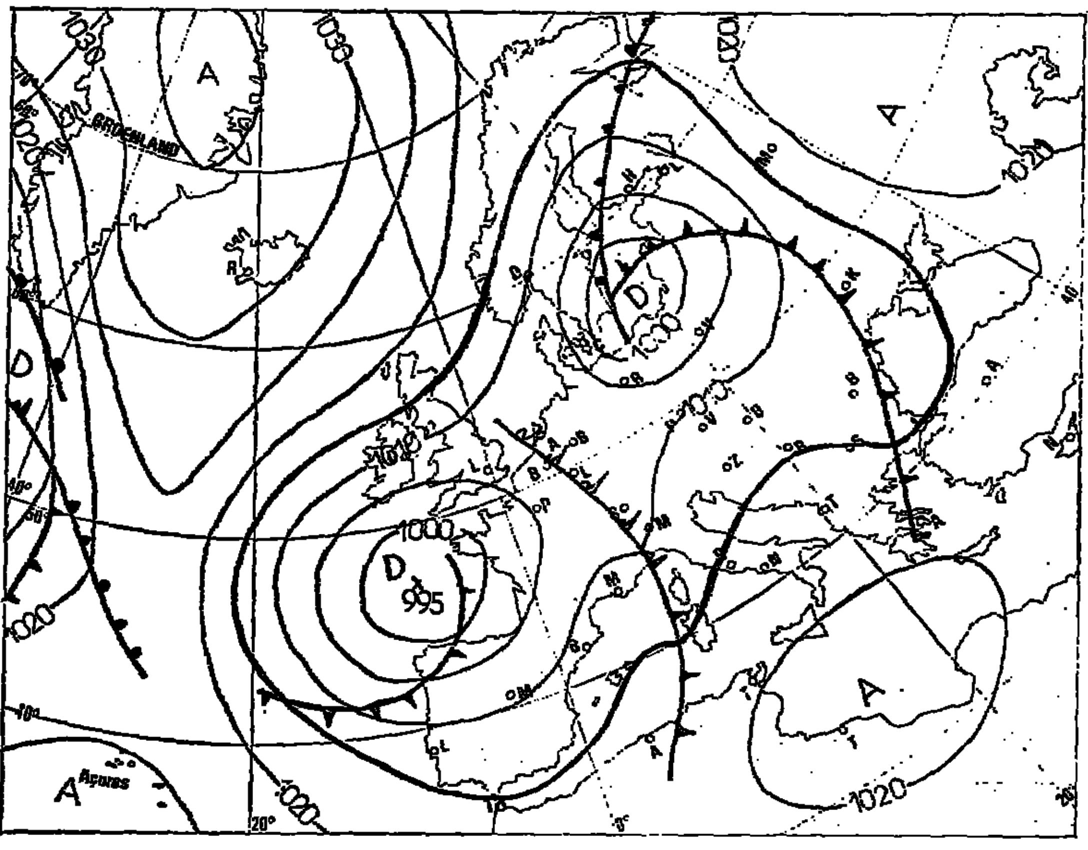
Commission paritaire n° 57 437.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 15 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 noeuds, 10 noeuds, 50 noeuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 14 octobre *à 0 heure et le mercredi 15 octobre* à 24 heures :

La dépression centrée mardi matin au large de l'Irlande se dirige vers *le golfe de Gascogne. Elle est* accompagnée d'une perturbation qui traversera toute la France et sera suivie d'air frais humide et instable.

Mercredi 15 octobre, le temps sera médiocre sur toute la France. Les nuages, abondants, donneront des pluies ou des averses et les éclaircies ne seront que de courte durée. Les vents, assez forts près des côtes et au large, modérés et irréguliers dans *l'intérieur, viendront de l'est et du* nord-est sur l'Alsace, la Lorraine, le *Nord, la région parisienne*, la Normandie et la Bretagne ; ils souffleront du secteur sud-ouest sur le reste du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 18 et 10 degrés ; *Biarritz, 17 et 13 ; Bordeaux, 16* et 8 : Bourges, 8 et 2 ; Brest, 12 et 7 ; *Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 13 et 7* ; Clermont-Ferrand, 9 et 1 ; Dijon, 11 et 2 ; Grenoble, 9 et 6 ; Lille, 11 et 1 ; Lyon, 11 et 2 ; Marseille, 15 et 5 ; Nancy, 10 et 3 ; Nantes, 14 et 8 ; Nice, 20 et 10 ; Paris-Le Bourget, 15 et 4 ; Pau, 15 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 10 degrés, Amsterdam, *14 et 3 ; Athènes, 25 et 16 ; Berlin,* 9 et 8 ; Bonn, 11 et 1 ; Bruxelles, 11 et 1 ; Le Caire, 29 et 18 ; îles Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 12 et 8 ; Genève, 9 et 3 ; Lisbonne, 21 et 14 ; Londres, 14 et 8 ; Madrid, 20 et 10 ; Moscou, 12 et 2 ; New-York, 13 et 6.

LE TEMPS JUSQU'A DIMANCHE

Jeudi 16 octobre : temps généralement médiocre, ciel très nuageux et couvert sur l'ensemble du territoire ; pluies éparses ; vents variables faibles : températures s'élevant entre 17 et 19 degrés sur les côtes méditerranéennes et seulement 9 à 11 sur les côtes de la Manche.

Vendredi 17 : dans une situation *toujours dépressionnaire, temps gris,* brumeux, humide, avec pluies éparses ; *températures nettement inférieures* aux normales saisonnières, même dans le Midi, où les températures maximales approcheront de 17 à 18 degrés.

Samedi 18 : sur une large moitié ouest de la France, établissement d'un courant de nord avec des giboulées et quelques rares éclaircies ; températures en baisse de 3 degrés le matin à 8 à 9 degrés l'après-midi de la Manche aux Pyrénées ; des Alpes à l'Alsace, nombreux orages localement violents avec fortes pluies ; neige au-dessus de 1 000 mètres ; *températures 6 à 7 degrés sur* l'Alsace, 11 à 12 degrés dans le Midi, *le matin*. Températures en hausse dans l'après-midi.

Dimanche 19 : généralisation du courant frais instable de nord à nord-ouest, établissement du mistral et de la tramontane dans les régions méridionales ; nombreuses ondées de pluie en plaine. Neige à partir de 600-800 mètres.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
387 F	781 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
328 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

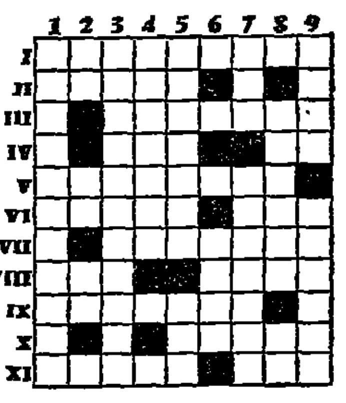
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 778



HORIZONTALEMENT

I. Nom couramment donné à un gros cornichon. — II. N'ont pas la parole. — III. Est parfois très *cloche*. — IV. Coule en Roumanie. Chemin. — V. Insuffisante quand on veut être bien bouclé. — VI. Auteur d'un livre. Pour faire le trottoir. — VII. Prouvent qu'il y a eu de la casse. — VIII. Nom qu'on donne à un capucin. Bon*nes quand elles sont grandes*. — IX. Un peu trop léger. — X. Pas du tout serrée. — XI. Sur *lesquels* on ne voit plus de mouches. Le préféré du collège.

VERTICALEMENT

1. N'aime pas beaucoup le cassis. — 2. Qui ne cache donc rien. Est très brillant. Ne croit pas (epelé). — 3. Recherchées par ceux qui veulent faire des brochettes. — 4. Peut nous prendre dans le vestibule. — 5. Qu'on rencontre fréquemment. Pour réparer le bâtiment. — 6. Prénom pour un président. — 7. Qui aurait *besoin de repos. Marche de* travers. — 8. Dans la composition de corps gras. Article. — 9. On y trouve une ancienne cathédrale. Souvent remplacé par un pont.

Solution du problème n° 2 777

Horizontalement

I. Cerveau. — II. Amuseurs. — III. Col ; Est. — IV. Ciment. — V. Isis ; Arme. — VI. Ninon ; Ibn. — VII. Arénicole. — VIII. Diner. — IX. *Io* ; Us ; EG. — X. OTAN ; Bési. — XI. Narines.

Verticalement

1. Vaccination. — 2. Moisir ; Ota. — 3. Culminer ; AR. — 4. Es ; Eson ; Uni. — 5. Rein ; Nids. — 6. Vu ; Ta ; Ci ; BE. — 7. Ere ; Rion ; Es. — 8. Assemblées. — 9. Energie.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel du mardi 14 octobre 1980 :*

DES DECRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er octobre 1980.

● Relatif à la date d'entrée en vigueur des taxes sur les transports par navigation intérieure.

DES ARRETES

● *Portant ouverture* en 1981 des épreuves pour l'accès au cycle préparatoire *aux concours* internes d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

● Déterminant les mesures à appliquer par le fonds de péréquation de l'électricité en 1980.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 OCTOBRE

« Les collections de la Préfecture de police », 15 h., 1 bis, rue des Carmes, Mme Legrégeois.

« *Notre-Dame* », 15 h., portail central. Mme Bachelier.

« L'Hôtel Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel Le Monnier », 15 h., 4, rue de Tournon. Mme Chapuis.

« L'art gothique », 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine. Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« Pagode du bois de Vincennes », 15 h., 45 bis, avenue Belle-Gabrielle, Nogent (Approche de l'art).

« Le Palais de justice », 15 h. métro *Cité* (L'art pour tous).

« Les Invalides », 15 h., métro Latour-Maubourg, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 15 h., 1, rue de Fourcy. M. de La Roche.

« Le quartier des Gobelins », 15 h., angle avenue des Gobelins, rue de la Reine-Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Ateliers des Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

« Le costume : un patrimoine vivant », 14 h. 30, Musée Nissim de Camondo, 63, rue de Monceau (Union centrale des arts *décoratifs*) (visite pour enfants).

« *Hôtels de l'île Saint-Louis*, l'église », 15 h., 12, bd Henri-IV (le Vieux Paris).

« Meubles intérieurs de France : du Moyen Age à Louis XIV », 14 h. 30, Musée du Louvre, entrée principale (Visage de Paris).

CONFÉRENCES

15 h. et 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires. Mme Thibaut : « Celtes, Angles, Saxons, Vikings : le temps des légendes » (Musées nationaux et monuments historiques).

18 h. 30, 33, faubourg Saint-Honoré, M. de Gennes : « L'athérosclérose et son traitement : *son origine métabolique* à transmission familiale » (*Cercle de l'Union interalliée*).

19 h. 30, 1, rue Victor-Cousin, amphi *Bachelard*. M. Meglin : « Une nouvelle conception de la vie » (Université populaire de Paris).

Le Monde

régions

HAUTE-NORMANDIE

Le patrimoine sans discours

PRÈS D'ELBEUF

Les déchets industriels vont-ils ensevelir les animaux de la préhistoire ?

De notre envoyé spécial

Elbeuf. — La « fosse marmitaine », voilà un joli nom pour un endroit maudit. Ce pied de falaise, situé à 7 kilomètres d'Elbeuf sur les bords de la Seine, n'a jamais cessé d'être un sinistre dépotoir. Il fut, jadis, un cimetière de mammouths. Il sera, demain, la plus vaste poubelle industrielle de Seine-Maritime.

Il y a cent vingt mille ans, lors de l'avant-dernière glaciation (celle de Riss), la Seine avait plusieurs kilomètres de large et se jetait dans la Manche, fort loin de son estuaire d'aujourd'hui. Elle roulait ses eaux au milieu d'une toundra peuplée de mammouths, de rhinocéros, d'aurochs, de rennes et de bisons. Quelques hordes de chasseurs préhistoriques taillaient le silex. Lorsqu'un animal (ou un homme) tombait à l'eau, sa dépouille était apportée par un remous au pied de la haute falaise calcaire où s'est planté, de nos jours, le village de Freneuse. Puis un linceul de sable et de gravier recouvrait ces restes.

Le temps a passé, la Seine s'est retirée et la nécropole animale serait restée enfouie sous plusieurs mètres de sédiments si l'autoroute de Normandie n'avait pas traversé la vallée, à quelques centaines de mètres de là. En 1966, pour extraire des matériaux, on ouvre une carrière à la « fosse marmitaine ». L'un des techniciens, responsable du chantier, M. Gérard Carpentier, est un enfant du pays. Depuis l'âge de douze ans, il se passionne pour la géologie, la paléontologie, la préhistoire. Lorsque, au flanc de la colline, apparaissent les premiers ossements, il arrête les pelles mécaniques.

En treize années, visitant chaque jour la carrière, avec l'accord de l'exploitant et la complicité des ouvriers, il a recueilli deux mille ossements. La « fosse marmitaine » bénéficie d'une chance exceptionnelle : un dépôt très ancien, des os qui se sont conservés, une entreprise qui accepte de laisser travailler les paléontologues, et, sur place, un amateur qui connait la valeur des pièces exhumées, qui sait les extraire et les traiter, et qui les entrepose dans sa propre demeure. Un homme qui, frappé d'invalidité par une soudaine maladie en 1976, n'a pas renoncé pour autant à consacrer son temps, ses forces et ses maigres revenus à sauver le plus beau gisement du nord de la France et l'un des plus importants d'Europe.

La « fosse marmitaine »

La « fosse marmitaine » est un coup de projecteur inespéré sur la France d'il y a cent vingt mille ans. Plusieurs universités travaillent actuellement sur les indices de tous ordres qu'on y recueille. En juillet 1979, quarante spécialistes européens du quaternaire s'y sont réunis à l'occasion d'un symposium. On croyait que les mammouths étaient apparus chez nous il y a soixante mille ans ; la « fosse marmitaine » prouve qu'il faut les vieillir de soixante mille autres années. Elle n'a livré, jusqu'ici, que quelques outils de silex, mais peut offrir, demain, les restes d'un homme préhistorique.

L'affaire commence à passionner les Normands. Le muséum d'histoire naturelle de Rouen, l'un des plus dynamiques musées de province et l'un des plus riches en collections paléontologiques, a demandé à M. Gérard Carpentier d'exposer ses plus belles pièces (1). Cinq mille personnes sont déjà venues s'initier aux mystères des animaux de la préhistoire. Elles ont admiré des crânes de mammouths avec leurs défenses, dont certaines étaient si lourdes qu'elles traînaient et s'usaient sur le sol. Elles ont compris pourquoi lorsque ces grands animaux avaient épuisé leur stock de dents ils n'avaient plus qu'à mourir de faim. Et elles se sont demandées avec les scientifiques pourquoi ces mêmes animaux, qui avaient survécu au réchauffement des années 100000, ont disparu définitivement avec la dernière glaciation. Elles ont lu aussi avec étonnement le texte suivant : *« Appel est lancé à toute personne et à tout organisme pour préserver le patrimoine naturel de la fosse marmitaine. »*

En effet, le cimetière préhistorique est menacé par l'installation dans l'ancienne carrière d'une décharge industrielle. Le trou, profond de 40 mètres, s'étend déjà au flanc du coteau sur 30 hectares. L'exploitant en demande 20 autres. A terme, la fosse fera 50 hectares. Le département, lui, ne sait comment se débarrasser des 100 000 tonnes de résidus que « produisent » ses nombreuses industries. Les plus toxiques sont expédiés et détruits dans un centre spécial à Limay (Yvelines). D'autres sont recyclés (épandage de boues fertilisantes en forêt, utilisation de restes chimiques floculants dans les stations d'épuration). Restent des emballages, des fûts vides, des mâchefers, des boues et tout un bric à brac qu'on ne peut, parait-il, réutiliser. Or les terrains propices au stockage de ces rebuts n'existent plus à 30 kilomètres autour de Rouen. L'administration et le département ont jeté leur dévolu sur la « fosse marmitaine » où déjà, comme un peu partout, s'entassent des déchets « sauvages ».

Le projet consiste à acheter 35 hectares de l'ex-carrière, à assurer l'étanchéité du sol avec du feutre-bitume, à y déverser 100 000 tonnes par an de résidus industriels et urbains, à drainer les eaux et à les traiter si nécessaire. Un rideau d'arbres isolera le dépôt du village voisin. De la terre répandue au fur et à mesure évitera les odeurs. Dans cinquante ans, quand on aura entassé là 5 millions de mètres cubes de rebus, le sol sera nivelé, engazonné et restitué à la commune de Tourville qui, bien entendu, s'en félicite.

Malheureusement, les habitants de Freneuse, qui résident juste au-dessus du trou, auront les nuisances sans aucun profit. Ils ont constitué une association de défense et protestent avec vigueur contre le projet. Les scientifiques, pour leur part, voudraient bien que l'on conserve au moins une coupe des terrains alluvionnaires pour sa valeur exemplaire et pédagogique. Ils font observer que les 20 hectares restant à exploiter seront probablement les plus riches en ossements. On pourrait même y découvrir des restes humains. Une surveillance redoublée et des précautions exceptionnelles seraient donc nécessaires.

Réponse de l'administration : une tranche de terrain restera vierge de tout aménagement : le classement de l'endroit sera proposé à la prochaine réunion de la commission départementale des sites. Ces mesures seront-elles suffisantes ? Les responsables du muséum de Rouen, tout comme M. Gérard Carpentier, rêvent d'un véritable musée de plein air où l'on montrerait *in situ* les restes des animaux et des chasseurs de la préhistoire. Pratique courante aux Etats-Unis et qui commence à prendre en France, comme on vient de le voir dans le parc du Vercors (*le Monde* du 16 juillet).

La « fosse marmitaine » pourrait assumer alors son double destin de cimetière. Celui des temps anciens et celui des temps modernes. Un musée préhistorique à côté d'une décharge ultra-moderne : pourquoi pas ? Un peu d'imagination et un peu d'argent suffiraient.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Muséum d'histoire naturelle. Les mammouths de Tourville. Exposition ouverte jusqu'au 3 novembre, 198, rue Beauvoisine, 76000 Rouen.

A VARENGEVILLE

Le cimetière marin glisse vers la mer

De notre correspondant

Rouen. — Curieuse année du patrimoine à Varengeville-sur-Mer, en Seine-Maritime, à 10 kilomètres à l'est de Dieppe. Ce village de mille habitants s'étale sur le plateau de Caux au bord de la Manche. Sa célébrité, il la doit principalement à son église romane du douzième siècle, entourée d'un cimetière marin, qui surplombe la mer, à soixante-dix mètres de hauteur.

La légère inclinaison du sol vers le bord de la falaise agrandit la perspective en direction de Dieppe, et le cadre a suffisamment de force pour avoir été classé en novembre 1942. De nombreux artistes ont été conquis, et plusieurs, dont Georges de Porto-Riche, Albert Roussel, Georges Braque, sont enterrés ici. Chaque été quarante à cinquante mille personnes passent dans le village visitant également le parc floral des Moustiers tout proche. Enfin, on ne compte plus les résidences secondaires appartenant, selon le maire, M. Jean Leforestier élu en 1977 à la tête d'une liste modérée, à des personnalités en renom.

Pourtant, durant « l'été du patrimoine », l'église, qui possède un admirable vitrail signé de Braque, était fermée. Et aujourd'hui on se demande ce qu'il adviendra, du site dans les décennies à venir car sur 2 hectares il est sapé en profondeur. Le phénomène est imperceptible et ne présente pas de danger pour les visiteurs du cimetière marin, mais, conjugué au délabrement des structures de l'église, il a provoqué l'effondrement de morceaux du plafond de celle-ci. En août 1979 tout d'abord, puis épisodiquement, jusqu'à ce que le service départemental de l'architecture recommande au maire de Varengeville la fermeture de son église en mars 1980.

Pour M. Leforestier, les risques d'effondrement n'étaient pas nouveaux : *« Lors des travaux de modernisation, au dix-neuvième siècle, les charpentes en bois ont été sapées. A la place on a voûté le plafond avec des briques et du plâtre. Mais les murs porteurs ne sont pas reliés entre eux, ce qui provoque un écartement du parallélisme des piliers. »*

Cependant, des travaux de consolidation, utilisant les matériaux et les techniques d'origine, vont démarrer dans les semaines à venir. D'après M. Georges Duval, architecte en chef des monuments historiques de Haute-Normandie, le coût des travaux pour 1980 atteindra 600 000 francs, l'Etat prenant la moitié de cette somme à sa charge.

Travaux trop chers

Reste que l'ensemble du site est toujours menacé par un glissement du terrain. *« Une affaire distincte de celle de l'église »*, préviennent le maire et l'administration. D'abord parce que, contrairement à l'église, il n'y a absolument aucun risque immédiat et ensuite parce que deux ministères de tutelle différents sont concernés. L'environnement et le cadre de vie pour le site, la culture et l'information pour l'église. Ce qui ne facilite pas les démarches. Les falaises du pays de Caux depuis toujours sont menacées d'effondrement sous la pression de deux phénomènes naturels : l'attaque continuelle du bas par la mer et, au sommet, l'écoulement des eaux pluviales.

A Varengeville, on se tourne vers les pouvoirs publics, pour faire accélérer un processus de sauvetage entamé dès 1971 par une étude du centre d'études techniques de l'équipement de Rouen. D'après M. Yves Lasseigne, directeur du service de l'architecture en Seine-Maritime, les moyens techniques très sophistiqués existent, mais ils devront être affinés par une nouvelle étude. Fin 1981, les experts pourront donner une solution définitive. Si les fonds sont débloqués, deux possibilités : ou bien s'attaquer aux côtes, c'est-à-dire à l'humidité en drainant en profondeur (mais cela risque de modifier l'aspect des lieux), ou alors stopper les effets en ancrant les sols. *« Le coût du chantier est estimé de 1 à 2 millions de francs. »*

A Varengeville, on patiente. L'essentiel était de remettre l'église en état, car on sait que le site ne glissera pas vers les flots du jour au lendemain ; mais le temps risque d'alourdir la facture. Le maire, M. Leforestier, regrette seulement que l'Etat ne défende pas sa côte. *« Comme en Angleterre, où il existe une large bande dont les pouvoirs publics sont responsables. »* A l'évidence, la responsabilité totale et la charge de tels ouvrages et sites sont trop lourds pour une petite commune. Les services départementaux en sont parfaitement conscients.

ETIENNE BANZET.

ÉMOTION ET IMPATIENCE A ROUEN

La cathédrale bancale

De notre envoyé spécial

Rouen. — Il est une heure du matin. Le feu s'empare du centre-ville, les bombes explosent au cœur de la cité, des quartiers disparaissent dans les flammes, la cathédrale n'est pas épargnée : les torpilles lâchées des avions viennent frapper le bas-côté sud et l'une des piles de la croisée, traversent le chœur, les chapelles s'effondrent, sauf une, la nef heureusement, conserve un point d'appui...

Ce 19 avril 1944 est le plus terrible des jours que connaît la ville de Rouen. Les dommages subis sont innombrables, le bilan des bombardements alliés, déjà catastrophique, est encore alourdi par un incendie le 1er juin suivant. Après l'effondrement du flanc de la cathédrale, c'est l'embrasement de la toiture et du sommet de la tour Saint-Romain près du beffroi. Les cloches fondent et s'échappent. Une équipe de sauveteurs intervient et sauve la cathédrale d'une mort certaine. Fort heureusement, tout ce qui avait pu être protégé ou déposé avant le début des hostilités est parfaitement conservé.

Commence alors pour la cathédrale une vaste restauration. Petit à petit, les arbres de la forêt des Essarts, étayés par des traverses de chemins de fer, qui relayaient la pile centrale effondrée, laissent la place à une colonne neuve, faite de la pierre de Caumont déjà utilisée en 1145 par les premiers bâtisseurs. De tout côté, on retape, on recouvre, on déblaie. De 1945 à 1956, sous la direction de M. Chauvel, architecte en chef des monuments historiques, et avec le concours de l'entreprise de M. Georges Lanfry, l'homme qui dirigea, sous les bombes, les secours, la cathédrale recouvre une certaine stabilité. Cent dix ouvriers travaillent à la restauration pour que le 24 juin 1956 un *Te Deum* d'action de grâce résonne dans la cathédrale rendue au culte.

La restauration n'est pas terminée pour autant. Aujourd'hui encore, la cathédrale a besoin de nombreux travaux. Depuis deux ans, on a commencé le sauvetage de la flèche qui menaçait de s'écrouler. On la double aujourd'hui d'une structure métallique. On s'intéresse également à la tour de Beurre, qui tombait par petits bouts sur les passants... Depuis près de quarante ans, certains échafaudages demeurent et, ironie, on a... restauré il y a peu l'un d'entre eux.

Propos terribles

Pourtant, l'Etat consacre quelque 4 millions de francs cette année à la restauration de la cathédrale. Mais, comme le souligne lui-même, le secrétaire général de la préfecture de Rouen, M. Claude Silberzahn *« la vitesse des travaux ne suffit pas à empêcher la cathédrale de se détruire »*.

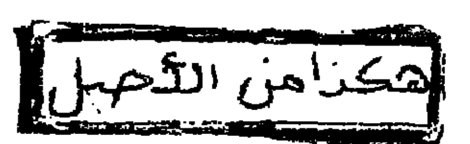
Les études de la préfecture ont révélé que 160 millions étaient nécessaires à la réfection totale de l'édifice. Il faudrait, au rythme actuel, au moins quarante ans avant de voir disparaître le dernier échafaudage. Cela est-il acceptable ?

Chacun semble, à Rouen, refuser un tel délai. On envisage déjà les remèdes. La préfecture a mis au point un contrat décennal qu'elle a soumis à l'approbation du ministère de la culture. Il s'agirait de trouver ces 160 millions tout de suite en associant l'Etat et les collectivités locales. En plus de l'enveloppe actuelle de 5 millions de francs des monuments historiques, l'Etat s'engagerait à octroyer une aide exceptionnelle de 5 millions par an à laquelle s'ajouteraient 6 millions du conseil général. *« On essaiera d'autre part de saisir les entreprises pour examiner si elles sont disposées à profiter des avantages fiscaux consentis au mécénat »*, ajoute M. Claude Silberzahn, qui essaie de trouver les racines philosophiques des problèmes de la conservation du patrimoine aujourd'hui.

« Il faut bien constater que les fidèles ne participent plus du tout à l'entretien de leurs lieux de culte. C'est aussi un vrai problème. D'autre part, on peut se demander s'il est raisonnable de conserver tout le patrimoine. Sans vouer la cathédrale à la dégradation, on peut quand même souligner que nous sommes la première civilisation qui se refuse à « faire » des ruines. Cela pose un véritable problème. Enfin, je suis désormais très, très réticent sur les campagnes de fouilles ; je me refuse à toute fouille spéculative qui ne soit motivée par un intérêt immédiat de travaux publics, car, ensuite, elles sont d'un entretien trop coûteux. »

Voilà la réalité. Seule, une volonté politique nationale hardie et conséquente pourrait prévenir chez certains de nos fonctionnaires de si terribles propos. Cependant on a bien l'impression que, en cette Année du patrimoine, qu'on le veuille ou non, les 0,48 % du budget de la culture nous conduiront tôt ou tard à enterrer nos ruines.

OLIVIER SCHMITT.



ILE-DE-FRANCE

La situation du logement ne cesse de se dégrader

Le conseil régional d'Ile-de-France va, ce 14 octobre, étudier et proposer des mesures pour faciliter le logement des habitants de la région.

Statistiquement parlant, le Parisien risque moins que le provincial d'être frappé par le chômage. Il dispose d'un réseau de transports en commun que les autres citadins ont quelques raisons de lui envier, mais il ne peut plus se loger dans des conditions convenables. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il prend d'année en année des proportions plus graves. La *ségrégation* sociale ne s'opère plus au niveau des arrondissements de Paris, mais au niveau de l'agglomération tout entière. Les personnes aux revenus *modestes et même* moyens sont chassées de la capitale et des villes de banlieue les plus agréables.

Certes un loyer parisien a toujours *été plus* onéreux qu'un loyer provincial, mais la crise économique avec son cortège de spéculation et de hausse du coût de l'argent a encore creusé l'écart entre les candidats au logement. Au quatrième trimestre *de 1979, le prix moyen des appar*tements neufs mis en vente était de 8 917 F le mètre carré à Paris et de 5 691 F dans la proche banlieue. Et depuis un an, la *hausse ne s'est pas ralentie, bien* au contraire...

Appartements trop petits

S'il y a un domaine où l'évo*lution économique récente a dure*ment frappé l'Ile-de-France, c'est donc bien le logement. Les chiffres parlent : cent vingt mille logements neufs avaient été mis en chantier en 1973, il n'y en a eu que cinquante-trois mille en *1979 ; trente-trois mille H.L.M.* locatives avaient été financées en 1973, il n'y en a eu en 1979 qu'environ quatorzee mille. Pourtant il serait faux de croire qu'après l'effort des années passées (46 % des logements de la *région parisienne ont été cons*truits après 1948) les besoins sont satisfaits. En 1978, huit cent quarante mille résidences principales, près de 22 % du nombre total, ne disposaient pas d'un équipement sanitaire complet. Dans la capitale même deux ménages sur *cinq occupent encore des loge*ments trop petits, la plupart des appartements à loyer modéré, que ce soient les quatre cent vingt mille régis par la loi de 1948 en partie dépourvus de confort, ou les six cent soixante-dix mille H.L.M. locatives, *doivent peu ou* prou être réhabilités. Ils le sont à la cadence de trente mille par an...

En dehors même des statistiques, *chacun perçoit la gravité* de la situation : les personnes âgées ou à revenus modestes chassées de leur quartier par la « rénovation-spéculation », les *familles* nombreuses qui doivent quitter Paris faute de pouvoir y trouver un appartement suffisamment grand à un prix abordable (les familles de trois enfants et plus représentent 13 % des ménages français, mais seulement *9,8 % des familles d'Ile-de-France* et 4,2 % de celles qui habitent Paris). De plus, les ensembles construits trop vite à la périphérie se dégradent considérablement en *quelques années*.

Le mal est si grand que les efforts des institutions régionales ne paraissent guère à sa mesure. L'objectif que doit réaffirmer le conseil régional d'Ile-deFrance, ce mardi 14 octobre, est pourtant *simple : « Maintenir la diversité sociologique de la population dans les centres-villes et les secteurs bien desservis des agglomérations. »* Pour ce faire il faut s'attaquer à la hausse du coût du foncier, entretenue par le *manque de terrain, qu'il soit réel* ou artificiel. La région va donc, concurremment avec l'Etat et les collectivités locales qui le font déjà, payer une partie du surcoût foncier quand un organisme H.L.M. ou assimilé voudra construire (ou acquérir pour améliorer) sur un emplacement bien situé, donc où le prix du terrain est élevé. Concrètement elle prévoit de fournir de 12 000 à 16 800 F pour chacun des deux mille deux cents logements *sociaux* dont elle pense qu'ils pourront être construits tous les ans dans les quartiers « privilégiés ». C'est peu pour lutter contre la ségrégation sociale, d'autant qu'en tout état de cause une partie du surcoût foncier restera à la charge du constructeur, et donc du locataire ou de l'acheteur.

L'établissement public régional va aussi demander l'aide de l'Etat pour améliorer le parc des H.L.M. (ou assimilés) existant. Mais, contrairement à l'Etat, il pourrait aussi intervenir pour de *petits travaux visant à économi*ser l'énergie, même si les organismes H.L.M. ne sont pas « conventionnés » (1), ce qui est souvent le cas en région pari*sienne*.

Enfin, la région va aider les PACT (centres de protection, amélioration, conservation et transformation de l'habitat), as*sociation régie par la loi de 1901*, à préparer l'amélioration des logements anciens, ainsi que les communes qui mènent des opérations de réhabilitation de quartiers anciens ou d'espaces publics

Un emprunt de 500 millions de francs

Pour financer cette nouvelle politique, la région a été autorisée, lors de la réunion du 17 juillet 1980 à l'Elysée, à *émettre* un emprunt spécifique de 500 millions de francs (elle demandait 1 milliard). En 1981, elle prévoit d'engager 80 millions de crédits. C'est peu comparé aux 2 milliards du budget régional de 1980. M. Michel Giraud, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, président du conseil régional, espère que cela aura *le même effet* multiplicateur que l'effort fait les *années passées pour* les transports en commun et les voies de communication. Mais en 1980, l'Ile-de-France a consacré près de 400 millions à la seule A-86, *cinq fois plus pour une autoroute* que pour l'ensemble des logements...

THIERRY BRÉHIER.

(1) La « convention » permet aux organismes H.L.M. de bénéficier de l'aide de l'Etat et à leurs locataires de toucher l'aide personnalisée au logement, mais entraîne une hausse des loyers pour les ménages aux revenus plus élevés. C'est cette politique que contestent de nombreux organismes H.L.M. de la région parisienne.

Trois mois pour rien

Trois mois ! Voici aujourd'hui trois mois que *Catherine cherche un nouvel* appartement. Secrétaire de direc*tion de trente ans, dans une entre*prise privée à Paris, elle n'a pourtant *pas lésiné sur les moyens* d'investigation : elle parcourt chaque jour *les petites annonces*, les hebdomadaires spécialisés et a pris contact avec plusieurs agences.

Lasse de payer 1 400 F par mois — *en pure perte* — pour son « 28 mètres carrés » dans le qua*torzième arrondissement*, elle a décidé, il y a cinq ans, de souscrire *un plan épargne-logement*. Elle est aujourd'hui à la tête d'un petit capi*tal de 80 000 F et s'est* décidée à devenir propriétaire. Sa banque lui accorde un prêt de 130 000 F qu'elle devra rembourser en sept ans. C'est donc, en devenant propriétaire, 1 900 F qu'elle pourrait avoir à débourser chaque mois, au lieu des 2 900 F qu'elle payait auparavant (loyer et dépôt du plan épargne conjugués). « *Une bonne affaire* », s'est dit Catherine.

Alors, elle est partie en chasse, hier pleine d'optimisme, aujourd'hui désabusée. Le prix du mètre carré à Paris est trop souvent exorbitant : « *Les agences me proposent des appartements de 35 mètres carrés pour 350 000 F. Du côté des particuliers, on ne descend pas, pour la même surface, à moins de 270 000 F, sans compter les travaux qu'il faut envisager pour rénover une cuisine ou faire une salle de bains.* ».

Catherine a bien pensé à s'installer en banlieue où les logements sont moins chers, mais elle refuse de partir « *à perpète* ». Or, à Paris, *les prix sont devenus prohibitifs.*

« *Ils ont augmenté d'au moins 30 % depuis le début de l'année* », constate M. Simon Lect, un directeur d'agence immobilière du dix-septième arrondissement. Cet homme rond et sympathique de quarante-neuf ans, ancien des jeunesses communistes, « *qui en est revenu* », donne du phénomène deux explications : la presse et l'inflation. « *Les grands magazines d'information et certains quotidiens ont fait, au début de l'année, de grands articles pour dire qu'on ne trouvait plus rien à moins de 10 000 F le mètre carré dans Paris. Cela n'a pas raté : les propriétaires qui nous contactaient ont alors tous demandé ce prix-là. Pourtant, avant cette campagne, on trouvait encore facilement quelque chose à 5 000 ou 7 000 F. D'autre part, il faut bien le dire, la crise économique et la « poussée » de l'or ont amené les gens à revendre le métal jaune en hausse pour faire d'autres placements. Tout le monde s'est rué sur le marché immobilier pour acheter n'importe quoi à n'importe quel prix.* »

Un P.-D.G. à la rue

Jamais la spéculation immobilière n'avait été aussi vive qu'au début de cette année. M. Lect a ainsi, de janvier à mai, fait un chiffre d'affaires qu'il réalise d'ordinaire en dix mois. Pourtant, il craint maintenant de voir son activité baisser fortement et voudrait qu'on « *réorganise le marché* ».

« *Il faut absolument que le système des taux d'intérêt soit revu,* affirme-t-il, *et que l'on institue une discrimination selon les revenus et les capacités des acheteurs éventuels. L'Etat doit, d'autre part, décider d'une véritable politique foncière, de type suédois ou hollandais. En effet, dans ces pays, l'Etat est le plus gros propriétaire et mène une politique du logement social locatif.* »

M. Lect est d'ailleurs un fervent de la location. Mais, conscient que tout le système actuel, et son cortège de facilités fiscales, favorise l'accession à la propriété, il préconise d'acheter pour louer ensuite. « *C'est une aberration pour un jeune d'acheter ses murs. Mieux vaut acheter quelque chose qui corresponde à ses revenus, et louer ensuite son propre logement avec les revenus de l'appartement acheté et mis en location.* »

Un conseil qui n'a pas laissé Catherine indifférente. Son argent serait-il placé, elle s'endetterait moins auprès de sa banque et le revenu qu'elle dégagerait lui permettrait de louer « plus grand ». D'autant plus qu'elle a cette triple chance d'être célibataire, de bien gagner sa vie et d'être... française. Car M. Lect est formel : « *Il y a une multitude de personnes qui refusent de vendre ou de louer à des étrangers, aux jeunes trop jeunes, aux « bas salaires », etc. Pendant deux mois, j'ai cherché un appartement pour le P.-D.G. des chemins de fer camerounais, un homme qui avait 40 000 F de revenus mensuels ! Toujours la même réponse : pas à un Noir...* »

OLIVIER SCHMITT.

Faits et projets

SAUVETAGES

Fin août, des bâtiments militaires ont été conduits à brutaliser quelque peu des chalutiers de Honfleur et de Port-en-Bessin qui bloquaient le chenal du Havre. Gaillards défoncés, coques trouées. Dimanche dernier, au large de la Bretagne, des plongeurs de la marine nationale ont dû forcer les issues et la cabine d'un bateau de pêche lorientais, retourné quille en l'air dans la tempête, pour libérer deux marins qui y étaient prisonniers depuis trente-six heures.

Dans les deux cas, il s'agit d'un sauvetage. Cet été, pour éviter que le grand port pétrolier d'Antifer ne soient asphyxiés par des pêcheurs, hier, pour épargner à d'autres pêcheurs, pataugeant dans le mazout, la mort par asphyxie.

Alors, si les pêcheurs d'Honfleur — le cœur encore plein d'une rancune justifiée — ont pris la décision d'exclure « la Royale » *des fêtes de la mer* prévues en juin prochain, on peut espérer que ceux de Lorient et de Belle-Ile, reconnaissants, proposeront aux pompons rouges de jouer le premier rôle dans les festivités bretonnes. — F. GR.

● *Aquitaine : 35 000 emplois aidés.* — Expanso, la société de développement régional du Sud-Ouest a *contribué* à la création de 35 000 emplois en Aquitaine depuis sa création en 1957. Le *rythme de ces créations d'emplois* est de 2 000 à 3 000 par an. En *1980, Expanso est intervenu dans* cent cinquante entreprises.

LEUR MÉTRO COUTE TROP CHER AUX LYONNAIS.

Bilan rose et noir pour le métro de Lyon inauguré le 2 mai 1978 et qui a transporté 100 millions *de passagers*. Son trafic augmente de 8 à 9 % par an, son taux d'occupation moyen est nettement supérieur (de plus de 30 %) à celui des métros parisien et mar*seillais, son compte d'exploitation* est équilibré, une dizaine d'agressions seulement ont été constatées sur le réseau en deux ans et demi. Mais le matériel roulant est notoi*rement insuffisant et l'exploita*tion conjuguée du métro et des autobus fait apparaître un déficit annuel de 130 millions de francs.

D'où la revendication des élus locaux qui demandent une augmentation de la subvention de *l'Etat pour les extensions futures* du métro lyonnais. — *(Corresp.)*

CONSOMMATION

Ouverture des rencontres internationales à Paris

Cinq cents à six cents participants se retrouvent le mercredi 15 octobre et pour trois jours au siège de l'UNESCO, à Paris, pour des rencontres internationales que M. Monory, ministre de l'économie, a organisées avec les Communautés européennes sous le titre : « Le pouvoir économique des consommateurs ». Européennes, ces rencontres le sont, mais au sens large du terme puisque, à côté de représentants des neuf pays du Marché commun, on trouve des personnalités venues de Suède ou de Suisse.

Des soucis communs et des moyens divers

Trois journées, un thème par journée, des travaux en commissions le matin, des synthèses l'après-midi en assemblée plénière, cela a l'air tout simple. Mais lorsqu'on sait que chacune des trois commissions de chaque journée aura à aborder de deux à quatre sous-chapitres et à entendre de six à douze interventions (soit soixante-treize en tout), on craint, peut-être à tort, qu'il ne reste guère de temps pour les débats prévus après chaque communication et que la *« vaste confrontation des expériences des divers pays européens »* voulue par M. Monory ne reste bien formelle et ne permette guère cette « *réflexion élargie* » dont le besoin « *se faisait sentir pour aller plus loin* ».

Qu'on en juge. Le thème de la première journée : « *Importance et moyens des associations de consommateurs en Europe* », recouvre dix sujets aussi importants que « *militantisme et bénévolat* », « *le financement public et l'indépendance des mouvements de consommateurs* », ou « *les conditions d'exercice du boycottage* ». Le second thème, sous le titre désormais classique de « *Information, formation et éducation des consommateurs* », aborde des sujets aussi controversés que « *l'évolution de l'information des consommateurs à la télévision* », « *la contribution des entreprises à l'éducation et à l'information du consommateur* », ou « *l'intégration dans l'enseignement scolaire des questions de consommation* ». La troisième journée est consacrée au thème épineux du « *Dialogue professionnels-consommateurs* ». L'existence de « *services-consommateurs* » dans les entreprises, les « *codes de bonne conduite* » mis au point par les professionnels, provoquent on le sait, bien des controverses. Mais il faut noter que « *les règlements des conflits par conciliation ou arbitrage* » est un sujet qui à lui seul a suscité douze interventions

Un programme ambitieux mais que justifie la complexité des sujets. Aux animateurs de ces rencontres d'en faire autre chose qu'un catalogue de plaidoyers *pro domo*. La variété des réponses apportées aux problèmes de consommation est en effet grande, d'un pays à l'autre, selon les habitudes de pensée qui y règnent, selon le plus ou moins grand interventionnisme de l'Etat, selon le pragmatisme dont on a fait preuve au fil du temps. Rien d'étonnant qu'en République fédérale d'Allemagne cent vingt bureaux de conseils aux usagers soient financés par subventions publiques, qu'en Grande-Bretagne la Consumers' Association, qui édite la revue *Which ?*, ait créé — souvent en liaison avec les municipalités — ses propres centres d'information, qu'en France les « *boîtes postales 5000* » dans chaque département aient été créées par le gouvernement.

Cependant, au-delà de ces différences, des lignes de force comparables sous-tendent l'univers de la défense des consommateurs.

Responsabiliser ceux qui en ont le plus besoin

Ces mouvements, qu'ils se soient construits autour d'une revue publiant des essais comparatifs ou grâce à une association familiale qui a, sur le terrain, diversifié son activité, atteignent d'abord les classes moyennes. De la même façon, dans les pays où des centres d'information existent, les couches de la population qui en auraient le plus besoin ne les fréquentent guère. L'Etat pas plus que les associations ne parviennent à toucher, à responsabiliser ceux qui, en raison de leurs faibles ressources, sont le plus désarmés et en ont le plus besoin.

D'autre part, le souci qu'on rencontre dans la plupart des organisations de consommateurs est celui de leur indépendance à l'égard de toutes les formes de pouvoir : pouvoir politique du gouvernement et de l'Etat, pouvoir économique des entreprises. Que l'Etat ait une politique de la consommation et la mette en œuvre est perçu comme un fait positif, à condition que l'administration ne confonde pas son action avec celle des organisations. Quant à la bonne volonté des entreprises qui ont pris conscience de cette nouvelle donnée économique qu'est le « consumérisme », elle reste toujours suspecte d'arrière-pensées de récupération du mouvement au profit de l'entreprise elle-même. A cet égard, le dialogue ne peut être fructueux que si les deux parties en présence sont sur un pied d'égalité On est encore loin de compte.

Enfin, nombreux sont les représentants des consommateurs qui pensent que les problèmes de consommation ne peuvent être considérés d'une manière isolée. Ils se placent dans un ensemble engendré par un système économique. Et c'est là une des limites de l'action des organisations de consommateurs dans les pays développés d'économie libérale : les revendications des organisations sont bien reçues tant qu'elles ne mettent pas en cause le système lui-même. Au-delà, elles suscitent l'accusation de « *faire de la politique* », comme si le fait de s'insérer dans le système économique n'était pas un acte politique.

JOSÉE DOYÈRE.

AUTOMOBILE

Afin de permettre l'intégration d'Automobiles Talbot

LA DIRECTION D'AUTOMOBILES PEUGEOT EST RÉORGANISÉE

Le conseil de surveillance d'Automobiles Peugeot a décidé le 13 octobre de modifier son équipe de direction, afin de l'adapter aux nouvelles structures annoncées le 24 septembre (*le Monde* du 26 septembre). L'intégration d'Automobiles Talbot dans automobiles Peugeot se traduira dès le 1er janvier 1981 par la création, au sein du directoire d'Automobiles Peugeot, d'un poste de directeur général, confié à M. Lucien Collaine, jusqu'ici membre du directoire, et par l'entrée dans ce directoire de M. Jean Peronnin, précédemment membre du directoire d'Automobiles Talbot.

Les deux autres membres du directoire d'Automobiles Talbot, MM. Perrin-Pelletier et Savey, seront, à cette date, « *appelés à d'autres fonctions au sein du groupe Peugeot S.A.* ».

Le nouveau directoire d'Automobiles Peugeot sera donc constitué de MM. Jean Boillot (président), Lucien Collaine (directeur général), Charles Barthier et Jean Peronnin.

● *Les ventes d'automobiles en Espagne ont diminué de 20 %* au cours des neuf premiers mois de 1980 par rapport à l'an passé. Mis à part les marques FASA-Renault et Ford, les ventes des automobiles fabriquées en Espagne ont chuter de plus de 40 %.

● RECTIFICATIF. — Dans le « Point » du *Monde* du 11 octobre et consacré à l'emprunt d'Etat, nous avons écrit que cet emprunt était d'une durée de dix ans. C'est sept ans qu'il fallait lire comme il était indiqué dans *le Monde* du 10 octobre.

AFFAIRES

A Valence

LE DISTRIBUTEUR JEAN CHAPPEL EST CONTRAINT DE DÉPOSER SON BILAN

(De notre correspondant.)

Valence. — Cette fois c'est bien fini. M. Jean Chappel, le « Don Quichotte » de l'électroménager, pour reprendre une expression de la presse locale, ferme boutique dans la capitale du Rhône moyen.

A Valence, M. Chappel avait pignon sur rue dans toute la force du terme. Dans son magasin, situé en plein centre de la ville, il exposait sans effort de présentation, sans souci d'élégance, disques, bureaux et chaînes hi-fi, au milieu desquels trônent encore aujourd'hui quelques bouteilles de vin. Celui qui avait, en 1968, repris la succession de son père, avec en tête de grandes idées de concurrence axées sur le discount et la sobriété en matière de frais généraux, n'aura cependant pas tout perdu, jeudi 9 octobre, à l'heure du dépôt de bilan de sa société, la SEMAVEM, devant le tribunal de commerce de Romans. Ce jeune loup des affaires aura mordu avec plaisir dans le fond de culotte des grands de la distribution Son attaque contre Darty avait fait quelque bruit à l'époque.

Mais cela ne constitue pas le fond de l'affaire Celui qui, en 1977, à Echirolles, aux environs de Grenoble, avait monté deux autres « entrepôts discount » avant de s'installer d'abord à Puteaux sans succès, puis à Paris, place de la Madeleine, se plaint en effet d'être victime depuis quelque temps d'une limitation de livraisons de la part des fournisseurs Il a, sur ce point, intenté de nombreux procès. A cela risque de s'ajouter le désistement des importateurs japonais en matériel hi-fi.

M. Chappel se voit dans l'obligation d'interrompre ses ventes, et, faute de stocks, ne parvient plus à honorer ses commandes. De fil en aiguille l'aventure se solde par un chiffre : 1 million 500 000 F de déficit. M. Jean Chappel a conservé deux bastions, ceux de Montvendre et d'Echirolles, qui n'appartenaient pas à la SEMAVEM. Mais il a bel et bien cassé sa lance.

PIERRE VAVASSEUR.

● *Création d'Activités chimiques.* — Tous les actifs « chimie lourde » du groupe Rhône-Poulenc vendus en juillet à hauteur de 80 % à Elf Aquitaine vont être regroupés avant la fin du mois dans Activités chimiques, une nouvelle société en voie de constitution. La création de cette société facilitera le partage de ces actifs entre Elf Aquitaine et la Compagnie française des pétroles (groupe Total), associés à 50-50 au sein d'ATO-Chimie (*le Monde* du 28 août). La présidence du directoire d'Activités chimiques sera confiée à M. Alexandre Maillat, P.-D.G. d'ATO-Chimie.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les syndicats de la mécanique acceptent une augmentation de 8,2 % seulement des salaires

De notre correspondant

Londres. — Les syndicats des ouvriers de la mécanique ont accepté, le 13 octobre, une augmentation salariale de 8.2 % pour leurs deux millions de membres (1). Cette décision, intervenant la veille même de la rencontre entre Mme Thatcher et la Confédération intersyndicale (TUC), est considérée comme très encourageante dans les milieux officiels, qui ne s'attendaient pas à une acceptation aussi rapide d'un pourcentage inférieur à 10 %.

L'an dernier, après dix semaines de grèves tournantes, les ouvriers avaient obtenu une augmentation de 20 %, et leurs revendications salariales initiales étaient cette année de l'ordre de 18 %. Mais, en une année, cent trente mille emplois ont été perdus dans l'industrie mécanique, affectée par la récession. Aussi bien, M. Duffy, président du syndicat, n'a pas caché que la décision des négociateurs syndicaux avait été déterminée en priorité par le souci de préserver l'emploi. « *Le règlement intervenu n'est pas idéal,* a-t-il dit, *mais il est le meilleur que nous pouvions obtenir sans nous engager dans un combat.* »

Cependant la situation économique reste mauvaise. En août, la production industrielle a diminué de 2,1 %, inférieure de 8,1 % à son étiage de l'an dernier, l'indice s'est situé à 102,8 (base 100 en 1975).

La grande société ICI vient d'annoncer que, étant donné un déficit dépassant 70 millions de livres cette année, elle envisageait de fermer trois de ses sept usines engagées dans la fabrication de fibres textiles, ce qui aurait pour conséquence le licenciement d'environ cinq mille personnes (cadres inclus). Le président d'ICI a déploré que les autorités de la Communauté européenne n'aient pas pris des mesures plus vigoureuses pour limiter les importations « *subventionnées* » des Etats-Unis.

HENRI PIERRE.

(1) En août, la hausse annuelle des prix à la consommation a été de 16,3 %.

LE JAPON SE SERAIT ENGAGÉ A MODÉRER SES EXPORTATIONS VERS LA C.E.E.

M. Naohiro Amaya, secrétaire d'Etat japonais au commerce extérieur et à l'industrie, a déclaré, lundi 13 octobre, à Bruxelles, que le Japon modérerait ses exportations à destination de la C.E.E. au cours des trois derniers mois de l'année.

M. Amaya, qui s'est entretenu avec les commissaires européens chargés des affaires extérieures et de l'industrie, MM. Haferkamp et Davignon, a donné ces précisions alors que la C.E.E. est de plus en plus mécontente de l'accroissement de son déficit commercial avec le Japon. Celui-ci a augmenté de 27,1 % pendant le premier semestre de cette année par rapport à la même période de 1979. Il devrait dépasser cette année 9 milliards de dollars.

Pour les huit premiers mois de 1980, les ventes japonaises d'automobiles à destination des Neuf ont augmenté de 23 % par rapport à la même période de 1979 (de 45 % en R.F.A., avec environ 150 000 véhicules, de 4 % en Grande-Bretagne, avec quelque 150 000 véhicules également, de 51 % en France, mais avec 46 000 véhicules seulement).

De source européenne, on souligne que la « modération » des exportations ne saurait résoudre le problème de fond du déficit de la balance commerciale européenne avec le Japon.

DOLLAR PLUS FERME OR EN BAISSE

Le dollar était plus ferme, mardi matin 14 octobre, sur toutes les places, à l'exception de Tokyo A Paris, il valait 4,19 F contre 4,1835 F la veille à Francfort, 1,8110 DM contre 1,8053 DM Le franc, qui est revenu en tête du S.M.E (Système monétaire européen) depuis la semaine dernière, se raffermissait encore légèrement par rapport à la devise allemande cotée à Paris 2,3146 DM.

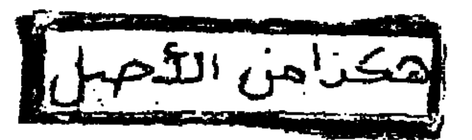
Quant à l'or, il était en baisse. Il a été coté par opposition à Londres 674 dollars l'once (contre 679,75 dollars lundi après-midi et 683,50 lundi matin).

En Espagne

L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DÉNONCE L'EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ENFANTINE

Madrid (*A.F.P.*). — Près de deux cent cinquante mille enfants espagnols ayant moins de quatorze ans travaillent dans des secteurs tels que l'alimentation, l'hôtellerie ou le commerce, selon une étude du syndicat socialiste, l'Union générale des travailleurs (U.G.T.), réalisée conjointement avec des syndicats britanniques. Un nombre important d'enfants sont aussi employés dans l'agriculture et la pêche, notamment en Galice, sans avoir fait leurs études primaires.

Le nombre des chômeurs ayant entre quatorze et vingt-quatre ans s'est élevé à huit cent soixante mille au cours du deuxième trimestre de 1980, précisent aussi les auteurs de ce document, en indiquant qu'au total 1,5 million de personnes sont sans emploi.



BOURSE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION PÉROUSE

Un projet ambitieux et complet de modernisation du marché des valeurs mobilières

M. Monory, ministre de l'économie, a rendu publiques, mardi 14 octobre, les conclusions du rapport qu'il avait demandé à M. Pérouse, directeur général de la Caisse des dépôts, sur « la modernisation de la cotation, des échanges et de la conservation des valeurs mobilières ». Les conclusions *débouchent sur un projet* très ambitieux et très complet de restructuration et de rénovation des Bourses de valeurs en France, qui sera appliqué rapidement afin de favoriser le développement du marché de valeurs mobilières.

C'est en juin 1979 que M. Pérouse s'était vu confier cette tâche redoutable : rénover la Bourse. Il se mit immédiatement au travail, réunissant sept « sages », lui compris : MM. Haberer, directeur du Trésor, Donnedieu de Vabres, président de la Commission des opérations de Bourse, Flornoy, syndic des agents de change, Chatillon, président du CIC, Plescoff, président des Assurances générales de France, et Roger Martin, président de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson. Deux comités furent constitués, l'un pour le marché, avec M. Plescoff, l'autre pour la gestion et la conservation des titres, avec M. Chatillon. Un troisième comité consacré aux problèmes d'informatisation fut confié par la suite à M. le Deutresme, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, les deux rapporteurs généraux étant M. Pierre-Paul Fourcade, du Trésor, et M. Vieillard, directeur général de la DAFSA.

Ces comités s'entourèrent d'experts, notamment M. Hua, directeur central de la Société générale, et recueillirent l'avis de toute la place financière de Paris, qui s'est trouvée aussi associée à tous leurs travaux d'une façon assez exceptionnelle. Des missions furent envoyées à l'étranger pour étudier d'une manière exhaustive le fonctionnement et le mécanisme des Bourses de valeurs.

Ces travaux avaient pour objet de définir les handicaps du marché français des valeurs mobilières avec deux conditions préalables : ne pas démolir le cadre général pré-existant (le privilège des agents de change-officiers ministériels est conservé) ; ne pas chercher une mise en application immédiate, mais se fixer un objectif extrêmement ambitieux, celui de faire du marché français le plus moderne du monde, et ceci dans deux grands secteurs : le marché des titres et leur conservation.

Elargir le marché dans le temps et dans l'espace

Le marché français des valeurs mobilières est relativement étroit, quelque peu *refermé sur lui-même* dans le temps et dans l'espace. Il convient donc de l'élargir.

● *Dans le temps.* — La durée de fonctionnement du marché — actuellement deux heures (de *12 h. 30 à 14 h. 30*) — serait portée à six heures (10 heures à 16 heures), mais cet allongement ne concernerait qu'un certain nombre de valeurs, et n'entrerait pas en vigueur avant un an au moins.

Un certain nombre de conditions doivent être remplies au préalable. Il faudra, tout d'abord, *que la contrepartie des ordres* reçus (achats et ventes) puisse être assurée pendant toute cette durée avec la constitution d'un « stock » de titres par les soins des agents de change, des banques et de spécialistes en contrepartie, comme il en existe à l'étranger : ce n'est pas un mince travail.

Il faudra ensuite que les types de cotation soient simplifiés. Les *opérations à terme deviendraient* des opérations à « *règlement différé* » en fin de mois, toute distinction étant abolie dans les cotations entre le comptant et le terme pour trois cents grandes valeurs, et cela dans un délai de cinq à six mois, comme l'a déjà annoncé M. Flornoy, syndic des agents de change. Le but de cette modification est d'éviter, pour une même valeur, qu'il y ait deux cours en même temps, au comptant et à terme.

Il faudra, également, qu'un marché à terme d'option négociable, c'est-à-dire le droit d'acheter ou de vendre un titre à une échéance déterminée (jusqu'à neuf mois) en versant ou en encaissant *une sorte d'acompte, soit* mis sur pied.

Il faudra, enfin, assurer un « routage » quasi immédiat des *ordres de Bourse et de leur exé*cution, avec authentification de l'heure de la transaction au cours de la séance allongée, tout cela avec le concours de l'informatique.

● *Dans l'espace.* — L'idéal serait que, dans toute la France et même à l'étranger, tout client puisse, dans un guichet de banque ou ailleurs, disposer immédiatement d'informations sur la « vie » des *titres* (dividendes, résultats, etc.), d'indications sur le cours et la tendance, et de la possibilité de transmettre ses ordres dans l'instant même en obtenant une réponse très rapidement : là encore, c'est l'informatique qui détient la clé.

Améliorer la gestion et la conservation des titres

En France, pays de titres « au porteur », anonymes, par opposition aux titres « nominatifs » — titres dont l'identité du propriétaire est inscrite sur les registres *de la société émettrice, comme* c'est la règle dans les pays anglo-saxons, — *la gestion et la conser*vation sont encore lourdes et coûteuses. Il y a deux ans, M. Ledoux, alors président de la B.N.P., estimait que les services « Bourse et titres » étaient déficitaires de 2 milliards de francs pour l'ensemble des banques. Gérer des titres, c'est surveiller et exécuter les opérations qui les concernent (augmentation de capital, etc.), *détacher* les coupons (à la B.N.P. six cents personnes y seraient encore occupées), et payer les dividendes (100 F de frais pour quelques coupons). Le résultat est que les banques ne mettent guère d'ardeur à « placer » des titres, comme elles le font aux Etats-Unis.

Certes, des efforts de rationalisation ont été faits, notamment *depuis la guerre, avec la création* de la Sicovam, organisme inter*professionnel qui a reçu en dépôt* 1,3 milliard de titres, soit 95 % de la capitalisation boursière, et permet d'éviter les échanges matériels en pratiquant des virements dans ses livres. Mais il reste encore six cent mille Français détenteurs de *10 %* des actions et de 10 % des obligations (en chiffres corrigés pour tenir compte d'une réforme en *cours*), *qui conservent* leurs titres « vifs » chez eux ou dans un *coffre.*

En règle générale, selon une étude du Centre de recherche sur l'épargne (CREP), ces détenteurs de titre « vifs » sont plus âgés que la moyenne des porteurs, déjà assez âgés en moyenne, et ont assez souvent un comportement passif, ne s'occupant guère de leurs titres, qui sont parfois perdus, négligés ou volés.

Mise en dépôt obligatoire

Dans ces conditions, la mise des titres en dépôt deviendrait obligatoire, puis ces titres seraient « dématérialisés », c'est-à-dire qu'ils n'existeraient plus physiquement, et seraient remplacés par une inscription en « compte courant », comme cela se pratique déjà pour les bons du Trésor détenus par la banque. Pour faciliter l'opération et éviter les *contraintes, la transition* se ferait en trois ou quatre ans, après que les problèmes juridiques assez complexes qui se po*sent à ce sujet auraient été réso*lus : on sait qu'un projet de loi n° 1651 a été *déposé* au Parlement à cet effet, et son examen a commencé en commission des lois.

Ce sera, théoriquement, une petite révolution, mais il faut bien dire que la jeune génération ne se souciait plus guère de conserver des titres par devers elle, d'autant que le développement des SICAV (Monory ou non) et de fonds de placement ôte tout support à cette détention physique, tout au moins directe.

Quant au secret vis-à-vis du fisc, il y a belle lurette qu'il est éventé, à moins de ne pas toucher ses dividendes, ce qui arrive parfois !

Ajoutons que le rapport prévoit une *modification de la tari*fication des ordres de bourse qui comporterait *« deux vitesses »*, un prix de gros pour les ordres égaux ou supérieurs à 4 000 francs, et un prix de détail, plus élevé, pour les ordres de montant inférieur, comme l'a exposé récemment M. Flornoy, avec application dans le courant de l'année prochaine.

Le rapport recommande enfin la suppression de l'impôt de bourse *(trois pour mille sur les tran*sactions) qui représente 50 % du courtage (*six pour mille*) : aux yeux des « sept sages » une telle suppression s'inscrit dans une philosophie générale de développement du marché des valeurs.

Cette philosophie s'inscrit dans le cadre de la loi Monory qui a institué une déduction fiscale annuelle pour l'achat de valeurs mobilières, et soulève un grand intérêt aux Etats-Unis (M. Monory a reçu le prix du club d'investissement), aux Pays-Bas et en Italie.

En la développant, dans leur *conclusion, les membres de la* commission Pérouse ont pris soin *d'analyser les rapports antérieurs* sur la Bourse de MM. Fournier, Lorrain, Leca, Baumgartner, qui, la plupart du temps, ont été suivis d'effet. Il entre dans les intentions des pouvoirs publics de mettre en application le plus rapidement possible les recommandations du rapport Pérouse, afin que le marché des valeurs français puisse jouer le rôle qui lui est dévolu dans la politique de développement industriel actuellement suivi dans un cadre libéral.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1930	4,1950	— 60	— 40	— 105	— 75	— 180	— 130
$ can.	3,5975	3,6015	+ 10	+ 50	+ 15	+ 55	— 25	+ 30
Yen (100).	2,0265	2,0315	+ 5	0	— 20	0	— 170	— 5
DM	2,3135	2,3155	+ 50	+ 70	+ 110	+ 140	+ 395	+ 445
Florin ...	2,1285	2,1315	+ 20	+ 40	+ 50	+ 70	+ 200	+ 250
F.B. (100).	14,4150	14,4300	— 60	+ 45	— 145	0	— 460	— 160
F.S.	2,5530	2,5570	+ 135	+ 160	+ 275	+ 305	+ 825	+ 880
L. (1 000).	4,8800	4,8855	— 410	— 330	— 900	— 755	—2620	—2360
£	10,1170	10,1300	— 450	— 380	— 745	— 660	—1310	—1175

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 7/16	8 11/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8
$ E.-U.	12 7/8	13 1/8	12 7/8	13 1/8	12 7/8	13 1/8	12 7/8	13 1/8
Florin ...	9 1/2	9 3/4	9 1/2	9 3/4	9 3/4	10	9 3/4	10
F.B. (100).	9	10	11 3/4	12 1/8	12	12 5/16	12 7/8	13 1/8
F.S.	1	1 1/2	4 3/4	5 1/8	4 7/8	5 1/8	5 3/8	5 3/4
L. (1 000).	18 3/4	20 1/4	19 3/4	20 3/4	21 1/2	22 1/2	23 1/4	24 1/4
£	19	19 1/2	16 3/8	16 3/4	16	16 1/4	15	15 1/4
Fr. franç..	11 1/4	11 3/4	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 1/8	12 3/8	12 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Allocations familiales

● *Mise en place de la nouvelle allocation* « assistance maternelle ». — La nouvelle prestation versée aux parents faisant garder leurs enfants par une assistante maternelle agréée — 400 francs par trimestre — se met progressivement en place. Créée en décembre 1977 — à l'occasion de la réunion du comité interministériel de la famille, cette allocation n'est soumise à aucune condition de ressources. Cependant, pour pouvoir en bénéficier, les parents devront être allocataires d'une caisse d'allocations familiales, faire garder leur enfant de trois ans par une assistante maternelle agréée, avair fait les déclarations nécessaires auprès de l'URSSAF et être à jour de leurs cotisations d'employeurs. Dans les semaines qui viennent, les parents vont recevoir un dépliant les informant de l'existence de cette nouvelle prestations (150 000 familles devraient en bénéficier).

Etranger

● *A Rome, les discussions ont repris*, lundi soir 13 octobre, au ministère du travail, entre les syndicats de la métallurgie et les dirigeants de la société Fiat, dont l'usine centrale de Mirafiori, dans la banlieue de Turin, est maintenant immobilisée depuis un mois (*le Monde* des 12-13 t 14 octobre). De nouvelles manifestations sont envisagées à Turin. Jeudi, les conseils d'usine et le syndicat F.L.M. doivent consulter le personnel sur la reconduction du blocus total de l'usine ou « sur une alternative à ce blocus ». — *(Corresp.)*

Social

● *La fédération F.O. des P.T.T.* ne s'associera pas à la grève du 15 octobre. Elle estime que le mouvement, déclenché séparément par la C.G.T. et la C.F.D.T., « *est sans commune mesure avec l'ampleur des problèmes posés* ». Ceux-ci sont « *tellement graves qu'ils requièrent autre chose que vingt-quatre heures de grève* », a déclaré le lundi 13 octobre M. Claude Pitous, secrétaire général de la fédération, qui a regretté par avance la gêne causée aux usagers, laquelle alimentera les critiques déjà nombreuses du monopole des P.T.T. M. Pitous s'est déclaré conscient du « *mécontentement sur les conditions de travail et de l'inquiétude pour l'avenir* », qui pourraient conduire son organisation à faire « *une véritable grève — de plus de vingt-quatre heures — au moment opportun* ».

ÉNERGIE

NOUVELLE HAUSSE DU FUEL LOURD

Pour la deuxième fois depuis le début du mois, les prix du fuel lourd vont être majorés en France à la suite de la tension sur les marchés pétroliers consécutive à la guerre entre l'Iran et l'Irak.

L'augmentation, qui interviendra mercredi 15 octobre, atteindra 7 %, alors qu'elle avait été de 10 % au 1er octobre, apprend-on dans les milieux professionnels.

La tonne de fuel lourd de base (le N° 2) sera ainsi vendue 835 francs, contre 785 francs depuis le 1er octobre, par la Compagnie française de raffinage, le numéro un du marché avec plus de 25 % des livraisons.

Le fuel lourd, produit utilisé dans l'industrie, se situe maintenant au-dessus du niveau de prix du 1er janvier 1980 (795 francs). Contrairement aux autres produits pétroliers, le prix du fuel lourd est déterminé librement par les compagnies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COGIFI

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS

Au cours de sa séance du 9 octobre 1980, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1980.

Les recettes nettes de loyers du premier semestre se sont élevées à 30 021 000 F contre 27 443 000 F pour la même période de 1979, soit une augmentation de 9,4 %.

Compte tenu des produits financiers, des recettes diverses, d'une plus-value nette à long terme de 3 037 000 F sur la vente d'éléments d'actif et d'une dotation aux comptes d'amortissement et de provisions de 3 622 000 F contre 3 049 000 F l'année précédente, le bénéfice pour le premier semestre de l'exercice 1980 ressort à 25 885 000 F contre 21 865 000 F pour le premier semestre 1979.

MIELE

Très bonne année 79-80

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Miele a progressé d'environ 6 % pour atteindre 1,415 milliard de DM (contre 1,337 milliard de DM l'année précédente). Ce résultat positif est dû principalement au développement du chiffre d'affaires des filiales européennes.

La part du marché à l'exportation s'élève à 40,3 % contre 37,7 % l'année précédente. Cette expansion a été réalisée grâce à toutes les filiales européennes Miele. La France reste en tête, suivie par les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche et la Suisse.

Depuis début 1980 Miele possède également une filiale outre-mer. Melbourne, en Australie, est la seizième filiale étrangère de l'entreprise allemande.

L'effectif total des entreprises Miele, en Allemagne et à l'étranger, est actuellement de 11 350 personnes, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à l'année précédente.

SOVABAIL

Au cours de sa réunion du 6 octobre 1980, le conseil d'administration de Sovabail, Sicomi du groupe Sovac, a pris connaissance de la situation provisoire de la société au 31 août 1980.

Pour les huit premiers mois de l'exercice 1980, le montant hors taxes des produits bancaires s'établit, compte tenu de profits taxables, à 46,5 millions de francs, en progression de 21 % sur ceux de la période correspondante de l'exercice 1979.

Le résultat net provisoire, au 31 août 1980, s'élève à 22,9 millions de francs, contre 20,5 millions de francs au 31 août 1979, en augmentation de 11,7 %.

GROUPE CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1980

	Slivam	Slivafrance	Slivarente	Slivinter	SICAV 5000*
	Un portefeuille équilibré de valeurs françaises et étrangères	Une sélection de valeurs françaises dynamiques	Un choix de valeurs de rendement	Un placement à vocation internationale	Sicav réglée par la loi du 13 juillet 1978
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION (en milliers)	4 978,78	1 653,68	19 259,91	711,28	12 991,95
ACTIF NET (en millions de F)	806,37	400,81	3 023,21	119,21	1 874,11
VALEUR LIQUIDATIVE DE L'ACTION (en F)	161,96	242,38	156,97	167,60	144,25
REVENUS ACQUIS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE (en F)	6,32	4,78	7,35	3,99	7,11
DIVIDENDE MIS EN PAIEMENT (en F)	5,97	12,08	12,57	6,23	6,94
	au titre de l'exercice 1979	au titre de l'exercice 1979-1980	au titre des exercices 1979-1980		au titre de l'exercice 1979

* SICAV réglée par la loi du 13 juillet 1978

DOCKS DE FRANCE

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 9 octobre, a examiné les résultats de l'exercice en cours.

Le bénéfice net consolidé, hors plus-value, du groupe Docks de France pour le premier semestre 1980, après amortissements, provisions et impôts, s'élève à 23 758 000 francs ; pour le premier semestre 1979, il s'était élevé à 11 617 000 francs. La part du groupe est passée de 11 931 000 francs pour le premier semestre 1979 à 18 183 000 francs pour le premier semestre 1980.

Au bénéfice net s'ajoute une plus-value nette à long terme de 51 840 000 francs, provenant pour l'essentiel de la cession d'une participation majoritaire dans Socorena.

Pour l'ensemble de l'exercice on peut estimer que, sous réserve d'événements imprévisibles, le bénéfice net part du groupe hors plus-value progressera d'environ 25 %.

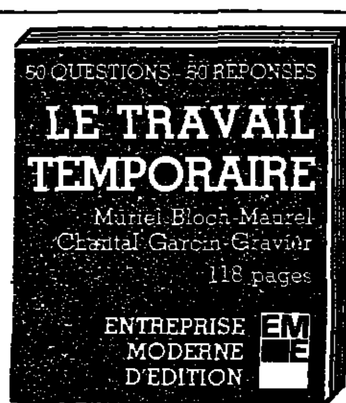
La part du groupe dans les résultats indiqués ci-dessus prend en compte ceux de Cofradel à hauteur de 52 % à compter du 1er juillet 1979 et ceux de La Ruche Picarde à hauteur de 67 % à compter du 1er janvier 1980.

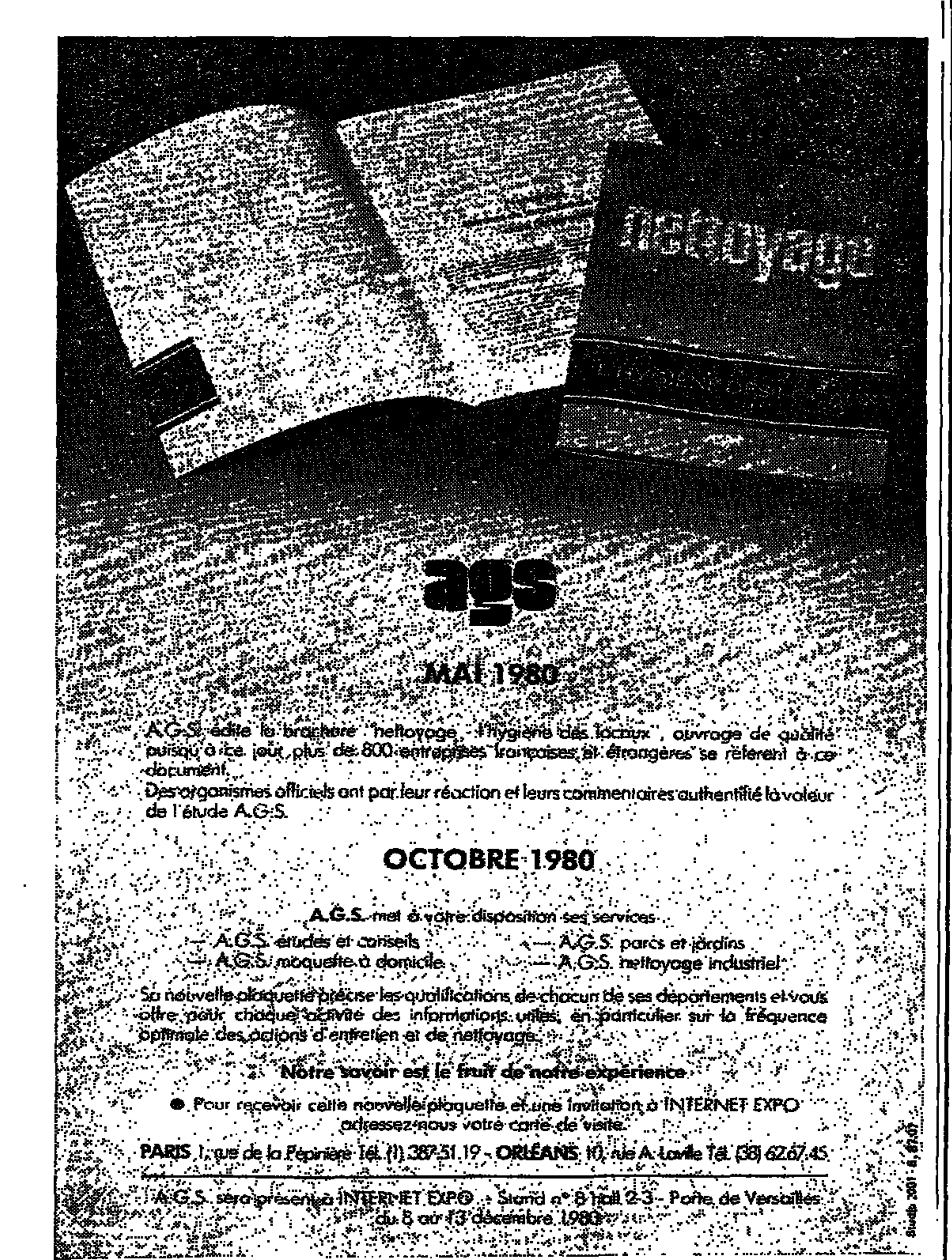
Le chiffre d'affaires provisoire au 30 septembre 1980 s'élève à 8 832 millions de francs et marque une progression de 12,5 % sur celui enregistré au cours de la même période de 1979 par les sociétés composant le nouveau groupe.

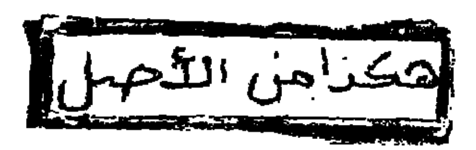
Poursuivant sa politique de distribution gratuite d'actions, et constatant l'évolution favorable de l'exercice 1980, le conseil a décidé de porter le capital de la société Docks de France de 52 757 800 francs à 65 947 300 francs par incorporation partielle de l'écart de réévaluation sur biens non amortissables. Il sera en conséquence attribué gratuitement une action nouvelle, jouissance 1er janvier 1980, pour quatre anciennes ; le rapport de conversion des obligations émises en mars 1980 sera modifié en conséquence.

La matérialisation de cette attribution gratuite interviendra au cours du quatrième trimestre, et ses modalités feront l'objet d'un communiqué ultérieur.

Au cours de la même séance, M. Michel Dian, vice-président-directeur général de La Ruche Picarde, a été nommé vice-président du conseil d'administration des Docks de France.







LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 OCTOBRE

LES PÉTROLES EN VEDETTE

Après une séance de léger recul, le marché s'est nettement redressé mardi. L'indicateur de tendance termine à environ + 0,50 %. Les investisseurs institutionnels reprennent des initiatives d'achats et l'ensemble des opérateurs se montre plus optimiste.

Elf-Aquitaine (+ 4,78 %) a été particulièrement recherché. Les perspectives de développement de ses gisements du Gabon semblent expliquer cet engouement pour le titre. Ces prévisions optimistes n'ont cependant pas empêché Elf-Gabon, qui, il est vrai, avait fortement progressé ces derniers temps, de se replier. Aux pétroles, Sogerap (+ 7,52 %) et Esso (+ 4,84 %) sont également bien disposés.

Parmi les hausses sensibles, on note aussi Alsthom (+ 5,71 %), Ruche Picarde (+ 3,7 %), les Presses de la Cité (+ 3,66 %), Guyenne-Gascogne (+ 3,55 %).

Les écarts à la baisse les plus importants sont enregitrés sur Simco (— 5,18 %), D.M.C. (— 3,92 %), Sacilor (— 3,57 %), C.I.C. (— 3,22 %), Pompey (— 2,90 %), U.T.A. (— 2,89 %), Signaux (— 2,87 %).

Les mines d'or perdent du terrain : Santa-Helena a reculé de 4,73 % ; Randfontein de 3,58 %.

Sur le marché de l'or, le lingot se replie dans le sillage du premier fixing de Londres (674 dollars, contre 679,75 dollars). En revanche, le napoléon gagne 1,20 franc, à 795,80 francs.

Les emprunts indexés, quant à eux, reculent.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Crédit ind. et com., c. 9	1 a.p.20 a.	1 ..
Dév. rég. Lang.-R., c. 27	1 p. 6	. ..
Fin. Ind. Gaz, Eaux, c. 31	1 p. 3	3
Foncière de France, c. 16	1 p. 6	14 50
Moët-Hennessy, c. 29 ..	1 p. 2	15
Mors, c. 16	1 p. 1	46 70
Sofilia, c. 41	1 p. 4	38 10

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CHARFA. — Deuxième fabricant franca de sacs papier grande contenance, *la société va prendre le* contrôle de la firme belge Sacallain en rachetant 74,97 % de son capital au principal actionnaire, le groupe suédois Norrlands Skogsares Cellulosa A. B. (N. L. B.). Ce dernier recevra en contrepartie 10 % du capital augmenté de Charfa. En 1979, Sacallain a réalisé 51,34 millions de francs français de chiffre d'affaires et dégagé un bénéfice de 2,46 millions de francs. Egalement spécialisé dans la fabrication de caisses en carton ondulé et d'emballages plastique, Charfa, qui est déjà bien implanté en Afrique francophone, devrait par cette acquisition accéder au marché européen de la transformation du papier. Le chiffre d'affaires du nouveau groupe dépasserait 360 millions de francs pour 1980.

NATIONAL ADHESIVES RESINS. — Cette société britannique va implanter une usine sur la zone industrielle de Saint-Avold (Moselle), qui emploiera cinquante personnes. Cette unité, qui fabriquera des matières plastiques à partir de produits de base fournis par la plateforme toute proche de C.d.F.-Chimie à Carling, démarrera au cours du premier semestre 1982.

I. B. M. — Hausse des bénéfices de 32 % pour le troisième trimestre. Pour les neuf mois, les profits nets atteignent 2,38 milliards de dollars (+ 16 %).

CHARGEURS REUNIS. — Bénéfice hors plus-values au 30 juin : 26,43 millions de francs contre 25,80 millions.

RUCHE PICARDE. — Bénéfice net au 30 juin : 11,04 millions de francs contre 7,57 millions.

CARNAUD. — Le résultat du premier semestre (avant amortissements, provisions et impôts) s'élève *à 40,8 millions de francs. Ce montant* ne peut se comparer à celui de 1979 (39,3 millions de francs) par suite de la création en octobre 1979 de Carnaud-Emballages, qui a repris l'ensemble des activités du groupe concernant l'emballage métallique en Europe.

SAINT-LOUIS - BOUCHON. — Le bénéfice du premier semestre ressort à 21,3 millions de francs (contre 14,4 millions).

SONY. — *La firme va émettre de* nouvelles actions destinées à être introduites sur plusieurs marchés étrangers.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/10	14/10
1 dollar (en yens)...	208 15	207 .

Taux du marché monétaire

Effets privés du 14-10 ... 11 13/32 %

NEW-YORK

Redressement

La semaine a mieux commencé au New York Stock Exchange que la précédente ne s'était achevée. Malgré un démarrage laborieux et une panne d'ordinateur, qui contraignit les autorités boursières à interrompre le cours des transactions durant une *heure environ, le marché s'est* sensiblement *redressé*, et, en clôture, l'indice des industrielles avait progressé de 9,22 points à 959,89.

Cependant, une faible activité a *régné. De fait, déjà réduite* techniquement par la panne d'ordinateur, la masse des titres traités s'est encore trouvée contractée par la fermeture des banques à l'occasion du *Colombus Day*, et 31,42 millions d'actions seulement ont changé de mains contre 44,04 millions.

Autour du « big board », le sentiment prévaut que l'escalade des taux *d'intérêt est désormais arrêtée* après la vive critique de la politique d'argent cher menée par la Réserve fédérale que le secrétaire au Trésor avait faite quelques heures auparavant. *Selon les experts, ce facteur a joué* un rôle indéniable dans la reprise des cours.

Sur 1 853 valeurs traitées, 960 ont monté et 540 ont baissé.

VALEURS	COURS 10/10	COURS 13/10
Alcoa	71 3/4	72 7/8
A.T.T.	51 1/8	51 3/4
Boeing	39 3/8	39 5/8
Chase Manhattan Bank	43 1/4	43
Du Pont de Nemours	44	44 1/4
Eastman Kodak	67 1/2	68 1/8
Exxon	75 1/8	76 7/8
Ford	27 7/8	28
General Electric	53 5/8	58 5/8
General Foods	29 1/4	29 1/2
General Motors	51 1/4	51 3/4
Goodyear	16 1/4	16 1/4
I.B.M.	69 3/8	70 1/2
I.T.T.	31	31 ...
Kennecott	32 1/4	32 3/8
Mobil Oil	75 5/8	78 3/8
Pfizer	47 .	47 1/8
Schlumberger	158 3/4	164 1/2
Texaco	37	38 1/8
U.A.L. Inc.	18 1/4	18 3/8
Union Carbide	46 1/4	47 3/8
U.S. Steel	22	22 1/2
Westinghouse	26 5/8	25 1/2
Xerox	67 1/8	68 5/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	10 oct.	13 oct.
Valeurs françaises ..	110,8	110,7
Valeurs étrangères ..	121,8	121,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	112,4	112,4

BOURSE DE PARIS - 14 OCTOBRE - COMPTANT

[illegible]

HORS COTE

[illegible]

SICAV

[illegible]

* Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2653	4,5 % 1973	2542	2517	2215	2501
3470	C.N.E. 3 %	2400	3398	3398	3390
396	Afrique Occ.	397	403	403	398
455	Air Liquide	485	498	505	501
111	Als. Part. Ind	127 50	128	129	129 20
430	Als. Superm.	415	415	415	415
77	Alsthom-Atl.	82 20	85	86 50	85
240	Appliq. gaz	243 50	240 30	240 30	240 30
158	Arjom. Prioux	172 50	172	172	170
500	Aux. Entrepr.	533	541	541	532
830	Av. Dass.-Br.	845	860	872	870
210	Bail-Equip.	198 90	198 90	198 90	198 90
225	— (obl.)	220 20	220 20	220 20	220 20
375	Bail-Invest.	372	372	372	372
153	B. Rothschild	158	159	159	157 90
95	Bazar H.-V.	98 50	99	99	100
108	B.C.T.Midi.B	114	113 90	113 90	115 90
220	Beghin-Say	265 50	262	264 50	232 90
570	Bic	564	578	578	480
520	Bis	638	634	635	639
680	Bouygues	759	766	766	769
980	B.S.N.G.D.	1004	1005	1016	1013
1010	— (obl.)	1014	1012	1013	1006
1700	Carrefour	1779	1794	1794	1794
318	— (obl.)	313	313	313 20	313 20
1430	Casino	1442	1449	1449	1449
51	CEM	49	48 40	48 40	48
186	Cetelem	193	193	193	190 10
210	Charg. Réun.	188	190	190	187
13 40	Chiers-Chat.	12 65	12 20	12 30	12
143	Chim. Rout.	138	138	138	135 20
152	— (obl.)	145	149	149	146
165	Cim. franç.	165	165 50	165 50	165 50
165	— (obl.)	164	164	164	164
1090	C.I.T. Alcatel	1040	1036	1035	1036
418	Club Méditer	417 30	425 80	425	420
505	C.M. Industr	518	519	519	515
505	— (obl.)	510	512 10	512 10	507
118	Codetel	118	118	118	118
153	Cofimeg	152 60	152 50	152 50	152 50
370	Cie Bancaire	334	328	328	326
350	C.G.E.	365	366	366	366
400	— (obl.)	414	428	418	410
125	C. Entrepr.	120 60	121	121	121 50
430	Comp. Mod.	474	472	472	470
193	Créd. Com. F	195	195 40	195 40	195 40
270	— (obl.)	278	270	270	273
425	Créd. Fonc.	445	448 80	449	440
250	C. F. Immob.	251 20	257	256 50	251 90
275	Cr. Ind. Al.-L	289	289	289	289
154	Créd. Indus.	170 50	166	165	163
131	C. Ind. Ouest	140	144	144	144
345	Créd. Nat.	356	357	358	360
72	Créd. Nord	72 80	74 40	74 40	74
382	Creusot-Loir	81 20	81	81	80 20
530	Crouzet	316	316 50	316 10	315
18	C.S.F.	465	472	472	473
585	— (obl.)	...	542	543	536
595	Darty	499	499	499	499
1030	Docks France	1198	1208	1230	1223
58	Dollfus-Mieg	51	49	49	49
570	Dumez	870	888	890	880
466	Cie Gle Eaux	461	469	469	469

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1128	Elf-Aquitaine	1278	1337	1339	1337
205	— (certific.)	245	253 50	254	253 50
280	E. J. Lefebvre	268	268	268	272 30
134	E. Sat.-Duval	139	138 50	138 50	135 80
1018	Essilor	505	510	510	518
260	Esso S.A.F.	286	293 90	299	301
365	Eurafrance	359	360	360	356 20
980	Europe n° 1	1082	1065	1082	1050
455	Facom	443	441	441	440 50
78	Fin. Dév. Ent.	73 30	74	74	74
255	Fin. Paris BP	253 50	256	255	255
305	— obl. conv.	301	306	306	302
168	Finextel	157 10	157 20	157 20	156
138	Fives-Lille	133 5	134 90	134 90	134 90
46	Fraissinet	44	44	44	44
230	Fr. Pétroles	223	223 10	223 50	223 10
230	— obl. conv.	222	222	222	220
57	— (certific.)	54 85	54 80	54 80	54 20
136	Galeries Laf.	128	131	131	130
220	Gle d'Entr.	234 50	242	242	246 80
205	Gle Fonderie	198 10	201	202	201
151	Gle Ind. Par.	147	147	147	146
345	Générale Oc.	346	343	343	343
510	Gr. Tr. Mars.	487	490	490	486
385	Guyenne-Gas.	391 10	400	405	400
260	Hachette	281 50	284 90	284 90	282
93	Imétal	97 70	97	97	95 10
848	Inst. Mérieux	882	865	887	886
131	J. Borel Int.	130 20	126	126 50	126
142	Jeumont Ind.	143	142	142	139 20
112	Kali Ste-Th.	125	124 90	125	124
50	Kléber-Col.	47 50	46 20	46 20	47 10
415	Lab. Bellon	464	460	460	460
295	Lafarge	294	299	299 50	297
320	— (obl.)	310 60	310 60	310 60	310 60
425	La Hénin	436	439 90	439	432
1630	Legrand	1680	1709	1709	1709
2448	— (obl.)	2423	2445	2445	2449
590	Lesieur	583	580	580	573
218	Locafrance	205 10	205	205	201
480	Locindus	385 50	386	386	382 20
675	L'Oréal	658	656	656	656
3330	— obl. conv.	3320	3310	3310	3310
398	Lyonn. Eaux	391	398	390	391
55	Mach. Bull	53 30	52 20	52 50	52
665	Mais. Phénix	640	630	630	621
1520	(Ly) Majorel.	1560	1665	1568	1535
560	Manurhin	827	827	827	827
42	Mar. Wendel	41 30	41 10	41 50	41 80
47	Mar. Ch. Réu.	46	46	46	45 10
575	Martell	575	575	576	582
550	— (obl.)	560	560	560	551
785	Mat. Téléph.	728	750	750	740
9750	Matra	10070	10100	10200	10180
48	Mét. Nav. N.	44	45 80	45 80	44 90
840	Michelin	799	800	803	792
545	— (obl.)	541	544	544	544
980	Midi Cie	974	975	976	975
540	Moët-Hennes.	528	526	526	513
610	— (obl.)	617	610 20	610 20	610 20
830	Mot. Leroy S.	840	834	835	822
65	Moulinex	63 20	63 10	63 10	62
420	Mumm	421	421	421	420
260	Nancéien. Cr.	280	270	270	270

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
186	Navig. Mixte	211	215	215	216
50	Nobel-Bozel.	49 50	49 70	49 70	49 10
38	Nord-Est	35 05	35 10	35 10	35
70	Nouvel Gal.	67	66	66	66
245	Olida-Caby	258 50	256	256	253
30	Om. Part. Int.	37 40	38	38 10	38
121	OPFI-Paribas	122 20	122 40	122 40	123 80
155	Paris-France	145 10	146 10	146 10	142 20
109	Pechelbronn	108	108	112	109 50
105	P.U.K.	100	100 10	100	99 50
125	— (obl.)	121	121	121	120 10
93	Penarroya	95 50	94 20	95 50	92 30
255	Penhoët	260	260	260	260
338	Pernod-Ric.	332	332	333 50	333
285	Perrier	193	194 20	194 20	190 40
122	Pétroles B.P.	132 50	133 40	132 80	131
188	Peugeot S.A.	178	177 80	178 10	175
326	— (obl.)	310 80	310	310	310
70	P.L.M.	74 90	73	73	71 60
235	Pocialn	226	226	226	223
425	Poliet	457	480	462	460
98	Pompey	98 90	97	97	95 10
395	P.M. Labinal	384	387	387	380 90
370	Presses Cité	382 50	396 50	396 50	396 50
470	Prétabail Si.	490	485	485	485
195	Pricel	191 70	191 50	191 50	188
355	Primagaz	384 90	385	387	390
117	Printemps	117	116	116	114 10
565	Radar S.A.	537	534	534	534
540	— (obl.)	526	520 50	520 50	520 50
310	Radiotech.	384	389	389	305
147	Raffin. (Fse)	158 90	164 50	166	161 50
445	Redoute	459	459 90	459	452
595	Révillon Frè.	648	648	...	640
115	Rhône-Poul.	103	102	102	102
340	Roussel-Ucl.	234 60	231 50	232	226 90
475	Rout. Colas	473	480	480	480
425	Ruche Pic.	530	550	550	580
330	Rue Imp.	987	981	981	900
18 50	Sacilor	14	13 50	13 50	13 65
174	Sade	167	168	168	168
1000	Sagem	960	960	960	955
125	Saint-Gobain	124	123 20	123 90	123 10
195	St-Louis-B.	220	219	223	219
385	Sanofi	385	381 20	381 20	381
425	SAT	447	460	460	456
66	Saulnes	66 50	66 50	66 50	65 20
325	Saupiquet	291	289	289	294
185	Schneider	182	182	182	182
45	S.C.O.A.	47 50	47 50	47 50	47 50
90	— (obl.)	81 50	81 70	81 70	81 50
170	Seb	149	152	152 50	154 50
280	Sefimeg	282	281 50	281 50	280 10
410	S.I.A.S.	454	453	453 70	452 20
785	Sign. E. El.	731	706	713	706
275	S.I.L.I.C.	271	277	277	277
285	Simco	279 50	266	267	268 30
129	S.I.M.N.O.R.	129 10	13	133	13
850	Skis Rossignol	845	847	848	843
195	Sogerap	226	243	237 90	244
380	Sommer-All.	314	316	316	315
380	Suez	304	304 80	304 80	304
275	Talc-Luz.	294	297	297	297
840	T.R.T.	842	845	845	845

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1040	Tél. Electr.	1096	1105	1107	1106
138	— (obl.)	142 50	141	141	141
240	Thomson-Br.	242 40	249	249 50	250
280	— (obl.)	281	292	293	293
355	U.I.S.	364 90	362	362	360
175	U.C.B.	170	170	170	170
181	Un. F. Bque	178	178	178 20	174 50
175	U.T.A.	178	168	168	168 10
10 50	Usinor	9	9 10	9 10	9 10
105	— (obl.)	181 50	181 50	181 50	181 50
360	Valeo	328 60	331	331	330
420	— obl. conv.	401 10	400 10	400 10	400 10
67	Vallourec	63	65	65	64
980	V. Clicq.-P.	899	901	901	887
450	Vinipriz	463	451	461	451
936	Elf-Gabon	2000	2035	1970	1980
218	Amax	195 60	197 40	197 90	198
156	Amer. Expr.	153 50	153 40	153 40	153 40
230	Amer. Tél.	216 90	217	217	215 10
36	Ang. Am. C.	91 60	88 90	88 60	89 90
380	Amgold	582	585	589	575
540	B. Ottomane	598	504	504	494
300	BASF (Akt.)	303 10	297 50	297 50	296 50
285	Bayer	259	258 90	258 90	254
275	Buffelsfont.	288 50	283	288	285
25	Charter	27 10	28	28 45	28
181	Chase Manh.	179	181	180	177 50
130	Cie Pétr. In.	150 50	156 60	156 60	157 10
50	De Beers	51	50 70	50 70	50 7.
675	Deuts. Bank	672	666	666	662
545	Dome Mines	525	522	525	526
185	DuPontNem.	181 30	183	183	188 70
288	East. Kodak	278 80	282 30	282 30	278 80
197	East Rand	175	169 80	168	173
84	Ericsson	88 50	89	89 90	88
290	Exxon Corp.	317 90	326 90	326 90	325 60
123	Ford Motor	117 50	115	115	115
400	Free State	403	396	395	393

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
111	Gencor	122	119 90	119 90	118 80
230	Gen. Electr.	223 50	224 60	225 40	223
240	Gen. Motors	217 50	217 50	217 50	217
64	Goldfields	70	69 40	69 40	68
137	Harmony	143	137 50	137 70	139
6 50	Hitachi	6 90	7	7	7
268	Hoechst Akt.	256 80	257	257	254
36	Imp. Chem.	33 10	33 70	33 70	33 70
185	Inco Limited	96	98 65	98 65	98 50
275	I.B.M.	288	292 90	293	291 00
138	I.T.T.	128 10	129	129	128 10
335	Merck	322 50	326 70	326 70	326 10
255	Minnesota M.	234	238	238	235
235	Mobil Corp.	322	333 50	333 50	333 70
8430	Nestlé	8140	8180	8180	8120
500	Norsk Hydro	538	563	567	558
875	Pétrofina	749	761	759	758
180	Philip Morris	173	177 70	177 70	173
38	Philips	36 60	36 80	37	37
310	Pres. Brand	352 50	346	345	348
555	Quilmès	561	561	561	566
450	Randfontein	474	457	463	461
365	Royal Dutch	393	406	406	402 10
46 50	Rio Tinto Zin	43 80	44	44	43 75
280	St-Helena Co	267	255 70	257 90	269
530	Schlumberger	639	657	658	657
41	Shell Fr.	42 70	43 70	43 70	43 30
555	Siemens A.G	665	660	660	663
64	Sony	62 50	62 50	62 30	62 20
260	Unilever	260 20	260	260	260 2
184	U. Min. 1/10	184 10	185	184 50	185 90
215	Unit. Techn.	223	223	223	223
519	West Driefont.	478	468	469	464 10
358	West Deep	338	337	336 50	330
475	West Hold.	494	494	494	494
255	Xerox Corp.	285	288	288	290
4 30	Zambie Corp	4 39	4 25	4 27	4 28

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 183	4 195	4 070	4 280
Allemagne (100 DM)	231 640	231 420	225	238
Belgique (100 F)	14 433	14 432	13 850	14 550
Pays-Bas (100 fl.)	213 050	212 970	206	217
Danemark (100 krd)	75 250	75 180	72	77
Norvège (100 k)	86 180	86 400	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	10 084	10 133	9 750	10 350
Italie (1 000 lires)	4 872	4 876	4 580	4 980
Suisse (100 fr.)	255 700	255 900	249	261
Suède (100 krs)	100 750	100 920	98 500	102
Autriche (100 sch.)	32 750	32 700	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 859	5 857	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 355	8 370	7 300	8 200
Canada ($ can. 1)	3 596	3 608	3 490	3 720
Japon (100 yens)	2 021	2 035	1 940	2 040

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/10
Or fin (kilo en barre)	92250	91750
Or fin (en lingot)	92365	91495
Pièce française (20 fr.)	794 60	795 80
Pièce française (10 fr.)	465	463
Pièce suisse (20 fr.)	660	650 50
Pièce latine (20 fr.)	635	633 50
Souverain	8 4 10	795
Pièce de 20 dollars	3310 .	3280 40
Pièce de 10 dollars	1803	1687
Pièce de 5 dollars	880	880
Pièce de 50 pesos	3847	3808
Pièce de 10 florins	640 .	644 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 14 octobre 1980 a été tiré à 586 563 exemplaires.

PAR 72 VOIX CONTRE 35 ET 32 ABSTENTIONS

L'Assemblée générale de l'ONU confirme les pouvoirs de la délégation des Khmers rouges

Les pouvoirs de la délégation du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges) aux Nations unies ont été reconnus valables, lundi 13 octobre, par l'Assemblée générale par 72 voix pour, 35 contre et 32 abstentions. Le vote a été pratiquement identique à celui de l'an dernier, puisque la délégation khmère rouge avait été alors validée par 71 voix contre 35 et 34 abstentions.

Les Etats-Unis, qui avec la plupart des pays occidentaux et la Chine ont voté en faveur des Khmers rouges, ont expliqué qu'ils le faisaient pour des « raisons techniques », sans approuver les « odieuses pratiques » du régime Pol Pot. La France s'est abstenue, en même temps que deux autres Etats de la Communauté européenne (l'Irlande et les Pays-Bas) ; son représentant a précisé qu'elle ne pouvait pas appuyer l'actuel gouvernement de Phnom-Penh, « installé à la suite d'une agression militaire ».

Les trente-cinq pays ayant voté pour le régime pro-vietnamien sont les suivants : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Bénin, Bulgarie, Biélorussie, Cap-Vert, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, R.D.A., Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Hongrie, Inde, Jamaïque, Laos, Libye, Madagascar, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Panama, Pologne, Sao-Tomé-et-Principe, Seychelles, Syrie, Ukraine U.R.S.S., Vietnam.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — *Pour qui se prétend neutre, le dilemme n'était pas mince.* Voter pour le Kampuchéa démocratique, un système réduit aux dimensions d'une guérilla, d'une station radio fournie par la Chine et d'une poignée de diplomates, et qui ne survit que grâce à l'aide extérieure, c'était, en dehors des considérations d'ordre moral, prolonger la guerre, retarder la construction du pays et la solution du problème. C'était aussi risquer une extension du conflit, surtout aux dépens de la Thaïlande.

Personne, dans ce camp, n'a donc voté de gaieté de cœur. « *Il n'est pas question pour nous de favoriser un retour* (au pouvoir) *de Pol Pot* », avait dit M. Lee Kuan Yew, premier ministre de Singapour, suivi par les Américains. Mais, pour la Chine, les Etats-Unis, le Japon et d'autres, il s'agissait, avant de lâcher le morceau cambodgien, de punir et saigner le Vietnam — et par la même occasion le peuple qu'ils prétendent sauver.

Voter pour M. Heng Samrin et son gouvernement pro-vietnamien, c'était appuyer une normalisation effective, mais qui n'est due qu'à la présence de plus de deux cent mille soldats et cadres de Hanoï. C'était faire bon marché de l'indépendance du Cambodge, encourager le Vietnam, tout comme l'Union soviétique en Afghanistan, à recourir en toute impunité à la politique du canon pour promouvoir ses intérêts nationaux.

Alors, voter blanc ou pour la « chaise vide », comme le préconisait le prince Sihanouk ? La coalition anti-vietnamienne s'y est farouchement opposée. C'eût été, en effet, reculer pour mieux laisser sauter l'adversaire : M. Pol Pot renvoyé aux oubliettes et M. Heng Samrin en attente au purgatoire, la partie serait plus qu'à moitié gagnée pour le Vietnam.

Maintenant que le vote est intervenu, l'un des objectifs de la coalition victorieuse va être de contrer les manœuvres de diversion du bloc communiste visant à faire passer au second plan la condamnation de l'invasion vietnamienne et à monopoliser le thème de la paix. Les pays de l'ASEAN vont proposer une nouvelle résolution appelant à la fois au retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et à la réunion d'une conférence internationale propre à dégager une solution politique ménageant les intérêts de tous. Ce ne sont pas là des propositions nouvelles, et Hanoï a déjà fait savoir qu'elles étaient inacceptables : pour le Vietnam, la situtation est « irréversible » et « *le prétendu problème cambodgien n'existe pas* ».

Les Vietnamiens vont donc s'efforcer, derrière le paravent des horreurs polpotiennes mille fois ressassées, de modifier la perspective de deux façons : d'une part, en réduisant le conflit cambodgien à un simple problème frontalier entre Bangkok et Phnom-Penh, d'autre part, en persuadant l'hémicycle que les tensions régionales dérivent des manœuvres de « *l'impérialisme américain* » et de « *l'hégémonisme chinois* ».

R.-P. PARINGAUX.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing se félicite du « dialogue républicain » avec les élus du Nord

Au cours du conseil des ministres qu'il a présidé mardi matin 14 octobre (le conseil a été avancé de vingt-quatre heures en raison du voyage du chef de l'Etat en Chine), M. Giscard d'Estaing a commenté en ces termes son voyage dans le Nord : « *La France a besoin du Nord - Pas-de-Calais, qui est une des rares régions d'anciennes et vigoureuses traditions industrielles. Le Nord - Pas-de-Calais sait qu'il peut compter sur la solidarité nationale pour l'aider à rester parmi les régions les plus actives d'Europe. J'ai rencontré dans le Nord une population courageuse, une jeunesse qui croit à l'avenir et qui est désireuse de travailler sur place, malgré ses graves préoccupations sur l'emploi, des responsables politiques et économiques ouverts au dialogue républicain et au travail en commun.*

» *Je demande au gouvernement de veiller avec vigilance à la complète et rapide application des mesures que j'ai annoncées, et d'étudier attentivement les propositions qui seront faites par les responsables régionaux pour le développement économique du Nord - Pas-de-Calais.* »

Au cours du conseil, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a fait le bilan de la situation dans le golfe Persique et présenté un projet de loi autorisant une convention franco-algérienne. La catastrophe d'El Asnam a été évoquée. Le chef de l'Etat a déclaré à ce propos : « *Dans cette épreuve nationale et humaine, l'Algérie peut être assurée de la solidarité concrète et durable de la France.* »

Le ministre du commerce extérieur, M. Michel Cointat, a évoqué l'évolution des relations commerciales entre la France et le Japon. M. François Missoffe, ancien ambassadeur de France à Tokyo, ancien ministre, ancien député gaulliste de Paris, a été chargé d'une mission de six mois auprès du ministre afin d'étudier les différents aspects des relations économiques entre les deux pays.

A l'occasion de l'intervention de M. Monory, ministre de l'économie, sur le projet de modernisation du marché financier (1), M. Giscard d'Estaing a déclaré : « *J'attache la plus grande importance au vote par le Parlement de la loi qui permet de distribuer gratuitement aux salariés 3 % du capital de l'entreprise où ils travaillent. Je souhaite que des initiatives soient prises pour mettre en œuvre rapidement cette loi afin que les travailleurs soient associés à la propriété de leur entreprise.* »

Mme Saunier-Seïté et M. Aigrain ont traité de la formation des ingénieurs, M. Raymond Barre du fonctionnement des établissements publics régionaux, et MM. d'Ornano, Giraud et Bonnet des économies d'énergie dans les services publics. M. Jacques Barrot, ministre de la santé, a présenté une communication sur la lutte contre le cancer.

(1) Ce projet trouve sa source dans un rapport rédigé par M. Pérouse, directeur de la Caisse des dépôts (voir page 41).

● *La peine de mort* a fait l'objet d'une nouvelle offensive à la commission des finances de l'Assemblée nationale. Celle-ci a rejeté, lundi 13 octobre, un amendement présenté par M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, qui proposait de supprimer, dans le budget du ministère de la justice, les crédits affectés aux frais d'exécutions capitales, soit 185 000 francs. M. Bas considère que la suppression de ces crédits budgétaires permettrait d'« *empêcher le fonctionnement de la guillotine en attendant que le Parlement puisse enfin se prononcer au fond sur le problème de la peine de mort* ».

LA POLÉMIQUE SUR LA PRÉSENCE DE POLICIERS A L'EX-FANE

M. José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil, maintient, dans une interview à *Libération*, ses déclarations antérieures au sujet de la présence de policiers parmi les membres de l'ex-FANE, révélée par le S.N.A.P.C. au lendemain de l'attentat de la rue Copernic.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, avait déclaré, la veille, à *France-Soir*, ainsi que M. Limouzy l'avait annoncé vendredi 10 octobre à l'Assemblée nationale (*le Monde* daté 12-13 octobre), qu'aucun policier ne figurait sur les listes de noms découvertes au siège de l'ex-FANE. M. Bonnet avait déclaré : « *La police dispose d'un document saisi dans les locaux de la FANE, qui compte, sur quatre feuillets, cent cinquante-deux noms. C'est peut-être de là que vient le chiffre de cent cinquante membres, dont on a dit qu'ils étaient l'effectif de cette organisation. Selon les premières vérifications effectuées, aucun policier n'y figure.* »

M. Deltorn réplique : « *Je ne varie pas. Il y avait trente policiers à l'ex-FANE. M. Bonnet pourra toujours dire que ce n'est pas vrai. Il a déjà mis son honneur en jeu à l'Assemblée nationale et il aura peut-être d'autres occasions de le mettre en jeu.* »

Les prix Nobel

● Physique : MM. J. W. Cronin et V. L. Fitch (États-Unis)

● Chimie : MM. P. Berg, W. Gilbert (États-Unis) et F. Sanger (Grande-Bretagne)

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, ce mardi 14 octobre, le prix Nobel de physique 1980, d'un montant de 890 000 francs, aux Américains James Watson Cronin et Val Logsdon Fitch pour « la découverte de la violation des principes fondamentaux de symétrie dans la désintégration des mésons K neutres ».

Le prix Nobel de chimie est allé à deux Américains, MM. Paul Berg et Walter Gilbert, et à un Britannique, M. Frederick Sanger, qui était déjà lauréat du prix Nobel de chimie (1958). Ces deux derniers se partagent la moitié du prix (440 000 francs français) pour « leurs contributions à la détermination des séquences de base dans les acides nucléiques ». L'autre lauréat, M. Berg, reçoit l'autre moitié du prix pour « ses études fondamentales en biochimie sur les acides nucléiques et en particulier sur les recombinaisons d'ADN ».

Le prix Nobel de physique revient une fois de plus à des spécialistes de physique des particules, pour leur mise en évidence de la non-conservation de « C.P. ». Ce sigle représente le produit de l'opération de *parité*, qui consiste à échanger le haut et le bas, la droite et la gauche... et de la *conjugaison de charge*, qui est le remplacement des *particules par leurs antiparticules*, et vice-versa. Dans la vie courante, ces deux opérations ne changent pas les phénomènes physiques. Il n'en est pas de même à l'échelle atomique. En 1956, deux Américains, MM. Lee et Yang, découvraient qu'une interaction dite « faible » ne conserve pas la parité : la physique change quand on échange la droite et la gauche. Cette découverte révolutionnaire leur valut le prix Nobel de physique, l'année suivante. L'interaction faible viole aussi la conjugaison de charge, mais on pensait que si l'on fait successivement les deux opérations, on retrouve les mêmes phénomènes physiques. Il est d'ailleurs équivalent de renverser le sens du temps.

En 1963, MM. Fitch et Cronin, aidés de MM. Christensen et Turlay — ce dernier est Français — découvrirent que même le produit de la conjugaison de charge et de la parité — noté C.P. — ne laissait pas invariant le monde des particules. Ils trouvèrent ce résultat dans une expérience très difficile sur la désintégration des mésons K neutres. Il existe deux variétés de mésons K, dont l'une se désintègre en deux mésons pi (pions) et l'autre en trois ; du moins cela serait vrai si C.P. était une bonne loi d'invariance. L'expérience a montré que certains mésons K, qui auraient dû donner trois pions, n'en produisent que deux, ce qui a prouvé que l'invariance par C.P. n'était qu'approchée. — M. A.

M. JAMES WATSON CRONIN

[Né à Chicago le 29 septembre 1931, M. James Watson Cronin, après ses études à l'université de Chicago, est, de 1955 à 1958, chercheur au Brookhaven National Laboratory. A partir de 1958, il enseigne à Princeton, où il sera professeur de physique de 1965 à 1971. Depuis 1971, il est professeur de physique à l'université de Chicago. Outre ses travaux sur le non-invariance de la parité et de la « symétrie de charge » (remplacement des particules par leurs antiparticules), M. James Cronin a participé à la mise au point des chambres à étincelles, qui sont des détecteurs utilisés en physique des particules. Il est membre de l'Académie nationale des sciences américaine.]

M. VAL LOGSDON FITCH

[Né le 10 mars 1923 à Merriman (Nebraska), M. Val Logsdon Fitch, après ses études à McGill University et Columbia University, rejoint en 1954 le corps enseignant de l'université de Princeton, où il est, depuis 1960, professeur de physique. Il a notamment travaillé sur les raies d'émission d'atomes dans lesquels on a remplacé un électron par un électron lourd (muon), ce qui l'a conduit à une mesure précise du rayon du noyau, ainsi que sur l'interaction faible. Membre de l'Académie nationale des sciences américaines, M. Val Logsdon Fitch a notamment été, de 1970 à 1973, membre du conseil scientifique placé auprès du président des Etats-Unis.]

M. PAUL BERG

[Né le 30 juin 1926, à New-York, M. Paul Berg est docteur de l'université de Western Reserve. C'est un biochimiste de l'université Washington de Saint-Louis qui a travaillé dans le département d'Arthur Kornberg sur l'acide désoxyribonucléique. Ce n'est que plus tard, qu'intéressé par les travaux de Fritz Lippman, qu'il se penchera sur les problèmes relatifs aux enzymes. De 1957 à 1959, M. Berg a été professeur associé à l'Ecole de médecine de Saint-Louis, puis, de 1950 à 1960 à l'univeristé Stanford. Il a été lauréat du prix de biochimie Eli-Lilly en 1959.]

M. WALTER GILBERT

[Né à Boston le 21 mars 1932, M. Walter Gilbert est un biologiste moléculaire diplômé de l'université Harvard et docteur de l'université Cambridge (1957). Il fut successivement professeur assistant de physique à Harvard (1959-1964), professeur associé en biophysique (1964-(1968) de l'Académie des sciences en biologie moléculaire à Harvard et dans la même discipline à la Société américaine du cancer. Lauréat de l'Académie des sciences américaine (1968, de l'Académie des sciences française (1977), et du prix Albert-Lasker (1979), Walter Gilbert, travaillant sur le système lactose *d'Escherischia coli*, ainsi que Marc Ptashne, un autre scientifique de l'université Harvard, a isolé, purifié et caractérisé les répresseurs et les opérateurs.]

M. FREDERICK SANGER

[Né le 13 août 1918, à Rendcomb (Grande-Bretagne), M. Frederick Sanger a fait ses études à l'université de Cambridge, où il entre en 1940 au laboratoire de biochimie. Depuis 1961, il travaille au laboratoire de biologie moléculaire du Medical Research Council à Cambridge, où il dirige la division de chimie des protéines. Membre de très nombreuses académies des sciences, il avait déjà reçu, en 1958, le prix nobel de chimie qui récompensait alors ses travaux sur la structure des protéines. Ceux-ci l'avaient notamment conduit à établir la première structure de l'une de ces molécules géantes, l'insuline. Depuis le début des années 60, M. Sanger s'est particulièrement penché sur la mise au point de méthodes capables de déterminer la séquence des nucléotides qui, sur la molécule d'ADN, servent de support aux gènes. Il fut le premier à déterminer la « carte » complète d'un petit virus bactérien (PhiKhi 174). Les méthodes qu'il a mises au point sont, aujourd'hui, utilisées par des chercheurs du monde entier. Il avait reçu le prix Lasker en 1978.]

A B C D E F G

